

# **I. 1 RAPPORT SCIENTIFIQUE**

## **A. ETAT DES DOMAINES DE RECHERCHE DU LABORATOIRE ET DEBATS AU NIVEAU INTERNATIONAL**

---

Les recherches menées au CEVIPOF s'inscrivent dans plusieurs domaines de recherche au niveau international :

- 1. Les attitudes, comportements et forces politiques**
- 2. Le domaine de la *policy analysis***
- 3. L'analyse de la pensée politique et de l'histoire des idées**

### **A.1. ATTITUDES, COMPORTEMENTS, FORCES POLITIQUES**

Ce pôle, le plus ancien du laboratoire, articule trois champs de recherche, portant respectivement sur les comportements politiques, électoraux et non électoraux, sur les transformations de l'offre politique en particulier avec l'évolution des systèmes partisans et leur mise en concurrence avec d'autres formes de médiation, et enfin sur les systèmes symboliques - représentations, attitudes, valeurs - qui donnent sens à la politique, tant du point de vue des producteurs de cadres idéologiques que de celui des récepteurs.

Dans le domaine de l'écologie électorale et de l'analyse quantitative des enquêtes par sondage, un des points forts du CEVIPOF, la tendance est à reconsidérer la « rationalité » de la décision électorale dans une perspective pluridisciplinaire, appuyée notamment sur le développement des approches cognitives. Elle conduit à accorder plus d'importance au degré de connaissance politique des électeurs, à leur mode de repérage dans le champ politique (heuristique, schémas, raccourcis cognitifs) et à la dimension stratégique de leurs choix. Le CEVIPOF s'inscrit pleinement dans ce courant de recherche, travaillant en partenariat avec des représentants marquants de ce renouvellement disciplinaire comme Paul Sniderman et James Kuklinski aux Etats Unis, André Blais ou Henry Milner au Canada. On assiste également à un renouvellement des méthodes statistiques (modèles log linéaires, analyse géométrique, analyses multi-niveaux combinant données contextuelles et données individuelles), avec une meilleure prise en compte de la dimension longitudinale des phénomènes (panels) et l'intégration systématique de la dimension comparative.

Dans le domaine des formes contestataires de la participation politique, c'est la sociologie des mouvements sociaux et notamment le courant critique issu de l'école de la « mobilisation des ressources » qui fournit les cadres d'analyse, mettant l'accent sur la dimension politique d'une part, symbolique et identitaire d'autre part de l'action collective, en prenant en compte la montée des mobilisations transnationales.

L'analyse des systèmes partisans porte sur les processus de fragmentation du socle partisan européen traditionnel, liés au passage à des sociétés post industrielles. On assiste au déclin des identifications partisans et à la montée de nouvelles formes de représentation politique comme les coordinations, ainsi qu'à l'essor d'organisations en réseaux, tandis que les fonctions des partis – en particulier celles d'opérateurs de sens – se transforment ou entrent en crise.

L'analyse du rapport au politique et des systèmes symboliques qui l'accompagnent a profité du renouvellement des approches de psychologie politique consacrées aux attitudes et non attitudes (John Zaller), au rôle des affects et de l'émotion en politique (George Marcus) et aux valeurs (travaux de Shalom Schwartz sur l'existence d'une matrice universelle des valeurs humaines).

Dans ces divers domaines, les travaux du laboratoire s'inscrivent dans les débats dominants et s'inspirent largement des travaux anglo-saxons, sans jamais toutefois perdre de vue la spécificité tant française qu'européenne et le contexte historique particulier qui l'explique.

## **A.2. LE DOMAINE DE LA *POLICY ANALYSIS***

Le champ des politiques publiques tels que nous l'entendons traverse les disciplines, même si les chercheurs du CEVIPOF travaillent pour l'essentiel dans le cadre d'une sociologie politique de l'action publique qui cherche à mettre en évidence, directement ou indirectement les questions de politique et de démocratie en relation avec les politiques publiques. Quelques tendances de fond apparaissent à la lecture des travaux essentiellement européens et américains.

Tout d'abord, conformément à ce que l'on peut observer dans le reste de la science politique, une partie des travaux de politiques publiques s'est engagée dans la brèche du choix rationnel, de l'équilibre optimal et de l'analyse micro des acteurs et de leurs interactions. Les modèles analytiques de la micro économie deviennent des outils répandus qui désocialisent, et dépolitisent objets et acteurs mais en identifiant des mécanismes précis. A l'instar de ce qui s'observe en sociologie (Coleman ou Boudon), une partie des travaux sur les politiques publiques, sans reprendre les analyses du choix rationnel, s'éloigne des perspectives *macro* pour mettre en évidence les mécanismes de transformation de l'action publique, la diffusion des modèles, ou les effets de mimétisme. Ces modèles sont utilisés pour expliquer la diffusion de politiques de privatisation ou de défense de l'environnement par exemple, mais aussi la construction des règles et des normes, la formation des politiques. L'accent est le plus souvent mis sur la précision dans l'analyse des actions, des activités, des instruments ou des mécanismes. Ces mécanismes se prêtent assez facilement à la modélisation.

A l'opposé de ces approches, les travaux plus constructivistes, notamment en termes de cadres cognitifs et normatifs connaissent un fort développement. Les cadres d'action, référentiels, paradigmes ou coalitions de cause mettent l'accent sur la dilution des intérêts, des cadres nationaux dominants. Ils rejoignent les travaux sur les coalitions, les mouvements sociaux, l'action collective, les entrepreneurs politiques qui soulignent l'importance des logiques identitaires et des courants d'idées pour comprendre les mobilisations pour ou contre certains programmes de politiques publiques.

En termes théoriques cependant, les modèles d'inspiration néo-institutionnaliste, des versions les plus *micro* aux versions les plus sociologiquement déterministes, demeurent dominants. L'accent est mis désormais sur le changement des institutions, les mécanismes endogènes et exogènes, les ordres de changement, les combinaisons dans le temps et la question de la légitimité qui est abordée à la fois en termes d'*input* démocratique et en termes de conséquences. A l'instar des travaux de sociologie politique, un courant de travaux

s'intéresse aux politiques publiques et à leur perception dans la vie quotidienne des citoyens, en soulignant des dynamiques de justice et d'injustice, d'exclusion, de politisation.

En termes thématiques, la fin d'un cycle spécifique de l'Etat nation (qui ne doit être confondu avec un retrait de l'Etat) change les paramètres des politiques publiques dans plusieurs directions. La première de ces transformations souligne la perméabilité de la frontière public/privé, la remise en cause de la domination de l'Etat dans différentes sphères de la vie sociale et politique, le renforcement des acteurs, logiques et règles du marché.

On observe ensuite des changements d'échelle qui concernent les dynamiques de globalisation des entreprises, du droit ou des acteurs associatifs, l'intégration européenne, la décentralisation... soit un enchevêtrement des acteurs, des règles, des ressources qui modifient les contraintes et les opportunités des acteurs des politiques publiques.

On constate enfin, dans des sociétés où tout groupe constitué peut se constituer en acteur et où parallèlement l'intérêt général de l'Etat nation est contesté, une pluralisation des intervenants qui ouvre le champ des politiques publiques à de nouveaux acteurs individuels provenant notamment du secteur associatif.

Dans cet enchevêtrement de pouvoirs, de hiérarchies et d'inégalités c'est la question de l'ordre social qui est posée. Si l'Etat n'est plus tout à fait le grand intégrateur des politiques publiques, alors les questions de pilotage, d'orientation, de choix politique, d'articulation de régulations, de coordination, de gouvernement, de gouvernabilité et de gouvernance redeviennent centrales dans l'analyse des politiques publiques pour contrebalancer les effets de la fragmentation, de l'absence de transparence et des possibilités *d'exit* des acteurs les plus puissants. L'analyse des politiques publiques vise alors à identifier les mécanismes de contrôle, d'audit, d'orientation du comportement des acteurs.

Il n'est dès lors pas étonnant que, à l'instar des autres domaines des sciences sociales, les questions de méthode deviennent de plus en plus prégnantes : analyses textuelles, statistiques quantitatives, comparaison, les exigences méthodologiques s'élèvent à mesure que se professionnalise le champ.

Le champ des politiques publiques participe de l'analyse de la transformation de l'Etat et de la régulation politique des sociétés contemporaines, interrogeant de fait les catégories fondamentales de la sociologie politique : démocratie, citoyenneté, politisation. A l'instar des autres champs des sciences sociales, la dimension critique demeure cruciale pour dévoiler les intérêts, les inégalités et les relations de pouvoirs, soit une dimension fondamentalement politique.

### **A.3. PENSEE POLITIQUE ET HISTOIRE DES IDEES**

Le pôle « Pensée politique et histoire des idées » continue une tradition qui remonte à Jean Touchard, fondateur du CEVIPOF. Cette tradition consistait à étudier les grands systèmes de pensée d'une époque, les idéologies qui appelaient à la mobilisation et à l'action, la pluralité des interprétations concernant un auteur majeur ou une doctrine. Du fait de ses composantes (notamment : historiens, philosophes, sociologues de la politique) et du fait de l'évolution des questionnements contemporains (sur la nation, le libéralisme, le constitutionnalisme, le racisme, mais aussi le rôle des intellectuels), le pôle a recentré son objet majeur et a approfondi les méthodes mises en jeu. Il fallait accroître l'interdisciplinarité

et cerner autant que possible l'enjeu social actuel, compte tenu également de l'ouverture internationale désormais irrécusable.

Du côté de l'objet, il est devenu de plus en plus évident que la *démocratie* est sujet et objet de la recherche internationale, enjeu majeur de l'intérêt et des inquiétudes contemporaines. Loin d'être un thème banal et passe-partout, la démocratie regagne une étonnante épaisseur et une complexité inattendue : qu'est-ce au juste que le monde libéral des êtres égaux en dignité, dans ses dimensions de force et de faiblesse, après la chute du mur de Berlin ? Comment peut-il traiter les revendications identitaires et religieuses qui acquièrent une force (sociale ou belliqueuse) croissante ? Cette question se déploie sur plusieurs registres, on en retiendra trois par rapport au travail du pôle « Pensée politique ».

1 - Dans le registre philosophique : l'entrée tardive de John Rawls en France (*Theory of Justice*) tout autant que son ascension mondiale aux côtés de Habermas expriment le besoin d'une recherche sur le *pluralisme* démocratique (à la fois comme cause et effet du libéralisme politique). Cette tendance s'est illustrée dans des travaux du pôle sur le libéralisme dans son histoire et sa philosophie, sur la République à la française (universalisme, exceptionnalisme, montée du constitutionnalisme), sur les idéologies antipluralistes (qu'elles soient nationalistes, communautaristes ou simplement identitaires), sur les rapports entre science et démocratie ; concernant cette dernière question : faut-il penser qu'une idéologie scientiste (traduite dans l'expertise et l'archivage électronique) peut remplacer les modes de légitimité antérieurs (élections, consultations de l'opinion, rationalité légale-instrumentale) ?

La question du pluralisme, particulièrement vivante dans le monde anglo-saxon, a donc été accueillie au sein du pôle sous des déclinaisons variées, mais avec une inflexion caractéristique de l'héritage Touchard : rattacher les questions à leurs moments *historiques* différenciés, et non les traiter de façon uniquement abstraite et procédurale (comme chez Rawls, Dworkin et Habermas). Des recherches à venir, impulsées principalement par de récents arrivants au CEVIPOF, vont prolonger cette tendance : le communautarisme, en tant qu'il apparaît comme une lutte contre le pluralisme (P.-A. Taguieff), la sociobiologie et d'autres discours scientistes comme vision symptôme de crise du pluralisme (A. Chebel d'Appollonia).

2 – Dans le registre de l'histoire politique ou de l'histoire intellectuelle : du fait de la redécouverte de la Shoah, on sait que le mouvement intellectuel français de l'avant-guerre, la période de Vichy et le passé colonial français ont captivé l'attention des chercheurs étrangers : y a-t-il eu un fascisme à la française et comment interpréter l'épisode Dreyfus (Zeev Sternell) ? Pourquoi nombre d'antidreyfusards se sont retrouvés dans la collaboration (Simon Epstein) ? La République a-t-elle méconnu l'esprit libéral des droits et libertés (T. Judt) ? La guerre d'Algérie a-t-elle constitué à la fois un moment de vérité et une séquence taboue de la mémoire et de l'historiographie ?

A l'intérieur du pôle, des travaux ont porté sur la tradition républicaine comme lieu de bataille d'une « concitoyenneté » de longue durée, bien antérieure à 1789 (O. Rudelle), sur le jeu de la mémoire et de l'oubli tant dans le modèle républicain que dans la tradition du communisme, sur le rôle spécifique des intellectuels en France mais aussi dans des associations internationales (comme les PEN Clubs : Nicole Racine) -, ou encore sur la réinterprétation d'un groupe volontiers occulté, les Pieds-Noirs d'Algérie (J. Verdès-Leroux). Au total, et contrairement à une interprétation trop unilatérale, l'adaptation de la République au constitutionnalisme porteur des libertés, sur le plan des faits, la réappréciation, sur le plan

critique, d'un « modèle républicain » partiellement mythique constituent des éléments de réponse importants ; on a pu en voir des échos, par exemple, dans une entreprise liée à l'EHESS, le *Dictionnaire critique de la République* (sous dir. V. Duclert et C. Prochasson). La mémoire, les intellectuels, la République et ses libertés : apparemment cette question concernait prioritairement les historiens du pôle ; en fait ce domaine a permis de retisser des liens avec les juristes (à travers particulièrement O. Rudelle et L. Jaume), malgré le clivage qui avait été ouvertement déclaré entre politistes et juristes dans les années quatre-vingt. Que ce soit sur le Bicentenaire en 1989 ou sur le bilan de la Vème République en 1999-2003, on peut constater que le CEVIPOF a été présent du point de vue historique et juridico-politique et qu'il suit en cela une continuité. De même, des questions capitales pour notre temps ont reçu un éclairage juridique et institutionnel autant que politique : l'immigration et l'école (J. Costa-Lascoux), le système parlementaire et la question de l'exécutif (cf. le livre de J.-M. Donegani et M. Sadoun *La Ve République. Naissance et mort*), l'égalité hommes-femmes dans le droit et dans les politiques de la sexualité (J. Mossuz-Lavau), l'évolution de la laïcité, notamment face à la question communautaire (M. Barthélémy, F. Subileau). Le pôle a cherché à traiter des objets nationaux en retenant des problématiques ou des comparaisons internationales : du coup, un phénomène aussi « français » que le gaullisme continue à intéresser des revues britanniques, américaines, japonaises, italiennes, comme les chercheurs du pôle en ont fait l'expérience à maintes reprises dans les contributions demandées.

3 – Dans un registre proprement épistémologique : les sciences humaines et les sciences sociales sont actuellement le lieu de vastes controverses épistémologiques : cela est vrai en philosophie (débat sur la philosophie analytique, sur la philosophie morale et ses effets sociaux possibles), dans les approches du politique en histoire des idées (*linguistic turn*, histoire des concepts ou *Begriffsgeschichte*, école contextualiste, etc), ou en sociologie du politique (sociologie historique, *cultural studies*, école du choix rationnel, etc.). Le pôle « Pensée politique » a commencé récemment à prendre sa place dans ces débats qui, inévitablement, ne concernent pas seulement les méthodes mais le sens même que l'on attribue à la démocratie. Les recherches sur le *modèle national* (G. Delannoi) ont comparé des modes d'approche différents : construction binaire et construction ternaire du concept de nation ; genèse socio-historique comparée des Etats-nations en Europe et en Asie. En quel sens peut-on parler des « Lumières » en Europe et au Japon durant le XVIIIe et le XIXe siècle ? Qu'apporte le modèle donné par I. Berlin et K. Popper au vu de ces expériences ? Cette recherche s'est faite notamment en séminaire, avec des collègues étrangers venus au CEVIPOF (Hiroshi Watanabe, Université de Tokyo, Yan Chen, Paris VII, etc.). Mentionnons aussi le programme « Penser la Chine », auquel participe G. Delannoi, avec la création (2003) d'une collection de traductions réciproques entre la France et la Chine (Editions de l'Aube).

De même, l'internationalisation d'une réflexion sur les méthodes en histoire des idées politiques est actuellement conduite par L. Jaume, principalement en direction de l'Angleterre (groupe de Quentin Skinner), l'Italie (Naples et Université de Macerata) et de l'Espagne (Université de Bilbao). Un groupe de recherche sur « Les controverses politiques et institutionnelles : questions de méthode » est ouvert en octobre 2003 au CEVIPOF, à destination de jeunes chercheurs en diverses disciplines (droit, histoire, théorie de la littérature, principalement), sous la direction de L. Jaume et d'Alain Laquière (professeur de droit public). Enfin, comme troisième exemple de réflexion méthodologique, on citera l'entreprise de redéfinition du concept de « populisme » conduite par P.-A. Taguieff : faut-il continuer la recherche de définition d'une idéologie qui serait spécifique, ou doit-on considérer un *style d'action* qui se combine, en cas de besoin, avec toutes les grandes idéologies (y compris le libéralisme ou l'anarchisme) ? Changer le mode d'approche du

populisme, c'est s'ouvrir à sa remarquable adaptabilité, et comprendre des expériences aussi diverses que l'Europe de l'Est ou l'Amérique latine. Signalons qu'une entreprise de renouvellement méthodologique, directement déployée sur la scène internationale, sera exposée plus bas, celle d'Eric Landowski : il s'agit de la tâche de longue haleine d'une *sémiotique du politique*.

Comme on peut le voir, le pôle « Pensée politique et histoire des idées » est attentif aux grands renouvellements qui ont accompagné la notion de démocratie à l'échelle internationale, tant sur les questions de contenu (théorie politique, philosophie, histoire) que dans le débat des méthodes. Au total, on peut répartir son activité, concernant l'objet démocratie, sur quatre axes :

- a) *La démocratie moderne pluraliste* : comparaisons avec la démocratie antique ; les refus du pluralisme ; le recours, légitimant, voire idéologique, à la science comme négation ou comme vecteur de la cité pluraliste.
- b) *La démocratie dans son histoire* : l'histoire de la République démocratique en France ; les usages de la mémoire, le jeu des diverses mémoires ; le rôle des intellectuels, les réseaux, les grandes figures.
- c) *Les rapports entre la démocratie et le libéralisme* : les origines historiques du libéralisme politique ; les valeurs du libéralisme philosophique et le rapport avec le libéralisme économique ; la loi, les droits, la Constitution comme outils du libéralisme.
- d) *Les liens entre la technologie, la science et la démocratie* : les modalités nouvelles, entre efficacité et utopie (la démocratie électronique), les angoisses contemporaines (écologie, biotechnologies, eugénisme), l'effort de démocratisation des politiques scientifiques.

On peut constater que, lors du dernier projet majeur du CEVIPOF, qui concernait les évolutions et les crises de la démocratie aujourd'hui (« La démocratie en mouvement »), ces quatre axes du pôle ont notablement concouru à la recherche, au colloque sur « la démocratie en mouvement » et aux Actes du colloque (*Le désenchantement démocratique*, sous dir. P. Perrineau).

## **B. POSITIONNEMENT GENERAL DU LABORATOIRE**

---

Depuis sa création (en 1960) les recherches menées dans le cadre du CEVIPOF se sont attachées à suivre et à caractériser les institutions et pratiques politiques françaises tant du point des représentations et attitudes, que des mobilisations et organisations politiques et des programmes d'action gouvernementale, impliquant parfois acteurs publics et privés.

Durant les dernières années (1999-2003), ce cadre originel a progressivement évolué en prenant en compte l'affaiblissement des grands clivages idéologiques, la recomposition de l'électorat, les phénomènes de désengagement et les nouvelles formes de mobilisation partisane et non-partisane, mais aussi l'impact des changements d'échelle territoriale de la vie publique (européanisation et internationalisation d'un côté, décentralisation et régionalisme d'un autre côté), ainsi que les transformations qui en découlent dans la différenciation des acteurs et des institutions.

Tout en poursuivant cette perspective générale, le nouveau programme du laboratoire veut s'attacher à mieux intégrer les grandes composantes de ses équipes. Et cela de trois façons :

- en approfondissant l'ensemble des questions qui relèvent de « la crise de légitimité du politique »,
- en complétant la première approche par une analyse de « la crise de la gouvernamentalité »,
- en menant enfin, une série de travaux sur le thème de « la défense de la probité publique » qui décline sur un terrain spécifique les questions précédentes.

Trois raisons nous ont conduit à effectuer ces choix :

1 - Dans le champ disciplinaire qui est le nôtre et qui rejoint des théorisations sociologiques générales, les questions liées aux changements sociaux dans le domaine des représentations du politique, dans l'intensité et les formes d'engagement (et de désengagement) des acteurs, et dans les configurations de l'Etat, sont devenues centrales. Au processus de transformation plus ou moins homogène qui prévalait depuis cinquante ans, dans ses idéaux (modernisation de l'Etat, montée d'un libéralisme économique, etc.), et dans ses moyens d'action (démocratie parlementaire, implication partisane et civique), succède une période marquée de différentes ruptures qui mêle une défiance croissante à l'égard des élites politiques et administratives, des contestations fortes des institutions et de leur fonctionnement, une dilution des repères culturels et territoriaux classiques et qui laisse apparaître de nouveaux clivages sociaux. Il s'agit de dépasser les simples constats et de progresser dans la description et l'interprétation de ces changements contemporains qui sont autant d'indicateurs d'une déstabilisation de la légitimité politique et de recompositions en cours.

2 - Quel que soit l'angle sous lequel on aborde l'Etat en action, la question du lien entre les représentations, les acteurs engagés, et le contenu des programmes publics est devenu un enjeu de questionnement essentiel. Ces trois facteurs sont aujourd'hui traités comme interdépendants, mais l'approfondissement des relations qui les unissent est une nécessité. L'interdépendance entre l'influence des opinions et des mobilisations sociales, les marges d'action des acteurs politiques et l'orientation des programmes gouvernementaux constitue aujourd'hui un thème récurrent sans qu'il soit possible de hiérarchiser a priori ces facteurs entre eux. Les relations entre « espace public », « espace politique » et « espace d'action gouvernementale » sont de plus en plus étroites. Les responsables politiques sont amenés à rendre compte de façon croissante de leurs choix, les procédures de consultation et de négociation se multiplient pour la définition des programmes d'action, les acteurs politiques s'attachent à l'explicitation de leurs décisions et leur communication est devenue une activité à part entière. La question classique du « comment gouverner ? » a pris un tour nouveau et la multiplication des réflexions en termes de gouvernance (action collective multi-acteurs et multi-niveaux) et de gouvernamentalité (question des instruments et voies d'action publique) témoigne des tensions croissantes entre les trois facteurs précédents.

3 - Afin de combiner les deux axes de réflexion il nous a semblé important de concentrer une part importante des moyens intellectuels et matériels sur un programme d'enquêtes coordonnées sur le thème de « la défense de la probité publique », illustratif aussi bien des problèmes de légitimité que de gouvernabilité. Ce programme constituera « le projet majeur » du laboratoire, rassemblant des chercheurs relevant des trois secteurs de compétence du laboratoire : sociologie politique, pensée politique, politique publique. Les mises en cause

d'élus et de gouvernants pour des atteintes à la « probité publique » (notion définie ci-dessous) constituent, en effet, un des événements marquants des années quatre-vingt-dix. Le phénomène n'est pas nouveau (fin de la III<sup>e</sup> république, années 1930) il a cependant connu une ampleur particulière et suscité des mobilisations multiples. Cependant un premier paradoxe, déjà relevé aux Etats Unis au début du XX<sup>e</sup> siècle, caractérise la situation présente. D'un côté, la médiatisation des « scandales » impliquant des élus et des ministres a atteint depuis dix ans un niveau inégalé et des mises en cause de responsables politiques majeurs sont toujours d'actualité. Les atteintes à « la probité publique » sont ainsi (re)devenues un problème public incontournable. Mais, d'un autre côté, les impacts politiques et sociaux de ces accusations ne semblent pas avoir d'effets radicaux ni sur l'image de tous les acteurs politiques, ni dans certains cas sur leurs résultats électoraux. Un deuxième paradoxe vient conforter le premier. En effet, contrairement aux discours et aux attentes, la mobilisation politique sur le thème de « la lutte contre la corruption » et son insertion dans la lutte politique et l'action gouvernementale reste faible. Après la série de réformes de la deuxième partie des années quatre-vingt-dix sur le financement des partis politiques, les procédures de marché public et la lutte contre la corruption internationale, depuis quelques années, un mouvement inverse se dessine (limitation de la responsabilité pénale des élus, assouplissement des règles de marché public, limitation des pouvoirs des Chambres régionales des comptes, etc.). Ce programme transversal à tout le laboratoire devrait permettre de combiner dans différents chantiers les approches de sociologie politique, de pensée politique et de politique publique et permettre de cerner concrètement les recompositions en cours tant en matière de légitimité de l'action politique que de modalités concrètes de gouvernement.

## **C. SYNTHÈSE DES PUBLICATIONS LES PLUS MARQUANTES 2000 - 2003**

---

Le CEVIPOF a sélectionné les dix-sept ouvrages suivants comme les plus marquants de l'activité du laboratoire sur la période 2000-2003.

**BARTHELEMY M., *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 286 p.**

L'ouvrage dresse un état des lieux socio-politique de la vie associative en France. Il s'appuie sur une relecture des travaux historiques et sociologiques existants et sur des enquêtes réalisées par l'auteur. L'interrogation centrale porte sur la légitimité « participative » des associations.

Pour y répondre, la première partie de l'ouvrage procède d'abord à un examen du développement associatif en France. Un détour historique est l'occasion de confronter l'« exemple » anglo-saxon et le modèle républicain français en cherchant à dépasser leur simple opposition, il met en valeur la pré-histoire des associations au 19<sup>ème</sup> siècle et le « compromis » consacré en 1901 entre la reconnaissance de la liberté individuelle de s'associer et celle, « surveillée » par l'État de la liberté du groupe. Une analyse critique de l'idéologie associative rappelle que la vitalité des associations n'est pas seulement la résultante de l'essor enclenché au milieu des années 1960 mais aussi l'héritière du développement continu de la vie associative au cours du 20<sup>ème</sup> siècle et de la complémentarité entre secteur associatif et pouvoirs publics. Véritable célébration des valeurs de la société civile (versus l'État) et de la participation des citoyens (versus le système représentatif), cette



idéologie est la manifestation d'une sphère sociale en cours de constitution à la fois distincte de l'État et produit de l'interpénétration du public et du privé. Ce processus s'accélère avec le développement de la crise économique. Les transformations du rôle de l'État et la décentralisation influencent la réorganisation des structures associatives et le reflux du modèle fédératif. La gestion territorialisée et contractualisée renforce l'instrumentalisation des associations comme opérateurs des politiques publiques et favorise l'alliance entre experts associatifs et élus locaux au détriment de la participation des habitants. Cet environnement ajouté aux réalités de l'urgence sociale explique la priorité donnée au lien social plutôt qu'au sens politique. Les nouvelles démarches associatives qu'elles soient humanitaires ou contestataires se caractérisent par une thématique de l'immédiat, du concret et de la solidarité, alors que les structures plus anciennes (telles que les fédérations d'éducation populaire) voient s'effriter la pertinence de leurs projets traditionnels.

Une seconde partie s'attache ensuite à évaluer les transformations des acteurs associatifs, et tout particulièrement celles qui affectent la figure du militant, dans le temps et dans l'espace politique. Le reflux du modèle militant « traditionnel » se lit dans les mutations qualitatives des présupposés de l'adhésion, des pratiques et des objectifs de l'engagement. Ce reflux n'est pas seulement imputable à l'évolution des comportements individuels et au processus d'individualisation. L'environnement socio-économique, l'état des idéologies et du débat politique en sont aussi partie prenante. Les raisons de l'action sont le produit de la tension entre action collective et choix individuels. Dimensions idéologiques (la « citoyenneté » associative) et mythiques (l'économie sociale, le bénévolat) structurent activement les représentations de l'engagement, autour de trois thèmes, la solidarité, la liberté et le local, qui ont en commun la mise à distance de la politique instituée, une certaine forme d'apolitisme et une certaine idée de l'intérêt général. L'analyse présentée se garde cependant de conclure à la disparition de l'« ancien » devant le « nouveau » : elle montre, au plan individuel, la persistance de modèles différenciés de militance suivant les traditions politiques et les clivages idéologiques d'origine, elle repère, au plan des structures, la dialectique inhérente au fait associatif entre les fonctions de transformation et de régulation sociales, entre l'intégration au jeu politique et la stratégie de confrontation.

La contribution des associations au renouveau de la participation et de la démocratie passe par la réhabilitation du politique. Tel est le message de l'ouvrage. Conditions nécessaires, la redéfinition des rapports avec la puissance publique et la rupture du monopole de la représentation détenu par la politique instituée et les états-majors partisans ne doivent pas dispenser les associations de remettre en cause leurs pratiques, de prendre conscience de l'hétérogénéité de leurs objets et de leurs modes d'action et d'intégrer le répertoire solidariste, les causes particulières ou les luttes ponctuelles à des visées sociétales.

**BOY D., *Le progrès en procès*, Paris, Presses de la Renaissance, 1999, 264 p.**

L'idée de progrès est en crise. Certaines innovations technologiques sont fortement contestées (les plantes transgéniques), la gestion du risque scientifique, technique ou industriel est critiquée (affaire du sang contaminé ou de la vache folle), les préoccupations éthiques semblent parfois prendre le pas sur le désir de promouvoir la recherche. Pour prendre la mesure de cette crise - c'est-à-dire pour mieux en apprécier la modernité - il faut en premier lieu retourner aux origines c'est à dire à l'idée de progrès telle qu'elle se met en place au siècle des Lumières. En faisant ce retour, on observe que l'incontestable réussite des idées de progrès aux 19ème et 20ème siècles ne s'est pas faite sans contretemps voire sans contestations. Il y eu des crises du progrès avant celle que nous connaissons aujourd'hui : le

romantisme en est une des multiples expressions, mais il faut aussi examiner "l'esprit fin de siècle", la crise des années 30 ou encore la période du gouvernement de Vichy.

La période qui s'ouvre après la deuxième guerre mondiale annonce pourtant un renouveau de confiance dans une science et une technique mises à contribution pour reconstruire le pays. Mais les prémices de ce qui sera notre crise du progrès apparaissent dès le milieu des années soixante : des usagers de la nature (pêcheurs, randonneurs) protestent contre des atteintes aux milieux naturels, des professionnels (naturalistes, zoologues) font savoir que certaines espèces sont en danger de disparition, des gestionnaires de la recherche scientifique s'inquiètent de certains effets pervers du développement scientifique et technique. Le mouvement environnemental, puis l'écologie politique trouvent là leurs premières raisons d'agir, et s'essaient à leurs premiers combats (le Larzac, la mobilisation anti-nucléaire etc.). Lors des années 90 les raisons du divorce entre science et société se précisent. Les craintes qu'expriment le public ne concernent plus seulement la perspective d'une dégradation de l'environnement naturel mais l'appréhension d'un accroissement des risques sanitaires : l'usage massif des pesticides, les conséquences d'accidents technologiques majeurs (Tchernobyl), l'asphyxie des centres villes sont ils causes de morbidité ?

Durant cette période d'une trentaine d'années (1970-2000) on dispose d'enquêtes d'opinion régulières qui permettent de prendre la mesure des évolutions qu'a subi l'image de la science et de la technique. Leurs résultats font apparaître un bilan en demi-teinte : sans doute la confiance globale dans l'institution scientifique et technique s'est elle effritée. Mais la science et la technique demeurent des valeurs premières au sein de nos sociétés : il s'agit moins d'en refuser d'emblée les apports que de les mettre en délibération. La société réclame instamment un meilleur contrôle social de l'innovation scientifique et technique. La mise en débat de la science et de la technique sont à l'ordre du jour, il reste à en inventer les outils.

**COHEN E., *L'ordre économique mondial, essai sur les autorités de régulation*, Paris, Fayard 2001, 315 p.**

Depuis 20 ans, les Etats dérèglent, privatisent et libéralisent leurs économies. En même temps, ils multiplient les Autorités de régulation indépendantes, transfèrent des compétences aux organisations internationales, donnent leur indépendance aux Banques Centrales et renforcent les unions régionales. Le livre explique ce basculement dans l'action publique, il en détaille les modalités, et questionne le discours des hommes politiques sur ce nouvel âge de la souveraineté.

La mondialisation, la globalisation financière et l'intégration européenne ont rendu à la fois plus nécessaire et plus difficile la création d'institutions de gouvernement économique, que ce soit au niveau mondial ou simplement régional. Ces organisations de régulation sont indépendantes et leurs compétences limitées. Elles tiennent leur légitimité de l'accord politique qui les fonde et de la qualité des procédures de décision et d'arbitrage qu'elles mettent en œuvre. Or les phénomènes observés au niveau international avec la mise en place de ces institutions avaient d'abord émergé au niveau national au sein de systèmes démocratiques politiques nationaux.

En esquisant la carte des nouvelles instances de gouvernement planétaire en matière commerciale, financière, monétaire et économique, en décrivant les mécanismes à l'œuvre

dans les grandes institutions que sont notamment l'OMC, le FMI ou la BCE, le livre montre clairement qu'aujourd'hui, le problème n'est pas de savoir si la mondialisation est libérale ou pas, mais si les architectes du nouvel ordre économique vont ou non réussir à bâtir un monde multilatéral plus efficace, plus juste, plus légitime.

Au total, le livre a une triple ambition : décrire les mécanismes à l'œuvre dans une économie mondiale ouverte ; expliquer les enchaînements et les interactions entre phénomènes économiques réels, dynamiques financières et interventions politiques ; commencer à dresser la carte des nouvelles instances du gouvernement économique et de la régulation planétaire.

**DELANNOI G., *Sociologie de la nation*, Paris, Armand Colin, 1999, 192 p.**

Synthèse sur l'histoire, les définitions, les usages de l'Etat-nation, la nation et le nationalisme. Une partie théorique décompose les principales structurations du phénomène et en souligne les ambivalences : organique et artificiel, individuel et collectif, indépendance et dépendance, politisation et apolitisme, transcendant et fonctionnel, ethnique et civique. Le livre aborde ensuite la question des rapports entre Etat-nation et nationalisme ainsi que la question des nationalismes extrêmes du XXème siècle, leur processus et leurs causes. Le livre aborde, de plus, les questions philosophiques liées à la philosophie des Lumières et au Romantisme, liées au sentiment national et au comportement national, liées au particularisme et au cosmopolitisme. Il propose une approche en trois notions (politique, culture et ethnie) afin de mieux épouser les diversités historiques et les nuances idéologiques, afin également de contourner les oppositions binaires, souvent utilisée de façon réductrice et polémique (ethnique contre civique par exemple). Il se termine par une réflexion sur les possibilités de coopération, d'union (notamment en Europe) et d'amitié dans le respect de la diversité.

**GRUNBERG G., PERRINEAU P., YSMAL C. eds, *Europe at the Polls, The European Elections of 1999*, New-York, Palgrave, 2002, , 318 p. (traduction de l'ouvrage paru en France en 2000)**

Elections après élections, la question européenne fait son chemin et s'émancipe même partiellement des vieilles oppositions entre droite et gauche qui scandent souvent la vie politique des quinze Etats de l'Union.

Les citoyens dans leurs attitudes, les élites politiques dans leurs comportements montrent leur capacité à aborder l'Europe en dépassant les catégories qui servent encore à penser l'essentiel des enjeux politiques des sociétés nationales. Cependant, les médiations entre citoyens et élites politiques européennes restent défailtantes. La campagne électorale de 1999 vit, par exemple, l'enjeu européen disparaître derrière la guerre du Kosovo. Les partis européens ont du mal à devenir autre chose que de lâches attelages de partis nationaux.

Au-delà des prismes nationaux apparaissent, en 1999, de véritables tendances politiques européennes : on assiste, au sein du duopole PPE-PSE, à un léger rééquilibrage à droite en faveur du premier ; le communisme européen continue son déclin, concurrencé fortement par une extrême gauche hétéroclite ; l'écologisme articulé sur les valeurs post-matérialistes et les nouvelles couches moyennes prospère ; l'ethno-régionalisme se développe en écho local à l'intégration européenne ; enfin l'extrême droite nationaliste s'essouffle.

Au-delà des frontières nationales, ces divers tempéraments s'enracinent dans des terrains, des zones d'habitat et des bassins d'activités diversifiées dont une géographe électorale à l'échelle de l'ensemble des quinze pays de l'Union rend compte.

Reste à cette Europe inscrite dans les têtes, générant des réflexes électoraux spécifiques, cherchant sa voie dans les agendas politiques et le système des forces, à renforcer sa légitimité en favorisant la construction d'un véritable espace public européen au sein duquel un lien fort au citoyen se tissera.

**GRUNBERG G., MAYER N. et SNIDERMAN P. eds, *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, 348 p.**

Abstentions record, montée des extrêmes, mouvements sociaux à répétition, rejet des élites, autant d'indices d'une crise de la représentation en France. Signe-t-elle pour autant la faillite du politique ? Remet-elle en cause l'attachement des citoyens aux valeurs de la démocratie représentative ? Ou traduit-elle plutôt la demande d'une autre manière de faire la politique ? Telles sont les questions auxquelles ce projet tente de répondre, à partir d'une enquête originale réalisée au CEVIPOF en coopération avec l'Université de Stanford et le spécialiste américain de l'opinion publique, Paul M. Sniderman.

Réalisée par CATI (Computer Assisted Telephone Interview) auprès de 2148 personnes représentatives de la population adulte métropolitaine, en mai-juin 2000, elle innove par rapport aux sondages standard en mettant en oeuvre une vingtaine d'expériences, qui testent la consistance des opinions dans des conditions plus proches de la vie réelle. Au lieu d'interroger sur des principes abstraits, elles proposent des petites histoires : des policiers fouillent deux jeunes, un maire interdit la mendicité dans sa commune, des jeunes musulmanes veulent garder leur foulard sur la tête en classe. Au lieu de poser les mêmes questions à tout l'échantillon, elles les déclinent sous différentes versions : le maire dans un cas est FN, dans l'autre RPR, PS ou sans étiquette. Au lieu de respecter une stricte neutralité elles sont parfois interactives, les enquêteurs devant tantôt contredire les sondés, tantôt chercher à les influencer. Bref elles mettent, au sens plein du terme, la démocratie à l'épreuve. Les résultats vont à l'encontre des idées reçues. Ils montrent que les citoyens " ordinaires " ont des opinions, stables et cohérentes. Si la défiance à l'égard des élites est réelle, si l'action protestataire paraît de plus en plus légitime, s'il y a une forte demande de démocratie directe, ce rejet critique de la " politique politicienne " ne remet pas en cause l'attachement à la démocratie, au contraire. Les Français en réclament plus, ils la voudraient plus sociale, plus participative, plus forte.

**JAUME L., *La liberté et la loi : les origines philosophiques du libéralisme*, Paris, Fayard, septembre 2000, 388 p.**

Le libéralisme a de nouveau mauvaise presse en France : il est rendu synonyme d'un usage déréglé de la liberté qui livre l'économie et le social aux plus forts ; pour d'autres, dans la vie privée, les mœurs, la vie publique, il signifie le refus des contraintes et jusqu'à l'abandon du civisme. En France, pays où l'Etat a incarné depuis la monarchie la défense de l'intérêt général, une telle image a inévitablement de puissants échos (dans les médias, l'opinion et les partis). L'ouvrage *La liberté et la loi* veut restituer une mémoire dans le champ philosophique : comment est né le libéralisme, dans l'espace européen et américain, quelles inflexions ou tensions a-t-il connues ? Cette enquête complète un travail d'historien (*L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, 1997) qui montrait que, majoritairement, dans le cadre

français, le libéralisme a été un "libéralisme par l'Etat" et non contre lui : le courant centré sur l'individu (pensons à Constant ou à Tocqueville) et le courant catholique libéral sont restés longtemps minoritaires. Dans *la liberté et la loi*, on voit apparaître le libéralisme comme un puissant mouvement d'émancipation de l'individu et de la société, qui chemine depuis les XVIe et XVIIe siècles, et qui a d'abord lutté contre les monarchies absolues et contre l'Eglise, pour remplacer le "pouvoir de l'homme sur l'homme" par le "gouvernement des lois". En effet, pour les classiques du libéralisme comme Montesquieu, Locke ou Kant, la loi est proprement féconde : elle fait qu'il y ait à la fois un *individu* conscient, responsable, à qui elle s'adresse, et qu'il y ait une *communauté*, au nom de laquelle elle se prononce. Telle était la vision dominante jusqu'à Kant. Mais à ce "libéralisme par la loi" fait face maintenant un "libéralisme par les droits", en vertu duquel la société, ou tel individu, voire telle communauté, réclame un traitement spécifique, sinon différentiel, contre la loi supposée trop générale et trop abstraite. Le *droit à la particularité* s'affirme avec une force croissante, comme nous le voyons tous les jours. Le pouvoir judiciaire, traditionnellement fort en Amérique, a fait ainsi une percée spectaculaire en Europe, en parallèle avec les Cours constitutionnelles : le juge judiciaire interprète, réécrit et étend la loi, qui ne suffit plus à donner satisfaction si elle reste "la même pour tous".

L'autre grande bifurcation qui est analysée dans cette histoire philosophique du libéralisme consiste dans la naissance, chez Hume et ensuite Adam Smith, du *libéralisme économique* : ce dernier se fonde sur une philosophie empiriste (et non rationaliste comme chez Locke ou Kant), où la société secrète ses règles propres, de sorte que même l'identité individuelle est produite par les jeux de l'opinion, du regard des autres, de l'échange marchand. Comme l'a bien compris Hayek au XXe siècle, le triomphe du marché et de l'opinion publique remet nécessairement en question la primauté de la loi et converge finalement avec l'explosion des droits ; mais la société brassée par l'échange des biens et par les jeux de l'opinion n'a rien d'anarchique. C'est désormais les nouvelles formes de production du *droit* et d'engendrement des normes qu'il faut étudier, si l'on veut comprendre et gérer le mariage des deux sphères du libéralisme, le monde des échanges, le monde des droits et libertés.

Comme Hegel l'avait annoncé, le défi des Etats modernes sera de concilier "l'extrême autonomie de la particularité personnelle", d'un côté, et la nécessaire "unité substantielle", de l'autre : nous assistons à diverses tentatives pour résoudre cette équation, sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Les philosophies de Rawls, de Habermas ou de Taylor, généralement trop peu informées de l'histoire du libéralisme, constituent actuellement une formulation, mais ce n'est pas la seule possible. Quant aux médias et aux partis politiques, il serait bon qu'ils ne se trompent pas de cible (au point de prendre pour argent comptant des caricatures) et prennent conscience de ce qui fut la véritable tradition libérale dans ses thèmes majeurs comme dans ses tensions internes.

**LE GALES P., *European Cities, social conflicts and governance*, New York, Oxford University Press, 2002, 328 p. - *Le retour des villes européennes : sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, 454 p.**

Ce livre a pour origine les transformations des sociétés européennes, la recomposition des régulations politiques, économiques et sociales et des modes de gouvernance envisagés à partir des villes.

Les villes européennes apparaissent comme des joueurs collectifs dynamiques en formation au sein du terrain de jeu européen. Elles sont aujourd'hui des formes originales et renouvelées d'agrégation des intérêts, de représentation des groupes, d'innovations sociales et politiques.

Malgré les prophéties annonçant soit la fin des villes soit le triomphe inéluctable des villes globales, les villes européennes, villes moyennes à l'échelle mondiale, font preuve d'une robustesse et d'une dynamisme remarquable. Ce livre identifie les nouveaux paramètres qui conditionnent les stratégies des acteurs de la gouvernance urbaine : recomposition de l'Etat dans l'Union européenne, processus de globalisation, changement social et inégalités. Face à ces transformations, les groupes et les acteurs, associations, entreprises, élus, organisations publiques et privées, inventent de nouvelles stratégies, élaborent des projets, organisent des réseaux horizontaux dans toute l'Europe, mettent en place des formes de compromis entre intégration sociale, innovations culturelles et développement économique, construisent des modes de gouvernance originaux au sein desquels les élus politiques et les gouvernements jouent un rôle renouvelé. Les acteurs au sein des villes européennes s'adaptent et en résistent aux forces du marché, renégocient leur relation avec l'Etat et l'Europe, s'occupent de l'intégration et de la lutte contre la pauvreté, jouent en partie le jeu de la concurrence économique. Ils tentent d'inventer des formes de sociétés urbaines qui maintiennent une voie européenne originale menacée par les grands vents des échanges et du grand marché.

Ce livre est bâti autour des propositions suivantes :

1) En Europe occidentale, la relation entre villes et Etats a été et demeure centrale pour comprendre les transformations du politique et des sociétés européennes. Si les villes ont été absorbées par les Etats-nations, leur influence culturelle, économique, sociale et politique a continué à jouer notamment dans les sociétés où elles furent puissantes.

2) Comme l'ont suggéré Charles Tilly ou Perry Anderson, le jour où la contrainte de l'Etat se desserre, un nouveau contexte de contraintes et d'opportunité émerge pour les villes et les régions, notamment pour développer des formes originales d'intégration, d'autonomie, des stratégies face à des pressions renforcées d'éclatement, de fragmentation.

3) C'est le cas aujourd'hui, les processus de globalisation, d'intégration européenne participent de la recomposition des Etats et des sociétés nationales. Contrairement aux pronostics pessimistes sur la dislocation des villes européennes, les acteurs en leur sein s'adaptent, résistent aux nouvelles conditions, inventent des nouvelles formes d'intégration, de compromis entre intégration sociale, développement économique, culture. Des modes de gouvernance émergent dans la plupart des villes européennes. Enfin, le politique et les maires en particulier jouent un rôle majeur dans ces recompositions.

4) Les acteurs de ces transformations dans les villes sont du côté des associations, des entreprises, des intérêts mais aussi du côté du gouvernement local et des leaders politiques, ce qui conduit à identifier des modes de gouvernance différenciés dans les villes européennes. Le retour des villes, cela signifie que lorsque la contrainte de l'Etat se desserre, (il ne disparaît pas mais ses attributs classiques sont sérieusement érodés de la monnaie au monopole de la violence où à la production du droit), on peut montrer empiriquement le dynamisme des acteurs au sein de cette vieille armature des villes européennes : de Naples à Nantes en passant par Manchester, Barcelone, Hambourg, Amsterdam, Turin ou Helsinki, des groupes et des élus tentent d'organiser la mise en cohérence de l'action publique, élaborent des projets urbains, obtiennent des moyens financiers, sont actifs dans les réseaux horizontaux de villes européennes, multiplient les initiatives culturelles, inventent des nouvelles formes de lutte contre l'exclusion sociale, se lancent dans la concurrence économique entre villes, négocient durement avec l'Etat, développent des relations étroites avec les entreprises, des plus petites au plus grandes. Entreprises et associations ne s'y trompent pas qui investissent ces scènes politiques urbaines. Sans exclure les régions qui peuvent jouer un rôle du même type, le livre

essaie de montrer le renforcement des régulations locales, des dynamiques de territorialisation des groupes et des politiques et le jeu de la combinaison des régulations économiques, sociales et politiques pour faire émerger des modes de gouvernance différenciés qui marquent une autonomie croissante à l'égard des Etats malgré de fortes interdépendances.

**MAYER N., *Ces Français qui votent Le Pen*. Paris, Flammarion, 2002, 478 p.**

Ce livre prend la mesure du "séisme" du 21 avril. Comment expliquer le score de Le Pen et sa qualification au second tour ? Ses électeurs ont-ils changé ? Le phénomène peut-il se reproduire ? Qu'a-t-il de commun avec les autres « populismes » européens ? Pour répondre à ces questions, on dispose d'une enquête unique en son genre, le "panel électoral français 2002", plus de dix mille interviews effectués en trois vagues, avant le premier tour et après le second tour présidentiels et après les législatives. Il offre un instrument privilégié d'observation du changement électoral entre ce 21 avril où l'extrême droite approche du seuil de 20% et le 9 juin où elle retombe à 12%.

Paradoxalement, les grandes structures du vote Le Pen n'ont pas varié. Aujourd'hui comme hier il s'analyse comme un extrémisme de droite, autoritaire et xénophobe qui mobilise les "Français d'abord". Ses ingrédients de base restent l'absence d'instruction, la précarité économique, l'isolement social. Sa dimension masculine, ouvrière et populaire se confirme. Il est travaillé par la même fracture qui favorisait hier l'éclatement du FN, opposant l'électorat populaire et frondeur des "ninistes" à celui plus bourgeois et politisé des "droitistes". Mais on observe aussi trois évolutions majeures. En 1995, Le Pen faisait ses meilleurs scores chez les jeunes, en 2002 il progresse chez les plus âgés, les « seniors ». Il a connu ses premiers succès dans une France urbaine sensible à sa thématique sécuritaire et anti immigrés. Aujourd'hui il perce dans le monde rural et chez les agriculteurs. On note enfin la droitisation de cet électorat, au total moins ouvrier qu'en 1995, et le recul relatif des "ninistes".

Liée certes à un contexte exceptionnellement porteur pour le leader du FN - campagne axée sur l'insécurité, usure des partis de gouvernement, forte abstention - cette dynamique protestataire peut se reproduire en 2004. Elle a toutefois ses limites, comme en témoignent la force de la mobilisation anti Le Pen entre les deux tours, le « sursaut civique » et l'écrasante victoire finale de Chirac. Paradoxalement la "lepénisation des esprits" ne progresse pas. Les positions du FN sur l'Union européenne, l'immigration, l'évolution des mœurs vont à contre courant de l'opinion. Ses mauvais résultats des législatives confirment, au-delà du réflexe anticonstitutionniste, de la tentation du vote utile, de la lassitude engendrée par tous ces scrutins, que le vote FN est d'abord un vote Le Pen. La scission a cassé la dynamique partisane développée entre 1986 et 1998. L'avenir du FN dépendra de la capacité de Le Pen à trouver un successeur charismatique mais moins sulfureux – sa fille Marine ? - et à régénérer le parti.

**MUXEL A., *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001, 190 p.**

Quelles sont les conséquences des mutations sociales et politiques de la société française ces trente dernières années sur le rapport actuel des jeunes à la politique ? Partagent-ils encore avec leurs parents une même culture politique, et a fortiori avec leurs grands-parents ? Comment les jeunes se repèrent-ils entre la gauche, la droite, au sein de l'offre politique des partis ? Quels sont leurs orientations idéologiques, leurs choix, leurs votes ? Quelles sont les formes de leur implication, de leur participation et de leur engagement ?

Ce livre rend compte de l'expérience politique dans le temps de la jeunesse, entre 18 et 30 ans, conduisant chacun, selon son itinéraire familial et socio-professionnel, à la rencontre de son rôle de citoyen dans la France d'aujourd'hui. Et il renverse nombre d'idées reçues.

Les jeunes ne sont pas dépolitisés. Plus informés, ils sont aussi plus critiques et plus exigeants à l'égard de la classe politique. Souvent pessimistes, ils expriment un désenchantement qui reflète avant tout autre chose celui de leurs parents. Réalistes, ils n'ont pas rangé leurs illusions et sont en demande de politique. Ils cherchent à restaurer les valeurs d'engagement au travers d'actions concrètes, non différées et donc efficaces. S'ils votent moins que leurs aînés, ils se mobilisent dans le cadre d'actions collectives et interviennent souvent de façon spectaculaire sur la scène publique. Enfin leur rapport à la politique, loin d'être univoque, est socialement diversifié et révèle les fractures comme les dysfonctionnements dans les vécus mêmes du temps de la jeunesse dans la période contemporaine.

Au début du XXIème siècle, leur expérience politique s'avère donc plutôt dense, sans doute conflictuelle, mais aussi riche de promesses. Les formes actuelles du lien au politique des nouvelles générations se recomposent entre héritage et expérimentation, entre identification et novation, et participent au renouvellement des valeurs et des pratiques démocratiques des futurs citoyens.

**PALIER B., *Gouverner la Sécurité sociale, les réformes du système français de protection sociale depuis 1945*, Paris, PUF, (collection Le lien social), 2002, 466 p.**

Créé en et pour des temps aujourd'hui révolus, le système français de Sécurité sociale est appelé depuis le début des années 1980 à s'adapter au nouveau contexte économique et social. Comment les gouvernements font-ils pour changer une des institutions auxquelles les Français sont les plus attachés ? Les réformes de la protection sociale qui s'accumulent depuis la fin des années 1980 signifient-elles une transformation profonde des principes et des mécanismes sur lesquels reposait le système français d'assurances sociales ?

Ce livre analyse l'ensemble des évolutions et des réformes du système français de protection sociale depuis 1945. L'ouvrage insiste plus particulièrement sur les mesures mises en œuvre depuis 1974. Il détaille le contenu de tous les plans de redressement de la Sécurité sociale de 1974 à 2000. Il offre une analyse circonstanciée des conditions politiques comme du contenu des réformes majeures des assurances chômage, retraite et maladie décidées au cours des 20 dernières années. Il permet de comprendre les enjeux des réformes à venir, notamment dans le domaine des retraites.

Il montre l'importance des réformes structurelles qu'ont représenté la mise en place du Revenu minimum d'insertion (RMI) et de la Couverture maladie universelle (CMU), le développement de la Contribution sociale généralisée (CSG) et l'instauration de la loi de financement de la Sécurité sociale. Il analyse les enjeux de la refondation sociale lancée par le MEDEF et ses résultats.

Alors que beaucoup pensent que la Sécurité sociale est un système bloqué, impossible à réformer, l'ouvrage défend la thèse que des réformes profondes ont été progressivement mises en place, d'abord en marge du système, puis de façon de plus en plus centrale. L'ensemble des réformes a été fondé sur la distinction entre ce qui devait relever d'une logique d'assurance sociale et ce qui devait relever d'une logique de solidarité nationale. Elles ont entraîné une dualisation progressive du système français de protection sociale entre le monde des



assurances sociales (retraite et chômage) et celui de la solidarité nationale (protection maladie, prestations familiales, lutte contre l'exclusion). Elles ont aussi introduit une fracture entre ceux qui bénéficient des droits sociaux acquis par leur travail et ceux qui doivent dépendre des prestations minimales.

L'Etat-providence français a été réorganisé afin de mieux affronter la compétition internationale. Mais dans le même temps, il est devenu moins apte à défendre certains principes qui étaient au cœur de la protection sociale : protéger collectivement les individus contre les aléas de la vie, promouvoir la solidarité envers ceux qui n'ont pas de travail, garantir une redistribution susceptible de réduire les inégalités.

Ce livre a reçu le prix du CNESS (Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale) 2003.

**PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001, 997 p.**

Avec près de 400 articles, le Dictionnaire du vote propose un panorama de la procédure électorale, des polémiques, des techniques, des usages et des savoirs qu'elle a suscités, dans le monde et à travers l'histoire. C'est aussi une autre manière d'interroger le principe de l'élection, son triomphe et les difficultés qu'il rencontre aujourd'hui, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. L'approche est résolument pluridisciplinaire. Politologues, sociologues, historiens, juristes, philosophes, mathématiciens, économistes ou géographes se sont associés au projet. Chacun des 170 auteurs a présenté, depuis sa discipline, un point de vue sur le vote. L'étude de l'électorat flottant, de la socialisation, de l'élection du Doge vénitien, de l'urne, du financement des campagnes électorales, de l'élection du président des Etats-Unis, de Montesquieu ou du théorème de Arrow donne consistance à l'idée d'une civilisation électorale.

**PERRINEAU P., dir., *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, 2003, 311 p.**

A l'heure où le citoyen semble douter de l'expression démocratique des urnes, comme nous l'ont montré les dernières échéances électorales, à l'heure où la tension structurelle entre particulier et universel qui anime la figure du citoyen est particulièrement vive et où le corporatisme semble souvent l'emporter sur l'intérêt général, à l'heure où le modèle dominant d'une citoyenneté très homogène paraît parfois décalé par rapport à la diversité culturelle de la société française, il est urgent de dresser le bilan du lien citoyen à la démocratie et d'en dessiner les évolutions.

Pour comprendre ce mouvement dans la démocratie et ce mouvement de la démocratie, il faut revisiter certains de ses principes fondateurs, comprendre comment elle vient aux citoyens et comment ceux-ci se l'approprient, analyser comment les partis, souvent accusés de dérives oligarchiques, gèrent ce défi démocratique et enfin saisir ce qui s'invente de neuf dans l'entre-deux de la démocratie représentative et de la démocratie directe. C'est l'ambition de cet ouvrage.

Ainsi, comme un corps malade sécrète des anticorps, la démocratie désenchantée de ce début de XXI<sup>ème</sup> siècle invente, aux marges d'une démocratie représentative parfois affaiblie, de nouvelles pratiques qui tentent de faire porter la délibération collective sur des objets réels et non sur des mythes. C'est peut-être le prix à payer pour la mise en place d'une démocratie plus prosaïque mais plus consistante.

**PERRINEAU P., YSMAL C., dir., *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, 445 p.**

Les années 1990 ont été marquées par une importante modification des comportements électoraux sur fond de crise du système politique et des identifications partisans et idéologiques. Les élections présidentielle et législatives de 2002 apparaissent comme le moment où cette crise est portée à son paroxysme parce qu'elle cumule de multiples refus : refus d'une campagne électorale jugée ennuyeuse et incapable de mettre à jour des enjeux ; refus du duel au second tour entre J. Chirac et L. Jospin présenté comme inéluctable ; refus du vote avec des taux record d'abstention ; refus des partis de gouvernement avec les faibles scores du président de la République et du Premier ministre ; montée de l'extrême gauche et de l'extrême droite ; éparpillement des suffrages sur des candidats marginaux ; enfin, lors des élections législatives, refus de la cohabitation.

*Le vote de tous les refus* s'efforce de décrire tous ces symptômes et d'en comprendre les logiques en analysant tant les images des candidats, leurs propositions politiques confrontées aux attentes des électeurs que leur ancrages sociologiques, politiques et géographiques. Au delà, il tente de mettre à jour quel nouveau rapport à la politique et au système politique est apparu lors de ces scrutins. Apparaît ainsi un tableau où le scepticisme est devenu dominant tant à l'égard des médias, des hommes, des partis que des institutions, voire de la démocratie. Les choix politiques sont moins qu'auparavant déterminés par les affiliations sociales et idéologiques si bien que les citoyens passent aisément de la participation au retrait de la politique et changent leur vote d'une élection à l'autre. Plus profondément ce sont les familles politiques qui se recomposent avec notamment l'affaiblissement des différences entre la gauche et la droite.

**PERRINEAU P., BRÉCHON P., LAURENT A., dir., *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 426 p.**

Que reste-il des cultures politiques « traditionnelles » des Français, scellées autour des valeurs de droite et de gauche ?

Une grande enquête électorale menée à l'occasion des élections législatives de 1997, permet de faire l'état de la question. En réponse au système et à l'« offre » politiques qui ont tendance à entretenir « l'éternel hier » en figeant les demandes des électeurs et l'évolution de leur vote, les cultures politiques de droite et de gauche semblent pour partie pérennes, toujours transmises par la filiation et encore articulées autour de milieux sociaux et culturels différents.

Mais, depuis une décennie, la « demande » sociale n'a cessé de se diversifier en raison de l'apparition de nouveaux enjeux (mondialisation, Europe, migration) mais aussi des transformations de la société marquées par l'individuation et par la distance des citoyens face à la politique.

Dans le temps, les rapports à la politique ont changé. Les univers, les visions du monde se sont quelque peu étioilées et les cultures politiques existantes recomposées. Bien que toujours vivaces, elles sont désormais plus labiles, entamées par la poussée des revendications post-matérialistes portées principalement par les catégories les plus éduquées. En corollaire, la culture de la fermeture et du rejet, davantage liée aux milieux culturellement défavorisés, s'est consolidée.

Ce jeu de tensions à la fois centrifuges et centripètes rend les frontières des cultures politiques plus perméables et contribue à nourrir leur recomposition, qui peut-être ne fait que commencer.

**SINEAU M., *Profession : femme politique. Sexe et pouvoir sous la Cinquième République*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001, 306 p.**

L'objet du livre est d'analyser le lent processus d'inclusion des femmes sous la Ve République. En 1958, à la naissance du régime, c'est l'homme qui incarne la figure privilégiée de l'acteur politique - c'est souvent un haut fonctionnaire, sorti des grandes écoles -. La femme fait donc figure d'intruse. La première partie de l'ouvrage décrit la résistible ascension des femmes dans les assemblées élues comme dans les instances du pouvoir exécutif. Elle donne à voir comment s'est produite leur mise à l'écart. Le hors jeu des femmes est à rechercher dans certaines règles institutionnelles et lois électorales (scrutin uninominal), qui secrètent de forts mécanismes d'exclusion. Mais il trouve aussi ses racines dans le symbolique, renvoyant à la thématique de l'homme fort, complaisamment utilisée dans la rhétorique gaullienne, surtout à l'heure du règlement de la question algérienne. L'ouvrage retrace les profils sociologiques, les itinéraires et les actions de ces minoritaires qui ont réussi à forcer la porte étroite de la politique. Des portraits-type de femmes politiques viennent illustrer les propos. Sous chacun des septennats, de Charles de Gaulle à François Mitterrand, les étapes de la marche des femmes vers le pouvoir s'organisent différemment. Les locataires de l'Elysée ont pesé, chacun à leur façon, sur la redistribution du pouvoir entre les sexes. Selon leur référent idéologique et leur stratégie de conquête ou reconquête de l'électorat féminin, ils ont porté une attention plus ou moins grande aux aspirations des Françaises à jouer un rôle politique.

La seconde partie du livre analyse la rupture introduite par le retour de la gauche aux affaires (en juin 1997), qui provoque des changements importants dans l'ordre républicain traditionnel. L'alternance se traduit d'abord par une féminisation inédite des pouvoirs législatifs et exécutifs. La gauche va aussi enclencher une dynamique de réformes institutionnelles (la parité et la limitation du cumul des mandats) qui vont accélérer la mixité de la *res publica*. L'ouvrage présente les résultats d'une enquête originale menée auprès des députés des deux sexes de la onzième législature : celle-ci permet de camper l'identité sociale des représentants et renseigne sur l'état des relations entre hommes et femmes au Palais Bourbon et sur la diffusion des idées féministes et égalitaires. Deux enseignements majeurs s'en dégagent. Le premier permet d'établir qu'en politique comme dans la vie professionnelle c'est toujours à l'ombre de la vie privée que se forment les inégalités. Le deuxième constat permet de dire qu'aujourd'hui, à gauche, le féminisme implique beaucoup les hommes. L'un des effets du mouvement pour la parité est sans doute d'avoir réussi à donner « mauvaise conscience » aux députés de gauche, désormais plus soucieux de réduire l'écart séculaire entre principes égalitaires affichés et pratiques exclusives envers les femmes.

**TAGUIEFF P.A., *L'Illusion populiste. De l'archaïque au médiatique*, Paris, Berg International, 2002, 182 p.**

La percée du Front national au premier tour de l'élection présidentielle en France, le 21 avril 2002, a placé au premier plan la question de l'irruption fracassante, en Europe, de « partis anti-système » au sein de l'espace politique traditionnel. Depuis le milieu des années 1980, en effet, dans de nombreux pays d'Europe de l'Ouest, des mouvements politiques caractérisés

comme populistes, nationaux-populistes ou populistes de droite se sont imposés sur la scène politique, bénéficiant de la crise de confiance à l'égard des institutions et des élites gouvernantes dans les démocraties pluralistes. Les nouveaux partis populistes, tous fortement personnalisés, exploitent les sentiments « anti-politiques », jusqu'à se présenter comme des « partis anti-partis », et traduisent dans leur discours démagogique le rejet de l'immigration, le sentiment d'insécurité, l'hostilité à l'Europe et à la globalisation. Ils articulent le rejet de la classe politique nationale avec celui de la nouvelle classe « expertocratique » transnationale. À la dénonciation du système politique en place s'ajoute celle du « mondialisme », interprété comme un « complot » contre les peuples et les nations. L'anti-élitisme et l'antimondialisme forment un cercle vicieux, s'alimentant de l'imaginaire conspirationniste. Expression du malaise des citoyens au sein de la démocratie représentative, la nouvelle vague populiste témoigne aussi de la réinvention du nationalisme, en ce que les leaders nationaux-populistes ont réussi à monopoliser la traduction politique des inquiétudes identitaires en termes le plus souvent ethniques et dans une perspective autoritaire (la « lutte contre l'immigration-invasion »). Le « chauvinisme du bien-être » exprime l'attachement à l'État-providence, donc la présence d'un imaginaire protectionniste, tandis que les mobilisations antifiscalistes vont dans le sens d'une certaine acceptation des normes du libéralisme économique. L'analyse comparative des programmes des diverses formations populistes permet d'établir que le phénomène néo-populiste en Europe ne présuppose pas l'existence d'une cohérence doctrinale, qui serait le propre de « l'idéologie populiste ». Il en va de même pour les formes de néo-populisme qui surgissent avec les « nouvelles démocraties » post-dictatoriales ou post-totalitaires, démocraties « faibles » observables notamment en Amérique latine ou en Europe de l'Est. Le message néo-populiste se réduit à un « Faites-moi confiance ! » ou un « Suivez-moi ! », lancés par des démagogues passés maîtres dans l'exploitation des ressources médiatiques. À vrai dire, il n'y a pas d'idéologie populiste, il n'y a que des synthèses entre le populisme et telle ou telle construction idéologique : le populisme constitue un style politique fondé sur l'appel au peuple et sur le culte du peuple, compatible en principe avec toutes les grandes idéologies politiques (libéralisme, nationalisme, socialisme, fascisme, anarchisme, etc.). Dans ces mobilisations constituant à la fois une menace et un défi pour les démocraties libérales, l'appel au peuple lancé par des leaders dotés de charisme et d'aptitudes télégeniques va de pair avec la défense de l'identité nationale supposée menacée : le style populiste est inséparable de l'orientation ethnonationaliste. Ce « populisme d'exclusion » prend soit le visage d'une mobilisation protestataire, soit celui d'une réaction identitaire. Question de dosage des composantes respectivement protestataires (antifiscalisme, anti-élitisme, « anti-partiisme », etc.) et identitaires (nationalismes xénophobes classiques, micro-nationalismes séparatistes, ethnismes et ethnonationalismes, etc.). Le nouveau populisme européen ou latino-américain se présente soit sous la forme d'un ethno-national-populisme militant lorsqu'il privilégie la dimension identitaire, soit sous celle d'un néo-populisme quasi désidéologisé lorsqu'il fait prédominer le recours aux ressources de la communication médiatique pour garantir les intérêts personnels du leader. S'agit-il d'une simple résurgence de « l'extrême droite », catégorie analytique mal définie ? De variantes du « néo-fascisme » ou du « post-fascisme », notions confuses ? De l'apparition d'une nouvelle droite extrême ou radicale ? De la renaissance d'une « droite radicale populiste » ? Ou bien de l'émergence d'un nouveau type de contestation de la démocratie représentative, dans le contexte de la globalisation et de ses effets désintégrateurs ? D'un mouvement sociopolitique sans véritables précurseurs combinant la mise en question du système des démocraties libérales/pluralistes existantes et le rejet des évolutions vers le postnational ou le transnational ? Dans *L'Illusion populiste*, toutes ces questions sont posées et leurs réponses possibles discutées.

## **D. BILAN DES OPERATIONS REALISEES SUR LA PERIODE 2000 - 2003**

---

Indépendamment des projets individuels de recherche qui avait été annoncé dans la troisième partie du rapport CNRS à quatre ans 1996-2000 et qui ont été menés tous à bien (dont la recherche prévue par René Mouriaux et Guy Groux sur FO), le projet principal qui a mobilisé les énergies intellectuelles et les crédits de recherche du laboratoire a été celui du « projet majeur ».

Pour la période 1999-2002, il avait été décidé que le nouveau projet majeur du laboratoire porterait sur « **Les transformations de la démocratie : crise ou recomposition ?** »

Pour répondre à ces questions, les propositions des chercheurs du Cevipof devaient s'inscrire dans l'un des quatre thèmes présentés ci-dessous, (texte d'appel d'offres lancé en octobre 1999). La préoccupation principale portait sur la France contemporaine, mais les projets présentant une dimension de comparaison historique ou internationale étaient particulièrement bienvenus. Un comité de pilotage composé de Gil Delannoï, Pierre Muller, Anne Muxel, Pascal Perrineau, Dominique Reynié et Etienne Schweisguth a rédigé l'appel d'offres suivant :

### **I. Représentations et imaginaire démocratique**

#### **Penseurs et intellectuels**

Quelles sont les principales conceptions de la démocratie à la fin du vingtième siècle chez les penseurs et intellectuels ? Selon quelles thématiques sont-elles distribuées et à quelles autres peuvent-elles être reliées ? On pourra considérer ces conceptions sous l'angle de la cohérence théorique, de la tradition historique ou de l'incidence politique. Il s'agit d'étudier aussi bien les représentations explicites qu'implicites. Il peut s'agir de modèles formalisés, mais aussi de considérations moins systématisées.

#### **Acteurs politiques et sociaux**

A partir d'entretiens, d'analyse de discours ou d'étude d'ouvrages, il s'agirait de cerner les représentations de la démocratie qui sont à l'œuvre chez les hommes politiques (cadres des partis, parlementaires, militants) et les acteurs sociaux (cadres syndicaux, militants, leaders du mouvement associatif) qui contribuent à la fois à structurer le débat autour de la démocratie et à faire vivre celle-ci au quotidien. Quelles sont les principales représentations qui rentrent en concurrence ? Comment s'articulent-elles avec les clivages politiques, d'une part, et avec les pratiques sociales réelles, d'autre part ?

#### **Citoyens**

En régime de gouvernement représentatif, la figure des dirigeants est double aux yeux des citoyens. D'un côté les dirigeants sont des représentants désignés à travers un processus démocratique qui leur confère leur légitimité. De l'autre ils incarnent une autorité dont le citoyen est volontiers porté à contester la légitimité, surtout peut-être dans la culture française. La tension entre les réalités de la démocratie représentative et l'idéal de la démocratie directe ne serait-elle pas au cœur même du concept de démocratie ? Au moyen d'études qualitatives ou quantitatives, il s'agirait d'analyser les conceptions que se font les citoyens de l'idéal

démocratique confrontées à leurs représentations du fonctionnement réel du système politique.

## **II. Le gouvernement représentatif en question**

### **Fonctionnement et dysfonctionnement de la représentation politique traditionnelle**

En dépit d'une période de stabilité constitutionnelle exceptionnelle en France, s'est répandue l'idée que la démocratie représentative est en crise. Difficulté des gouvernants à prendre en charge les problèmes perçus comme les plus pressants (chômage, insécurité...), montée des forces protestataires et déstabilisation des 'partis de gouvernement', sentiment croissant d'être mal représenté, caractère peu délibératif de notre vie publique, crise des corps intermédiaires, montée des abstentions, confrontation du temps court de la démocratie d'opinion au temps long de la démocratie représentative : il y a là toute une série d'éléments de la crise de la représentation qui nécessitent une investigation et dont il faut prendre la mesure afin de voir comment ils affectent le fonctionnement de la représentation politique traditionnelle.

### **Droit, politique et démocratie**

La définition des grandes libertés publiques productrices d'une civilité démocratique (liberté d'opinion, d'association, de réunion, de manifestation, de publication, etc.) s'est réalisée dans un arc de temps compris entre le XVIII<sup>e</sup> siècle, pour l'énoncé des principes, et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, pour leur inscription dans un corpus juridique cohérent et stable. Les transformations qui affectent les sociétés démocratiques sont-elles de nature à modifier, voire à remettre en cause ces acquis politico-juridiques fondamentaux ? Trois questions permettront peut-être d'illustrer les contours de cette problématique juridico-politique.

*Retour de la question de l'ordre public ?* Le retour d'un problème d'ordre public, notamment en relation avec les crises de violences urbaines - énoncé sur les modes hésitants de l'« incivilité », de la délinquance voire de l'émeute -, conduit-il à une réévaluation des libertés publiques ? La question se pose de savoir si l'on ne reprend pas aujourd'hui le grand débat historique des libertés publiques et des libertés individuelles (abaissement de la majorité légale, arrêtés municipaux anti-mendicité, instauration d'un couvre-feu urbain, etc.) là où le législateur l'avait laissée, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ?

*Mutation de la responsabilité politique ?* La juridicisation croissante de nos sociétés devrait être évaluée en termes politiques. Il semble que l'on observe aujourd'hui une transformation de la responsabilité politique, marquée par un déclin de la responsabilité politique traditionnelle (contrôle parlementaire, recours au droit public) au profit d'une pénalisation et d'une criminalisation du contrôle des gouvernants, selon des procédures dont la régulation constitutionnelle est encore mal établie et où justice, médias et opinion jouent un rôle croissant.

*Redéfinition de la liberté d'opinion ?* La liberté d'opinion et de publication a été pensée dans un monde largement dominé par la presse. Au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, quelques aménagements ont permis d'adapter le système juridique à la télécommunication de masse sans remettre en cause les principes fondamentaux acquis à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais de récentes innovations technologiques ainsi que des modifications de comportements conduisent à interroger l'avenir de la doctrine traditionnelle en la matière. A titre d'exemple d'innovations problématiques, on se contentera d'évoquer les difficultés que rencontre le législateur pour concilier liberté d'opinion, sécurité des personnes et des biens, sécurité des États dans les usages d'internet. A titre d'exemple de comportements modifiés, on peut signaler le développement de la juridicisation des conflits d'opinion : individus, entreprises, associations et partis ou hommes politiques tendent à demander réparation auprès des tribunaux contre des énoncés d'opinion auxquels on répondait jusque là par l'exercice du droit de réponse, voire le déclenchement d'une polémique publique.

### **Institutions, politiques publiques et démocratie.**

Dans quelle mesure constate-t-on aujourd'hui une forme de découplage entre la sphère de la représentation politique et celle de l'action publique? Comment articuler les règles du jeu démocratique et la nécessité, pour les choix publics, d'intégrer des données relevant d'univers scientifiques, techniques, économiques et sociaux de plus en plus hétérogènes ? Dans quelle mesure l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques devra-t-elle prendre la forme d'une gouvernance polycentrique, impliquant différents acteurs et différents niveaux ? Comment se pose - du point de vue de la représentation démocratique - la question du statut des agences indépendantes que l'on voit se multiplier dans le domaine économique et financier ? La tendance au découplage entre sphère de la représentation politique et sphère de l'action publique, si elle est avérée, conduit-elle à une évolution des formes de la compétence politique, à une évolution des formes d'apprentissage des métiers politiques et à la mise en œuvre de nouvelles formes de mobilisation et de participation au débat public ?

### **L'Union européenne et la question du déficit démocratique**

L'Union européenne contraint les acteurs qui participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques à se positionner par rapport à des enjeux souvent construits au delà des espaces publics nationaux. En quoi la construction européenne conduit-elle à l'émergence et à la diffusion de nouvelles règles du jeu politique ? Dans quelle mesure peut-on observer des éléments de constitution d'un espace politique européen ? En quoi l'importance croissante du contexte européen remet-elle en question le niveau national comme lieu d'élaboration des compromis politiques ? Enfin, de quelle façon peut-on analyser les difficultés de constitution d'une forme de représentation démocratique européenne ?

## **III. Démocratisation et invention de nouvelles formes démocratiques**

### **La démocratisation à l'œuvre dans la démocratie**

Le mouvement vers l'égalité formelle et concrète des conditions, s'il ne relève pas directement du débat sur le régime politique, a une incidence très forte sur les représentations de la démocratie, sous formes d'attentes, de questions, de controverses voire de passions démocratiques. Ce processus de démocratisation interagit avec la théorie et la pratique de la démocratie. Par exemple dans le processus de démocratisation scolaire, économique ou culturelle.

On pourra s'attacher à voir si ce mouvement est uniforme ou contradictoire, dans quelle mesure il renforce ou affaiblit l'idée et la pratique démocratiques, et tracer ses propres lignes d'évolution.

### **Les nouvelles pratiques de la démocratie**

Au cours de la dernière décennie, les tentatives pour revitaliser la démocratie se sont multipliées : conférences de consensus, jurys de citoyen, sondages délibératifs, référendums d'initiative populaire, comités de quartier, utilisation des moyens de communication électronique. L'apparition du thème de la « démocratie continue » illustre encore ce mouvement, de même que les tentatives de « moderniser » la vie politique à travers la problématique de la réduction du cumul des mandats ou bien encore celle de la parité. Par delà la multiplicité de leurs formes, ces pratiques visent à améliorer la représentation politique des citoyens et l'expression de leurs attentes, ou encore à les associer davantage aux processus de décision.

Quel bilan peut-on tirer des expériences en ce sens aussi bien en France qu'à l'étranger ? Que nous apprennent-elles sur la crise de la démocratie représentative et son devenir ? Ces nouvelles pratiques ne sont-elles qu'une modernisation de la démocratie représentative

qu'elles conforteraient ou annoncent-elles, plus radicalement, un nouveau modèle de démocratie ?

#### **Crise de la médiation et mouvements sociaux**

La crise de la démocratie représentative est plus généralement une crise de la médiation politique. Comment celle-ci se manifeste-t-elle (phénomène des coordinations, rejet des organisations syndicales lors des mouvements sociaux, etc.) et quels problèmes cela pose-t-il (effets de l'absence de structures d'action collective permanentes par exemple) ? Comment les syndicats ou les associations réagissent-ils à la crise de la médiation et tentent-ils d'adapter leurs modes opératoires pour maintenir leur rôle de médiation ?

Ce thème pourrait faire l'objet d'études de cas portant sur des mouvements sociaux particuliers (français ou européens).

#### **IV. La crise du lien civique et la question de l'apprentissage démocratique**

Le déficit démocratique, mesuré notamment au travers d'un certain nombre d'indices tels que la baisse du civisme ou la crise des valeurs comme des comportements attachés à l'idée de citoyenneté, est une préoccupation récurrente de cette fin de siècle. Dans de nombreuses démocraties occidentales, selon un certain nombre d'observateurs, un seuil d'alerte serait même atteint, surtout au sein des jeunes générations, et à fortiori celles qui seraient les plus défavorisées. Si les représentations, notamment médiatiques, de ces phénomènes de déviance à l'égard des usages démocratiques doivent être relativisées, il n'en reste pas moins vrai, qu'un certain nombre d'attitudes et de comportements s'imposent de fait dans la réalité sociale quotidienne, - au travers par exemple de l'affrontement répété des jeunes des banlieues vis-à-vis des différentes instances de l'ordre social-, mais aussi au plan politique, - entre autres au travers de l'accroissement de l'abstention ou des manifestations protestataires chez les jeunes.

Face à ce constat, les hommes politiques et les institutions ont fait de cette préoccupation un enjeu essentiel dans leurs discours comme dans leurs programmes d'action. La crise du civisme et de la citoyenneté est utilisée comme un élément de rhétorique à la fois dans leurs façons d'appréhender la société mais aussi dans les remèdes qu'ils entendent apporter aux maux de celle-ci. Les questions de l'éducation et de la socialisation constituent aujourd'hui un enjeu central. Et nombreux sont les dispositifs qui ont été mis en place, plus ou moins opérationnels, plus ou moins efficaces, pour tenter de pallier cette situation. Le relais des associations, et surtout celui du système scolaire, se sont imposés comme des maillons essentiels pour tenter non seulement une réconciliation démocratique, mais, par delà pour former (ou reformer) de « vrais citoyens ». Parallèlement aux représentations fantasmatiques de ce « trop-vide civique » inquiétant, le « trop-plein interventionniste » des institutions sociales, juridiques et politiques est impressionnant. Ainsi jamais sans doute les ressorts de la crainte d'une perte des fondements de la démocratie dans les mentalités n'ont été aussi développés, et jamais la société n'a mis en œuvre autant de moyens pour éduquer à la démocratie. Cette situation, révélatrice d'une crise sociale et d'une crise des valeurs, doit être référée à un champ plus large d'interrogations sur les processus de socialisation, d'apprentissage et de transmission de la culture démocratique.

#### **Les dispositifs institutionnels de l'apprentissage.**

Ces dernières années ont vu la multiplication de différents dispositifs d'apprentissage démocratique, surtout en milieu scolaire, mais aussi dans les instances mêmes de l'exercice du politique, comme les Conseils Municipaux de jeunes et d'enfants, par exemple, ou encore dans l'ensemble du mouvement associatif. La réforme actuelle des lycées prévoit non seulement un élargissement des droits et de la participation des lycéens à la vie de



l'établissement (droits acquis depuis le mouvement de 90), mais aussi de réintroduire des cours d'éducation civique. A l'école primaire et au collège des dispositions équivalentes existent. Enfants et jeunes, tout au long de leur parcours scolaire, au travers de diverses expérimentations, sont rappelés à leurs droits et à leurs devoirs pour apprendre le fonctionnement démocratique. Quels sont ces dispositifs ? Quels sont leurs modes de fonctionnement et leur efficacité ? Quelles représentations de la démocratie véhiculent-ils ?

#### **La question de la démocratie dans la confrontation des générations.**

*Les jeunes sont les premiers visés, et a fortiori certaines catégories de jeunes, dès lors que se pose la question du déficit démocratique. Quelle place et quelle signification l'apprentissage démocratique, et son injonction par les différentes instances d'éducation, revêt-il dans l'ensemble du processus de socialisation des individus ? Observe-t-on des décalages dans les représentations et dans les attitudes des différentes générations à l'œuvre dans ce processus ? Etre un « bon citoyen » aujourd'hui, et apprendre à être un bon citoyen aujourd'hui, est-ce la même chose qu'être un « bon citoyen » hier ? L'école et la famille dans cet apprentissage sont-elles complémentaires ou opposées ? Les medias jouent-ils un rôle spécifique ?*

#### **La personnalité démocratique.**

Symétriquement à la notion de personnalité autoritaire d'Adorno, Gordon Allport (*The Nature of Prejudice*) a mis en évidence des attitudes et des caractéristiques propres à définir une personnalité démocratique. La construction d'échelles d'attitudes à partir de données quantitatives, mais aussi la réalisation d'enquêtes qualitatives, pourraient permettre de revenir sur cette notion de personnalité démocratique, d'en faire apparaître les traits spécifiques et éventuellement d'en distinguer différents types.

Les projets ont été sélectionnés par le comité en novembre 1999. Un séminaire intermédiaire de recherche s'est tenu en juin 2000 et après la réalisation des recherches, un colloque intitulé : « La démocratie en mouvement » s'est tenu, avec l'aide de la Fondation Jean Jaurès, le 13 décembre 2001 à l'Assemblée nationale (cf. programme ci-joint).

L'essentiel des contributions a été ensuite repris pour être publié aux éditions de l'Aube en 2003 dans un ouvrage dirigé par Pascale Perrineau et intitulé « Le désenchantement démocratique ».

### **Colloque du CEVIPOF : LA DEMOCRATIE EN MOUVEMENT**

*Au cours des dernières années, les chercheurs du CEVIPOF ont consacré l'essentiel de leurs travaux à l'analyse des transformations de la démocratie. En France, mais aussi dans nombre d'autres pays économiquement développés, les systèmes politiques démocratiques connaissent d'importantes mutations. Les conflits idéologiques s'atténuent. Le débat politique se fait parfois plus à la télévision qu'au Parlement. Les procédures judiciaires prennent une place croissante. Le niveau de l'abstention monte. Avec la construction européenne, le problème du rapport entre décision technique et contrôle politique se fait de plus en plus aigu. Les citoyens sont à la fois de plus en plus informés et de plus en plus critiques. Ils participent aux décisions les concernant par de nouveaux canaux. De nouvelles techniques de consultation et de nouvelles pratiques démocratiques apparaissent ou se développent. Globalement la démocratie régresse-t-elle ou progresse-t-elle ? Ses différentes transformations constituent-elles des corruptions de l'idéal démocratique toujours imparfait ? Dans quelle mesure les analyses de la science politique permettent-elles de répondre en partie aux interrogations sur l'évolution actuelle et sur l'avenir d'une "démocratie en mouvement". Le colloque insistera particulièrement sur ce qui s'invente dans et en dehors de la démocratie représentative.*

*Le colloque sera organisé autour de cinq grands thèmes. Sur chacun de ces thèmes, une personnalité extérieure au CEVIPOF fera un rapport de synthèse (15 mns.) permettant de mettre en discussion les différentes contributions des chercheurs. Avant d'engager une discussion avec les participants au colloque chaque chercheur aura 5 minutes pour faire ressortir certains points de chacune des contributions.*

*Ce colloque a été réalisé avec l'aide de la Fondation Jean Jaurès.*

Le matin : présidence Pascal Perrineau

9h30 : Introduction (Pascal Perrineau, directeur du Centre d'Etude de la Vie Politique Française).

L'évolution des principes et des valeurs

9h45 – 10h00 Rapport de synthèse de Marc Sadoun (professeur à l'IEP de Paris)

10h00 – 10h30

Gil Delannoi : Les transformations de la démocratie.

Dominique Reynié : La crise de l'obéissance démocratique.

Marie-Christine Granjon : Le courant hypercritique de la démocratie représentative.

Lucien Jaume : La démocratie et le déclin de la confiance, une rupture dans la culture politique.

Camille Hamidi, Nonna Mayer : Capital social, lien associatif et démocratie en France.

Veronique Pujas (en coll. Avec Anne Marie Benoît) : La responsabilité politique en Europe

10h30-11h : Discussion avec la salle.

Comment la politique vient aux citoyens?

11h - 11h15 : Rapport de synthèse de Thierry Leterre-Robert (professeur de science politique à l'Université de Versailles-Saint Quentin)

11h15-11h30

Cécile Braconnier, Sophie Duchesne, Florence Haegel, Camille Hamidi, Pierre Lefébure, Sophie Maurer, Vanessa Scherrer : La prise de parole en démocratie : Analyse des mécanismes de politisation par la montée en conflit.

Jean-Louis Marie, Barbara Romagnan : Politiques publiques et confiance politique (1) *Connaissances et modes de raisonnement à propos de l'action publique en matière d'immigration et de chômage. Une analyse à partir de l'observation de groupes de discussion.*

Richard Balme, Olivier Rozenberg, Politiques publiques et confiance politique (2) *Les cadres argumentatifs et cognitifs de la démocratie.*

11h30 - 12h30 : Discussion avec la salle sur les deux premiers thèmes

L'après midi : présidence Gilles Finchelstein

Les échelles de la démocratie : entre Europe et régions ?

14h30 – 14h45 : Rapport de synthèse d'André Paul Frogner (Professeur de science politique à l'Université Catholique de Louvain)

14h45 – 15h00

Céline Belot, Anne Jadot, Paul Magnette, Sylvie Strudel, Julien Weisblein : Vers une eurodémocratie ? Mise en pratiques de la citoyenneté européenne.

Véronique Fabry, Bruno Palier, Catherine Prud'homme, Sophie Rouault, Olivier Rozenberg, Christophe Scheidhauer, Yves Surel : L'impact de la construction européenne sur les transformations du gouvernement représentatif. Comparaison des mécanismes d'europanisation des politiques publiques.

Odile Rudelle : Démocratie et concitoyenneté : le caillou corse.

#### Les partis et les mutations démocratiques

15h00 – 15h15 : Rapport de synthèse de Daniel Louis Seiler (professeur à l'IEP de Bordeaux)

15h15 – 15h30 : Florence Faucher : la démocratisation des partis de droite.

Florence Haegel, Christine Pütz, Nicolas Sauger : La démocratisation interne de l'UDF et du RPR.

Henri Rey : les représentations de la démocratie chez des militants du parti socialiste.

15h15 – 16h15 : Discussion avec la salle.

16h15 – 16h45 : Pause

#### Les nouvelles formes de participation

16h45 – 17h00 : Rapport de synthèse de Jean Baudouin (professeur de science politique à l'Université de Rennes I)

17h00 – 17h20 : Thierry Vedel : L'idée de démocratie électronique. Origines, visions, questions.

Guy Groux Crise de la médiation et mouvements sociaux.

Gérard Grunberg, Nonna Mayer : Démocratie représentative, démocratie participative.

Daniel Boy : les nouveaux modes de délibération

17h20 – 17h50 : Discussion avec la salle

17h50 – 18h00 : Conclusion par deux politiques (Vincent Peillon, député de la Somme et Renaud Dutreil, député de l'Aisne)

Le colloque aura lieu le jeudi 13 décembre 2001 (Salle Colbert, Assemblée nationale)

## **E. RAPPORT D'ACTIVITE POUR LE PERSONNEL ADMINISTRATIF**

### **1. Les années 2000-2003 se caractérisent par une évolution nette du rôle des personnels administratifs et une modification de la répartition des personnels de statut FNSP et de statut CNRS.**

*A. Plusieurs postes d'ITA ont gagné en valeur ajoutée, le statut d' « assistante de gestion » prévalant de plus en plus sur celui de « secrétaire d'administration de la recherche ».*

Durant la période 2000-2003, le rôle des personnels administratifs (hors ingénieurs) a connu une véritable mutation. Les tâches « classiques » de secrétariat se sont considérablement réduites, les chercheurs étant de plus en plus autonomes pour leurs travaux de frappe, transcription d'entretiens, saisie de données, etc. Inversement, la vie collective du laboratoire s'est largement développée à travers la multiplication des contrats de recherche, l'organisation de colloques, etc., entraînant des logiques budgétaires de plus en plus complexes. L'activité des personnels administratifs du laboratoire s'en est trouvée très largement modifiée et a gagné en intérêt et valeur ajoutée.

Désormais, les tâches de l'équipe administrative se répartissent de la façon suivante :

Marcelle Bourbier -

- Gestion des stocks (avec l'aide d'Alexandre Montein), sélection des fournisseurs et passage des commandes pour les fournitures et le mobilier.
- Organisations des missions : billets de transport, hôtel, autres frais.
- Organisation logistique des colloques, séminaires, lundis du CEVIPOF, pots, etc.
- Gestion de la base Access des contacts extérieurs du CEVIPOF (avec Elisabeth Kosellek) : mise à jour, nouvelles entrées, etc.

Christine Gire -

- Assistante du Directeur et de la Secrétaire Générale
- Suivi des dossiers des chercheurs
- Mise à jour de Labintel et Publi-CNRS
- Publications : participation à la création des manuscrits, relations avec les auteurs

Monique Cressent -

- Standard, accueil
- Mailings pour différentes opérations

Marie-Laure Dagieu -

- Suivi du budget général Sciences Po et du budget CNRS : imputation des factures, suivi des dépenses, contrôle, etc.
- Montage des contrats de vacations et CDD imputés sur le budget général Sciences Po

Jean-Pierre Didelin

- Suivi du parc informatique : stock, commandes, etc.
- Installation des postes et interventions
- Mise à jour du site internet et création d'un nouveau site (pour 2004)
- Création d'un intranet

Annick Le Tenier

Sur le site du 54 boulevard Raspail (MSH) :

- Standard, courrier
- Réservation de la salle de réunion
- Photocopies
- Transcription d'entretiens
- Relations avec les services de la MSH et de Sciences Po

Alexandre Montein

- Standard et courrier
- Maintenance du fax et du photocopieur
- Commandes et vente café (rue de la Chaise)
- Réception et répartition des fournitures entre les différents sites – Suivi du stock
- Coursier – « Petits déménagements »
- Réservation de la salle G. Lavau et de salles à ScPo si nécessaire
- Gestion du stock des Cahiers du CEVIPOF et des commandes

Gina Sandanassamy

- Suivi des contrats de recherche : montage, suivi des dépenses et recettes, imputation budgétaire, etc.
- Suivi des crédits réservés et spéciaux (dont projet majeur)
- Suivi de la « production » des Cahiers du CEVIPOF : mise en page, suivi de l'impression, etc.

Marie Tabourin

Sur le site du 54 boulevard Raspail (MSH) :

- Saisie, mise en forme de documents
- Retranscriptions d'entretiens
- Relations avec les services internes de la MSH et les services de Sciences Po
- Gestion du stock de fournitures

*B. Le déséquilibre en nombre entre les personnels administratifs de statut FNSP et de statut CNRS s'est aggravé, se traduisant aussi par une forte baisse du nombre d'ingénieurs de recherche.*

Aujourd'hui, le CEVIPOF compte 14 ITA, dont 13 de statut FNSP et 1 de statut CNRS (ingénieur de recherche). Au 1<sup>er</sup> janvier 2001, le nombre total était de 14 personnes, dont 13 de statut FNSP, 1 de statut Education Nationale et 3 de statut CNRS (tous trois ingénieurs de recherche).

L'un des précédents ingénieurs de recherche, Ghislaine Capdevielle est décédée fin 2002. L'ingénieur chargée du traitement des enquêtes, Arlette Faugères, a, quant à elle, pris sa retraite. Ces deux personnes n'ont pas été remplacées. Seul reste aujourd'hui, des 3 ingénieurs présents au 1<sup>er</sup> janvier 2001, Jean Chiche, qui est désormais très intégré dans des activités de recherche lourdes, pour lesquelles il joue un rôle tout à fait déterminant.

## **2. L'aggravation du déséquilibre numéraire entre les personnels de statut FNSP et de statut CNRS, couplée à de nouveaux besoins, conduisent à des demandes de recrutement de nouveaux ITA de statut CNRS.**

*A. Recruter de manière urgente un ITA capable de traiter les données statistiques*

Le laboratoire a beaucoup évolué. Pendant longtemps, deux ITA ont rempli ce rôle, tout en jouant un rôle central dans la mise en place du parc micro-informatique. Or, d'une part, ce dernier s'est développé en 10 ans de manière tout à fait considérable et les sites Web se sont multipliés, rendant nécessaire la spécialisation d'une personne affectée par Sciences Po au CEVIPOF et l'affichage d'un poste NOEMI. D'autre part, l'une des deux personnes chargées à l'époque du traitement des enquêtes est partie à la retraite (Arlette Faugères), tandis que l'autre est maintenant très intégrée dans des activités de recherche lourdes pour lesquelles elle joue un rôle tout à fait déterminant (Jean Chiche). La Fondation a par ailleurs recruté deux chercheurs particulièrement pointus sur les questions statistiques appliquées notamment au vote (Vincent Tiberj et Sylvain Brouard). Mais une grande partie des chercheurs du laboratoire, utilisateurs de résultats d'enquête, et ne disposant pas des compétences pour

traiter seuls les données, se retrouvent dépourvus. Il est donc important de recruter un ITA chargé exclusivement de l'appui aux chercheurs sur ces aspects statistiques.

### *B. Rattachement d'une ITA, chargée de la communication du laboratoire*

Le CEVIPOF, à la demande de la direction du CNRS et de la direction de Sciences Po, a accueilli Ghislaine Capdevielle, ITA CNRS. Cette dernière, décédée à la fin de l'année dernière, travaillait en réalité aux Presses de Sciences Po. Parallèlement, nous utilisons, à mi-temps et depuis septembre dernier, Elisabeth Kosellek, comme responsable de la valorisation des travaux des chercheurs et de la communication du laboratoire. L'autre mi-temps d'Elisabeth Kosellek se déroule au CSO, avec une activité similaire. Or elle est affectée officiellement à l'OSC. A la fois pour plus de transparence et pour la carrière de cette ITA, il semble légitime qu'elle soit clairement rattachée à l'un (ou aux deux dans la mesure du possible) des laboratoires pour lesquels elle travaille effectivement.

Pour mémoire enfin, les besoins informatiques s'étant considérablement développés - extension du parc et complexification des installations d'une part, développement de l'information et de la valorisation scientifique par le recours à Internet d'autre part - le CNRS a accepté l'ouverture d'un poste pour le recrutement d'un technicien informatique, qui permettra au responsable informatique actuel de pouvoir faire face à l'ampleur de la tâche. Un candidat a été retenu à l'issue de la procédure et le Département Scientifique a exprimé tout son soutien. A ce jour toutefois, le détachement n'a pas encore eu lieu et le CEVIPOF compte absolument sur la réussite de ce projet pour le début 2004.

## **F. RAPPORT D'ACTIVITE GENERAL**

---

### **F.1. POLE ATTITUDES, COMPORTEMENTS, FORCES POLITIQUES**

#### **F.1.1. Comportements politiques**

Un axe fort des recherches du laboratoire depuis quatre ans est celui du changement politique. Abstentions record, montée des extrêmes, mouvements sociaux à répétition, rejet des élites : autant d'indices d'une crise de la représentation en France. Cette crise signifie-t-elle pour autant la faillite du politique ? Remet-elle en cause l'attachement des citoyens aux procédures et aux valeurs de la démocratie représentative ? Traduit-elle au contraire la demande d'une autre forme de démocratie, plus sociale, plus participative, plus délibérative ? Telles sont les questions auxquelles plusieurs équipes du CEVIPOF tentent de répondre, en s'attachant aux formes de la participation et de l'action politiques dans une perspective comparative, longitudinale et interdisciplinaire. L'explication du vote, appuyée sur la géographie électorale et l'enquête par sondage, combine l'étude des variables culturelles et sociologiques classiques (clivages religieux, profils scolaires et professionnels, identités territoriales, genre, générations), celles de l'offre politique (vote sur enjeux, effet candidat) et celles des transformations du comportement électoral (volatilité, votes protestataires ou extrémistes). Elle a pour corollaire l'étude de la non participation électorale, votes blancs et nuls et des formes d'action protestataires (manifestations, boycott, pétitions), en plein essor.

### **F.1.1.1. L'explication du vote**

L'analyse du changement électoral en France s'inscrit dans un débat plus général sur les effets politiques induits par le passage à la société post industrielle. La tertiarisation de l'économie avec la montée des cols blancs, et la "moyennisation" de la société, notamment au travers du rapprochement des modes de vie, viendraient brouiller les frontières de classe. La hausse du niveau d'études et la montée des valeurs hédonistes et permissives du "post matérialisme", théorisé par Ronald Inglehart, contribueraient à rendre les citoyens plus autonomes et critiques. Elles favoriseraient l'émergence de nouveaux partis défendant des enjeux non pris en charge par les partis traditionnels. Ces transformations éroderaient les repères anciens, rendant les électeurs plus sensibles à la conjoncture et aux paramètres de l'offre électorale. Au "vote de clivage", façonné par les variables lourdes, se substituerait progressivement le "vote sur enjeux", au coup par coup (Franklin, Mackie, Valen et al., 1992). La crise et les ralentissements économiques qui frappent les économies dites développées à partir du milieu des années soixante-dix renforceraient le phénomène, en favorisant des processus de désaffiliation et d'exclusion sociale et l'apparition de nouveaux partis à l'extrême droite (Kitschelt 1995, Betz 1994). Mais à partir de méthodes statistiques plus sophistiquées que le classique indice d'Alford et de découpages socioprofessionnels et politiques fins, tenant compte de la complexité des sociétés post industrielles et des recompositions partisans en cours, d'autres travaux relativisent le déclin des variables lourdes tout en discernant de nouveaux clivages (Heath, Jowell, Curtice 1985 ; Hout, Brooks et Manza, 1995 ; Cautrès et Heath, 1996 ; Evans, 1999).

Les grandes enquêtes du CEVIPOF, qui permettent de suivre les évolutions de 1978 à aujourd'hui (1978/1988/1995/2002) mettent effectivement en lumière l'apparition d'un vote "transclivage" en faveur du Front national (voir notamment les analyses de Pascal Perrineau dans l'ouvrage qu'il a dirigé avec Colette Ysmal, *Le vote de tous les refus* (2003) et de Nonna Mayer dans *Ces Français qui votent le Pen*, 2002). Son électorat s'est construit en attirant à la fois des anciens électeurs de gauche, de droite et des « ninistes » (ni de gauche ni de droite). Le Pen fait ses meilleurs scores d'un côté dans une base traditionnelle constituée par les petits indépendants, commerçants et artisans, et en 2002, les agriculteurs, d'une part, par les ouvriers et les employés d'autre part. Il s'agit bien d'un "vote sur enjeu", structuré par les attitudes à l'égard des étrangers et des immigrés et plus largement, en 2002, par le thème de l'insécurité (voir notamment le rapport de Vincent Tiberj « Vote et insécurité » rédigé à partir des données du Panel électoral français 2002). Par ailleurs, le vote écologiste, à travers ses hauts et ses bas, peut également s'analyser comme un vote sur l'enjeu de l'environnement (voir les travaux de Daniel Boy). Plus largement, les attitudes à l'égard de la diversité culturelle, de l'ouverture européenne et de la mondialisation dessinent depuis 1992 de nouveaux clivages de valeurs qui traversent le clivage gauche droite (voir notamment l'article de Jean Chiche, Pascal Perrineau, Brigitte le Roux sur « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990 », dans la *RFSP*, juin 2000 et celui de Jean Chiche, Florence Haegel, Vincent Tiberj sur « La fragmentation partisane » dans l'ouvrage collectif, *La démocratie à l'épreuve*, 2002). On note une indécision croissante de l'électeur avec la montée du "vote d'isoloir", décidé à la dernière minute (sur une analyse comparative France - Etats Unis, voir la thèse soutenue par Vincent Tiberj en 2002 sur *Le choix d'un président. Les modes d'évaluation des électeurs français et américains*, et une plus grande mobilité, du moins au sein de son camp, entre les diverses composantes de la gauche comme de la droite

(voir la modélisation du phénomène dans l'article de Marc Swyngedouw, avec Daniel Boy, Nonna Mayer pour la *RFSP*, juin 2000) .

Mais les clivages fondés sur l'appartenance à des groupes n'ont pas disparu pour autant, ils ont évolué. Le vote pour la droite modérée reste étroitement corrélé au degré d'intégration à la communauté catholique, mesuré par la fréquentation de l'église. Des réalignements de classe se sont certes opérés, avec l'évolution vers la gauche des salariés moyens et supérieurs et le virage à droite d'une fraction croissante du monde ouvrier, comparables à ceux que notent Hout, Brooks et Manza aux Etats Unis ou Heath, Jowell, Curtice en Angleterre. L'opposition perdure pourtant entre le monde des indépendants ancré à droite et celui des salariés plus proche de la gauche. Quant au clivage entre salariés « protégés » du public et salariés plus exposés du privé, il s'est accentué en 2002. Il est encore trop tôt pour présager de son évolution.

Demeurent aussi des clivages liés aux territoires d'appartenance que la géographie électorale met au jour en resituant les électeurs dans les divers contextes qui modèlent leur quotidien, en prenant en compte leurs liens de sociabilité et de voisinage, leur type d'habitat (rural/urbain, centre/périphérie, individuel/collectif). Une attention particulière a été accordée ici à la question des banlieues, avec les mouvements parfois violents surgis dans certaines communes et le sentiment d'insécurité qu'ils engendrent par contagion. On peut se reporter aux travaux d'Henri Rey, notamment son chapitre « Le comportement électoral des habitants des cités », dans l'ouvrage collectif *La xénophobie en banlieue : effets et expressions*, 2001.

Se dessinent enfin de nouveaux clivages identitaires, qui tiennent au genre, à l'appartenance ethnique, à la génération d'appartenance. Ainsi les femmes se distinguent des hommes, à diplôme, religion, statut social et niveau d'ethnocentrisme égal, par leur nette réticence à soutenir l'extrême droite (voir notamment les analyses de Mariette Sineau dans *Les cultures politiques des Français*, ouvrage collectif sous la direction de Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau, 2000, ainsi que l'étude de Nonna Mayer et Mariette Sineau dans l'ouvrage collectif comparatif sur les femmes et l'extrême droite en Europe dirigé par H. Amesgerger et B. Halbmayer, *Rechtsextreme Parteien-eine mögliche Heimat für Frauen*, 2002) . Si elles avaient été seules à voter le 21 avril, Le Pen serait arrivé en troisième position, mais il serait en revanche arrivé en tête si seuls les hommes avaient voté. On voit aussi à travers les sondages s'affirmer une identité « arabo-musulmane », avec une orientation encore très clairement marquée à gauche. On peut se reporter à l'étude de Claude Dargent, « Les musulmans déclarés en France : affirmation religieuse, subordination sociale et progressisme politique », *Les Cahiers du CEVIPOF*, N°34. Quant aux nouvelles générations enfin, elles condensent d'une certaine manière les changements en cours : désintérêt marqué à l'égard de la politique, non inscription dans le clivage gauche droite, volatilité électorale et sensibilité à la conjoncture, et recherche d'autres formes d'expression politique, comme le montrent les nombreux articles et ouvrages que leur a consacré Anne Muxel tels que *L'expérience politique des jeunes*, 2001.

### **F.1.1.2. Le refus du vote**

Un autre trait commun à la plupart des démocraties occidentales est la montée progressive de l'abstention, qui a atteint des records aux élections françaises de 2002. Le phénomène peut paraître paradoxal. Le modèle explicatif toujours dominant (des travaux pionniers de Lancelot en France, à ceux de Nie et Verba aux Etats-Unis) lie l'abstention aux handicaps socioculturels : chômage, insécurité et précarité économique, faible niveau



d'instruction, manque d'intégration sociale générant apathie et retrait. Or une caractéristique majeure des sociétés postindustrielles est le poids croissant des classes moyennes et des diplômés, qui devrait faire reculer l'abstention. D'où un modèle explicatif concurrent soulignant la dimension expressive et stratégique du refus de vote comme mode de sanction des gouvernements, y compris chez des électeurs instruits et politisés en connaissance de cause. D'autres auteurs insistent sur la dimension générationnelle de l'abstention, nettement plus marquée dans les nouvelles générations, chez qui le rejet de la politique et du clivage gauche droite, on l'a déjà vu, sont aussi plus marqués (voir le chapitre de synthèse par Gérard Grunberg et Anne Muxel sur « La dynamique des générations » dans *La démocratie à l'épreuve*, 2002).

Si les méthodes d'enquête par sondage ne sont pas le meilleur moyen pour appréhender un comportement connoté comme incivique, certaines enquêtes du CEVIPOF montrent toutefois que l'abstention s'avoue plus volontiers que par le passé (voir notamment l'article de Françoise Subileau dans le *Dictionnaire du vote*, 2001). Et si la tendance à s'abstenir est restée pendant longtemps plus forte chez les électeurs socialement et culturellement défavorisés, les abstentionnistes "dans le jeu", intéressés par la politique et se disant proches d'un parti politique, sont de plus en plus nombreux, donnant au refus de voter une signification éminemment politique. Dans les jeunes générations, la pratique du vote intermittent est de plus en plus répandue, et l'alternance entre le vote et le non vote, plutôt que de seulement révéler un incivisme politique, traduit des phénomènes nouveaux de contestation politique. (voir notamment l'analyse détaillée qu'en fait Anne Muxel, « La poussée des abstentions : protestation, malaise, sanction » dans *Le vote de tous les refus*, 2003).

### **F.1.1.3. La participation protestataire**

Dans leur enquête pionnière, *Political action* (1989), Barnes et Kaase voyaient dans l'explosion des "nouveaux" mouvements sociaux des années soixante - étudiants, féministes, écologistes, antinucléaires - le signe d'une extension du répertoire de l'action citoyenne dans les démocraties post industrielles, liée à la hausse du niveau d'instruction et à la montée des valeurs post matérialistes, individualistes et contestataires. Les formes d'action protestataires - manifestations, grèves, occupations, boycott - se banalisaient et devenaient une forme de participation politique directe complémentaire des formes conventionnelles de la participation politique, celles passant notamment par la médiation des élus. Reprenant leurs indicateurs de "potentiel protestataire", au sens de l'approbation de ces divers modes d'action comme moyen légitime de défense de ses opinions ou de ses revendications, les enquêtes du CEVIPOF montrent effectivement, comme dans tous les pays européens, une croissance exponentielle tant du potentiel protestataire (entre 1988 et 2002 la proportion d'électeurs qui approuvent la manifestation comme forme d'action est passée de 50% à 75%) que du recours effectif à ces modes d'action. Ils se sont effectivement routinisés et diffusés dans toutes les catégories sociales, même s'ils restent encore plus fréquents chez les jeunes, et à gauche. A la lumière des modèles classiques d'analyse des mouvements sociaux, qui prennent en compte les ressources des groupes mobilisés (courant de la "mobilisation des ressources"), le contexte politique (théories sur le "contexte des opportunités politiques") et la dimension symbolique des mouvements (théories du *framing*, Snow et Benford), d'autres travaux du CEVIPOF s'attachent à expliquer le foisonnement des mouvements sociaux et la montée de la conflictualité en France. Les travaux de Guy Groux la mettent en relation à la fois avec la segmentation sociale, la multiplication des demandes sectorielles, et avec la crise des médiations politico-étatiques et l'émergence de nouveaux contextes de régulation. (Voir

notamment sur ce thème ses contributions « Crise de la médiation et mouvements sociaux : vers une démocratie de l'entre deux, » dans *Le désenchantement démocratique*, 2003, « Culture protestataire et opinion publique : un lien ambigu » dans *Les Cultures politiques des Français (2000)* et « Régulations politiques, action publique et mouvements sociaux » dans l'ouvrage dirigé par G. de Terssac, *La théorie de la régulation sociale. Autour de Jean Daniel Reynaud* ou encore son article dans *Les Cahiers Français*, automne 2003). Jacques Capdevielle, lui, s'attache à étudier le regain des revendications et des grèves à caractère corporatiste (*Modernité du corporatisme*, 2001). Passé l'effondrement des repères symboliques et syndicaux qui structuraient le monde du travail, les identités de métiers tiennent lieu de substitut à des identités de classe qui ont volé en éclats. Il étudie par ailleurs la crise de la légitimité démocratique associée à l'élection, à travers les mobilisations contre la « mondialisation néolibérale », la montée de la contre expertise, et le recours croissant aux références éthiques.

#### **F.1.1.4. Renouveau méthodologique**

Pour analyser ces changements, on soulignera enfin le parti pris du laboratoire d'impulser une diversification et un renouvellement de ses méthodes d'approche.

#### **Expérimentations**

En réaction aux critiques adressées aux sondages et au caractère artificiel des opinions recueillies, s'est développé aux Etats-Unis un nouveau courant expérimental de *public opinion research*. Des auteurs comme Zaller, Sniderman, Kuklinski, formés à la psychologie politique, ont cherché d'autres manières de formuler et de cadrer (*framing*) les questions, en s'intéressant aux mécanismes affectifs et cognitifs mis en jeu pour la production des réponses. L'enquête Démocratie 2000, en partenariat avec Paul Sniderman et l'Université de Stanford, met en oeuvre ces approches (Grunberg, Mayer, Sniderman dir., *La démocratie à l'épreuve, une nouvelle approche de l'opinion des Français*, 2002). A la différence des sondages classiques, cette enquête ne se contente pas d'interroger sur des principes abstraits, comme la liberté, la justice, la tolérance, elle les met en scène sous forme de petites histoires (des policiers qui fouillent deux jeunes, un maire qui veut interdire la mendicité dans sa commune etc.). La souplesse du sondage téléphonique assisté par ordinateur permet de décliner ces petites histoires sous plusieurs versions différentes (ici ce sont deux jeunes que les policiers fouillent, là ce sont deux jeunes maghrébins, ailleurs c'est le maire qui veut interdire la mendicité et peut être socialiste, RPR, FN ou sans étiquette etc.) Autant de paramètres susceptibles de faire varier les réponses dont on cherche à prendre la mesure. Enfin, si l'entretien de sondage classique respecte une stricte neutralité, celui-ci est interactif. L'enquêteur propose à la personne interrogée des informations, des arguments, des contre arguments, tente de la faire changer d'avis soit par la contradiction soit par la persuasion (expérience dite de "la pommade"). Soit au total une vingtaine de petites expérimentations de mesure de consistance des opinions – il y en a aussi sur les OGM, sur l'interdiction des sectes, sur l'enseignement des langues régionales à l'école, sur la parité, sur les centrales nucléaires etc. -, réalisées pour la première fois dans une enquête politique, qui rapprochent les conditions de formation et d'expression des opinions des sondés de celles de la vie réelle. Elles réintroduisent le débat, la discussion, voire le conflit. Ajoutées aux questions classiques, qui permettent la comparaison avec les enquêtes antérieures, elles aident à mieux comprendre ce que signifie la démocratie pour les personnes interrogées, tout en testant la solidité et la cohérence de leurs convictions. Elles mettent, au sens plein du terme, cette conviction à l'épreuve. L'enregistrement intégral de cent entretiens de sondage permettra de creuser l'interaction enquêteur/enquêté et de mieux comprendre le mécanisme de production des

opinions politiques tout en mesurant "l'effet enquêteur" (voir Grunberg, Mayer, Sniderman (dir.), *La démocratie à l'épreuve, une nouvelle approche de l'opinion des Français*, 2002).

### **Connaissances et compétence politiques**

Dans le même ordre d'idées, cette enquête introduit des mesures de la "sophistication" politique (test de connaissances, évaluation du niveau de compréhension par l'enquêteur) qui éclairent d'un jour nouveau le débat autour de la compétence politique et du "cens caché" (voir notamment la contribution de Jean Chiche, Florence Haegel, Vincent Tiberj sur « Les connaissances politiques » dans *La démocratie à l'épreuve*, 2002). On voit que le niveau de connaissances ne se confond ni avec le niveau de diplôme ni avec l'intérêt pour la politique et qu'il est corrélé avec le niveau d'implication politique et d'attachement à la démocratie. Il révèle en particulier un écart massif entre le niveau de connaissance des électeurs et des électrices, à âge, diplôme, statut social comparables, associé chez celles-ci à un désintérêt et à un rejet nettement plus marqué, que l'on retrouve dans la plupart des pays européens (voir les travaux de Van Deth) et qui souligne la nécessité d'une réflexion plus poussée sur la signification du politique selon le genre.

### **Panel**

Une autre innovation méthodologique est la réalisation, grâce au soutien du ministère de l'Intérieur, d'une enquête par panel de 10 000 interviews, en trois vagues (avant et après la présidentielle, puis après les législatives), à l'occasion de la double élection de 2002. Elle a permis d'interroger trois fois 1417 personnes qui constituent le panel *stricto sensu*, instrument irremplaçable pour suivre dans le temps les hésitations, les revirements et les raisons du choix final des électeurs, aux quatre tours de scrutin de ces élections pas comme les autres. On trouvera une première exploitation des résultats dans de nombreux rapports CEVIPOF par le Ministère de l'Intérieur, et plusieurs contributions de l'ouvrage collectif *Le vote de tous les refus* et dans *Ces Français qui votent Le Pen*. Un ouvrage collectif de synthèse sur les recompositions électorales en France depuis 1978 est en cours de préparation sous la direction de Bruno Cautrès et Nonna Mayer.

### **Analyse de données**

Le laboratoire a également cherché, en partenariat avec des mathématiciens de Paris V, Brigitte Le Roux et Henry Rouanet, à innover dans les modes de traitement statistique des données (voir leur article à la RFSP, juin 2000 et les communications présentées par Jean Chiche dans divers congrès internationaux). En particulier l'analyse géométrique des données permet de réintroduire les individus au cœur de l'analyse et de les situer dans l'espace des valeurs, en offrant en quelque sorte une carte politique des clivages existants.

### **Focus groups**

Enfin cette approche quantitative des phénomènes politiques a été complétée par des approches qualitatives permettant de saisir, mieux que le sondage, la dynamique des opinions et la complexité des raisons qui mènent à tel choix électoral plutôt qu'à tel autre. On citera le travail en cours de l'équipe Démocratie 2000 sur les interactions verbales enquêteur(e)/enquêté(e) durant l'entretien de sondage à partir de cent entretiens intégralement retranscrits. Et surtout le travail pionnier effectué par Florence Haegel et Sophie Duchesne pour suivre la politisation de la parole à partir d'une expérimentation enregistrée et filmée sur des *focus groups* constitués de personnes démunies en capital social et culturel (recrutées auprès de l'ANPE), généralement exclues du champ de ce type d'enquête.

### **F.1.1.5. Pistes de recherche**

Tant l'enquête expérimentale Démocratie 2000 que le Panel électoral français 2002 apportent des matériaux dont l'exploitation ne fait que commencer. Pour l'avenir, plusieurs pistes de recherche seront privilégiées. La première est une meilleure articulation entre politiques publiques et sociologie politique. Il faudrait plus prendre en compte l'influence du contexte institutionnel (modes de scrutin, modalités d'inscription et de vote, introduction de formes de démocratie directe). De même, il faudrait développer l'analyse symétrique de la perception et de l'évaluation des politiques publiques par les électeurs et de la perception de l'opinion par les décideurs, sur des enjeux donnés (retraites, sécurité sociale, lutte contre la corruption). Il faudrait également développer les modèles de choix rationnel, trop peu étudiés en France, tant au niveau de la mise en oeuvre des politiques publiques que de la décision électorale. Il faudrait aussi combiner, notamment pour l'analyse électorale, les approches micro, méso et macro sociologiques. L'analyse multi-niveaux devrait permettre de réconcilier l'approche des comportements individuels et celle des effets contextuels, "qui" vote et "où" l'on vote. Enfin, l'impact des médias sur la saillance des enjeux, la perception des politiques et la décision électorale est encore insuffisamment étudié au laboratoire.

### **F.1.2. Forces politiques**

Dans des sociétés de plus en plus différenciées et fragmentées, la question de la production du politique se pose de manière nouvelle. Et des signes de plus en plus visibles de la distance des citoyens aux formes spécialisées de participation politique signalent la difficulté des entreprises qui ont traditionnellement en charge d'assurer leur rôle de médiation. De nombreuses recherches menées ces quatre dernières années par le CEVIPOF, dans le cadre du « pôle attitudes, comportements, forces politiques », ont contribué au débat sur ces transformations. Dans la lignée des réflexions engagées depuis sa création par le laboratoire, des travaux ont ainsi été conduits sur ces formes traditionnelles de médiation politique que sont les partis et les syndicats. Ils se sont à la fois fixé pour objectif d'établir la réalité de leur affaiblissement et de cerner les manières dont ils s'adaptent aux nouvelles conditions et donc les transformations qui les affectaient. Animées par le même souci, des recherches sur les formes concurrentes aux médiations politiques traditionnelles ont été réalisées. Qu'il s'agisse de l'étude des associations, des nouveaux modes de consultation et de délibération, du recours à des modalités de participation électronique, l'enjeu était de mettre à l'épreuve la capacité de ces nouvelles formes à produire du politique.

La question de l'affaiblissement du rôle des partis politiques et des syndicats comme instances de médiation politique apparaît depuis un certain nombre d'années comme un fait acquis à tel point qu'on a pu noter une désaffection de l'investissement scientifique sur ces objets. La stratégie du laboratoire vise à maintenir ce domaine de recherche comme un axe de développement comme en témoignent les derniers recrutements.

#### **F.1.2.1. La transformation des organisations partisanes**

Le débat international sur les transformations des systèmes démocratiques se reflète, pour une bonne part, dans l'interrogation sur les métamorphoses des organisations partisanes.

La thèse du « déclin » des partis politiques face à l'émergence de nouvelles formes de participation (Lawson/Merkl, Inglehart) et à leur difficulté croissante à remplir leurs fonctions traditionnelles (Dalton/Wattenberg) se trouve confrontée à celle de l'adaptation des sous-systèmes partisans, du remplacement d'une forme partisane historiquement constituée par des organisations moins structurées autour de la fonction d'intégration sociale (Kirchheimer), plus professionnalisées (Panebianco) et plus liées à l'Etat (Katz/Mair). En effet, le bilan de l'état de santé des partis politiques varie nettement selon les dimensions considérées. Ainsi, les partis peuvent être considérés en difficulté si l'on prend comme référence le « parti de masse » et comme critère leur faculté à mobiliser et à susciter de l'engagement, le bilan est moins évident si l'on considère leur inscription institutionnelle ou leur rôle comme organisation de contrôle du processus de recrutement politique (personnel gouvernemental et parlementaire principalement).

Les travaux fondateurs de sociologie politique, des premières recherches en sociologie électorale aux analyses de Rokkan, ont conféré au parti politique un rôle central dans l'explication du vote, dans la socialisation et le repérage politiques des citoyens, et au-delà, dans la structuration idéologique des systèmes politiques. Aujourd'hui, l'idée dominante est que cette centralité des partis doit être remise en cause. Dans le cas français déjà marqué par une faiblesse partisane structurelle, des signes d'une érosion des partis comme vecteurs de structuration de l'opinion (Apter, Epstein) sont bien repérables. Cette érosion peut-être saisie à travers le phénomène générationnel de relâchement du lien partisan et la difficulté croissante d'un système partisan de plus en plus fragmenté, à gauche comme à droite, à traduire les clivages sociaux et idéologiques qui structurent l'opinion. On peut se reporter au chapitre déjà cité « La fragmentation partisane » de Jean Chiche, Florence Haegel et Vincent Tiberj, dans l'ouvrage collectif *La démocratie à l'épreuve*, 2002.

Mais ce constat ne permet pas de conclure que les partis ont disparu comme guide de lecture et de repérage de l'univers politique. En effet, en appoint du clivage gauche droite mais également par l'existence de logiques partisans négatives (on s'identifie peut être moins positivement mais on sait bien qui on rejette), les citoyens se servent des repères partisans pour se situer dans l'espace politique (se reporter aux travaux de Vincent Tiberj). Cette logique partisane négative est, en particulier, prégnante en raison de la forte polarisation que génère l'hostilité au Front national.

Si l'on mesure la force des partis à leur capacité à mobiliser et à susciter de l'engagement, leur affaiblissement est patent. Le cas du déclin du Parti communiste français, modèle du parti de masse est de ce point de vue exemplaire (se reporter à l'ouvrage de Marie-Claire Lavabre et de François Platone, *Que reste-t-il du PCF ?*, 2003). De même, les enquêtes classiques sur l'univers sociologique et idéologique des adhérents donnent à voir les difficultés des partis à tisser des liens avec la société par l'étroitesse de leurs bases sociales de recrutement (voir l'ouvrage de Daniel Boy, François Platone, Henri Rey, Françoise Subileau, et Colette Ysmal, *C'était la gauche plurielle*, 2003). La sociographie des militants de la gauche plurielle montre que les mêmes facteurs socioculturels sont à l'œuvre dans le militantisme et dans la participation politique en général puisque s'en écartent les mêmes groupes sociaux. Dès lors, parallèlement à l'analyse des processus d'engagement individuel dans un parti ou une organisation, le regard s'est en partie modifié et les recherches ont également porté sur les trajectoires individuelles de désengagement mettant au jour les logiques, les rythmes et les contextes de défection (se reporter au numéro spécial de la *Revue française de science politique* dirigé par Nonna Mayer et Olivier Fillieule consacré au thème du militantisme, « Devenir militant », février-avril 2001).

Pour comprendre les transformations qui affectent les partis, à la fois leur fragilisation en tant que communauté politique et les éventuelles lignes de leur reconstitution, l'analyse des *cultures partisans* est centrale dans la mesure où elle permet de saisir leur inscription sociale, la constitution des visions du monde et les logiques institutionnelles de clôture. La prise en compte des phénomènes de mémoire (se reporter aux travaux de Marie-Claire Lavabre), des mécanismes d'organisation du pluralisme, de production d'homogénéité ainsi que des modèles de délégation permettent de saisir les spécificités et les transformations partisans (se reporter au chapitre de Florence Haegel, « A la recherche de la densité des phénomènes organisationnels : l'exemple du RPR », dans l'ouvrage collectif *Les partis politiques : quelles perspectives ?*, 2001). Ce type de réflexion suppose de cerner les systèmes de représentations des adhérents, il s'appuie sur des approches quantitatives classiques (enquêtes sur les adhérents) et qualitatives (se reporter à l'ouvrage collectif de Daniel Boy et alii, *C'était la gauche plurielle*, 2002). Ainsi l'enquête de type anthropologique apparaît particulièrement utile dans une perspective comparative. L'analyse des rituels partisans que sont les conférences et congrès partisans ont été pris comme point d'observation de transformations partisans plus générales (on peut se reporter à l'article de Florence Faucher, « Managing intra-party democracy : comparing the French Socialist and British Labour Party conferences », dans *French Politics*, 2003).

Dans la rubrique des transformations ayant affecté les partis politiques, l'enjeu que constitue la démocratisation interne est au cœur du débat (voir le chapitre de Florence Haegel avec Christine Pütz et Nicolas Sauger, « Les transformations dans et par les partis : l'exemple de l'UDF et du RPR », dans l'ouvrage collectif *Le désenchantement démocratique*, 2003, ainsi que le chapitre de Florence Faucher, « Brève passion ou engagement durable ? La démocratie interne et le parti conservateur britannique », dans le même ouvrage). Les fondateurs de l'analyse des partis politiques (Michels, Ostrogorski, Weber) ont, dès l'origine, repéré les ferments anti-démocratiques de leur fonctionnement. Par la suite, les éventuels méfaits de la démocratie partisane interne sur le fonctionnement des démocraties représentatives ont été révélés (Wright, Schattschneider). Dans la logique d'un mouvement commun à l'ensemble des partis européens, les partis français ont renforcé le rôle des adhérents dans leur fonctionnement interne, suscitant une réflexion sur les effets de cette démocratisation - même relative - sur le fonctionnement des partis et, au-delà, sur le rôle des partis dans un régime représentatif. L'autre débat au cœur de la crise actuelle de la légitimité partisane est celui de la représentativité des élites. Le processus même de professionnalisation de la politique, le faible poids des catégories populaires, des jeunes, des femmes malgré la loi sur la parité, des populations issues de l'immigration dans les instances dirigeantes, et parmi les candidat(e)s et les élu(e)s, génèrent une coupure croissante entre le personnel politique et les citoyens et alimentent le désenchantement démocratique.

Alors que Maurice Duverger demeure le politiste français le plus cité à l'étranger, l'étude des systèmes partisans est, en France, un domaine largement délaissé. Pour y remédier, des réflexions ont été engagées sur la transformation des systèmes partisans en rendant compte à la fois des logiques idéologiques qui affectent le système partisan et des contraintes institutionnelles, et en particulier des conséquences liées à la poursuite de la présidentialisation de la Cinquième République, des logiques de bi-polarisation à l'œuvre que l'unification récente des partis de droite manifeste (se reporter aux articles de Gérard Grunberg et Olivier Duhamel sur les partis et la Vème République dans *Commentaire*, 2001, 2002). En même temps, La modification de l'environnement institutionnel, provoquée par l'intégration européenne, n'est pas sans conséquence sur le jeu des acteurs et des forces

politiques. Ceci dans un contexte où les représentations que se font les citoyens de leur relation aux territoires se trouvent par hypothèse transformées par le processus d'eupéanisation piloté de Bruxelles et les représentations de l'impact de la mondialisation sur les territoires. La démarche consiste ainsi à comparer les transformations des relations entre territoires et politique entre pays européens. Un des objectifs est en effet d'identifier d'éventuels processus communs de transformation de cette relation (se reporter à l'article d'Elizabeth Dupoirier, « Elezione dei sindaci e nuova democrazia locale in Francia », *Quaderni dell'Osservatorio Elettorale*, 49, giugno 2003).

L'approche territoriale de la vie politique et les transformations des systèmes partisans au niveau local font l'objet d'une observation longitudinale pour le Sud de la France (se reporter à l'ouvrage de Jean Viard avec Daniel Van Eeuven, *Main basse sur la Provence*, 2003).

Le clientélisme d'Etat – qui fait des partis des organisations ne vivant que des ressources mises à leur disposition par l'Etat, ou des organisations qui instrumentalisent l'Etat au service d'intérêts particuliers - par opposition au clientélisme classique qui liait les partis aux citoyens grâce à un échange réciproque de dons et de contre-dons, a fait l'objet d'une étude menée par Colette Ysmal et Piero Ignazi (Université de Bologne), principalement à propos de l'Italie.

### **F.1.2.2. Les syndicats face à la concurrence de nouvelles formes de mobilisation**

Dans le domaine de l'étude des syndicats, les travaux menés au sein du laboratoire ont opéré deux glissements : le passage de l'étude des organisations syndicales à celle de formes concurrentielles de mobilisation, le passage de l'analyse des syndicats comme producteurs de revendications à celle de leur rôle dans le processus plus large de régulation sociale et de création de normes.

Traditionnellement centrés sur l'étude des syndicats comme appareil et organisation revendiquant le monopole de la production des revendications, les travaux menés dans le laboratoire se sont, ces dernières années, intéressés à l'étude de mobilisations collectives dans lesquelles les syndicats sont en concurrence avec d'autres formes de médiation. L'essor de mobilisations collectives, l'émergence de formes de coordination horizontale non contrôlables par le sommet, la multiplication de petits collectifs à l'échelle locale, la visibilité croissante du mouvement alter-mondialiste ont placé au cœur de l'analyse la notion de réseaux (Luhmann, Castells). Dans la même optique, les recherches se sont déplacées d'une interrogation sur les logiques de l'action collective (Tarrow) à l'examen de leur rôle dans la régulation sociale et dans la création des normes. La dépréciation des capacités de l'Etat à gérer la demande sociale laisse, en effet, la place à de nouvelles sources de régulation (Reynaud) qui impliquent des enjeux contractuels et une prolifération des sources de pouvoir et d'initiatives (cf. Guy Groux, *La démocratie sociale, enjeux historiques et nouvelles régulations*, dans l'ouvrage collectif : *Quelle démocratie sociale dans le monde du travail ?* 2003).

Ces transformations conduisent à s'interroger sur la lutte pour la légitimité à laquelle se livrent les organisations traditionnelles et ces nouvelles formes de mobilisation et d'organisation. La poursuite des grandes mobilisations de la rue à l'occasion des sommets internationaux (G7 ou G8, FMI, Banque mondiale, OMC, sommets européens), la montée de

thèmes éthiques disputés à la fois par la mouvance altermondialiste et les grandes entreprises, le rôle croissant de la contre-expertise, quand on songe par exemple à l'audience d'Oxfam, constituent autant de dimensions qui élargissent et renouvellent le champ du politique. Elles invitent également à une nouvelle interrogation sur la démocratie : qu'est-ce que la démocratie dans un réseau ? Comment y transposer des notions comme celles de « mandat », de « délégation » ou de « vote », élaborées et théorisées depuis deux siècles dans le cadre d'organisations de type pyramidal ? Que devient le droit à la différence et la reconnaissance de l'altérité dans une structure en réseau fonctionnant au « consensus » ? Quel crédit donner au mythe d'une « démocratie électronique » (Thierry Vedel, L'idée de démocratie électronique : origine, visions, questions dans l'ouvrage collectif, *Le désenchantement démocratique*) faite de transparence et de débat ? Quels changements introduit le recours à de nouveaux modes (conférence de consensus, commission de promotion du débat public, etc.) de délibération ? (cf. Daniel Boy, Les nouveaux modes de délibération publique, dans *Risques*, 2001) Peut-on imaginer une démocratie sans médiateur ?

### **F.1.2.3. Le fait associatif : un modèle alternatif ?**

Les interrogations qui précèdent débouchent sur les débats actuels tendant à opposer « démocratie représentative » et « démocratie participative », en valorisant le phénomène associatif.

Face aux mutations qui caractérisent les sociétés démocratiques contemporaines, et en particulier aux processus d'individuation, la forme associative a pu être considérée comme un modèle alternatif à des structures partisans ou syndicales jugées essouffées. Dans une perspective complémentaire, les travaux sur le capital social (Putnam) confèrent au lien associatif un statut particulier dans la bonne santé des cultures démocratiques. Prenant pour objet d'étude des formes associatives très variées (association de parents d'élèves, de défense des droits de l'homme, associations de loisirs, communautaires, laïques, associations caritatives) (Martine Barthélémy, *Associations : un nouvel âge de la participation*, 2000, Jacqueline Costa-Lascoux, *Laïcité, le devoir de mémoire*, Migrations société, 2000, Sophie Duchesne, *Dons et recherche de soi, l'altruisme en question aux Restaurants du cœur et à Amnesty International*, Cahiers du CEVIPOF, 2003, Nonna Mayer, Democracy in France : Do Associations Matter ? dans l'ouvrage collectif *Generating social capital*, 2003), les recherches menées dans le laboratoire conduisent à mieux comprendre les particularités du modèle français, à cerner les relations entre lien social et lien politique et à nuancer une perspective trop optimiste qui érigerait les associations en sauveurs de la démocratie .

Le boom récent des associations en France n'a pas d'effet direct évident sur la revitalisation du lien civique. Il s'accompagne, par ailleurs, d'un type de recrutement socialement marqué, le secteur associatif rassemblant en priorité des personnes socialement et culturellement favorisées. Enfin, si les raisons individuelles de s'engager (et peut-être plus encore de rester dans l'association) marquent bien l'importance accordée aux bénéfices que les personnes retirent en termes de sociabilité, le renforcement du lien social ne se traduit que rarement par un renforcement du lien politique. L'élargissement des logiques de solidarité est loin d'être systématique, les logiques d'institutionnalisation et de professionnalisation limitent les phénomènes d'apprentissage démocratique et surtout, l'univers associatif se construit pour l'essentiel sinon par l'évitement du politique, du moins par celui du personnel politique *stricto sensu* et des structures partisans.



### **F.1.3. Valeurs et attitudes**

La dimension socioéconomique, l'opposition entre les tenants du libéralisme économique et ceux de l'étatisme, a longtemps constitué en France le clivage idéologique dominant. L'alternance politique et le rapprochement des positions des grands partis de gauche et de droite, depuis 1981, ont considérablement érodé l'intensité de ce clivage, qui faisait jadis du clivage gauche-droite un affrontement passionné entre deux projets de société. Si ce clivage subsiste, comme le montre le Panel Electoral Français réalisé en 2002, il ne joue plus le rôle de clé de voûte idéologique qui était le sien auparavant. Le critère du soutien ou de l'hostilité à la propriété privée du capital perd de sa pertinence, et les autres critères envisageables (attitudes à l'égard des services publics, des licenciements ou de la mondialisation, par exemple) ne sont pas (pas encore ?) structurés en une dimension idéologique cohérente. Si les enjeux économiques et sociaux demeurent manifestement extrêmement importants aux yeux des électeurs, il apparaît paradoxalement qu'ils font de moins en moins l'objet d'une élaboration idéologique visant à les mettre au centre de la controverse politique. Cette érosion d'un clivage idéologique dominant, lié notamment au déclin des institutions socialisatrices que furent l'Eglise catholique d'une part, le Parti Communiste d'autre part, a sans doute contribué au déclin de l'identification en termes de gauche et de droite ainsi qu'à celui de l'identification partisane.

Par ailleurs, le brouillage du clivage gauche-droite, à la fois particulièrement brutal et récent historiquement, prend les allures d'un phénomène générationnel : il se traduit par une baisse très sensible de l'intérêt politique, de l'identification aux partis et de l'identification à la gauche ou à la droite chez les moins de quarante ans. Une telle interprétation qui accorde un rôle prééminent à la convergence idéologique au niveau de l'offre politique permet d'écarter les explications du désintérêt politique par le matérialisme et l'individualisme qui résulteraient de l'élévation du bien-être. Les citoyens s'intéressent aux affaires publiques et cherchent à s'en tenir informés. Ils apprécient d'y participer directement par le canal des associations et des manifestations. En revanche, ils sont sceptiques quant à la traduction des problèmes sociaux qui leur est retransmise par la classe politique (se reporter entre autres au chapitre d'Etienne Schweisguth, « La dépolitisation en questions », publié dans l'ouvrage collectif, *La démocratie à l'épreuve*).

#### **F.1.3.1. Phénomènes de socialisation et construction des identités politiques**

Le brouillage des repères idéologiques et politiques conduit à réinterroger les conditions du processus de socialisation politique, ses mécanismes comme ses contenus, et à relancer les interrogations sur la formation des choix politiques. Prolongeant des orientations de recherche présentes depuis la création du CEVIPOF, des chercheurs étudient la production des attitudes et des comportements politiques à partir d'une lecture transgénérationnelle, biographique et souvent microsociologique. Ainsi, les rôles du temps et de la mémoire apparaissent-ils comme des opérateurs incontournables. Les prendre en compte oblige à une constante réévaluation des modalités comme des contenus de la socialisation dans l'entremêlement des temporalités individuelles et des temporalités sociales, historiques et politiques (cf. les travaux Marie-Claire Lavabre, de Florence Haegel, ou encore d'Anne Muxel).

Il a été établi que l'identification des individus à la gauche et à la droite est largement induite par les mécanismes de transmission intergénérationnelle. Se dire de gauche ou de

droite ou refuser de se situer dans cet univers d'oppositions est une disposition largement acquise dans le cadre de la socialisation familiale. Parmi les individus ayant une filiation politique homogène de gauche ou de droite, une très forte majorité, les deux tiers, demeure fidèle à l'orientation politique de leurs parents mesurée à partir de la proximité à la gauche ou à la droite. Néanmoins, une proportion non négligeable d'individus marque une rupture avec la tradition politique familiale (se reporter au chapitre de Jérôme Jaffré et Anne Muxel, « Les repères politiques », dans l'ouvrage collectif, *L'électeur a ses raisons*). Le travail par lequel un individu s'approprié et rejette à la fois l'héritage idéologique et politique de ses parents peut se traduire de deux manières différentes selon son positionnement dans l'univers structuré par le clivage gauche-droite. Soit ce travail peut s'effectuer dans la continuité intergénérationnelle de l'identification à la gauche ou à la droite, soit il peut aboutir à une rupture avec cette identification. Dans ce deuxième cas, cette rupture peut se traduire chez l'individu, soit par l'identification opposée (à la droite quand les parents sont de gauche ou l'inverse) soit par le refus de se situer dans cet univers gauche-droite. Poursuivant les travaux menés précédemment, Gérard Grunberg et Anne Muxel ont recherché la signification idéologique des ruptures de transmission intergénérationnelle de l'identification à la gauche et à la droite. Ils ont tenté de mesurer la contribution particulière de ces phénomènes de rupture au renouvellement des contenus idéologiques de la gauche et ont comparé les profils idéologiques des individus qui se situent à gauche, à droite, ou ni à gauche ni à droite selon leur filiation politique familiale. Leur recherche a mis en lumière le lien existant entre les ruptures qui se produisent dans les filiations politiques intergénérationnelles et l'évolution des fondements idéologiques du clivage gauche-droite. Au cours des quatre dernières décennies, ces ruptures ont joué dans le sens d'une perte d'influence de la dimension religieuse et d'un léger affaiblissement de la dimension économique. Parallèlement, on a pu assister au renforcement de la dimension de l'universalisme et de l'autorité dans l'organisation des configurations idéologiques au fondement du clivage entre la gauche et la droite. Ces ruptures ont également traduit pour une partie de la population l'impossibilité de se reconnaître pleinement dans l'une ou l'autre des configurations idéologiques spécifiques de la gauche et de la droite (se reporter à leur chapitre « Filiation politique familiale et transformation du clivage gauche-droite » paru dans l'ouvrage collectif, *Aux frontières des attitudes. Entre le politique et le religieux*, 2002).

La mesure des effets du temps dans la structuration des identités politiques a également été tentée au travers d'analyses longitudinales. Anne Muxel, exploitant les données d'une enquête par cohorte sur les conditions d'entrée en politique dans le temps de la jeunesse, a mis en évidence une structuration à la fois persistante et stable du clivage gauche-droite et corrélativement une plus grande fragilité du lien partisan, ainsi qu'une volatilité encore plus marquée des choix électoraux. Ses résultats ont aussi montré l'empreinte de la participation à une expérience politique collective, telle que la manifestation, sur les attitudes et les comportements politiques ultérieurs (se reporter à son article « Les choix politiques des jeunes à l'épreuve du temps. Une enquête longitudinale », *RFSP*, juin 2001).

Parallèlement à ces approches sociologiques traditionnelles, certains travaux du CEVIPOF insistent sur la dimension cognitive des phénomènes de politisation. Quel modèle du citoyen adopter pour rendre compte du processus aboutissant au choix politique ? Pour des raisons différentes, deux modèles semblent également inadaptés :

1 - Le modèle du citoyen rationnel, disposant de ressources cognitives et d'un système de valeurs qu'il peut appliquer à tout problème politique, relève manifestement plus de l'idéal

que de la réalité.

2 - Le modèle du citoyen incompétent et incapable de juger en termes idéologiques (Converse) ne rend pas compte du fait que les orientations idéologiques restent des facteurs du choix politique.

A ces modèles s'oppose celui dit de 'l'avare cognitif' (Simon), où le citoyen traite les informations selon un principe cognitif d'économie et utilise des raccourcis cognitifs (Sniderman, Kuklinski, Tetlock). Dans ce modèle, les catégories cognitives permettant à l'électeur de saisir les logiques de structuration du champ politique (gauche-droite) fonctionnent comme des raccourcis cognitifs rendant compte de sa capacité à se situer en politique tant positivement que négativement. La période récente, caractérisée en France par la visibilité de l'extrême droite, a montré l'importance d'un parti repoussoir pour la construction des attitudes politiques. Aux Etats-Unis, le parti adverse a bien une existence cognitive, même pour les électeurs les moins politisés. Un tel paradigme suppose donc chez l'électeur une rationalité limitée, se fondant sur une information incomplète et en fonction d'objets et de catégories cognitives saillantes et affectivement connotées. Il nécessite une investigation des facteurs de la compétence et du sentiment de compétence politique. Dans la mesure où il existe un affaiblissement de certains repères politiques, il requiert également l'examen des jugements portés sur les candidats en fonction de critères non directement politiques, comme la sympathie ou la personnalité (se reporter aux travaux de Florence Haegel, et Jean Chiche, notamment à leur chapitre « Les connaissances politiques », dans *la Démocratie à l'épreuve*, 2002, et de Vincent Tiberj, avec Paul Sniderman et Simon Jackman, « Argumentation et raisonnement politique », dans le même ouvrage).

Enfin, on peut se demander si de nouveaux raccourcis cognitifs sont en train de se créer. Dans quelle mesure, sur la base de quelles ressources et de quelles logiques, les citoyens sont-ils en mesure de s'impliquer dans la discussion sur les problèmes publics, et dans quelle mesure cette discussion peut-elle faire émerger de nouveaux raccourcis cognitifs ? Une nouvelle approche méthodologique s'est récemment développée au CEVIPOF. Son volet empirique part d'une analyse du processus de politisation à travers les prises de parole dans des discussions de groupe qui, dès lors, revêtent un caractère public. Son volet théorique est fondé sur une conceptualisation du politique comme étant fondamentalement porteur de conflit (Schmitt, Mouffe). Le principe de base de l'analyse est alors de ne pas interpréter les phénomènes de politisation en référence exclusive à la notion de compétence politique. Une telle approche revient à ré-évaluer la place du politique dans les sociétés démocratiques complexes afin de rechercher les lignes éventuelles de « repolitisation » de la société. Elle vise en quelque sorte à saisir le politique in statu nascendi (se reporter aux travaux de Florence Haegel et Sophie Duchesne).

### **F.3.1.2. Recomposition des clivages idéologiques**

Comme dans l'ensemble de la science politique européenne, l'analyse des effets du clivage de classe et du clivage religieux-irreligieux sur les orientations politiques des électeurs fait partie du socle traditionnel des travaux du CEVIPOF (Michelat et Simon).

Sur la base d'entretiens non directifs réalisés en 1966, Guy Michelat et Michel Simon avaient construit le modèle d'une culture politique originale associant quatre caractéristiques :

- 1 - Ceux qui y participent sont ouvriers et / ou liés familialement au groupe ouvrier ;
- 2 - Ils disent appartenir à la classe ouvrière, et leur représentation du champ social s'organise autour de l'appartenance et des oppositions de classe ;

- 3 - Ils expriment un rapport immédiat, quasi-vital à la politique;
- 4 - Ils se situent eux-mêmes et votent à gauche, notamment communiste.

Leurs données quantitatives étaient cohérentes avec cette construction. Elles faisaient apparaître que le modèle "gauche ouvrière" était caractéristique d'une culture politico-idéologique originale, historiquement constituée, à laquelle on avait d'autant plus de chances de participer qu'on appartenait davantage à la classe ouvrière et partageait les sentiments, représentations et valeurs correspondants. Les mutations et ruptures qui ont affecté le champ économique aussi bien que politique ont mis en cause l'actualité, sinon la validité de cette élaboration (cf. sur ce point Henry Rey, Pascal Perrineau, classe et comportement politique - retour sur l'électorat ouvrier - dans l'ouvrage collectif *Aux frontières des attitudes entre la politique et le religieux*, 2002). De quelles modifications les comportements politiques ouvriers et les représentations, attitudes et implications affectives qui leur sont associées ont-ils été affectés ? Qu'en était-il réellement dans les années soixante et soixante-dix ? Et qu'est devenu le système symbolique « classiste » dont ils avaient construit le modèle en 1966 et vérifié la consistance en 1978. Pour répondre à ces questions, ils ont utilisé une série de quinze enquêtes de 1966 à 2002. Si, jusqu'en 1982, ce système *classiste* s'est maintenu pour l'essentiel, à partir de cette date, il donne des signes d'implosion de plus en plus manifestes que ce soit au niveau des attitudes aussi bien que des comportements.

Récemment, Vincent Tiberj et Louis Chauvel ont interprété la fracture civique du 21 avril 2002 à partir d'une lecture sociologique liée aux mutations de la société française et particulièrement aux difficultés vécues par les classes populaires qui perçoivent tout à la fois une dynamique d'inégalités croissantes, une stagnation économique subie plus lourdement par les salariés, une illisibilité croissante de l'avenir et une incertitude sociale sans cesse plus difficile à maîtriser (se reporter à leur article, « Inégalités sociales et fracture civique », *Cahiers français* n° 314, 2003).

Si la dimension socio-économique et la dimension religieuse sont toujours deux des éléments fondamentaux de l'inscription sur l'axe gauche-droite, d'autres clivages sont néanmoins à l'oeuvre.

### **L'héritage d'Adorno et d'Inglehart**

Par-delà les critiques méthodologiques qu'on peut leur adresser, les travaux d'Adorno et de ses collaborateurs établissaient empiriquement pour la première fois que l'ethnocentrisme, i.e. la propension à valoriser l'*ingroup* auquel on appartient et à développer des attitudes de supériorité ou d'hostilité à l'égard d'un *outgroup*, correspondait à une attitude générale envers l'ensemble des *outgroups* et qu'il était associé à un ensemble d'attitudes politiques conservatrices, notamment à des tendances autoritaires et répressives, ainsi qu'à un besoin d'ordre et de hiérarchie. Le concept de personnalité autoritaire était lancé et allait susciter une riche moisson de travaux. Lipset, parmi d'autres, fit valoir que l'autoritarisme n'était pas l'apanage de la droite et qu'il existait des autoritaires de gauche, phénomène effectivement occulté par Adorno. En revanche, il n'entraîne pas dans la problématique de Lipset de considérer que la dimension libéralisme-autoritarisme pouvait constituer un facteur de positionnement politique sur l'axe gauche-droite. Ce pas fut franchi, d'abord de manière maladroite et confuse par Eysenck, mais surtout par Middendorp qui proposa une analyse bidimensionnelle de l'univers idéologique, où la position d'un individu sur l'axe gauche-

droite dépendait conjointement de sa position sur deux sous-dimensions fondamentales : la dimension socioéconomique et la dimension libéralisme-autoritarisme.

L'apport de Middendorp n'eut pas la notoriété qu'il méritait, sans doute parce que, à la même époque, parut *The silent Revolution*, le maître livre d'Inglehart. Celui-ci, on le sait, considère que l'abondance dont ont bénéficié les pays développés après la Seconde Guerre mondiale a libéré leurs habitants des préoccupations strictement matérielles et a ouvert la voie au développement de valeurs postmatérialistes, telles que l'écologie, l'épanouissement individuel ou la tolérance, qui sont appelées, selon son hypothèse, à prendre le pas sur les préoccupations et les clivages classiques du domaine socioéconomique.

Dès le début des années 90, le CEVIPOF a intégré dans sa réflexion les questions soulevées par Inglehart et celles issues de la tradition qui va d'Adorno à Middendorp. Initialement a été forgé le concept de 'libéralisme culturel', défini comme un ensemble d'attitudes à la fois hédonistes et antiautoritaires, qui se présentait comme l'opposé du conservatisme dans le domaine des mœurs et des relations hiérarchiques, dans un contexte intellectuel où les événements de mai 68 étaient encore très proches. Par la suite, notamment avec l'irruption de l'enjeu immigration sur la scène politique, ce concept s'est enrichi et diversifié. On peut notamment se reporter aux travaux de Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth : leurs deux chapitres « Les recompositions idéologiques » et « Vers une tripartition de l'espace électoral » dans l'ouvrage collectif, *L'électeur a ses raisons* et leur chapitre « La tripartition de l'espace politique », dans l'ouvrage collectif *Le vote de tous les refus*. Ces travaux ont montré qu'il était nécessaire de distinguer plusieurs sous-dimensions :

1 - Le libéralisme des mœurs, qui a considérablement progressé au cours des deux dernières décennies, et qui témoigne de l'attachement des Français, et plus généralement des Européens, au principe de liberté privée.

2 - L'attitude à l'égard de l'autorité. Dans ce domaine, l'évolution est double : les Français restent attachés au principe de liberté privée et ne souhaitent pas le retour à l'autoritarisme dans leur vie quotidienne, familiale, scolaire ou professionnelle. En revanche, le principe d'autorité, disqualifié après mai 68, a été réhabilité lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité et de préserver l'ordre public.

3 - La dimension valeurs universalistes versus valeurs anti-universalistes. Les valeurs universalistes, que l'on peut aussi appeler humanistes, font du développement et de l'épanouissement de l'individu humain la valeur suprême. Elles affirment l'égalité digne, ou l'égalité de valeur, des individus humains, quelle que soit leur appartenance ethnique, 'raciale', nationale, sociale ou sexuelle. Elles tendent à souligner la dimension de valeur humaine existant chez tout individu, quels que soient ses actes. Elles subsument ainsi le refus du racisme, du sexisme, l'hostilité aux attitudes purement répressives et même, de manière surprenante, l'attitude favorable à la construction européenne, tendant à constituer une nouvelle dimension idéologique à part entière et à devenir un des axes principaux de l'univers idéologique actuel. Il est à noter que la demande de sécurité n'est pas synonyme d'attitude répressive antihumaniste : tandis que la demande d'ordre et de sécurité augmente, les opinions favorables à la peine de mort régressent.

Les valeurs universalistes se diffusent de plus en plus, s'enracinant au travers du développement des couches sociales à haut niveau d'instruction dans le processus de renouvellement des générations. Si ces analyses rejoignent celles d'Inglehart dans

l'importance qu'elles reconnaissent au mécanisme générationnel, elles s'en séparent cependant par le rôle prééminent qu'elles accordent au niveau d'instruction (Inglehart privilégiant, lui, l'expérience de l'abondance économique lors de l'adolescence). Dans les jeunes générations disposant d'un niveau d'éducation supérieur, les valeurs universalistes constituent le socle de leur attachement aux valeurs et aux principes du régime démocratique. S'ils se montrent critiques à l'égard du fonctionnement du système et des représentants, les jeunes partagent plus fortement que leurs aînés un solide attachement aux valeurs humanistes, aux principes d'ouverture et de tolérance, de liberté, de rejet de l'autoritarisme et du racisme. Il s'agit là d'une sorte de paradoxe démocratique, les jeunes qui sont les plus attachés aux valeurs démocratiques se montrent aussi les plus méfiants et les plus critiques à l'égard du fonctionnement concret et quotidien du système politique (se reporter au chapitre de Gérard Grunberg et Anne Muxel, « La dynamique des générations », dans l'ouvrage collectif *La démocratie à l'épreuve*).

Nonna Mayer et Guy Michelat, consultants de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme pour la construction et l'exploitation de questionnaires portant sur le racisme et la xénophobie, ont mis en évidence l'existence d'une cohérence des opinions ethnocentriques, en mettant en relation une échelle de racisme objectif avec le sentiment d'être soi-même raciste (racisme subjectif) et avec la définition que les individus interrogés donnent du racisme. Pour les trois quarts de l'échantillon, racisme objectif et racisme subjectif se recouvrent (se reporter à leurs deux articles, « Les Français sont-ils racistes ? », dans la *Revue politique et parlementaire*, mars-avril 2002, et « Subjective Racism, Objective Racism : the French Case », dans *Patterns of Prejudice*, 2001). D'autres travaux sur l'antisémitisme confirment son inscription dans le champ plus large de l'ethnocentrisme et voient dans la nouvelle judéophobie plus une réaction aux événements du Moyen-Orient qu'une remontée de l'antisémitisme. De manière plus générale, il n'y a pas en France, malgré les succès électoraux du FN, de montée des opinions ethnocentriques. Ce sont les électeurs lepénistes qui apparaissent à contre courant des évolutions de la société française. Le vote d'extrême droite peut être ainsi analysé tout à la fois comme un vote idéologique, un vote sur enjeux et un vote protestataire (se reporter à Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, et à Pascal Perrineau, « La surprise lepéniste et sa suite législative », dans l'ouvrage collectif *Le vote de tous les refus*).

L'analyse de ce champ de recherche apparaît ainsi à la fois riche et d'une grande actualité. De nombreux travaux du CEVIPOF se situent dans cette perspective, approfondissant le champ de l'ethnocentrisme, prenant en compte les transformations du racisme contemporain (racisme différentialiste ostensiblement non raciste : racisme dit « symbolique », « déguisé » ou « subtil »), précisant le rôle de la dimension universalisme-antiuniversalisme dans les positionnements politiques. D'autres travaux ont analysé le changement sociétal que représentent l'articulation entre de nouvelles situations sociales, la globalisation économique, l'accélération des flux migratoires, le développement du multiculturalisme, et le déplacement de la scène politique nationale vers le supra-national, et la persistance d'appartenances nationales et locales, l'attachement aux traditions culturelles, des revendications pour le maintien d'une société fortement marquée par les mécanismes de l'Etat-providence, la défense de certains droits acquis, et la résistance à l'abandon de pans de la traditionnelle souveraineté nationale. Les individus sont aujourd'hui de plus en plus confrontés à cette polarisation entre « société fermée » et « société ouverte ». (se reporter à Pascal Perrineau, introduction à l'ouvrage collectif *Les croisés de la société fermée*, 2001, et « Les évolutions de la Vème République – L'affaiblissement de l'antagonisme gauche/droite », *Cahiers Français*, 2001).

Les différentes dimensions idéologiques mentionnées précédemment ne sont souvent que faiblement corrélées entre elles et les corrélations observées sont parfois contre-intuitives. Ainsi l'appartenance religieuse, qui reste un prédicteur important quoique déclinant du comportement électoral, va de pair avec l'hostilité au libéralisme des mœurs, comme on pouvait s'y attendre. En revanche, elle n'est associée ni à l'ethnocentrisme, ni aux valeurs antiuniversalistes : l'électeur lepéniste typique n'est en aucune façon un catholique pratiquant. Et elle n'est que très faiblement corrélée au libéralisme économique. De même, il n'y a guère de corrélation, positive ou négative, entre, d'une part, le libéralisme économique et, d'autre part, le libéralisme des mœurs, l'attitude à l'égard de l'autorité ou les valeurs universalistes.

Dans cet univers idéologique déstructuré, ayant perdu le clivage idéologique dominant qui faisait jadis fonction de repère ultime, les attitudes politiques des électeurs n'apparaissent plus comme des éléments de base simples figurant au départ des analyses. Aussi de nombreux travaux du CEVIPOF tendent-ils à inverser la perspective, dans leur approche des attitudes politiques. Au lieu de considérer celles-ci comme un donné, à les appréhender en quelque sorte par en-haut, ils recherchent comment les attitudes politiques se forment 'par en-bas', à partir de l'infra-politique. A cet égard, le clivage ethnique et le clivage social (autour des ressorts de l'ascension sociale et du rapport au travail) suscite de fortes polarisations et entraîne une politisation des individus par la montée en conflit autour de ces thèmes.

### **F.1.3.3 Systèmes de valeurs et représentations sociales**

Dans le prolongement de travaux classiques pour le CEVIPOF, des chercheurs s'intéressent aux systèmes de valeurs et de représentations spécifiques à certaines sous-populations et analysent leurs évolutions.

Guy Michelat poursuit ses recherches sur le système catholique. Après avoir mis en évidence l'importance du rôle du système symbolique catholique dans l'explication des attitudes et des comportements, notamment politiques, il a analysé les attitudes éthico-politiques appartenant au système symbolique des catholiques français et a montré leur rôle dans les comportements politiques. A l'augmentation de l'intégration au catholicisme correspond une diminution du libéralisme culturel et une augmentation du libéralisme économique, un positionnement à droite et des attitudes favorables à la droite. On constate ainsi qu'il existe une cohérence entre attitudes et comportements. En 1997 encore, le vote pour la droite modérée est d'autant plus fréquent que s'élève le niveau d'intégration catholique. En revanche, le vote FN diminue, lui, avec l'intégration catholique. Celle-ci, conjuguée à d'autres facteurs, constituerait alors un frein au passage à l'acte que représente le choix du FN.

De manière plus large, en collaboration avec Julien Potel et Jacques Sutter, Guy Michelat s'interroge sur la nature de ce que l'on appelle la crise du référent catholique. Est-on en train de renier notre histoire fondée sur le christianisme ? Ou bien, tout cela n'est-il qu'une crise passagère dont l'issue trouverait l'heureux présage dans les divers retours annoncés du religieux ? Ces interrogations nourrissent un débat rude et souvent passionné. L'observation en ce domaine s'avère donc tout à fait primordiale. Il importe de faire un diagnostic critique et, ce faisant, d'évaluer la nature et l'étendue d'une disgrâce. Il ne s'agit pas seulement, en effet, de faire le constat d'un détachement à l'égard de l'institution de l'Église, voire de la pratique religieuse. Il s'agit plus précisément d'analyser la réalité d'une déstructuration de

tout un système culturel reposant sur l'héritage chrétien (se reporter à l'ouvrage collectif *Les Français sont-ils encore catholiques ?* ).

Insistant davantage sur la pluralité des rapports au monde qui se dégagent des identités religieuses, Jean-Marie Donegani, continue ses travaux sur la relation entre religion et politique notamment du point de vue du lien entre approche sociologique et théorie politique.

Avec Françoise Subileau, Martine Barthélémy mène une réflexion sur l'évolution de l'idée laïque en France. Une première enquête par questionnaire auprès de syndicats d'enseignants et d'associations de filiation laïque et catholique a été réalisée en 2001-2002. Ni simple sécularisation, ni seule morale de la tolérance, la laïcité est fondée sur la liberté de penser et l'exercice de la raison. Chacun sait combien la laïcité, attribut central de la République, a marqué la culture française de son empreinte. Elle est un véritable code interprétatif et explicatif d'une vision de la société et de la politique. Les profondes transformations de la démocratie française conduisent à s'interroger sur le caractère structurant de la laïcité aujourd'hui, sur son évolution qui, pour certains, nécessiterait de lui donner une nouvelle forme, ou sur son affaiblissement éventuel (se reporter au chapitre de Martine Barthélémy, « La logique d'ouverture de l'école publique. Eléments de fragilisation de la laïcité française ? », dans l'ouvrage collectif *La laïcité, une valeur d'aujourd'hui ? Contestations et renégociations du modèle français*, 2001, et le chapitre avec Françoise Subileau, « Le militantisme laïque : deux cas d'école », dans l'ouvrage collectif *Aux frontières des attitudes*, 2002).

Daniel Boy a poursuivi son investigation des systèmes de représentations de la science et de la technique. La comparaison des différentes enquêtes réalisées sur une période de trente ans (1972, 1982, 1989, 1993, 2000) a permis de faire apparaître les points forts des évolutions des attitudes du public à l'égard de la science. Globalement, on observe bien un déclin de la confiance dans l'institution scientifique mais ce déclin est relativement limité : ce sont moins les images négatives du développement scientifique et technique qui se sont accrues dans cette période que les jugements ambigus : on croit moins souvent que "la science apporte à l'homme plus de bien que de mal" et plus souvent qu'elle "apporte autant de bien que de mal". Les jugements diffèrent beaucoup selon les différents domaines d'application : le médical, malgré certaines réserves dans des domaines à forte connotation éthique (clonage etc.) demeure un domaine de recherche largement plébiscité. En revanche, certains domaines de recherche et d'application où la notion de risque personnel non choisi est forte suscitent des réserves marquées (plantes alimentaires transgéniques par exemple) .

Les craintes qu'inspire le développement de certaines techniques induisent un très fort désir de contrôle social de la science et peut-être des scientifiques eux-mêmes. L'approbation par le public des différents "Comités d'éthique" répond évidemment à cette motivation (on peut se reporter à son article « Les attitudes du public à l'égard de la science », dans *SOFRES Opinion 2002*, et son article « Les Français et les para sciences : vingt ans de mesure » dans la *Revue française de sociologie*, n°1, volume 43, 2002 ).

Une équipe du CEVIPOF animée par Paul Sniderman, directeur du département de science politique de l'Université de Stanford, Nonna Mayer et Gérard Grunberg a entrepris une recherche approfondie portant sur la démocratie en France réalisée à partir d'une enquête par sondage administrée auprès d'un échantillon représentatif des Français adultes de 2100 personnes. La coopération avec une équipe de chercheurs de Stanford qui possède la meilleure expérience internationale en ce domaine a été très profitable et a permis de



combiner les acquis de la sociologie politique et de la socio-psychologie françaises et de la psychologie cognitive et de la modélisation statistique américaines.

Cette étude a montré que pour les citoyens français, le terme de démocratie renvoie à des visions et modèles divers. Certes, le droit de vote est bien au cœur de la citoyenneté démocratique en créant une communauté d'hommes et de femmes « politiquement égaux ». Mais l'élection des représentants n'épuise pas à elle seule, aux yeux des citoyens, la signification donnée à la démocratie en général. Citoyenneté sociale et participation protestataire, notamment, composent d'autres dimensions de la démocratie. Ces différentes dimensions ne sont pas nécessairement contradictoires entre elles, mais elles sont distinctes. La question des valeurs démocratiques ne peut donc être abordée qu'en prenant en compte cette pluralité de visions.

Jean Viard poursuit ses travaux sur les représentations du territoire. La nouvelle hiérarchie de valorisation des territoires est de plus en plus liée à leur usage touristique. Cette valorisation attire les hommes et les entreprises déstructurant plus qu'ailleurs les cadres du politique (modèle Provence-Alpes Côte d'Azur). A l'intérieur de ces mutations, les rapports entre les villes et les campagnes, mais aussi entre Paris et la province, sont en pleine transformation. 60% des Français ne travaillent pas dans la commune où ils dorment et où ils votent. Un groupe de plusieurs centaines de milliers de « grands parisiens » se sont installés en province tout en gardant une relation quasi quotidienne avec Paris. Ce phénomène a d'abord contribué à modifier les équilibres sociaux et politiques de la vallée de la Loire. Il concerne maintenant de plus en plus directement la Provence et la région de Nantes (se reporter à son ouvrage, *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, 2000).

Enfin, parmi les nombreux travaux qui s'intéressent aux systèmes de valeurs portées par les groupes sociaux, on mentionnera les deux enquêtes de Luc Rouban sur les fonctionnaires et celle qui a été dirigée par Anne Muxel sur les cultures politiques des étudiants de Sciences Po.

La première enquête concerne les valeurs et la culture politique des fonctionnaires en les comparant aux diverses catégories du secteur privé. Reposant sur l'utilisation d'enquêtes empiriques et sur la comparaison dans le temps des données, on a pu montrer qu'il fallait relativiser l'opposition si souvent établie entre le « public » et le « privé » : d'une part, les agents du secteur public partagent avec les salariés de nombreux points communs tant en ce qui concerne le rapport à l'Europe ou l'échelle de libéralisme culturel ; les différences entre les deux groupes s'affirment dès lors que des enjeux professionnels sont évoqués, influençant les votes et le degré de libéralisme économique. D'autre part, la comparaison doit surtout être faite en tenant compte des professions et des corps, le secteur public étant loin d'être homogène. Différentes analyses ont été menées, notamment afin d'étudier (avec des comparaisons dans le temps) le vote des divers groupes de fonctionnaires aux élections de 2002 (se reporter à son chapitre « La culture politique du secteur public : les chemins de l'utilitarisme » dans l'ouvrage collectif *Les cultures politiques des Français*, 2000) .

L'enquête sur les cultures politiques des étudiants de Sciences Po a touché 2450 étudiants et a permis de cerner leurs attitudes et leurs comportements politiques, mais aussi plus largement leurs valeurs et leurs représentations du monde. En ressort un portrait où toute une série de stéréotypes et de visions unifiantes de l'institution sont mis à mal. Bien loin

d'une institution figée et conservatrice, Sciences Po se révèle, au travers de ses étudiants, comme une institution plurielle, diverse, innovante, progressiste. Les étudiants présentent un certain nombre de caractéristiques spécifiques, notamment un niveau de politisation nettement plus élevé que dans d'autres populations étudiantes, ainsi qu'une europhilie particulièrement prononcée. Par ailleurs, ils partagent nombre d'attitudes de leur classe d'âge, entre autres des valeurs dominantes de tolérance, de respect et de justice sociale qui en font une élite particulièrement en phase avec la « société ouverte » qu'ils seront chargés demain d'animer et de gérer.

## **F.2. POLE “ ACTION PUBLIQUE ”**

Les recherches du pôle "Action publique" se sont développées dans cinq directions principales :

### **F.2.1. Les transformations des politiques publiques en France dans un contexte d'europanisation et de globalisation.**

La plupart des travaux menés au CEVIPOF dans le cadre du pôle action publique ont pour objet d'expliquer les changements qui affectent l'ensemble des politiques publiques en France. Il s'agit notamment d'analyser les effets des processus d'europanisation et de globalisation sur l'action publique. Dans une perspective comparative, ces travaux permettent de mieux comprendre ce qui reste de la spécificité française par rapport à l'ensemble des pays industrialisés. Parmi les domaines étudiés, on peut citer :

- *La souveraineté nationale à l'épreuve de la mondialisation économique et de l'intégration européenne.*

Des travaux ont porté sur l'action collective et la représentation des intérêts au niveau européen, d'une part avec une recherche sur le dialogue social (programme Identité Européenne du CNRS) et d'autre part, avec une comparaison intersectorielle des processus de mobilisation en Europe (R. Balme, et al. *L'action collective en Europe*, Presses de Sc Po 2002)

La question du modèle national de développement et de régulation économique est posée dans le cadre de l'Union européenne, instance médiatrice de la mondialisation économique et embryon de puissance publique supranationale. Le Marché commun puis le marché unique ont contribué à créer un espace homogène qui polarise les échanges entre pays d'un niveau de développement comparable, en même temps qu'ils incitent les entreprises européennes à l'adaptation permanente. Dans cette perspective, l'Europe apparaît comme une ressource-contrainte. Les recherches menées dans le laboratoire montrent que les limites des politiques macro-économiques nationales tiennent surtout au choix de la désinflation compétitive et à l'épuisement des effets des outils keynésiens dans une économie ouverte plus qu'à la contrainte extérieure. Dans ce contexte, le malaise français manifeste les tensions non résolues entre mondialisation acceptée dans les faits et répudiée en paroles, entre volonté politique d'intégration européenne et refus de l'Europe politique, entre célébration de l'exception française de service public et déréglementation déléguée à Bruxelles (E. Cohen, *L'ordre économique mondial, essai sur les autorités de régulation*, Fayard, 2001).

Des travaux ont également porté sur la mise en place de mobilisations et de tentatives de régulation internationales en particulier sur la circulation financière par la responsabilisation des acteurs bancaires et la pression normative exercée sur les pays et territoires dits « non coopératifs » (P.Lascoumes, et al, *Emergence du problème des places offshore et mobilisation internationale*, rapport pour la Commission Européenne, 2002).

Les transformations à l'œuvre dans la régulation du secteur financier seront l'objet de projets spécifiques. En effet, les systèmes financiers de tous les grands pays à économie de marché ont connu des bouleversements profonds au cours des vingt dernières années. Trois phénomènes marquent ces changements. Tout d'abord un recul de la politique réglementaire nationale au profit de régulations supranationales maîtrisées par les acteurs économiques. Ensuite, on assiste dans la plupart des pays à une déségmentation des marchés bancaires et financiers abolissant les frontières entre les activités de crédit classiques et les activités d'émission de titres ou gestion de portefeuille. Enfin, on observe une désintermédiation qui permet surtout aux grands clients de s'adresser directement aux marchés financiers sans passer par les banques, de plus en plus concurrencées, de ce fait, par les « non-banques ». Les enjeux politiques ne disparaissent pas pour autant et des facteurs internes expliquent dans une large mesure la forme concrète que les réformes ont prises. Ce sont des enjeux politiques nationaux, ceux des autorités de tutelles nationales et les rapports de force nationaux qui déterminent les réponses apportées au défi de la mondialisation financière (E. Grossman, *European banking policy beetwen multi-level governance and europeanisation*, London, Routledge, à paraître) .

#### - *Les transformations du service public et la réforme de l'Etat*

La transformation des services publics ne pose pas que des questions juridiques (les organes de régulation venant se substituer aux administrations dans le cadre de la libéralisation européenne). Elle vient remettre en cause un des modes d'action publique offrant une théorie alternative à l'État et à la séparation entre celui-ci et la société civile. La spécification managériale des rôles sociaux (les cadres et les agents, les usagers et les agents, les dirigeants et les régulateurs) n'est donc pas nécessairement le signe d'une " crise de l'État " mais peut aller au contraire dans le sens d'un renforcement de structures étatiques établies sur de nouvelles bases. Les recherches entreprises sur les transformations de la fonction publique ont ainsi été poursuivies au sein du laboratoire en privilégiant trois dimensions : les relations entre administration et politique, les valeurs et la culture politique des fonctionnaires et, enfin, l'univers des cadres du public comparé à celui des cadres du privé (L. Rouban, Les préfets et la construction de l'Etat républicain, *Revue française d'administration publique*, n° 96, 2001).

Parallèlement, des recherches ont été menées dans une perspective comparative sur la réforme de l'État en Europe (et plus largement dans le monde occidental) et sa portée théorique. En effet, depuis une vingtaine d'années, les États européens ont tous lancé des programmes de réforme de leurs systèmes administratifs. Derrière la simplicité apparente des formules portées par le *New Public Management* apparaît ainsi une nouvelle théorie politique, touchant autant l'État que l'Europe.

### - Les transformations du système français de protection sociale

Peu de recherches de science politique en France permettent de saisir ces changements dans leur globalité. C'est pourquoi on a cherché à construire une grille d'analyse qui permette de saisir ces transformations d'ensemble à travers l'analyse des politiques de protection sociale menées depuis 1945 : politiques d'expansion de la Sécurité sociale, des politiques de réduction des dépenses sociales, des politiques de réformes du système de protection sociale.

On sait que le contexte historique et institutionnel français de 1945 avait conduit les auteurs du plan français de sécurité sociale à élaborer un compromis ambigu entre des objectifs purement français (intégration des travailleurs, redressement démographique), les principes d'action de Beveridge (universalité et unicité du système de protection sociale) et les méthodes de Bismarck (assurances sociales). Tant que la France a connu une période de croissance économique soutenue, orientée vers le plein emploi, les contradictions induites par le compromis institutionnel fondateur de 1945 ont été résolues par un développement constant de la Sécurité sociale et par une domination de l'inspiration « bismarckienne » des moyens mis en œuvre.

A partir du milieu des années soixante-dix, ce modèle commence à être ébranlé par les dysfonctionnements d'un système parvenu à maturité et par les changements de l'environnement économique et social. Les politiques publiques de Sécurité sociale vont changer d'objectif, puis de méthode, et enfin de logique (ou de répertoire). Des réformes de plus en plus profondes vont être mises en œuvre, jusqu'à induire une transformation du système français de protection sociale dans son ensemble, significatives d'un changement de paradigme des politiques sociales (B. Palier, *Gouverner la sécurité sociale*, Paris, PUF, 2002).

En appliquant les outils d'analyse des politiques publiques, les recherches menées au sein du laboratoire ont ainsi montré qu'au cours des vingt dernières années, alors que les recherches internationales en politique sociale comparée soumettent l'ensemble des réformes menées depuis la fin des années soixante-dix à la seule catégorie de « retrait de l'Etat-providence » (*Welfare state retrenchment*), il convient de distinguer trois types de réformes distinctes : les plans de redressement des comptes de la Sécurité sociale, les réformes sectorielles, les réformes structurelles.

## **F.2.2. Politiques publiques, territoires et globalisation**

Les travaux du CEVIPOF sur le gouvernement local et les politiques locales ont permis de montrer les limites du concept de gouvernement local pour expliquer les évolutions des villes, les politiques publiques, leur transformation et la fécondité d'une sociologie de la gouvernance urbaine. Plutôt que de chercher à différencier un champ particulier de l'action publique on a montré que la recomposition de l'Etat dans un espace européen parfois caractérisé par le terme « gouvernance polycentrique » et par les réseaux enchevêtrés de l'action publique remet sans doute en cause les raisonnements en termes de niveau de l'action publique.

L'intérêt de cette sociologie de la gouvernance consiste à réfléchir sur les articulations entre les différents modes de régulation de la société, de manière à mieux cerner la place

respective ainsi que les transformations de la régulation politique et sociale. Dans cette perspective de sociologie économique/*political economy*, cela doit conduire à regarder aux frontières. Depuis la fin du XIXe siècle, mais plus précisément depuis la Seconde Guerre Mondiale, nos catégories d'analyse du politique étaient fondamentalement nationales et liées à l'Etat. L'intérêt aujourd'hui pour ces questions de gouvernance découle bien d'une transformation du rôle de l'Etat et des modes de régulation politique qui s'y attachaient. Par conséquent, cette notion de gouvernance s'inscrit bien dans un cadre conceptuel, situé, presque daté, en voie de formation. Si l'on peut montrer les logiques de recomposition de l'Etat et les implications en termes de pouvoir et de monopole alors la notion de gouvernance constitue bien une opportunité de construction d'un cadre conceptuel, légitimé par un ensemble de propositions logiques d'une part, par des observations empiriques d'autre part.

Pour ce qui concerne le développement économique local, l'apport du projet de recherche « gouvernance des économies locales » a consisté à expliquer les dynamiques de localisation des systèmes de PME dans quatre pays européens à partir de la production, l'existence et l'utilisation par les firmes de ce que nous avons appelé « les biens collectifs de compétition ». Les recherches menées au sein du laboratoire ont également montré dans quatre pays les logiques de production de ces biens, analysées en termes de gouvernance (articulation de cinq types de régulation). Enfin, trois dimensions de la gouvernance des systèmes de PME (endogène/exogène, procédures/règles, informel/formel) ont été identifiées afin de mettre en évidence différents types de systèmes locaux et le rôle des politiques publiques dans la production des biens collectifs de compétition dont ont besoin les PME. A partir d'analyses historiques et quantitatives on a montré et expliqué la singularité des districts industriels italiens et nous avons identifié quatre types de systèmes locaux : les districts industriels, les systèmes agrégés peu intégrés mais spécialisés, les firmes en réseau et les interdépendances entre grandes firmes et PME. Douze études de cas ont bien montré l'hybridation des régulations dans des modes de gouvernance particuliers aux secteurs ou aux villes étudiés et le rôle des politiques publiques (P. Le Galès, *European Cities, social conflicts and governance*, Oxford University Press, 2002).

Malgré les alternances politiques, la politique de la ville demeure un élément des politiques locales en dépit des évaluations exprimant un ensemble d'insatisfactions quant aux résultats obtenus. L'accent est mis aujourd'hui sur la transformation volontariste du bâti qui passe par la destruction et la restructuration de nombreuses zones d'habitation. Les autorités locales en charge de ces politiques se sont engagées dans le cadre de « grands projets de vie » à développer la participation des habitants. Pour une partie d'entre eux, en particulier les maires communistes, l'effondrement de la structure partisane les conduit à rechercher de nouvelles modalités de relation avec la population. Les travaux ont également porté sur l'impact des ajustements successifs de la politique de la ville sur les comportements électoraux ainsi que sur la place des expériences de démocratie participative dans l'exercice de la démocratie locale (H. Rey, Crise urbaine et citoyenneté, *Agora*, n°30, 2002).

Enfin, un chercheur nouvellement recruté développe une réflexion sur les rapports entre partis politiques et politiques publiques, notamment dans le cadre territorial (régional). Ses recherches s'attachent à vérifier l'hypothèse selon laquelle dans la formation des coalitions partisans les choix de politique publique ont des effets propres (S. Brouard, « Parti politique et politique dans les gouvernements locaux : l'exemple des groupes et élus écologistes dans les régions métropolitaines », *Annuaire des collectivités locales*, 2001).

### F.2.3. Nouveaux enjeux de l'action publique

Des travaux du laboratoire s'attachent aussi à analyser les enjeux émergents de l'action publique. Ceux-ci peuvent être regroupés autour de deux dimensions principales : les politiques de la sexualité et du genre ; celles liées aux développements des sciences et des technologies.

- L'étude des politiques de la sexualité (déjà menée pour la période 1950-1990) a été complétée par celle des controverses ayant conduit à des changements de législation dans ce domaine entre 1991 et 2002 (Pacs, loi sur le harcèlement sexuel, nouvelle loi sur l'IVG et la contraception). L'analyse des relations entre la loi et les mœurs montre bien qu'en matière de politiques publiques sur la sexualité, le clivage gauche/droite reste bien vivant. (J. Mossuz-Lavau, *Les lois de l'amour, les politiques de la sexualité en France 1950-2002*, Payot, 1991 – P. Lascoumes, et al. *Amours égales, le pacs, les homosexuels et la gauche*, La Découverte, 2002 ). D'autres travaux ont porté sur les politiques familiales, en particulier sur les mesures de garde des jeunes enfants (congés parentaux, allocation de garde). L'objet de la recherche était d'analyser la transformation de ces politiques dans quatre pays européens. Elle a relevé l'importance des mutations récentes remettant en cause les principes d'égalité des femmes et des hommes en matière d'emploi (M. Sineau et al. , *Qui doit garder le jeune enfant ?* Paris, LGDJ, 1998).

- Après une série de travaux ayant porté d'un côté sur les représentations des nouvelles technologies et, d'un autre côté, sur les politiques de gestion des nouveaux risques générés par ces activités, l'accent a été mis durant la période récente sur une réflexion concernant les technologies émergentes et la démocratisation des choix scientifiques et techniques.

L'analyse du développement d'Internet montre une mise en cause des modes de régulation traditionnels de l'information (essentiellement étatiques et portant plus sur les supports que sur les contenus). Internet introduit de nouveaux enjeux qui posent des problèmes de régulation spécifiques : contenus sensibles (violence, racisme, pornographie), normes de fonctionnement et de sécurisation, protection de la vie privée, de la propriété intellectuelle et du droit d'auteur. Ce terrain permet aussi de rendre compte d'un enchevêtrement des niveaux territoriaux des lieux de régulation et d'une hybridation qui concerne aussi les normes (de marché, d'auto-régulation coopérative, réglementaires nationales et de régulation supra-nationale) que les mécanismes de contrôle (Th. Vedel, « Peut-on gouverner les nouvelles techniques de communication, les Etats dans le village planétaire ? », *RIPC*, 1999).

Plusieurs recherches à base empirique se sont attachées à rendre compte de l'origine et des conditions d'application dans le contexte français de procédures délibératives, aussi bien au niveau national (Conférences de citoyens) que local (débats publics territoriaux, commissions locales d'information et de concertation). Tout en relevant la généralisation du recours à des procédures dites « participatives », ces recherches ont montré la fragilité de ces dispositifs, leur faible cadrage normatif et surtout les difficultés à réaliser leur articulation avec la décision politique. Ces travaux montrent aussi de façon plus générale, le caractère de plus en plus transversal des nouveaux enjeux publics (santé, environnement, économie, sûreté publique), la multiplicité des acteurs et des mouvements sociaux mobilisés dans l'exploration et la négociation de ces questions, enfin la diversité croissante et la combinaison des

instruments de régulation utilisés (D. Boy et al. « Un exemple de démocratie participative : la conférence de citoyen sur les OGM, *RFSP*, 2000 ; P. Lascoumes et al., *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, 2002).

Enfin, des recherches ont porté sur les effets de la réduction du temps de travail sur la vie quotidienne des français : effets sur la gestion du temps libre et la place du travail dans la situation familiale (J. Viard, *Le sacre du temps libre, la société des trente cinq heures*, Editions de l'Aube, 2002).

#### **F.2.4. Le rôle des idées dans l'analyse des politiques publiques**

A côté de recherches portant sur des politiques publiques spécifiques, les chercheurs du pôle "action publique" du CEVIPOF conduisent un certain nombre de réflexions plus transversales et plus théoriques (notamment à travers un certain nombre de séminaires ou de groupes de recherche) qui les conduisent à se positionner de manière originale par rapport aux travaux internationaux. L'importance de la dimension cognitive est traitée sous des angles complémentaires par les chercheurs rattachés à ce pôle.

Parmi ces recherches on trouve une réflexion sur le rôle des idées dans l'analyse des politiques publiques. Elle s'inscrit dans un débat très important au niveau international qui concerne la place respective des intérêts, des institutions et des idées pour comprendre les politiques publiques et leur changement. Cette approche qui met l'accent sur la fonction cognitive de l'action publique rejoint celle des nombreux auteurs qui cherchent à montrer que l'action publique s'organise autour de cadres (*frames*) constituant l'univers cognitif des acteurs et présentant une certaine stabilité dans le temps. On peut noter que ces travaux recourent aux approches néo-institutionnalistes qui considèrent que les institutions contribuent à mettre en forme le sens que les acteurs donnent à leur action. On pourra ainsi observer l'existence de "cartes mentales" à travers lesquelles les acteurs d'une politique publique perçoivent et donc construisent le réel en éliminant certains éléments et en sélectionnant d'autres (North). On rejoint alors la notion de "chemin de dépendance" (Pierson) qui désigne le processus à travers lequel ces cadres vont s'incarner dans des institutions et encadrer les choix des acteurs en limitant leur marge de jeu. On retrouve également la notion de *paradigme* (Hall, Surel) pour désigner la conception globale qui anime les promoteurs d'une politique, celle d'*advocacy coalition* (Sabatier), de *policy discourse* (Vivien Schmidt) ou de *policy narratives*.

Les travaux d'un certain nombre de chercheurs du CEVIPOF visent ainsi à construire un modèle d'analyse de l'action publique (l'analyse cognitive des politiques publiques) permettant de saisir les politiques publiques, non pas comme un "simple" processus de décision ou de mise en œuvre, mais comme un lieu complexe où les sociétés modernes construisent leur rapport au monde (et donc à elles-mêmes). Dans ce processus de construction du sens, la fabrication des matrices d'interprétation du monde, qu'elles soient globales, locales ou sectorielles, constitue le moment essentiel à travers lequel les différents acteurs peuvent participer, à des degrés divers, à la structuration des cadres cognitifs et normatifs de l'action publique (P. Muller, « L'analyse cognitive des politiques, vers une sociologie politique de l'action publique », *RFSP*, 2000).

L'une des dimensions de ce modèle (qui doit évidemment être adapté selon les domaines étudiés) est de mieux comprendre les mécanismes du changement des politiques publiques dans un contexte de globalisation et d'europeanisation. Afin d'analyser les mécanismes proprement politiques qui caractérisent ces changements de politiques publiques,

il convient de décomposer ces processus en phases identifiables et comparables : la construction du diagnostic des problèmes, l'élaboration des solutions, l'adoption des mesures, leur mise en œuvre. La question est de savoir si, dans les différents cas de changements de politiques, chacune de ces phases partage des caractéristiques communes, ce qui permettrait de dessiner les traits généraux des processus politiques de changements de politiques (Lascoumes, P. [2003], « Gouverner par les instruments, ou comment s'instrumente l'action publique ? », in Lagroye, J., (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, p. 387-401).

Dans les cas de figure étudiés par des chercheurs du laboratoire (les politiques sociales notamment), la mise en place de nouvelles politiques s'est souvent appuyée sur la remise en cause des "recettes du passé", étant entendu qu'il ne suffit pas seulement que ces analyses soient développées par quelques experts pour qu'elles conduisent à la mise en place de mesures nouvelles. Il est aussi nécessaire qu'une majorité des acteurs engagés dans et par ces politiques adhèrent au même type de diagnostic. Il faut donc souvent attendre que les perceptions alternatives du même problème deviennent marginales, voire s'épuisent (dans leur capacité explicative et qu'elles perdent leurs soutiens sociaux) pour que le diagnostic à l'origine des mesures nouvelles s'impose. Contrairement à une vision « *problem solving* » des politiques publiques, un certain nombre de recherches menées au sein du laboratoire montrent ainsi que la recherche de solutions aux problèmes sociaux est moins orientée par l'analyse de ces problèmes eux-mêmes que par l'analyse des faillites des dispositifs d'action publiques existants.

### **F.2.5. Instrumentation de l'action publique**

L'analyse de l'instrumentation de l'action publique, constitue le deuxième axe transversal aux recherches du pôle "Action publique". Depuis 2001, une dizaine de séminaires ont eu lieu regroupant des chercheurs du laboratoire à des membres d'autres équipes (CERSA, CSO, CRAPS, Université de Besançon, Grenoble, Toulouse) et ayant accueilli plusieurs conférenciers étrangers.

Au delà de la mobilisation sur un domaine peu visible en France, l'objectif est d'abord de mettre à l'épreuve un choix de méthode : substituer l'analyse sous l'angle des instruments à l'entrée classique par la substance des *policies*.

- Ce qui veut dire d'une part, rechercher dans quelle mesure l'entrée par l'instrumentation permet de retravailler des questions classiques (processus de mobilisation et de décision) et en quoi ils peuvent être utilisés comme traceur, analyseur des changements dans les Politiques Publiques. Les instruments constituent des « intermédiaires » (au sens donné par la sociologie des sciences aux techniques), c'est à dire un point de passage obligé qui contraint les acteurs à se positionner par rapport à lui.

- D'autre part, analyser l'importance des effets créés par le recours aux techniques et aux instruments qui sont aussi porteurs de valeurs dans le choix du mode de régulation envisagé. Ces choix sont significatifs des choix de *policies* et de leurs caractéristiques, souvent davantage que les déclarations d'intention, exposé des motifs et autres rationalisations discursives ultérieures. Certains instruments sont cependant parfois ambigus idéologiquement. Ch Hood, parle alors de « *multi-purpose instrument* ».

Les travaux du séminaire nous ont permis de progresser sur la question des définitions :



- en précisant la notion d'Instrument (définie comme une institution, Ex : le recensement, la cartographie), par rapport à celle de Technique (dispositif concret opérationnalisant l'instrument, Ex : une nomenclature statistique, une représentation graphique) et d'Outil (micro dispositif au sein d'une technique, Ex : la catégorie statistique, l'échelle de définition d'une carte).

- en avançant sur la différenciation des formes d'instruments. Nous avons ainsi retravaillé la typologie de C. Hood qui classait les instruments selon le type de ressources mobilisées par les autorités publiques (*modality, authority, tressure, institution*) en tenant compte des types de rapport politique et des types de légitimité (cf. tableau ci-dessous). Au croisement des deux questions précédentes se trouve la question des méta-instruments, coordonnant des instruments de premier rang (Ex : planification, schéma directeur, projet, etc...)

<i>Type d'instrument</i>	<i>Type de rapport politique</i>	<i>Type de légitimité</i>
Législatif et réglementaire	Etat pédagogue	Imposition d'un intérêt général par des représentants
Economique et fiscal	Etat redistributeur	Recherche d'une utilité collective
Conventionnel et incitatif	Etat mobilisateur	Recherche de participation
Informatif et communicationnel	Démocratie du public	Explicitation des décisions et responsabilisation des acteurs
Normes et standards	Ajustements au sein de la société civile	Mixte : scientifico-technique et démocratiquement négociée

- enfin, une attention particulière portera sur les instruments financiers employés pour mettre en oeuvre les politiques réglementaires. Nous montrons que si le changement d'objectifs et de modèle de régulation de la finance correspond effectivement à la remise en question d'un régime macroéconomique, tel n'est pas nécessairement le cas pour les instruments choisis pour mettre en oeuvre ce changement. Tout d'abord, certains changements concernant les instruments sont introduits bien avant que le régime macroéconomique soit remis en cause. Or ces changements en apparence mineurs vont orienter la forme des changements de "premier ordre" introduits par la suite. Ensuite, la régulation de la finance s'intègre parfois dans la réforme réglementaire du régime

macroéconomique. Mais les instruments mis en place engagent les pouvoirs publics sur des sentiers de réforme dont ils n'avaient pas pleinement conscience, comme le montrent les réformes ultérieures en France.

Cette réflexion qui a donné lieu à un colloque à Oxford permettant la confrontation avec des spécialistes britanniques (mars 2003) sera poursuivie en 2004 et s'achèvera par un colloque international et des publications (articles, ouvrage).

### **F.3. LE POLE PENSEE POLITIQUE, HISTOIRE DES IDEES**

Comme pour les deux autres pôles du laboratoire, il ne s'agit pas d'un groupe homogène et fortement structuré mais d'un réseau doté de plusieurs noyaux stables, un chercheur pouvant « appartenir » à plusieurs pôles à la fois : le projet du CEVIPOF reste résolument attaché à la *convergence* de perspectives différentes sur le politique, et en l'occurrence sur la démocratie, conformément d'ailleurs à l'esprit de Sciences Po, où de nombreux membres du pôle donnent un enseignement. Le mode de fonctionnement est lui-même diversifié selon les cibles recherchées.

1 - Pour la présentation de travaux des membres du laboratoire en relation avec une publication (la question de la philosophie de Isaiah Berlin par G. Delannoi, la question du *progrès* et sa crise par P.-A. Taguieff), le public invité au débat est celui des allocataires, et des chercheurs ou journalistes selon un échantillon prélevé sur le listing général du CEVIPOF.

2 - Pour des publications extérieures au laboratoire ou sur la base d'un *discussing paper* demandé à un invité, une confrontation est organisée avec les points de vue déjà exposés par l'équipe du CEVIPOF. Par exemple : « Tocqueville, la pensée politique face à la résistance du monde », janvier 2001, exposé par J.-L. Benoît qui a publié *Tocqueville. Textes essentiels*. A. Policar, « Sur le concept d'égalité : Bouglé, Dumont », juin 2001. Sur Popper, Michèle-Irène Brudny, *Popper, un philosophe heureux*, mars 2002. Ou encore, Sudhir Hazareesingh, pour « Les pères fondateurs de la République » (ouvrage du même nom, en anglais), mai 2002, Université d'Oxford. Chen Yan, pour les questions philosophiques et politiques, le mouvement des idées dans la Chine de l'après-maoïsme en partant de son livre, *L'éveil de la Chine*, décembre 2002. Dans chacun de ces cas, un spécialiste de ces questions conduisait la discussion.

3 - Une autre grande modalité réside dans l'exploitation des réseaux internationaux du laboratoire : en-dehors des travaux publiés et des séjours à l'étranger, des rencontres et des invitations permettent de diffuser sur Paris les liens qui ont été noués à l'extérieur : liens avec le Québec (professeur Jean Roy), avec la Chine et le Japon (activités conduites par G. Delannoi), avec l'Italie (activités d'enseignement ou éditoriale de L. Jaume mais aussi de P.-A. Taguieff), avec les Etats-Unis et notamment à travers le Centre américain de Sciences-Po (nombreux échanges pilotés par A. Chebel d'Appollonia) : citons plus particulièrement les séminaires donnés par Miguel Vatter (professeur à Northwestern, Chicago).

Il suffit d'ailleurs de se rendre dans diverses universités étrangères en Europe ou hors d'Europe pour s'apercevoir que l'activité du pôle est assez bien connue, à travers telle ou telle spécialisation et en débordant largement le champ de la science politique *stricto sensu*.

### F.3.1. Premier axe : La démocratie moderne pluraliste

La question du pluralisme finit presque aujourd'hui par s'identifier avec la notion de démocratie, ce qui n'était pas le cas dans l'expérience grecque ni dans la tradition française post-révolutionnaire. Diverses recherches la rencontrent par des biais différents : à travers le *relatif* promu par la démocratie (et qui n'est pas le relativisme), à travers le religieux qui refait une percée spectaculaire dans le monde actuel tandis que le catholicisme poursuit sa mue, à travers l'expérience de l'Autre, dont l'identité en démocratie ne peut pas (ne peut plus chez nous) rester celle d'un citoyen abstrait. Mais aussi, le pluralisme s'analyse à travers les différentes idéologies (ethniscantes ou scientistes) qui tentent de l'éliminer.

La réflexion sur « le relatif » chez G. Delannoi relaie les recherches antérieures sur la prudence (*Eloge de la prudence*, 1993) ; passant de l'antiquité à la modernité (« phronésis », « prudentia », prudence), G. Delannoi poursuit actuellement sur la prudence intellectuelle dans le monde contemporain : « Mesure et relativité. L'interprétation de la formule de Protagoras et les notions de vérité et de validité dans les sciences contemporaines », *Les Etudes philosophiques*, juillet-septembre 1999 ; « Prudence et principe de précaution » (colloque de Dijon, avril 2000), prudence et bio-terrorisme (colloque de Paris, 2001). Il confirme Isaiah Berlin, « libéral et pluraliste », comme un philosophe de référence : préface et traduction de *Sense of Reality* (Editions des Syrtes, 2002). Ces recherches enrichissent le thème de la nation, déjà développé par G. Delannoi, réactivé dans *Nationalismes en perspective* (Berg, 2001, en codir. avec P.-A. Taguieff).

Sur le pluralisme et le religieux, Jean-Marie Donegani poursuit l'enquête des relations entre religion et politique : « Identité religieuse et pluralité des rapports au monde » (in *Religion et action dans l'espace public*, L'Harmattan, 2000). Les rapports entre le catholicisme et le libéralisme sont clairement passés « de la concurrence à l'alliance » selon une autre étude, à paraître (Le Forum Le Monde, Le Mans, 2002, ouvrage à paraître au Seuil sous la direction de Roger Pol Droit).

La question de la République et du pluralisme a été abordée par Marc Sadoun (professeur à Sciences Po) à travers la direction de deux activités d'équipe. D'une part, un ouvrage sur *La démocratie en France* (Gallimard, 2000, 2 vol.) réunissant les contributions d'une dizaine d'auteurs dans l'association entre histoire, théorie politique et sociologie politique. D'autre part, un numéro de *Raisons politiques* (revue de pensée politique attachée directement à Sciences Po et aux Presses de Sciences Po), portant sur la question de « L'ennemi » (n° 5, 2002).

Dans un cadre qui se rapporte à la fois au pluralisme mais aussi au politique en général, Eric Landowski poursuit le projet ambitieux d'une sémiotique du politique. La recherche antérieure (voir *Présence de l'Autre. Essais de socio-sémiotique II*, 1997) visait le social et le politique comme rapport à l'Autre, en le saisissant au vif de la confrontation des *identités* indéfiniment en construction. La nouvelle recherche est centrée sur les catégories suivantes : « esthésie », « contagion », « goût ». Le politique peut être appréhendé dans les grands moments de crise comme l'émergence d'un « tout autre régime de sens », à la faveur duquel le groupe s'éprouve comme faisant corps. De façon générale, la perspective engagée est la suivante : épouser le point de vue même des sujets impliqués dans les expériences vécues. Les résultats de cette nouvelle méthodologie seront exposés dans le livre à paraître : *Passions sans nom. Essais de sociosémiotique III* (PUF). Les activités internationales d'Eric

Landowski sont très nombreuses, on signalera, par exemple, l'organisation de huit colloques entre 2000 et 2003.

Quant à l'antipluralisme, les travaux de P.-A. Taguieff en ont appréhendé plusieurs formes : forme raciste, forme populiste, forme multiculturaliste que, dans le cadre français, P.-A. Taguieff préfère appeler « multicommunautarisme ». Sur ce dernier point, un ouvrage intitulé (provisoirement) *Le pluralisme et ses ennemis* devrait paraître en 2004. Sur l'idéologie raciste, plus spécialement antisémite, P.-A. Taguieff a publié *La nouvelle judéophobie* (Mille et une nuits/Fayard, 2002, cinq éditions), et prépare un ouvrage de synthèse sur les approches historiques, anthropologiques et sociologiques du racisme, avec une bibliographie concernant 5 pays européens. Une entreprise internationale, le *Dictionnaire historique et critique du racisme* (en codirection avec Fred Constant et Gil Delannoi), continue à être pilotée par l'auteur.

Ariane Chebel d'Appollonia a été directrice exécutive du Centre américain de Sciences Po en 2000-2003 et est actuellement membre associé et attachée scientifique au CEVIPOF : elle a poursuivi ses travaux sur le racisme (précédemment, *Le racisme ordinaire*, Presses de Sciences Po, 1998) à travers de nombreux colloques, cours, conférences (Etats-Unis, Québec, IEP, Centre américain, etc.). Sa recherche actuelle concerne « les dérives du scientisme », en considérant le scientisme comme symptôme mais aussi comme facteur de la crise de la démocratie : la légitimité de l'expertise ou l'utilisation politique du principe de précaution en sont des exemples. Elle donne une place particulière à la *sociobiologie* américaine, qui a des incidences sociales, politiques et morales, puisque cette conception prétend expliquer (voire déterminer) le comportement humain à l'aide des lois de la sélection naturelle. Il faut noter que la production française reste restreinte sur la sociobiologie, alors qu'elle est très étendue aux Etats-Unis.

### **F.3.2. Deuxième axe : La démocratie dans son histoire**

Les perspectives historiques sur la démocratie, et sur la République à la française, ont toujours été une composante de recherche au CEVIPOF, encouragée par les directeurs successifs. Il peut s'agir des questions institutionnelles, des grandes idéologies (républicanisme, socialisme, communisme) ou des intellectuels et de certaines grandes figures.

O. Rudelle a récapitulé ses recherches précédentes sous le thème du « constitutionnalisme républicain », mais désormais dilaté considérablement dans le temps : depuis la création avec l'édit de Nantes (1598) de la coexistence civique entre majorité légitime et minorité légale (garantie par l'accès à la Justice), jusqu'à la Constitution de 1958 (recours à la dissolution et au référendum), complétée par les révisions de 1962 et 1974, l'essor du Conseil constitutionnel – avec notamment la décision de 1981 sur le *recours individuel* devant les tribunaux européens. La possibilité du recours est l'élément-clé de cette perspective du « constitutionnalisme républicain », qui a permis à la France, au-delà de ses déchirements, de se réconcilier avec le Temps : il s'agit donc du temps des droits et des libertés sanctionnés par la Justice (voir « La tradition républicaine, champ de bataille de la concitoyenneté », *Pouvoirs*, n° 100, 2002). En 2003-2005, O. Rudelle participe à un séminaire d'historiens de Sciences Po sur le rôle d'André Siegfried, chemin conduisant à un colloque de l'AFDC qu'elle dirigera : « La Normandie constitutionnelle » (2006).

Dans cette histoire française, le communisme a longtemps tenu une place forte et originale, qui intéresse de plus en plus les historiens anglo-saxons. Les travaux de J. Verdès-Leroux, après l'étude sur *Les Français en Algérie, de 1830 à nos jours* (Fayard, 2001), seront consacrés à un portrait du militant communiste confronté aux autres révolutionnaires (maoïstes, castristes, trotskystes). Elle renoue ainsi, dans une dimension plus comparatiste, avec sa thèse publiée en 1983 (*Au service du parti*, Fayard).

C'est sur la mémoire du parti que continue à travailler Marie-Claire Lavabre (*Que reste-t-il du PCF ?*, avec F. Platone, Autrement, 2003), mais aussi sur le conflit des *interprétations* à propos du communisme. Depuis novembre 2002, M.-C. Lavabre anime au CEVIPOF un groupe de travail sur la « Sociologie de la mémoire » dont la publication est en préparation ; sur les questions de la mémoire, de la nation et des identités, elle déploie une activité internationale très soutenue.

Du côté des intellectuels, les réseaux, les associations ou le militantisme, Nicole Racine a participé à la redécouverte de Jean Cavaillès (« Les années d'apprentissage », in *Jean Cavaillès résistant ou la pensée en actes*, Flammarion, 2002), et elle a analysé « L'action des PEN Clubs de 1945 aux années soixante », in *Les intellectuels et l'Europe de 1945 à nos jours*, Publications universitaires Denis Diderot, 2000). Les autres figures étudiées sont Joliot-Curie, Langevin, Jean-Richard Bloch (ouvrages collectifs). Sur les *intellectuelles* et le « genre », elle publie un ouvrage avec Michel Trebitsch en 2003 (Editions Complexes). Parmi les grandes figures intellectuelles et politiques, André Malraux a été à l'honneur en 2001 (centenaire de sa naissance), Janine Mossuz-Lavau a de nouveau contribué à la définition du rôle et du « mythe » Malraux dans le siècle, lors de colloques et de contributions consacrés à ce personnage.

Si la démocratie s'inscrit dans une histoire qui lui est propre, c'est aussi à travers les institutions et les procédures qu'elle a su inventer et développer. Parmi toutes, l'élection, centrale du point de vue fonctionnel, est celle qui condense plus que toute autre l'identité du régime démocratique. Le retour sur les fondements historiques, théoriques et pratiques de la procédure électorale constituait l'ambition première du travail collectif réalisé sous la direction de Pascal Perrineau et Dominique Reynié et dont la publication a pris la forme d'un *Dictionnaire du vote* (PUF, 2001), réunissant 170 enseignants et chercheurs autour de 400 articles mêlant les différentes approches disciplinaires.

Comme toutes les institutions politiques, les institutions démocratiques reposent pour une large partie sur le consentement des gouvernés. Or, l'ordre démocratique paraît entretenir un rapport complexe avec la notion d'obéissance. La recherche effectuée Par Dominique Reynié dans le cadre du projet majeur du laboratoire visait, d'une part, à esquisser une évaluation de la place de la désobéissance dans la théorie démocratique et, d'autre part, à analyser la montée en puissance d'un « militantisme de la désobéissance » à travers le procès de l'obéissance et le recours aux modalités d'action collective non-conventionnelles (« La crise démocratique de l'obéissance », in Pascal Perrineau, dir., *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, 2003).

### **F.3.3. Troisième axe : la démocratie et le libéralisme**

Lucien Jaume a achevé avec *La liberté et la loi. Les origines philosophiques du libéralisme* (Fayard, 2000) une longue phase d'enquête sur le libéralisme, d'abord en termes d'histoire de la pensée et des enjeux institutionnels (*L'individu effacé ou le paradoxe du*

*libéralisme français*, Fayard, 1997), ensuite dans le champ philosophique sans se limiter au cadre français. Au « libéralisme par la loi », celui des classiques, a succédé un « libéralisme par les droits », appuyé sur le pouvoir judiciaire, où s'aiguise la tension entre figure de la norme générale et figures des droits particuliers (individu, communautés, différentialismes). Le libéralisme économique relève d'une philosophie empiriste qui court de Hume à Hayek : sa logique reste spécifique malgré les prétentions à l'hégémonie. L. Jaume a engagé une recherche sur la notion de société au XIXe siècle, dont une première étape porte sur « le laboratoire sociologique de Tocqueville » (livre à remettre en 2004 chez Fayard). Outre sa collaboration à l'édition scientifique de textes (Œuvres de Benjamin Constant et de Mme de Staël), L. Jaume élargit sa recherche vers une réflexion sur les *méthodes* en histoire des idées politiques : nombreuses actions internationales en cours et enseignements divers sur cette perspective. Rappelons que, en 2000, la publication du colloque *Coppet, creuset de l'esprit libéral* (Economica, sous dir. L. Jaume) a permis de resserrer, sur un plan international, les liens entre les politistes, historiens des idées et juristes du droit constitutionnel : le colloque a été organisé conjointement par l'AFSP et l'AFDC.

En dialogue avec les travaux ci-dessus, Thierry Leterre-Robert (professeur de science politique à Versailles Saint-Quentin en Yvelines) a appréhendé l'histoire et le présent de la démocratie libérale à travers deux ouvrages : *La raison politique, Alain et la démocratie* (PUF, 2000), *La gauche et la peur libérale* (Presses de Sciences Po, 2000). Il prépare également des contributions sur Auguste Comte et sur Louis Rougier (colloques).

#### **F.3.4. Quatrième axe : Technologies, science et démocratie**

Outre les travaux déjà mentionnés sur les rapports de légitimation réciproque entre science et démocratie, un autre axe du pôle mérite d'être distingué : l'intervention directe de la science et des technologies sur le fonctionnement démocratique.

C'est le cas avec l'idée de « démocratie électronique », dont Thierry Vedel étudie les origines, les mises en pratique et les questions qu'elle suscite (postulat du citoyen actif et éclairé, de la démocratie réduite au débat, négation des corps intermédiaires comme inutiles) : voir « L'idée de démocratie électronique », dans *Le désenchantement démocratique* (2003). De même, T. Vedel analyse la façon dont la *gouvernance de l'internet* se construit et s'organise concrètement, en évaluant la qualité et l'efficacité au regard des théories de la démocratie. Une grande partie de ces recherches se déroule dans le cadre de groupes de recherche internationaux. T. Vedel apporte aussi une expertise sur le vote électronique et participe au Forum des droits de l'internet chargé de rédiger un rapport de recommandation pour le gouvernement.

Dans le même ordre d'idées, T. Leterre-Robert continue une étude sur les technologies informatiques pour rattacher les modes actuels de justification à des catégories plus anciennes, concernant le citoyen dans la collectivité.

Outre ses études sur le mouvement écologiste en Europe, Daniel Boy a traité les rapports entre technologies et démocratie sous deux angles d'attaque différents. D'une part, il a poursuivi, par comparaison d'enquêtes (sur une période de trente ans), l'étude des perceptions sociales de la science. Il se confirme que, vis-à-vis de certaines techniques (où le risque personnel non choisi apparaît), un très fort désir de contrôle social de la science se manifeste.

D'autre part, les nouveaux mécanismes de démocratisation des choix techniques, les nouvelles procédures de délibération (locale ou nationale) ont été soumis à examen. Les « conférences de consensus », les « comités locaux d'information », ainsi que diverses commissions (Etats généraux de la santé par exemple) montrent un mode de consultation qui renoue en fait avec d'anciennes aspirations : voir « Les nouveaux modes de délibération » dans *Le désenchantement démocratique* (2003).

Il est révélateur de comparer les conférences de consensus, comme conférences de citoyens, avec la CNDP (Commission nationale du débat public, créée en 1995) : le principe de délégation, le contenu de la délibération séparent ces expériences en deux types très différents. La conférence de consensus de 1997 (plantes génétiquement modifiées) a représenté une novation intéressante : l'avenir dira si cette modalité issue de la culture politique danoise, court-circuitant les schémas de la représentation, peut réellement connaître un développement en France.

Le thème « science et démocratie » tel qu'il a été traité dans le pôle a été associé à la direction de deux ateliers « Science et démocratie » dirigés par Gil Delannoi, l'un aux rencontres « sciences et citoyens » de Poitiers en octobre 2001, l'autre à l'Université de Montréal, octobre 2001. De plus, Gil Delannoi, en tant que membre du comité scientifique « Sciences et citoyens » du CNRS établit un lien avec le pôle et les activités pluridisciplinaires et interdisciplinaires de ce comité.

## **G. PROJET MAJEUR POUR LA PERIODE 2003 - 2007**

---

### **REPRESENTATIONS ET POLITIQUES DE PROBITE PUBLIQUE**

Depuis plusieurs années la politique scientifique du CEVIPOF repose en partie sur la concentration d'une grande partie de ses moyens sur un « projet majeur » qui rassemble des chercheurs relevant des trois secteurs de compétence du laboratoire : sociologie politique, pensée politique, politique publique. Dans les années précédentes ces projets majeurs ont été centrés sur les recompositions de la démocratie (projet La démocratie en mouvement et ouvrage dirigé par Pascal Perrineau sur *Le désenchantement démocratique*, projet sur le panel électoral français 2002 et ouvrage dirigé par Pascal Perrineau et Colette Ysmal, *Le vote de tous les refus*, 2003). La justification et les grandes orientations de ce nouveau « projet majeur » ont déjà été faites (cf. supra). Rappelons qu'il s'agit d'un programme d'enquêtes coordonnées sur le thème des « représentations et politiques de probité publique », illustratif aussi bien des problèmes de légitimité que de gouvernabilité. Ce programme constituera « le projet majeur » du laboratoire, Les mises en cause d'élus et de gouvernants pour des atteintes à la « probité publique » constituent, en effet, un des événements marquants des années quatre-vingt-dix.

Le terme « d'atteintes à la probité publique » est utilisé ici dans son sens générique pour désigner l'ensemble des comportements commis par des agents publics (fonctionnaires, élus, ministres) pénalement sanctionnés et concernant la concussion, la corruption, la prise illégale d'intérêts, les atteintes à la liberté d'accès aux marchés publics et à l'égalité des candidats. Cette expression est préférable à celle de « corruption politique » utilisée de façon

extensive pour désigner tous les abus de pouvoir rétribués<sup>1</sup>. Cependant dans les représentations communes la notion est très extensive, c'est pourquoi un des objectifs du programme est de clarifier les différents critères utilisés selon les groupes sociaux pour différencier ces formes de comportements et les réactions qu'elles appellent<sup>2</sup>.

## **G.1. Défense de la probité publique et principes démocratiques**

Un séminaire ouvert à des chercheurs extérieurs est destiné à fixer les grandes lignes du programme et à réfléchir collectivement sur les concepts politiques disponibles pour aborder la question des représentations et des politiques de la probité publique.

- Une première séance (mai 2002) avec B. Manin (IEP) et Cl. Gauthier (CURAPP Amiens) a permis de préciser les conditions dans lesquelles avaient été posés au début des institutions démocratiques au XVIIIe les problèmes de l'intégrité des gouvernants et des garanties de protection du bien public.

- Une deuxième séance (octobre 2002) avec Ph. Bézes (CERSA Paris) et P. Lascoumes (CEVIPOF Sciences Po) a présenté un bilan des nombreux travaux étasuniens sur les perceptions de la corruption politique et les campagnes de lutte anti-corruption (1904-1999).

- Une troisième séance (mars 2003) avec G. Favarel-Garrigues (CERI Sciences Po) et N. Ragaru (IRIS, Sciences Po), « La place de la politique anti-corruption dans les campagnes électorales en Bulgarie », a porté sur les relations qui existent entre les campagnes anti-corruption et les luttes politiques.

- Une quatrième séance (avril 2003) avec Eric Treille (CRAPE Rennes) et Ariane Chebel d'Appolonia (CEVIPOF Sc-Po) a été consacrée aux problèmes soulevés par le financement des partis et des campagnes électorales, ainsi qu'à l'impact des différentes réformes récentes ou en cours.

## **G.2. Représentations de la probité publique**

Différentes actions sont envisagées, certaines sont déjà amorcées.

**1 – Synthèse des résultats de sondage d'opinion existants** et comportant des questions relatives « aux affaires » et à la corruption (J. Chiche, P. Lascoumes, N. Mayer, A. Muxel, M. Sineau).

- Depuis 1999, une dizaine de sondages annuels ont intégré ces variables à propos de l'impact des scandales sur l'image du personnel politique en général, l'honnêteté de tel ou tel en particulier, l'image des partis, le devenir de la cohabitation et le calendrier électoral, les mesures à prendre pour moraliser la vie politique.

- Reprise des résultats du panel électoral 2002 sous l'angle « perception de la corruption, représentation des acteurs politiques, confiance dans les institutions et orientation de vote ».

---

<sup>1</sup> - L'ensemble des manquements au devoir de probité publique sont sanctionnés par le code pénal ( Livre IV section 3, articles 432-10 à 432-17).

<sup>2</sup> - Lascoumes P., *Corruptions*, Presses de Sciences po, 2000 - « Change and resistance in the fight against corruption » *French politics culture and society*, 19, 1, 2001n p. 49-60.



**2 – Enquête exploratoire qualitative** sur la base d’entretiens et de « focus group » (F. Haegel, P. Lascoumes,).

Réalisation d’entretiens semi-directifs individuels et en groupes, afin de repérer à titre exploratoire les principales variables qui permettent de rendre compte des différences dans les perceptions de la corruption, dans la visibilité et les effets des campagnes anti-corruption, et dans les relations avec les attitudes politiques.

**3 – Enquête monographique sur deux circonscriptions** où les mises en cause pour atteinte à la probité n’ont pas fait obstacle à une réélection (P.Lascoumes, E. Doidy).

Les circonscriptions de Levallois-Perret et de Béthune se caractérisent par la réélection de candidats mis en cause pour des faits d’atteinte à la probité publique (P.Balkany , J.Mellick). Il s’agira de comprendre les liens de proximité avec les populations et les dynamiques d’ancrage dans des territoires à travers des relations de clientélisme qui peuvent expliquer l’absence de sanction électorale de comportements déviants.

**4 – Enquête quantitative sur échantillon représentatif** (J. Chiche, P. Lascoumes, N. Mayer, A. Muxel, E. Schweisguth, M. Sineau).

Sur la base des résultats de l’enquête exploratoire, nous construisons un questionnaire qui sera administré à un échantillon représentatif de la population française (n = 1000 à 2000). Il comporterait tout d’abord un ensemble de questions générales (données socio-culturelles, préférence et engagement politique ou partisan, degré de confiance dans les institutions de police et de justice, dans le système politique).

Ensuite des questions porteraient sur le niveau de connaissance des pratiques de « corruption » (capacité à différencier, estimation de l’ampleur, et des mobilisations publiques (législations, organismes de lutte) et associatives (*Transparency*) contre la corruption.

Enfin, un certain nombre de scénarios présentant des situations concrètes seront soumis aux enquêtés afin de déterminer les normes à partir desquelles ils repèrent, jugent et conçoivent les réactions légitimes (les leurs et celle des autres) à l’égard des atteintes à la probité:

a- En préalable on cherche à déterminer leurs seuils de tolérance à un ensemble de comportements déviants, on recourt pour cela à des index ou échelles d’attitude qui permettent de différencier des niveaux de permissivité.

b – Puis on recherche les critères de différenciation des différentes formes d’atteinte à la probité publique. Existe-t-il des différences de jugement entre corruption active et passive, trafic d’influence, prise illégale d’intérêts en fonction de l’auteur et du bénéficiaire, mais aussi en fonction des montants et contextes de réalisation ?

c – Enfin, on recherche les critères de différenciation des réactions et sanctions envisageables selon le type d’acte et le type de responsabilité engagée.

La technique des scénarios permet de préciser les normes et valeurs à partir desquelles les personnes établissent leur jugement, en faisant varier la matérialité des actes, les acteurs concernés et les contextes d’accomplissement.

Selon les moyens disponibles une réplication sur une population contrastée d’élus (nationaux, départementaux et municipaux) sera réalisée, afin de valider la conclusion la plus

fréquente dans les travaux nord-américains et qui porte sur l'existence de différences notables entre « élite politique » et population générale.

## **5 – Représentation de l'argent et du profit**

Pour situer les résultats précédents dans un champ plus large, J. Mossuz-Lavau se propose d'analyser les rapports quotidiens que les Françaises et Français entretiennent à l'argent (de l'argent de poche à l'héritage, du pourboire au bakchich) en insérant son questionnement dans des récits de vie et en faisant le lien avec les positions et pratiques politiques. P.Lascoumes réactualisera l'enquête faite à la fin des années quatre-vingt sur l'éthique du profit en entreprise en recherchant les modèles du profit légitime à partir d'entretiens avec des dirigeants et membres de conseils d'administration (entretiens non-directifs et commentaires de scénarios présentant des conflits de normes).

## **G.3. Politiques de défense de la probité**

### **6– Adaptation des acteurs publics et privés aux nouvelles règles des marchés publics et problèmes posés par leur réforme (P. Le Galès, P. Lascoumes).**

Une enquête menée par entretiens portera sur les modalités d'adaptation des acteurs publics et privés aux changements intervenus depuis la loi du 8 février 1995 sur les marchés et délégations de service public, ainsi que sur les motifs qui ont poussé aux modifications en cours (par voie réglementaire...). Il s'agira non seulement de comprendre les représentations des changements intervenus sur ces règles, de repérer les modifications de pratiques, d'échanges d'informations, etc., mais également d'analyser les déplacements observables dans le rapport entre activité privée et publique et dans les responsabilités qui les accompagnent.

### **7 - Régulation des conflits et adaptation légale (P. Le Lidec, P. Lascoumes).**

Les Chambres régionales des Comptes ont tenu un rôle décisif dans la mise en œuvre (interprétation, adaptation, repérage des débordements) des nouvelles règles concernant les marchés publics. Cela a été pour elle l'occasion d'affronter très directement les élus locaux dans l'analyse de certains dossiers de passation de marchés publics et dans les décisions sanctionnatrices qu'ils ont pu prendre. Les tensions sont telles que le gouvernement actuel a en cours une réforme qui vient assouplir les procédures. Une série d'entretiens et d'analyses de cas devrait permettre de comprendre les conceptions divergentes qui s'affrontent en ce domaine (à partir de 2004).

### **8 – Action internationale en faveur des politiques de probité et réseau d'experts (P. Lascoumes, Th. Godefroy CESDIP Paris, G. Favarel CERI Sc-Po).**

Après avoir mené des travaux sur la mobilisation internationale contre le crime organisé, les activités de blanchiment et les tentatives de régulation des places off-shore, l'analyse se portera sur les réseaux d'experts transnationaux qui se sont formés à partir des commissions de l'ONU (*Interagency anti-corruption coordination*), de la coopération personnelle et institutionnelle entre magistrats européens (déclarations de Genève puis de Paris) et d'ONG comme *Transparency* ou *Global Witness*. Il s'agira de comprendre les

conditions d'élaboration des programmes anti-corruption, leur complémentarité/concurrence et les modalités d'échange qui existent entre ces réseaux ainsi qu'avec les autorités publiques.

### **9 - Les débordements de la gestion par les partenaires sociaux (B. Palier)**

Dans la crise de « la sécurité sociale » et les réformes en cours, l'argument de mise en cause de certains partenaires sociaux en termes d'abus de fonction, voire de corruption, a été plusieurs fois invoqué. Il s'agira de reconstituer les contextes d'invocation de tels arguments, leur rôle dans les rapports stratégiques entre acteurs et les effets publics qu'ils ont pu avoir (à partir de 2004).

Un budget spécifique a été déterminé sur les crédits du laboratoire pour la réalisation progressive de ces actions de recherche et un financement contractuel a été obtenu sur un appel d'offres ACI du ministère de la recherche. D'autres demandes de co-financement sont en cours, en particulier pour les opérations de comparaison européenne.

## II.2. BILAN QUANTITATIF

### II.2.1. ARTICLES DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE

- D'octobre 1999 à octobre 2003, plus de **150 articles** ont été publiés dans des revues à comite de lecture, soit environ **40 articles** par an en moyenne.
- **1 article sur 6** a été publié dans une grande revue étrangère.

- *Balme Richard*

BALME R., FAURE A., "Politiques locales : acteurs, réseaux et mobilisations", *Sciences humaines*, 2000-03/04, Hors série n° 28.

- *Boy Daniel*

BOY D., "Science technique et société : la rupture ?", *Revue politique et parlementaire*, n° 1017-1018, mars-avril 2002, pp. 73-77.

BOY D., "French Greens in Government", *Environmental Politics*, vol. 2, number 1, spring 2002.

BOY D., "Les Français et les parasciences, vingt ans de mesure", *Revue française de sociologie*, vol. 43, n° 1, 2002, pp. 35-45.

BOY D., "Le Vert et le rose : le poids de l'environnement et du social chez les militants Verts Français", *Cahier du Proses*, n° 3, décembre 2001.

BOY D., "OGM : l'équation risque utilité", *Revue française du marketing*, n° 183-184, 2001/3-4, pp. 41-51.

BOY D., "Les représentations sociales de la science", *Science et société*, La Documentation française, 2000-01/02, n° 294, p. 21-27.

BOY D., "Politique de la science et démocratie scientifique", *Revue internationale de Politique Comparée*, hiver 1999, vol. 6, n° 3, p. 613-625.

BOY D., "Les Verts, Cohn-Bendit, l'environnement et l'Europe", *Revue française de science politique* (10 août 1999), vol. 49, n° 4-5, p. 675-685.

BOY D., "Science, démocratie et risques majeurs, Problèmes politiques et sociaux", *La Documentation française* (25 juin 1999), n° 823, p. 3-75.

- *Capdevielle Jacques*

CAPDEVIELLE J., "Les opinions et les comportements politiques des ouvriers : une évolution inévitable ? irréversible ?", Paris, *Cahiers du CEVIPOF*, n° 21, 1999, p. 2-157.

CAPDEVIELLE J., en collaboration avec Bérourd S., "La disparition des clivages socio-politiques en France : l'histoire d'un glissement", *Politiques et Société* (1999), vol. 18, n° 3, p. 3-27.

- *Cayrol Roland*

CAYROL R., MERCIER A., "Political communication scholarship in France", *Political Communication* (1998-July-September), Vol. 15, n° 3, p. 383-412 suivi de A brief reply to Erik Neveu, *Political Communication* (2000-01) 17, n° 1.

- *Cohen Elie*

COHEN E., "The Euro and its Impact on the European Economy : a View from Europe", *Journal of International Financial Management and Accounting* (Summer 1999), vol. 10, n° 2.

- *Costa-Lascoux Jacqueline*

COSTA-LASCOUX J., "L'Ecole et l'exigence éthique", *Projet* (2000-printemps), n° 261, p. 21-31.

COSTA-LASCOUX J., "Laïcité : le devoir de mémoire", *Migrations Société* (2000-05), n° 69-70, p. 45-57.

COSTA LASCOUX J., "La laïcité dévoilée", *Les Cahiers du radicalisme*, 1999.

COSTA-LASCOUX J., "Nationalité et citoyenneté: sous le signe de la confusion", *Territoires* (novembre 1999), n° 400-40 1, p. 15-16.

COSTA-LASCOUX J., "Le droit et les familles multinationales", *Nouvelles*, revue trimestrielle du Centre d'information des femmes et des familles (3<sup>ème</sup> trim. 1999), p. 1-5.

- *Delannoi Gil*

DELANNOI G., "L'éveil de la Chine", *Esprit*, 2003, pp. 247-249, 0014-0759.

DELANNOI G., "Vérité et justification de Jürgen Habermas, lecture critique", *Raisons politiques*, mai 2001, pp. 227-229.

DELANNOI G., "Mozart ou le génie de la discrétion", *Esprit*, juin 2001, pp. 46-68.

DELANNOI G., "Kant et l'espérance prudente", *Commentaire*, été 2001, pp. 478-480.

DELANNOI G., "Questions sur la traduction", *Esprit*, mars-avril 2000, pp. 290-293.

DELANNOI G., "Isaiah Berlin, libéral et pluraliste", *Commentaire*, printemps 2000, pp. 194-197.

DELANNOI G., "Critiques, croyances et craintes, sur l'effacement de l'avenir", *Revue française de science politique*, août-octobre 2000, pp. 841-848.

DELANNOI G., "Shakespeare philosophe (stoïque ou sceptique ?)", *Commentaire*, automne 2000, pp. 587-596.

DELANNOI G., "Pour une philosophie de la totalité", *Esprit*, octobre 2000, pp. 229-231.

DELANNOI G., "Traduire la pensée chinoise", *Esprit*, juin 1999, pp. 20-64.

DELANNOI G., "Mesure et relativité. L'interprétation de la formule de Protagoras et les notions de vérité et de validité dans les sciences contemporaines", *Etudes philosophiques*, septembre 1999, pp. 333-346.

- *Donegani Jean-Marie*

DONEGANI J. M., "La pensée catholique", *Raisons politiques*, n° 4, nov. 2001-fév. 2002, 198 p. (direction)

DONEGANI J.M., SADOUN M., "Les vertus dormitives de l'opium judiciaire", *Le Débat* (2000-01/02), n° 108, p. 45-53.

DONEGANI J.M. et SADOUN M., "Vie et mort de la V<sup>ème</sup> République", *Le Débat* (10 septembre 1999), n° 106, p. 151-159.

DONEGANI J.M., "Un intérêt intact pour la politique", *Sciences humaines*, (10 septembre 1999), p. 54-56, n° hors-série La France en mutation.

DONEGANI J.M., SADOUN M., "Des institutions en crises", *Le Débat*, (10 septembre 1999), n° 106, p. 182-191.

- *Duchesne Sophie*

DUCHESNE S. "To Be Someone, but Somewhere: Ordinary Representations of Citizenships in France", *Tocqueville Review*, 1999 Vol XX.

- *Faucher Florence*

FAUCHER F., "Party Organisation and Democracy. A Comparison of Les Verts and the British Green Party", *Geo Journal*, 47 (3), pp. 487-496.

FAUCHER F., "L'environnement ou l'administration des possibles. La création des Directions régionales de l'environnement", *Environmental Politics*, 8 (3), pp. 185-186.

- *Groux Guy*

GROUX G., "Les gouvernances de l'emploi. Relations professionnelles et marché du travail en France et en Allemagne", compte-rendu d'ouvrage (Michel Lallement), *Revue française de science politique*, volume 51, 1-2, février-avril 2001, pp. 310-311.

GROUX G., "Conflits et changement social aujourd'hui", *Sciences Humaines* (2000-03/04/05), Hors série n° 28, p. 32-36.

GROUX G., "Penser l'action publique", compte-rendu, *Droit et cultures*, n° 40, 2000/2.

GROUX G., "L'emploi, l'entreprise : nouvelles normes, nouvelles règles", Présentation du dossier, *Droit et société*, 1999, n° 41, pp. 11-14.

GROUX G., "L'entreprise : conflits et régulation(s)", *Droit et société*, 1999, n° 41, pp. 33-45.

GROUX G., "Gestion des ressources humaines. Pratique et éléments de théorie, compte-rendu", *Sociologie du travail*, 1999, 3/41, 348-349.

GROUX G., "Gestion des ressources humaines. Pratique et éléments de théorie, compte-rendu", *Sociologie du travail* (1999), n° 3/41, p. 348-349.

GROUX G., "La conflictualité sociale en débat", *Société française* (11-12 octobre 1999), n° 14/64, p. 53-56.

GROUX G., "Emploi et régulation. Les nouvelles pratiques de l'entreprise, compte-rendu", *Droit et société* (1999), n° 42-43, p. 556-558.

- *Grunberg Gérard*

GRUNBERG G., "Les élections locales françaises de mars 2001 ", *French Politics, Culture and Society*, vol. 19 n° 3, Fall 200 1, pp.17-31.

GRUNBERG G., "Du cohabitationnisme de l'opinion", *Pouvoirs* (1999), n° 91, p. 83-95.

- *Haegel Florence*

HAEGEL F., "L'électeur", "La nouvelle Vème République", *Pouvoirs*, n° 9, 2001, pp. 151-161.

HAEGEL F., "Le RPR décentralisateur ?", *Pouvoirs locaux*, 51(4), 2001, pp. 44-48.

HAEGEL F., "Xenophobic expression in a suburban Paris housing project", *Patterns of Prejudice* (2000-01), vol 34, n° 1, p. 29-38.

- *Jaume Lucien*

JAUME L., "La réhabilitation de la fonction gouvernementale dans la Constitution de 1958", dossier sous dir. Jaume L., "L'esprit de la Constitution : hier et aujourd'hui", *Esprit*, janvier 2002, n° 1, pp. 86-98.

JAUME L., "Le gaullisme et la crise de l'Etat", réédition avec une postface, *Esprit*, n° 272, février 2001, pp. 41-55.

JAUME L., "Les vertus du commandement selon de Gaulle", *Cités*, n° 6, avril 2001, pp. 85-92.

JAUME L., "Loi", *Cités*, n° 8, octobre 2001, pp. 231-237.

JAUME L., "Profil bibliographique de François Furet", *Cités*, n° 4, 2000, pp 199-204.

JAUME L., "Problèmes du libéralisme. De Mme de Staël à Tocqueville", *Droits* (2000-01), n° 30.

JAUME L., "Le concept de responsabilité des ministres chez Benjamin Constant", *Revue française de droit constitutionnel* n° 42, 2000, pp. 227-243.

JAUME L., "Benjamin Constant au centre de nos préoccupations", dans Benjamin Constant en l'an 2000 : nouveaux regards, *Annales Benjamin Constant*, n° 23/24, 2000, pp. 25-38.

JAUME L., "Le quinquennat et la Constitution", *Esprit*, août-septembre 2000, pp. 219-224.

JAUME L., "Liberalismo e legame sociale in Benjamin Constant", *Filosofia politica*, an. XIII, n° 2, août 1999, pp. 185-198.

JAUME L., "Droit, Etat et obligation selon Benjamin Constant", *Commentaire*, n° 87, automne 1999, pp. 711-715.

JAUME L., "Le gaullisme et la crise de l'Etat", *Modern and Contemporary France* (août 1999), vol. 8, n° 3, p. 7-18.



- *Landowski Eric*

LANDOWSKI E., "Viagem às nascentes do sentido", trad. esp., *Cuadernos Lengua y Habla*, Universidad de Los Andes, Mérida, Vénézuéla (1999) n°1 p. 19-45.

LANDOWSKI E., "Inmersos en el espacio música. Conversacion con S. Gamarra", *Cuadernos Lengua y Habla*, Universidad de Los Andes, Mérida, Vénézuéla (1999), n° 1, p. 325-338.

LANDOWSKI E., "La mirada implicada", *Anthropos*, Barcelone (1999), n° 186, p. 37-56.

- *Lascoumes Pierre*

LASCOUMES P. (avec C. Gilbert), "Politiques des risques en Europe - introduction et coordination", *Revue internationale de politique comparée*, 2003, p. 2.

LASCOUMES P., "*Corruption, administration et justice*", Robert Ph. (edit), Crime et sécurité, Etat des savoirs, La Découverte, 2002, pp. 232-241.

LASCOUMES P., "Se dépendre de la parole du pouvoir", L'infréquentable M. Foucault, *Ellipses*, 2001, 113-125.

LASCOUMES P., "Change and resistance in the fight against corruption" in *French Politics culture and society*, 19, 1, 2001, pp. 49-60.

- *Lavabre Marie-Claire*

LAVABRE M. C., avec Mares A., "Historiens, juristes, hommes politiques face au passé communiste", Introduction, *Cahiers du CEFRES*, n° 26, octobre 2001.

LAVABRE M.C., "Usages et mésusages de la mémoire", *Critique internationale* (2000-04), n° 7, p. 48-57.

- *Le Galès Patrick*

LE GALES P., Numéro spécial, *Revue Française d'Administration Publique*, (co-direction avec Dominique Lorrain), Gouvernement et gouvernance des grandes métropoles, à paraître décembre 2003

LE GALES P., *Année de la Régulation*, numéro 6, *Les économies politiques du capitalisme* dossier dirigé avec Bruno Palier, Presses de Sciences Po, 2002.

LE GALES P., "L'économie politique en débat", avec B.Palier, introduction au numéro de *L'Année de la Régulation*, n.7, 2002

LE GALES P., « Gouvernement et gouvernance des villes européennes », en italien, in *Foedus*, n.3, 2002

LE GALES P., "Urban Governance and Policy Networks, on the Political Boundedness of Policy Networks", in *Public Administration*, n° 1, 2001.

LE GALES P., "Dévolution à tous les étages", *Pouvoirs*, "La Grande-Bretagne" (2000-printemps), p. 67-86.

LE GALES P., NEGRIER E., "Partenariats contre l'exclusion, quelles spécificités sud-européennes", Pôle sud (2000-05), n° 12, p. 3-12.

LE GALES P., "Is political economy still relevant to study the culturisation of cities ?", *European Journal of Urban and Regional Studies* (1999), n° 4, p. 293-302.

LE GALES P., "Le desserrement du verrou de l'Etat", *Revue internationale de Politique Comparée* (1999), n° 3, p. 627-652.

- *Mayer Nonna*

MAYER N., "Les conséquences politiques du capital social : le cas français", *Revue internationale de politique comparée*, 2003, p. 3.

MAYER N., avec FILLIEULE O., "Devenir militants", *Revue française de science politique*, février-avril 2001, pp. 19-26.

MAYER N., "Ces Français qui votent FN, Reply to Jack Veugelers, French Politics", *Culture and Society* (2000 printemps), vol. 18, n° 1, p. 95-100.

- *Michelat Guy*

MICHELAT G., "Uj Mandatum Kônyvkiado", (traduction en hongrois de MICHELAT G. "L'identité catholique des Français – II, Appartenances et socialisation religieuse", *Revue française de sociologie*, XXXI (4), octobre-décembre 1990, pp. 609-633.

- *Mossuz-Lavau Janine*

MOSSUZ-LAVAU J., "La parité hommes/femmes en politique : bilan et perspectives", *Population et sociétés*, n° 377, mars 2002

MOSSUZ-LAVAU J., "La parité entre dans la Constitution", *Regards sur l'actualité*, juin 1999, pp. 3-7.

MOSSUZ-LAVAU J., "La maternité persiste et signe", Repenser la maternité, n° spécial de *Panoramiques*, dirigé par KNIBIELHER Y., 1999, n° 40, pp. 24-28.

- *Mouriaux René*

MOURIAUX R., BÉROUD S., "47ème congrès de la CFTC 17-20 novembre 1999", Dijon, *Liaisons sociales*, Document W (2000-02-11), n° 365, 9 p.

MOURIAUX R., BÉROUD S., "L'Etat de la négociation collective en France", *Regards sur l'actualité* (janvier 1999), n° 247, p. 29-40.

- *Muller Pierre*

MULLER P., "L'analyse cognitive des politiques publiques, vers une sociologie politique de l'action publique", *Revue française de science politique*, (2000) n° 2, p. 189-207.

MULLER P., "La politique agricole française: l'Etat et les organisations professionnelles", *Economie rurale*, (2000-01/04), n° 255-256, p. 33-39.

MULLER P., "Gouvernance européenne et globalisation", *Revue Internationale de Politique Comparée* (hiver 1999), vol. 6-3, p. 707-717.

- *Muxel Anne*

MUXEL A., *Les Français et la politique*, Paris, La Documentation française, *Problèmes politiques et sociaux*, n° 865, 2 novembre 2001, 93 p.

MUXEL A., "La mémoire de la maison, Le divan familial", *Press* (1999 automne), n° 3.

MUXEL A., "L'arbitrage de l'affectif", *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, Le lien familial (1<sup>er</sup> trimestre 1999), n° 35, p. 155-168.

- *Palier Bruno*

PALIER B., "Le politique au prisme de l'analyse des politiques publiques", in *Espace Temps*, 2001.

PALIER B., "Defrosting" the French Welfare State, *West European Politics* (2000 23/2), p. 113-136.

PALIER B., BONOLI G., "La montée en puissance des fonds de pension", *L'année de la régulation*, (2000), vol. 4, p. 71-112.

PALIER B., BONOLI G., "How do Welfare States Change ? Institutions and their Impact on the Politics of Welfare State Reform", *European Review*, (2000), vol. 8, n° 2.

PALIER B., "Does Europe Matter ? Européanisation et réforme des politiques sociales des pays de l'Union Européenne", *Politique européenne*, n° 2, 2000, pp. 7-28.

PALIER B., "From The Cradle To... Where ? Current Pension Policy Trends in Western Europe", (avec BONOLI G.), *Yearbook of 2000 European Administrative History*, 12, 2000.

PALIER B., BONOLI G., "Phénomènes de path dependence et réformes des systèmes de protection sociale", *Revue française de science politique* (juin 1999), vol. 49, n° 3, p. 399-420.

- *Perrineau Pascal*

PERRINEAU P., Les évolutions de la V<sup>ème</sup> République. L'affaiblissement de l'antagonisme gauche/droite. *Cahiers français*, n° 300. La Documentation française, janvier-février 2001, pp. 48-54.

PERRINEAU P., Chiche J., Le Roux B., Perrineau P., Rouanet H., "L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990", *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 3, juin 2000, pp. 463-487.

PERRINEAU P., "L'extrême-droite éclatée", *Revue française de science politique*, vol. 49, n° 4-5 (10 août 1999), p. 633-641.

PERRINEAU P., "Etude d'une nouvelle dynamique électorale: le Front national 1984-1998", *Kokka Gakkai Zasshi*, The Journal of political and social sciences, The University of Tokyo (août 1999), vol. CXII, n° 7-8, p. 730-754.

- *Platone François*

PLATONE F., RANGER J., "Les adhérents du Parti communiste français en 1997", Enquête. *Les Cahiers du CEVIPOF*, (2000-03), n° 27, 159 p.

- *Rey Henri*

REY H., SUBILEAU F., YSMAL C., "Les adhérents socialistes en 1998", *Les Cahiers du CEVIPOF* (mai 1999), n° 23, 123 p.

- *Rouban Luc*

ROUBAN L., "La réforme de l'Etat", *Regards sur l'Actualité*, 277, janvier 2002, pp. 11-21.

ROUBAN L., "Les préfets sous la V<sup>ème</sup> République, 1958-1997", *La Revue Administrative*, n° 317, pp. 522-534.

ROUBAN L., "Les préfets et la construction de l'Etat républicain", *Revue Française d'Administration Publique*, 96, pp. 531-545, 2001.

ROUBAN L., "Les cadres du privé et du public : des valeurs sociopolitiques en évolution", *Revue française d'administration publique*, 98, pp. 329-344.

ROUBAN L., "Les préfets de la République 1870-1997", *Les Cahiers du CEVIPOF*, (2000-01), n° 26, 112 p.

ROUBAN L., "Les fonctionnaires face à la vie professionnelle : attentes et représentations", *Revue administrative*, n° 216, juillet-août 2000, pp. 417-428.

ROUBAN L., "Les attitudes politiques des fonctionnaires", *Les Cahiers du CEVIPOF* (mai 1999), n° 24, 92 p.

- *Rudelle Odile*

RUDELLE O., "La tradition républicaine, champ de bataille de la concitoyenneté", *Pouvoirs*, n° 100, janvier 2002.

RUDELLE O., La V<sup>ème</sup> République et la tradition républicaine: rupture ou continuité, *Cahiers français*, mars 2001.

RUDELLE O., "René Cassin" dans XX<sup>ème</sup> siècle, *Revue d'Histoire*, n° 62 (avril 1999).

RUDELLE O., "La République aujourd'hui", *Revue française de science politique*, avril-juin 1999.

RUDELLE O., "La médiature" dans XX<sup>ème</sup> siècle, *Revue d'Histoire*, n° 59 (juillet 1999).

RUDELLE O., "François Goguel" dans Memoriam, *Revue française de droit constitutionnel*, 1999, n° 8.

- *Sineau Mariette*

SINEAU M., "Où en est l'égalité des sexes au Palais Bourbon ? Enquête sur les députés français à l'heure de la parité", *Recherches sociologiques*, n° 37, 2002.

SINEAU M., "Parité an 1 : un essai à transformer", *Revue politique et parlementaire*, n° 1011, mars-avril 2001, "Municipales et cantonales : recomposition politique ?", pp. 55-63.

SINEAU M., "La parité en politique : from a radical Idea to truncated Reform", *Sites*, The Journal of 20th century contemporary french Studies, (2000 spring), vol. 4, Issue 1, p. 37-53.

- *Subileau Françoise*

SUBILEAU F., "L'abstention aux élections municipales de 2001 : rupture ou confirmation ?", *Revue politique et parlementaire*, n° 1011, mars-avril 2001, pp. 46-54.

SUBILEAU F., "Les élections prud'homales. Participation, représentativité, légitimité", *Politix, Revue des sciences sociales du politique*, 1999, n° 47, pp. 151-166.

SUBILEAU F., "France : crise dans la participation", *Revue politique et parlementaire*, Europe postélectorale : contrecoups d'un scrutin, n° 1001, juillet-août 1999, p. 16-22.

SUBILEAU F., REY H. et YSMAL C., "Les adhérents socialistes en 1998", *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 23, mai 1999, 123 p.

- *Surel Yves*

SUREL Y., "L'intégration européenne vue par l'approche cognitive et normative des politiques publiques", *Revue française de science politique*, 2000.

SUREL Y., "Comparer des sentiers institutionnels. Les réformes des banques centrales au sein de l'Union européenne", *Revue Internationale de Politique comparée*, 2000.

SUREL Y., HASSENTEUFEL P., "Des politiques publiques comme les autres ? Construction de l'objet et outils d'analyse des politiques européennes", *Politique européenne*, (2000-04), n° 1.

- *Taguieff Pierre-André*

TAGUIEFF P-A., « L'invention racialiste du Juif », *Raisons politiques. Études de pensée politique* [Paris, Presses de Sciences Po], n° 5, février-avril 2002, p. 29-51.

TAGUIEFF P-A., « L'eugénisme dans la modernité progressiste », *Res Publica*, Hors série, n° 1, octobre 2002, p. 53-58.

TAGUIEFF P-A., "Résister au "bougisme": démocratie forte contre mondialisation technomarchande", *Les Cahiers Rationalistes*, n° 550, janvier-février 2001, p. 5-14; version sensiblement différente dans *Humanisme*, n° 252-253, hiver 2000-2001, p. 109-116.

TAGUIEFF P-A., *Eugénisme et socialisme* (sous la direction de Pierre-André Taguieff), Paris, *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 18, 2000 [paru en janvier 2001], p.1-210 (contributions de P.-A. Taguieff, Daniel Becquemont, Olivier Bosc, Marco Schütz, Alain Policar).

TAGUIEFF P-A., "Résister au "bougisme": démocratie forte contre mondialisation technomarchande", *Res Publica*, n° 24, mars 2001, p. 32-38.

TAGUIEFF P-A., "Negazionismo, anti giudaismo, antisionismo. L'abbé Pierre e Roger Garaudy ", *Razzismo & Modernità*, anno I, n° 1, janvier-juin 2001, p. 56-73.

TAGUIEFF P-A., "Sélectionnisme et socialisme dans une perspective aryaniste: théories, visions et prévisions de Georges Vacher de Lapouge (1854-1936)", *Mil neuf cent*, n° 18, 2000, p. 7-51.

TAGUIEFF P-A., " Autour de “ La crise de la morale sexuelle” de Georges Vacher de Lapouge", débat entre Jacques Julliard, Daniel Lindenberg et P.-A. Taguieff, *Mil neuf cent*, n° 18, 2000, p. 191-210.

TAGUIEFF P-A., "Logiques d'exclusion. Du nationalisme racialisé à l'ethnonationalisme", *Revue des Deux Mondes*, n° spécial : "Les nouvelles intolérances", novembre-décembre 1999, p. 102-109.

- *Vedel Thierry*

VEDEL T., "Internet et les villes : trois approches de la citoyenneté", *Hermès*, n° 26-27, 2000, pp. 247-262.

VEDEL T., "De la régulation internationalisée à la régulation externalisée dans le domaine des télécommunications", *Droit et Société* (1999), n° 41, p. 47.

VEDEL T., "La gouvernance des réseaux mondiaux de communication", *Politique et Sociétés* (1999), vol. 18, n° 2, p. 9-36.

- *Verdès-Leroux Jeannine*

VERDES-LEROUX J., La "pensée Bourdieu", *Les Cahiers d'histoire sociale*, n° 13 ; (1999-2000-Hiver), p. 45-53 (Colloque).

- *Ysmal Colette*

YSMAL C., "France", *European Journal of Political Research*, n° spécial, European political data, Yearbook (1999).

## II.2.2. ARTICLES DANS DES REVUES SANS COMITE DE LECTURE

- D'octobre 1999 à octobre 2003, **plus de 80 articles** ont été publiés dans des revues sans comité de lecture par les chercheurs du CEVIPOF.
- **Soit en moyenne, une vingtaine d'articles par an.**

- *Barthélémy Martine*

BARTHELEMY M., "Vie associative et citoyenneté active", Ouvertures, *Revue des centres sociaux* (juin 1999), n° 2, p. 14-15.

BARTHELEMY M., "La participation associative aujourd'hui", Pour (la revue du GREP), n° 166, juin 2000.

BARTHELEMY M., "Associations et syndicats dans le mouvement social", *Cahiers de Ressay*, n° 3-4, juin 2000.

BARTHELEMY M., "Associations et formes d'engagement", *Après Demain*, Journal mensuel de documentation politique, fondé par la Ligue des droits de l'homme, n° 428-429, octobre-décembre 2000.

BARTHELEMY M., "L'évolution de l'engagement dans les groupements associatifs", *Réussir Education* (revue des Francas) juillet 1999, 41, p. 8-11.

BARTHELEMY M., "Vie associative et citoyenneté active", Ouvertures (*Revue des Centres sociaux*) juin 1999, n° 2 pp. 14-15.

BARTHELEMY M., "Le bénévolat: une question d'enjeu démocratique dans les associations et pour la société. *Volontariat au Présent* (Revue du Centre national de volontariat), 2<sup>ème</sup> trimestre 1999.

- *Boy Daniel*

BOY D., "Les nouveaux modes de délibération publique", *Risques*, n° 47, juillet-septembre 2001, pp. 110-114.

BOY D., "Mythes et réalités de la science d'aujourd'hui", *Témoin*, n° 19, Les enjeux politiques de la science, 2000, pp. 17-26.

BOY D., "Succès mitigé des partis Verts en Europe", *Le Monde des débats*, mai 1999.



- *Capdevielle Jacques*

CAPDEVIELLE J., "Vers la "civilianisation" des années ?", *Revue de la Gendarmerie nationale*, 2003, 206, pp. 53-62.

- *Cayrol Roland*

CAYROL R., "Le triangle de la communication publique et son éthique", *CAPCOM*, La communication publique, Ed. du courrier des Maires et des élus locaux, 1999.

CAYROL R., "Le politique au coeur des dérives de la société de l'information ?", *Les idées en mouvements* (été 1999), n° spécial anniversaire de l'Université d'été de la Communication.

- *Costa-Lascoux Jacqueline*

COSTA-LASCOUX J., "La laïcité, mieux que la tolérance", *Politis*, n° 590, 2000, pp. 23-24.

COSTA LASCOUX J., "Citoyenneté et multiculturalisme", dans *Identité et Altérité*, Colloque de l'ARIC, t. 11, *Uquam*, 1999.

COSTA-LASCOUX J., "Les arabesques de l'Islam dans l'architecture laïque", *Confluences-Méditerranée* (décembre 1999), p. 131-143.

- *Delannoi Gil*

DELANNOI G., "Sagesse, prudence, précaution", *Revue juridique de l'environnement*, numéro spécial 2000-2001, pp. 10-17.

- *Dupoirier Elisabeth*

DUPOIRIER E., Roy B., "Le fait régional en 2001", in *CNRS-GRALÉ*, Annuaire des collectivités locales 2002, LITEC, 2002.

DUPOIRIER E., Roy B., "Le fait régional en 2000", in *CNRS-GRALÉ*, Annuaire des collectivités locales 2001, LITEC, 2001.

- *Faucher Florence*

FAUCHER F.(avec Eric Treille), "Managing Intra-Party Democracy: Comparing the French Socialist and British Labour Party Conférences", *French Politics*, 2003, 1 (1), pp. 61-82.

- *Groux Guy*

GROUX G., "Les élections prud'homales 2002", Analyse des résultats, *La Documentation française*, 2003.

GROUX G., "Regard extérieur sur l'UNSA au lendemain des prod'hom ou le pavé dans la mare de la représentativité ? février 2003", *UNSA – Magazine*, 2003, n° 52.

GROUX G., "Le syndicalisme européen", *Profession Politique*, 2003, p. 66.

GROUX G., "Actionnariat des salariés et relations professionnelles", *Personnel*, 420, juin 2001.

GROUX G., "Ruptures et tendances émergentes", Dossier : Négociations collectives et dialogue social, *Les Cahiers du dialogue social*, 1999, n° 10, pp. 41-45.

GROUX G., "Contribution : La crise de représentation en démocratie", Le lien, *Revue de l'association des amis de Max Marchand*, 1999, n° 36, pp. 22-27.

GROUX G., "Le rebelle, l'acquis et la règle", *Drôle d'époque*, 1999, n° 5, pp. 125-136.

GROUX G., "Ruptures et tendances émergentes : négociation collective et dialogue social. Où allons-nous ? ", *Les Cahiers du dialogue social* (septembre 1999), n° 10, p. 41-45.

GROUX G., "Relancer la négociation", *Alternatives économiques*, 1999, n° 175, p. 4.

GROUX G., "Fin des acquis ou début des privilèges ? ", *La Lettre du cadre territorial*, n° 162, janvier 1999, pp. 23-24

GROUX G., "L'engagement: déclin ou renouveau ?" dans Comprendre la société française, *L'Hebdo-Idées 4*, L'Hebdo des socialistes, 29 janvier 1999, n° 89, pp. 19-20.

- *Jaume Lucien*

JAUME L., "Le projet de Constitution européenne et la question du pouvoir constituant", Entretien avec Michel Troper, *Cités*, 2003, 13, pp. 101-112.

JAUME L., "Le libéralisme français après la Révolution, comparé au libéralisme anglais", *Historia constitucional*, revue électronique européenne, Université d'Oviedo, 2003, p. 4.

- *Landowski Eric*

LANDOWSKI E., "Politikoje - teatro desniai", *Lietuvos rytas*, Vilnius, 27 avril 2002, p. 2.

LANDOWSKI E., "Aoresentação" in FLOCH J. M., Alguns conceitos fundamentais em semiotica geral, *Cadernos de estudos do C.P.S.*, 1, Sao Paulo, Centro de Pesquisas Sociossemioticas, 2001, pp. 5-7.

- *Lavabre Marie-Claire*

LAVABRE M. C., "Peut-on agir sur la mémoire ?" in *La mémoire, entre histoire et politique, Cahiers français*, La Documentation française, août 2001.

- *Le Galès Patrick*

LE GALES P., « Décentralisation et réforme de l'état, les combinaisons britanniques et finlandaises », *Pouvoirs Locaux*, n.2, 2003

- *Mayer Nonna*

MAYER N., "De la démocratie en France", *Revue de la Maison Française d'Oxford*, 2003, 1,1, pp. 17-46.

MAYER N., "Le vote des classes moyennes d'après les enquêtes post-électorales du CEVIPOF", *Informations sociales Portrait social des classes moyennes*, 2003, spécial n° 106, pp. 58-65.

MAYER M., "Que reste-t-il du vote de classes ? Le cas français", *Lien social et politique*, 2003, p. 49.

MAYER N., "Le racisme en France à l'aune des sondages", *Historiens et géographes*, 2003.

MAYER N., "Militer aujourd'hui", introduction au n° spécial *LDH Dossiers et documents* n° 40 (mars 1999), consacré à l'étude du militantisme à la LDH coordonnée par Fillieule O., Mayer N., Strudel S.

- *Mossuz-Lavau Janine*

MOSSUZ-LAVAU J., "La parité en politique, histoire et premier bilan" in *Travail, genre et sociétés*, 7/2002, pp. 41-57.

MOSSUZ-LAVAU J., "Les Françaises à la conquête du politique", *Label France*, n° 37, octobre 1999, pp. 16-17.

MOSSUZ-LAVAU J., "Les femmes politiques et la crise de la représentation", *Cultures en mouvement*, avril 1999, pp. 48-50.

MOSSUZ-LAVAU J., "Passer la parité dans la réalité", *Cultures en mouvement*, n° 14, février 1999, pp. 26-28.

MOSSUZ-LAVAU J., "La parité entre dans la Constitution", *Regards sur l'actualité*, juin 1999.

- *Mouriaux René*

MOURIAUX R., "La représentativité des syndicats en question", *Croire aujourd'hui*, n° 81 (décembre 1999), pp. 20-22.

MOURIAUX R., "La transformation de la société dans la pensée de Félicité Lamennais", *Cahiers de l'analyse concrète*, 1999, pp. 41-54.

- *Muller Pierre*

MULLER P., KESSLER M.C., "La politique étrangère de la France, acteurs et processus", Paris, Presses de Sciences Po (1999), *Politiques et Management Public*, juin 1999, vol. 17, n° 2, pp. 215-216.

- *Muxel Anne*

MUXEL A., "Les jeunes et la politique : entre héritage et renouvellement", *EMPAN*, 2003, p. 50.

MUXEL A., "Transmission familiale et socialisation politique", dans *VEI Enjeux Migrants-formation*, n° 120, mars 2000.

- *Palier Bruno*

PALIER B., "Réformer les retraites en France", *French Politics and Society*, 2003.

PALIER B., "Globalization, Europeanization and the Welfare State" (guest editors introduction with Nick Manning), *Global Social 2003 Policy*, 2003, 3 (2), pp. 139-143.

PALIER B. (avec Christine Erhel), "Europe sociale et Europe de l'emploi : l'apport d'une perspective institutionnaliste à l'explication des trajectoires nationales", *Cahiers de la MSE*, 2003.

PALIER B., "Qui gouverne la Sécurité sociale ? ". *Alternatives économiques*, numéro spécial sur la protection sociale, 2003, pp. 52-55.

PALIER B., "L'avenir européen", *Alternatives économiques*, numéro spécial sur la protection sociale, 2003, pp. 60-63.

PALIER B., "De la crise aux réformes de l'Etat providence, Le cas français en perspective comparée", *Problèmes économiques*, n° spécial, 2003, pp. 2801-2802.

PALIER B., Hassenteufel P., "Le social sans frontières ? Vers une analyse transnationaliste de la protection sociale", *Lien social et politique*, n° 45, printemps, pp. 13-27.

PALIER B., "Du salaire différé aux charges sociales, les avatars du mode de financement du système français de protection sociale", *EUI Working Papers*, EUF, 1999, n° 99/11.

- *Perrineau Pascal*

PERRINEAU P., "Demain, le citoyen irrespectueux, inquiet, imprévisible", *Le Temps stratégique*, n° 93, 2000, pp. 86-95.

PERRINEAU P., "Mais que devient l'extrême-droite ?", *Le Monde des Débats*, n° 15, 2000, p. 25.

PERRINEAU P., "Autriche : la réaction populiste, débat avec Dany Leder", *Le Monde des Débats*, n° 8, novembre 1999, pp. 4-5.

PERRINEAU P., "Culture politique en construction, entretien", *Impatiences Démocratiques*, n° 1, automne 1999, pp. 30-39.

PERRINEAU P., "Régionales 1998 : de l'abstention au psychodrame", *Débat*, Sciences Po, juin 1999, n° 89, pp. 2-3.

PERRINEAU P., "L'histoire de l'Autriche a fait Haider", entretien, *L'Indépendant*, 9 octobre 1999, n° 241.

PERRINEAU P., "Le CEVIPOF entre tradition et ouverture", *La Lettre de la rue Saint-Guillaume*, décembre 1999, n° 116, pp. 2-3.

PERRINEAU P., "Municipales 2001 : entre national et local", *La lettre du cadre territorial*, n° 180, 15 novembre 1999, p. 25.

- *Rouban Luc*

ROUBAN L., "Les fonctionnaires en politique", *Cahiers de la Fonction Publique*, 206, 2001, pp. 7-11.

- *Sineau Mariette*

SINEAU M., "La parité à l'épreuve des municipales", *Lunes*, janvier 2001, n° 14, pp. 6-11.

SINEAU M., JENSON J., "L'accueil des tout-petits", *Panoramiques*, n° 40, 2ème trimestre 1999 (Numéro spécial Repenser la maternité), pp. 111-114.

- *Subileau Françoise*

SUBILEAU F., "Abstention politique : la légitimité du système enjeu", *Adels-Territoires*, n° 400, 1999, pp. 24-25.

SUBILEAU F., "Crise dans la participation", *Cultures en mouvement*, 1999.

- *Taguieff Pierre-André*

TAGUIEFF P-A., « Une menace planétaire » (entretien avec Pierre-André Taguieff), *L'Histoire*, n° 269, octobre 2002, p. 70-75 (n° spécial : « L'antisémitisme »).

TAGUIEFF P-A., "1901 : les *Protocoles des Sages de Sion*. L'invention du "complot juif"", *Historia* [nouvelle formule], n° 635, novembre 1999, p. 64-67.

TAGUIEFF P-A., "La haine ne suffit pas. Sur une illusion explicative", *Impatiences démocratiques*, n° 2, décembre 1999, p. 24-27.

- *Tiberj Vincent*

TIBERJ V. (avec Louis Chauvel), "Inégalités sociales et fracture civique", *Les Cahiers français*, 2003, p. 314.

- *Vedel Thierry*

VEDEL T., "L'Internet et la démocratie", *Les Cahiers français*, n° 295, 2000, p. 25-30.

### I.2.3. et I.2.4 COMMUNICATIONS AVEC OU SANS ACTES

*NB : Les communications réalisées à l'étranger sont recensées dans la rubrique « Conférences invitées » ou « Autres activités internationales »*

- D'octobre 1999 à octobre 2003, les chercheurs du CEVIPOF ont effectué **plus de 200 communications** dans des colloques, congrès, séminaires, etc. (avec ou sans actes).  
Ce chiffre n'inclut pas les interventions à l'étranger.

- *Barthélémy Martine*

« La logique d'ouverture de l'école publique, élément de fragilisation de la laïcité française », Table Ronde Le modèle français de laïcité : contestations et renégociations, Congrès de l'AFSP, Rennes, 28 septembre-1<sup>er</sup> octobre 1999, 21 p.

« Association, citoyenneté et politique », communication au Fac Séminaire de Sciences Po, séance du 23 février 2000.

« Les parents d'élèves, militants ou consommateurs ? », Colloque *Associations et champ politique au 20<sup>ème</sup> siècle*, Assemblée Nationale, 16-17 novembre 2000.

« L'évolution des logiques d'inscription des associations dans le champ politique », *Les sixièmes entretiens de l'IEP de Grenoble*, « Les associations : du bonheur privé à l'action publique », 12-13 février 2001.

« Y a-t-il une spécificité du mouvement associatif des populations issues de l'immigration », discutante à la Table ronde « 1981-2001 : politiques publiques, associations civiques et associations communautaires », colloque *1901-2001 Migrations et vie associative. Entre mobilisations et participation*, organisé par le FAS et Génériques, IMA, 8 octobre 2001.

« Quand l'association de la loi 1901 est à l'honneur, est-il encore possible de discuter cette forme d'organisation ? », Colloque *Actions associatives, solidarités et territoires*, Saint-Étienne, 18-19 octobre 2001.

« Dimensions de la laïcité aujourd'hui dans les associations de filiation catholique et laïque », Journées d'études *Associations confessionnelles, associations laïques : convergence des valeurs et devenirs des identités héritées*, IRESCO, 10-11 décembre 2002.

« La forme associative a-t-elle changé la donne ? Le mouvement associatif en France dans les années 1950-1970 », communication au Séminaire CEVIPOF/France Télécom R & D : *Démocratie et réseaux. La mise en cause des modes de représentation politique et sociale*, 15 avril 2003.

- *Brouard Sylvain*

Journée AFSP « Partis politiques et politiques publiques », Paris, 2000.

- *Capdevielle Jacques*

Participation à un séminaire organisé en 1999, 2000 et 2001 par EDF sur « le facteur humain dans la prévention des risques »

30 mars 2001 : participation à un séminaire de l'IFRI sur « La mondialisation et les suites de Seattle ».

16 mai 2001 : communication à un colloque organisé par la commission féminine du Mouvement européen.

26 juin 2001 : animation du séminaire EDF-GRETS sur le thème : « Internet, la contestation démultipliée »

Participation au 14<sup>ème</sup> colloque interdisciplinaire de Carcassonne, du 5 au 7 juillet 2002, sur « Crise des valeurs et solidarités »

2 juin 2003 : Table ronde à la bibliothèque du Centre Pompidou, thème : « L'Etat face aux corporations et aux droits des individus »

2002-2003 : co-animation avec Martine Barthélémy, Francine Bavay et Cristophe Aguiton d'un séminaire mensuel organisé conjointement par le CEVIPOF et France Télécom sur le thème : « Démocratie et réseaux »

- *Delannoi Gil*

« Contrat social et sûreté », journée d'études, IUFM Versailles.  
30 janvier 2000

« Prudence et précaution », communication au colloque sur « Le principe de précaution », CRDPE, Faculté de Droit et de Science politique, Université de Dijon.  
27-28 avril 2000

Limoges, jeudi 25 janvier 2001  
Conférence « République, nation et particularisme », IUFM de Limoges, 14h.

CERI, nationalisme, libéralisme et pluralisme, 5-6 février 2001  
« The odd and the even : nation and democracy », communication écrite et orale.

Fac-séminaire, IEP de Paris, jeudi 29 mars 2001, « nations et nationalismes d'aujourd'hui » animation avec Alain Dieckhoff.



28 novembre 2001, Institut Fournier, Paris, Communication orale à une table ronde sur le «bio-terrorisme » : « principe de précaution et prévention des catastrophes ».

6-8 décembre 2001, Amiens

Colloque Shakespeare « Le poète et la cité », communication orale « La raison et la dérision d'être César », Université de Picardie.

13 décembre 2001, Paris

Colloque « La démocratie en mouvement », CEVIPOF, Assemblée Nationale, Communication écrite « Points de vue sur la démocratie : quelques paradoxes de l'égalité ».

20 mars 2002 : exposé sur « Eris et philia » dans le cadre du séminaire de Jean-Marie Donégani et Marc Sadoun sur « L'ennemi en politique », DEA Pensée Politique, IEP Paris.

- *Donegani Jean-Marie*

Colloques organisés par l'Institut catholique de Paris en 2000 et 2002

Forum Le Monde-Le Mans de septembre 2002 consacré aux relations entre religion et politique.

Colloque de Sciences Po de novembre 2001 sur l'enseignement des religions à l'école.

DONEGANI J. -M., Colloque Institut catholique de Paris, Théologie et sciences humaines, Communication, "Sociologie et théologie", mars 2000.

Colloque organisé par l'AFSR et l'AFSP en 1999 sur religion et action dans l'espace publique.

- *Faucher Florence*

FAUCHER F., "A Year of Missed Opportunities For Les Verts", CEVIPOF, Janvier, Séminaire franco-britannique sur les partis et les élections, Paris, janvier 2003.

Participation au colloque *Next Generation Europe* du British Council, Taormina, novembre 2002.

Communication sur les élections 2001 en Grande-Bretagne, séminaire du groupe 'Anglophile', Paris, octobre 2002.

Organisation d'un atelier "La 'démocratisation' des partis politiques" lors du Congrès de l'AFSP, Lille, septembre 2002.

Communication dans l'atelier sur "la sociologie des congrès" lors du Congrès de l'AFSP, Lille, septembre 2002.

Organisation du séminaire "*When Parties Prosper*" avec Kay Lawson, juin 2002.

Contribution écrite au colloque Maison Française d'Oxford sur les élections en France, juin 2002.

Contribution au séminaire en ligne *Regards sur les partis de droite en Europe* dirigé par Florence Haegel, janvier 2002.

Communication au colloque du CEVIPOF " La démocratie en mouvement ", Assemblée Nationale, décembre 2001.

Communication au séminaire *Political Parties and Participation*, CEVIPOF, octobre 2001.

- *Grossman Emiliano*

24/25 novembre 2003, « Une génération de réformes des politiques publiques et après ? », *Colloque Politiques et management public*, Strasbourg, ENA

22/23 octobre 2003, « Les solidarités transnationales », Colloque Section d'Etudes Internationales AFSP, Paris

sept. 2002, « Les groupes d'intérêt en France », organisation d'un atelier au Congrès de l'AFSP

- *Groux Guy*

GROUX G., "Des classes moyennes" aux "nouvelles classes". La pluralité des "principes d'action". Journées d'Etudes scientifiques 1999 interdisciplinaires sur les Cadres, Lest, CNRS, Aix-Marseille, décembre 1999, 10 p.

« Savoirs, entreprise et relations sociales », in : « Management des connaissances et ressources humaines », Colloque organisé par le CELSA, Université Paris-IV-Sorbonne, Neuilly-sur-Seine, 6 juin 2000.

« Introduction au débat. Nouvelles stratégies sociales, évolution de la conflictualité, formes émergentes et conséquences pour l'entreprise et pour les salariés », in : « Conflits sociaux et conflits intra-psychiques. La dynamique du conflit dans le développement organisationnel et personnel », 10<sup>ème</sup> Congrès de l'Institut 'Psychanalyse&Management' (en partenariat avec l'Institut 'Réalités du dialogue social'), Groupe HEC-Paris, Jouy-en-Josas, 23 juin 2000.

« La durée du travail : une pluralité d'enjeux ? Introduction au Colloque », in : « L'action publique négociée. Approches à partir des '35 heures'. France-Europe », Association française des sciences politiques (AFSP), Paris, 19-20 octobre 2000.

« Contribution au débat : Évolution des systèmes de relations professionnelles en Europe », in : « Internationalisation de la gestion des ressources humaines ? », 11<sup>ème</sup> Congrès de l'Association francophone de gestion des ressources humaines (AGRH), ESCP-EAP, Paris, 16-17 novembre 2000.

« Des mouvements sociaux post-matérialistes ? », in : Séminaire : « Conflits et mouvements sociaux, aujourd'hui », IUFM, Académie de Créteil, Saint-Denis, 23 janvier 2001.

« Modes de régulation et conflits sociaux : 'ordre public social' et 'normativité sociale ordinaire' », in : Séminaire de DESS : « Gestion des ressources humaines dans le secteur public », Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, 25 juin 2001.

« Mondialisation, politique et mobilisations collectives », in : Séminaire : « Mondialisation : enjeux économiques et politiques », Institut des sciences sociales du travail (ISSTO), Université de Haute-Bretagne-Rennes 2, 29 juin 2001.

« Mobilisations collectives, action publique et régulations », in : Séminaire : « La Théorie de la régulation sociale : apports et limites », Conservatoire national des arts et métiers, Paris, 7-8 septembre 2001, 14 pages.

« Relations professionnelles et démocratie sociale : aperçu historique et évolution actuelle », in : Colloque : « Quelle démocratie sociale dans le monde du travail ? », Institut des sciences sociales du travail, Université de Haute-Bretagne-Rennes 2, 20-21 septembre 2001.

« L'articulation entre la loi et la négociation : quel rôle pour l'État ? », Table-ronde, in : Colloque : « Quelle démocratie sociale dans le monde du travail ? », Institut des sciences sociales du travail, Université de Haute-Bretagne-Rennes 2, 20-21 septembre 2001.

« Conflits du travail et mouvements sociaux : une mise en perspective. Séance introductive », in : Séminaire de recherche : « Le conflit dans les rapports au travail. Une catégorie encore pertinente ? », GIP-MIS (Pôle universitaire de Marne-la-Vallée), Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARÉS), Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Centre d'études de l'emploi, Noisy-le-Grand, 18 octobre 2001.

« Régulations politiques et régulations sociales : approches à partir de l'expérience de pays de l'Union européenne », in : Colloque : « Les nouveaux enjeux des relations franco-hongroises. Mutations, intégration et coopération : approches comparées et interdisciplinaire », Institut Hongrois de Paris, Centre interuniversitaire d'études hongroises (Sorbonne nouvelle-Paris III), Université de Paris IV-Sorbonne, Paris, 7-8 décembre 2001.

« Crise de la démocratie et mouvements sociaux », in : Colloque : « La démocratie en mouvement », Projet majeur du CEVIPOF, Assemblée nationale, Paris, 13 décembre 2001, 13 pages.

« Individualisation dans les relations de travail et pratiques de GRH, aujourd'hui. Éléments de comparaisons entre deux pays méditerranéens, France-Algérie » Colloque : « L'entreprise à l'heure de la GRH ; pratiques réelles et approches théoriques », Faculté des sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales, Université d'Oran, 4-5 mai 2002, (en collaboration avec Mounir Hadj Mouri, ESC-Lille).

« Les RH face au *Business Partner* », Premières journées : Portes ouvertes sur les RH, ESCP-EAP, Paris, 20 juin 2002 (débat avec Bernard Galambaud, Jean-Yves Eglem).

« Une démocratie sociale de plus en plus imparfaite », Journée d'Étude de l'ANVIE (Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche en sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises-CNRS), Paris, 28 novembre 2002.

« Changement social, conflits et régulations », Journée d'Étude : « Sociologie des conflits sociaux », IUFM-Limoges, 24 janvier 2003.

Discutant : « Les cadres : un modèle en mutations » (Olivier Cousin), Séminaire de recherche du CADIS, Maison des sciences de l'homme, Paris, 6 juin 2003.

« Démocratie sociale, démocratie (nécessairement) imparfaite », in : session : Participation directe et représentative : entre démocratie et efficacité, *15<sup>th</sup> Annual Meeting on Socio-Economics*, The SASE (*Society for the Advancement of Socio-Economics*), en coopération avec le Comité de recherche 10 de l'Association internationale de sociologie (Participation, Démocratie dans les organisations et autogestion), Aix-en-Provence, 26-27 juin 2003.

- *Grunberg Gérard*

Colloque organisé par le CHEVS de Sciences-Po sur le septennat de Valéry Giscard d'Estaing au Sénat le 29 janvier 2002 (rapport intitulé « Le 'bon choix ' et la possibilité de l'alternance législative », à paraître en 2003 en France).

Colloque organisé par le CERI de Sciences-Po sur l'élargissement de l'Union européenne, le 12 juin 2003 (texte publié dans un ouvrage à paraître en France en 2004)

Colloque organisé par le CERI de Sciences Po sur « Western and non western perceptions of America in the aftermath of 9/11 ». Communication dans un ouvrage à paraître aux Etats-Unis en 2003.

- *Haegel Florence*

Avril 2003 : intervention au colloque sur « le 21 avril : un an après » à Sciences Po

Janvier 2003 : communication dans le séminaire franco-britannique sur « Les élections en France et en Grande-Bretagne » organisé au CEVIPOF

Septembre 2002 : responsable (avec Sophie Duchesne) d'un atelier au congrès national de l'AFSP à Lille

Juin 2002 : intervention au Fac-séminaire de Sciences Po

Décembre 2001 : communication au colloque du CEVIPOF « La démocratie en mouvement », Assemblée Nationale

Octobre 2000 : communication au colloque « Les partis politiques : quels regards, quelles approches? », Université de Nancy 2.

Octobre 2000 : communication au colloque de l'AFSP « L'action publique négociée. Approches à partir des 35 heures »

- *Jaume Lucien*

Paris, 22-23 juin 2000, Université de Paris II : Sur les origines du contrôle constitutionnel.

Paris, 3-4 novembre 2000, « La souveraineté », coll. international de philosophie politique ( prof. Zarka et Cazzaniga).

Paris, 16-17 novembre 2000, colloque d'historiens sur la Loi de 1901.

Paris, 1<sup>er</sup> décembre 2001, coll. International sur Alain, à la Sorbonne et à Sciences Po.

Paris, 13 déc. 2001 : coll. Projet majeur du CEVIPOF, "La démocratie en mouvement".

Paris, 14-15 déc. 2001, coll. International de philosophes : L'autorité chez Hobbes.

Caen, faculté de droit, 28-29 nov. 2002, coll. sur « La décentralisation en France » (histoire et controverses).

Dijon, faculté de droit, CERPO, 12-13 déc. 2002, coll. international sur "Le droit de résistance à l'oppression".

Paris, Sorbonne, 18 juin 2003, "Parcours du libéralisme français".

Paris, Cour de cassation, 26 sept. 2003, colloque sur le chancelier d'Aguesseau (prof. M.-F. Renoux-Zagamé).

- *Landowski Eric*

4 avril 2001, Limoges, 1<sup>er</sup> congrès de l'Association française de sémiotique (org. J. Fontanille). Table ronde "Questions de méthode", communication: "Régimes de sens et types de métalangages".

6 avril 2001, Limoges, 1<sup>er</sup> congrès de l'Association française de sémiotique, conférence plénière: "*En deça ou au-delà de la stratégie, la présence contagieuse*".

8 février 2002, Paris, Maison de l'Amérique latine, colloque de l'Association latino-américaine de sémiotique, "La mode: identités et représentations" (org. L. Escudero). Table ronde "Entre code et semi-symbolisme", communication: "*La mode ne fait pas signe, elle fait sens*".

21 février 2003, Paris, Maison de l'Amérique latine, colloque de l'Association latino-américaine de sémiotique (org. L. Escudero): animation de la table ronde "La communication politique" et exposé: "*Textes et pratiques*".

- *Lascoumes Pierre*

«L’obligation d’informer comme nouvel instrument d’action publique », Congrès Association française de science politique, Rennes, Septembre 1999

« La lutte contre la corruption, nouvel enjeu dans l’espace public » Congrès Association française de science politique, Rennes, Septembre 1999

« Quand les malades prennent la parole: redistribution de l’expertise en matière de santé », conception et animation d’un atelier, Congrès Association française de science politique, Rennes Septembre 1999

« La précaution un nouveau principe d’action » Laboratoire SET, Université de Pau, Mai 2000

« Michel Foucault et le renouveau de la pensée critique », Centre G. Pompidou, juin 2000

« Gouverner et enfermer », organisation et synthèse, CEVIPOF- CERI, Paris, MSH, juin 2001

« Association, solidarité et territoire », rapport de synthèse, St Etienne, octobre 2001

« Discrimination et forums démocratiques » – Etat et société civile face aux discriminations, CERSA, Paris II, juin 2002

« Une mobilisation internationale ambiguë : la lutte contre les places offshore » - congrès AFSP – table ronde Mondialisation, septembre 2002

« L’Etat au concret ... vingt ans après » – Organisation et introduction générale – MSH Paris, octobre 2002

« De l’expert savant à l’expertise collective » - L’administrateur et l’expert, ENA, Paris, décembre 2002

« Prison modèle/prison d’exception » - Organisation et introduction du colloque – MSH Paris, décembre 2002

« La gouvernementalité selon Michel Foucault », Organiser après Foucault, Ecole des Mines, Paris, décembre 2002

« Le développement durable, vecteur d’innovations politiques », Paris, CERI, octobre 2003

- *Lavabre Marie-Claire*

«Roger Bastide, lecteur de Maurice Halbwachs», in *Maurice Halbwachs. Espaces, mémoires, psychologie collective : la permanence d’interrogations cruciales*, Paris, décembre 2000. Communication écrite. A paraître.

Avec Bernard Pudal, « Les historiens du PCF : mémoire historique/ mémoire biographique », *Les usages politiques du passé*, Université de Paris I, 25-26, septembre 2003.

- *Mayer Nonna*

Journée AFSP sur "Le désengagement militant", 8 juin 2001 (avec Olivier Fillieule, GERMM)

"Démocratie représentative, démocratie participative", journée du CEVIPOF, Assemblée nationale, 13 décembre 2001 (avec G. Grunberg)

Communication « Evolution de l'antisémitisme en France depuis la Seconde guerre mondiale », journée de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, 5 juin 2003

- *Michelat Guy*

MICHELAT G., GREMY J.P., "Fear of risk scales. Some findings and a proposal", Communication à la Conférence annuelle de World Association for Public Opinion Research, Paris, 3-5 septembre 1999, 12 p. multigr.

Communication avec Janine MOSSUZ-LAVAU, « Le refus du plaisir : Intégration au catholicisme et comportements sexuels » au Colloque de l'Association française de sciences sociales des religions (Paris, IRESCO) sur *Religion et sexualité* (février 2002), qui réunissait des sociologues, des historiens, des anthropologues et des psychanalystes.

Participation à une table ronde d'une journée « Recherches en sciences sociales sur la sexualité », (INED, 28 février 2003).

Participation au réseau thématique « Recherches en sciences sociales sur la sexualité - Les normes de la sexualité à l'époque contemporaine » de l'Association française de sociologie. Préparation d'une communication sur ce thème pour le premier congrès de l'Association française de sociologie (Villetaneuse, 24-27 février 2003).

- *Mossuz Lavau Janine*

5 novembre 1999, communication sur « Une politique de réduction des risques sexuels pour les femmes en situation de précarité », au colloque franco-brésilien organisé à la Maison des Sciences de l'homme à Paris « Sexualité, normes et contrôle social ».

MOSSUZ-LAVAU J., "Le débat sur l'IVG à l'automne 2000" in *Avortement, droit de choisir et santé*, Actes du Colloque organisé au Sénat par Prochoix le 5 janvier 2001, Paris, Prochoix Editions, 2001, pp. 43-59.

25 juin 2001, communication sur « Les débats autour de la nouvelle loi sur l'IVG (2000-2001) » dans la table ronde « Sexualité et politique » dirigée par le Dr Pierre Simon, au Congrès mondial de sexologie, à Paris.

20 octobre 2001, communication sur les femmes dans la société française, au colloque « France et Inde au XXI ème siècle » organisé à l'IEP de Paris par le CERI et la *Revue des Deux Mondes*, sous l'égide du Forum d'initiative franco-indien.

4 et 5 février 2002, participation au Colloque de l'Association française de sciences sociales à Paris, sur « Sexualité et religion ». Communication sur « Sexualité et religion : le cas des femmes musulmanes en France » et, en collaboration avec Guy Michelat, sur « Comportements sexuels et intégration au catholicisme ».

21 juin 2002, communication sur « Les discriminations à l'égard des femmes », à la Journée d'étude « Etat et société civile face aux discriminations » organisée à Paris II par le CERSA (Centre d'études et de recherche de science administrative) et le CREDOF (Centre de recherche et d'études sur les droits fondamentaux), sous la direction de Daniel Borrillo.

4 octobre 2002, lors du Congrès annuel de gynécologie qui s'est tenu à Tarbes, deux communications l'une dans une table-ronde consacrée aux « autres sexualités », l'autre lors du débat public en soirée, intitulé « Désir/Plaisir ».

28 Février 2003. Participation à la journée scientifique « Recherches en sciences sociales sur la sexualité » organisée à l'INED. Communication sur les travaux sur les politiques de la sexualité (définitions, méthodologie, choix de l'objet) dans la table ronde sur « L'organisation sociale de la sexualité » animée par Alain Giami.

- *Muller Pierre*

“Politiques publiques et effets d'information, l'apport des approches cognitives”, communication au VIème congrès de l'Association française de science politique, table ronde *les effets d'information (Imobilisations, préférences, agendas)*, Rennes, 28, 28,30 Sep., 1er oct. 1999.

“La construction de l'agenda européen” communication au séminaire international *Faut-il compter sur l'Europe ? Perspectives comparées sur l'investissmeent européen*, CNRS (programme “l'identité européenne en questions”) et CRAPS, Lille 19-20 novembre 1999.

- *Muxel Anne*

Journée d'études de l'INED « *Outils de recherche sur la famille* » le 17 mars 2000 sur le thème : *Famille, lien social, lien politique*. Organisation de la journée et présentation d'une communication: « La filiation politique en questions ».

Colloque organisé par l'Université de Toulon et du Var-Faculté des Lettres et Sciences Humaines, *Mémoire et écriture*, à Toulon, les 12 et 13 mai 2000. Communication présentée : « Temps, mémoire et transmission ».

Colloque organisé par le GERME, Groupe d'Etudes et de Recherche sur les Mouvements Etudiants, *Génération étudiantes, générations militantes*, à Paris, les 16 et 17 juin 2000. Discutante et modératrice des débats.

Colloque organisé par l'IFOREP, Les jeunes : changements sociaux, histoire collective, à Paris, le jeudi 20 septembre. Responsable de l'atelier : les jeunes et l'engagement social.



Congrès de l'Association Française de Science Politique, 18-21 septembre 2002, organisation d'un atelier en collaboration avec Daniel Gaxie, « Pour une relance des recherches sur la socialisation politique »

Journée d'études organisée par le CEVIPOF et le Ministère de l'Intérieur, Paris, le 20 janvier 2003, Communication présentée : La participation politique des jeunes aux élections du printemps 2002

Séminaire organisé par CRAPUL, Institut d'études politiques et internationales, Université de Lausanne, Communication présentée : Discussion autour d'un renouvellement des études de socialisation politique. Conceptualisations et protocoles de recherche.

Colloque de l'Institut d'Etudes Politiques, Que reste-t-il du 21 avril ?, organisé à Paris le 25 avril 2003, Communication présentée : Les jeunes présents/absents.

- *Palier Bruno*

14/11/2002 : « Mondialisation et réformes des politiques sociales : questions de recherche pour une analyse du rôle des organisations internationales », *Colloque PMP* : « l'action publique face à la mondialisation », ENA, Paris.

19/09/2002: « L'Europe et les politiques sociales : vers une harmonisation cognitive et normative des réponses nationales », avec Christelle Mandin, intervention dans la table ronde : « L'institutionnalisation de l'Europe » organisée par Renaud Dehousse et Yves Surel, VII<sup>e</sup> *Congrès de l'AFSP*, Lille

20/03/2003 : « Circulation des idées et dynamiques des réformes des systèmes de protection sociale » intervention dans le colloque « La protection sociale dans une Europe en voie d'élargissement », organisé par la Mire, Paris.

09/11/2002 : « Ruptures et continuités dans les politiques publiques en 1945 : Le cas de la Sécurité sociale ». Intervention pour le séminaire « Ruptures et continuités dans les politiques publiques en 1945 » organisé par Patrick Weil, Centre d'Histoire sociale du 20<sup>ème</sup> siècle.

21/10/2002 : « Comprendre les transformations des systèmes de protection sociale bismarckiens », Université libre de Bruxelles, séminaire « politiques sociales européennes » organisé par Pascale Vielle et Philippe Pochet.

04/10/2002 : « Territoire et architecture de la protection sociale », intervention pour l'Université des Caisses d'Allocations Familiales », Caen.

24/09/2002: « Politiques sociales et intégration européenne », université d'été de Paris-Dauphine organisées par Dominique Dammame.

PALIER B. (avec Pierre Muller), "Questions de méthode pour l'analyse des politiques publiques", séminaire du pôle action publique du CEVIPOF, Paris, 2002-2003.

PALIER B. (organisateur du FacSem), "Les tendances du capital social et de la démocratie aux Etats-Unis et en Europe", Sciences Po Paris, 13/01/2003.

- *Platone François*

Communication sur « Les enquêtes du CEVIPOF sur les communistes français, 1979-1999 au séminaire de recherche *Territoires et militants communistes: approches plurielles et comparées* (UPRESA 8058), le 27 février 2001.

Préparation, en collaboration avec Catherine LECLERCQ, d'une communication sur "*Les évolutions récentes du Parti communiste français*" pour la réunion de la Mediterranean Studies Association (panel: "Crisis, Change and Survival of Southern European Parties"), à Aix-en-Provence, 22-26 mai 2001 (conférencier invité, communication présentée par Catherine LECLERCQ).

- *Racine Nicole*

RACINE N., "L'action européenne des Pen Clubs après 1945", *Les intellectuels et l'Europe*, Presses de l'Université de Paris VII, 2000.

RACINE N., "Jean-Richard Bloch (1939-1941) ou les épreuves de la fidélité", Jean-Richard Bloch, *Entre la pensée et l'action*, Paris, Editions de la Bibliothèque Nationale de France, 2000.

- *Rey Henri*

Colloque du Cevipof sur « La démocratie en mutation », 13 décembre 2001

Journée d'étude sur les élections municipales de 2001 de L'Association Française de Science Politique

Journée d'étude de la Délégation interministérielle à la ville sur « la démocratie dans la ville », 25 octobre 2001

Animation du séminaire du CEVIPOF sur les banlieues dont les thèmes ont été :

En 2000-2001 : « l'encadrement politique, partis et municipalités », en 2001-2002 « démocratie participative et politique de la ville » et en 2002-2003 « assiste-t-on à la fin du communisme municipal ? ».

- *Rouban Luc*

"Les grands changements du modèles d'action publique et les étapes des politiques de modernisation", communication au séminaire Franco-Coréen d'administration publique comparée, "La réforme de l'Etat en France et en Corée", 29 juin 2000, Paris.

"L'action publique à la recherche d'un nouvel ordre institutionnel", communication au colloque "L'action publique négociée - autour des 35 heures", Paris, AFSP, 19 et 20 octobre 2000.

“ Les hauts fonctionnaires sous la Cinquième République : idées reçues et perspectives analytiques ”, communication au Congrès de l’Association française de science politique, Lille, 28 septembre 2002.

“ Les préfets de la Quatrième République ou les limites de la République administrative ”, journée d’étude de l’IHTP, Servir l’Etat XIX<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècles, Paris, 10 octobre 2002.

“ Le nouveau rôle de l’État ”, communication au colloque “ Quel avenir pour la fonction publique ? ”, ENA-Cahiers de la Fonction Publique, Paris, 28 novembre 2002.

“ Les inspecteurs des Finances entre public et privé ”, communication à la journée franco-italienne “ Les élites administratives en France et en Italie ”, CERSA, Paris II, 25 avril 2003.

- *Sadoun Marc*

Colloque du CEVIPOF sur la démocratie représentative

- *Schweisguth Etienne*

Participation aux rencontres de la Maison d’Oxford, Paris, juin 2003

- *Sineau Mariette*

Montpellier, 30 mars 2002, Conférence nationale organisée par l’Assemblée des Femmes du Languedoc-Roussillon (en collaboration avec l’Université de Montpellier III, l’UNESCO et l’Union Interparlementaire) sur le thème : « Femmes 2002. Objectif Egalité. Pour décider, travailler et vivre ». Titre de la communication : « Les institutions de la Cinquième République : vecteur d’inégalité politique entre les sexes ? ».

Brest, 26-28 septembre 2002, Journées d’études « Femmes élues » organisées par l’association « Rien sans elles » (sous la présidence de Marie Jacq), Faculté Victor Segalen. Titre de la communication : « L’impossible féminisation de l’Assemblée nationale : lieu symbolique du pouvoir républicain ».

Toulouse, 21 mars 2003, Conférence régionale des femmes de Midi-Pyrénées. « Politique, travail, vie quotidienne : objectif égalité » (en collaboration avec l’UNESCO et l’Union interparlementaire). Titre de la communication : « Des partis et des femmes sous la Ve République. Machines à exclure ou agents propagateurs de la démocratie paritaire ? ».

Strasbourg, 16-17 septembre 2003, Conseil de l’Europe, Séminaire sur la participation des jeunes femmes à la vie politique. Titre de la communication : « Allocution-clé sur les mesures du Conseil de l’Europe pour encourager la participation des femmes à la vie politique ».

- *Subileau Françoise*

SUBILEAU F., "Le parti socialiste et la laïcité, Enquêtes auprès des militants", VI<sup>ème</sup> congrès de l'AFSP, Table-ronde n° 1, Le modèle français de laïcité. Rennes, 28 septembre-1<sup>er</sup> octobre 1999, 17 p.

SUBILEAU F., "Les facteurs de la participation électorale en France et aux Etats-Unis", Colloque le fédéralisme européen et ses implications pour l'Europe, CERI, 10-11 décembre 1998, 18 p.

- *Tiberj Vincent*

« Les effets candidats dans les présidentielles américaines et françaises », séminaire interne du CEVIPOF, 2003.

« La psychologie politique américaine : vers le modèle de l'électeur raisonnant », séminaire « science politique et sciences cognitives » organisé par Jean-Louis Marie, IEP de Grenoble, 2003.

« Les effets de *framing* dans les enquêtes d'opinion », séminaire de DEA de Jacques Gerstlé, 2003.

« Les logiques positives et négatives du repérage politique », Séminaire Raisons et sentiments, animée par Richard Balme et Florence Haegel, 2002

Participation au séminaire « sécurité et société » organisé par Sébastien Roché

Participation au réseau européen EUYOUNPART (atelier de Vienne, juillet 2003 et rédaction d'un rapport de recherche)

- *Vedel Thierry*

“ Du service public au service universel : le cas des télécommunications ”, *Communication lors de la journée d'étude Le service public en devenir*, CEVIPOF, Paris, 17 septembre 1999.

« Les stratégies d'accès aux médias: une contribution à l'étude de l'agenda », *Communication au VI<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française de science politique*, Table Ronde Les effets d'information (Mobilisations, préférences, agendas), Rennes, 28 septembre-1<sup>er</sup> octobre 1999.

“ Les enjeux de la régulation de l'internet : décalages culturels et décalages générationnels”, *Communication au Séminaire international Les enjeux juridiques de la société de l'information*, Session plénière : Les notions de régulation – Acteurs, concepts et méthodologies. Ministère des affaires étrangères et Fondation nationale des sciences politiques. Paris, 14 et 15 décembre 2000.

“La gouvernance de l’internet : quatre modèles”, *Journée annuelle du chapitre français de l’Internet Society*, Autrans 12 janvier 2001.

“ The idea of electronic democracy : exaggerated hopes, unrealistic visions ?”, Communication au *Colloque Politics for a New Millenium, 3eme colloque dans la série des colloques organises par le CNRS sur Global Democracies*, Paris, CNRS, 8-9 mars 2001.

“Allons-nous devenir des citoyens électroniques ? Réflexions sur la citoyenneté dans une société de l’information”. Colloque du CREIS, *Téléservices publics, usages et citoyenneté*. Paris 28 mars 2001.

“L’idée de démocratie électronique : origines, visions, questions”. Communication au *Colloque du CEVIPOF sur La démocratie en mouvement*. Paris, Assemblée nationale, 13 décembre 2001.

Rapporteur de l’atelier “Internet et l’espace public”, *Journée d’étude la Société française des sciences de l’information et de la communication (SFSIC) sur Espace public et identités*. Université de Paris XIII, 31 janvier 2002

“Internet dans la campagne électorale”, *3eme Forum mondial de la démocratie électronique*. Issy-les-Moulineaux, 11-12 avril 2002.

“La net-campagne présidentielle française de 2002 : bilan et perspectives”. *Rencontre du CEVIPOF et de l’Observatoire de la net-campagne*. Paris, IEP de Paris, 23 mai 2002.

“L’administration électronique: gouverner mieux et moins cher?”, *Séminaire du groupe Action publique du CEVIPOF*, Paris, 24 mai 2002.

“Les collectivités territoriales et l’internet”. Communication au *Colloque Communication publique et nouveaux médias : Internet et alors ?, Centre d’études comparées en communication politique et publique (Céccopop)*, Université de Paris XII, 7 juin 2002.

“Le vote électronique dans les collectivités locales”, *Journée d’étude sur La démocratie électronique locale, Programme de la Société de l’Information du CNRS, Figures du citoyen-internaute dans l’espace local*. Paris 26 juin 2002.

“Internet et le débat public : potentialités et difficultés”. Communication aux *Premières matinées de l’AFACP, Débat public et concertation : l’illusion démocratique ?* Paris, IEP de Paris, 12 septembre 2002.

“L’Union européenne et la e-democracy de 1993 à 2003”, *Conférence invitée au Centre des études européennes de Strasbourg*, Strasbourg, 19 novembre 2002.

“Etat des problématiques et travaux sur la démocratie électronique”, *Journée du RTP CNRS Droit & Systemes d’information*, Paris, 17 janvier 2003.

- *Verdès-Leroux Jeannine*

La réception de l'Homme révolté, *Pour le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'Homme révolté*, Colloque organisé par "Autour du Centre Albert Camus", Aix-en Provence, 26 octobre 2001.

La littérature vue par Action, *L'Année 1945*, colloque organisé par M.Murat et E. A. Hubert, Sorbonne, 24-26 janvier 2002.

La réalité et les images des colons, *Cinéma et Histoire : les représentations de la terre algérienne*, Colloque organisé par l'institut Jean Vigo, Perpignan, 16-19 janvier 2003.

La fascination des intellectuels pour la révolution, *Cuba, actualité et perspectives de l'après Castro*, Journée d'études organisée par le CERI, 27 juin 2003

- *Viard Jean*

Novembre 1999 : Conseil national des transports, journée tourisme

Mai 2000 : Institut d'études politiques de Grenoble, cinquième entretien de l'IEP

Octobre 2000 : Congrès national FNOTSI, Toulouse

Décembre 2000 : Séminaire de prospective urbaine sur le thème centre-périphérie, CERTU, Paris

Janvier 2001 : Séminaire communication, Le temps des cités politiques, Club Demeter, Paris

Juin 2001 : Colloque Vivre la réduction du temps de travail, CFDT Nord-Pas-de-Calais, Villeneuve d'Ascq

Juin 2001 : Colloque Coopératives agricoles dauphinoises sur le thème Agriculture, médias et société : avec quels yeux nous regarde-t-on ?, St-Romain en Gal

Juillet 2001 : Journées d'étude Les services en milieu rural , UNMFREO, Paris

Septembre 2001 : Colloque de Cerisy, Modernité- la nouvelle carte du temps

Octobre 2001 : Colloque "Les temps libres" Comment les temps vacants modifient les rapports sociaux, Angers

Octobre 2001 : Rencontres Ecopole : entreprise, territoires et environnement, Nantes

Février 2002 : 2<sup>e</sup> conférence des villes, Association des maires des grandes villes de France, L'urbanité : quelles nouvelles solidarités.

Mars 2002 : Colloque ANCV, Bilan de 20 ans de chèques vacances et du tourisme social

Septembre 2002 : Séminaire prospective info, DATAR, Temps libres et dynamiques spatiales autour du groupe de prospective que je préside à la Datar, Paris

Septembre 2002 : Les rencontres de Noriac, La pensée de l'autre, Limoges

Octobre 2002 : 24e congrès national OTSI, L'accueil en évolution, Tours

Octobre 2002 : Séminaire IAAT/CRPM, l'économie maritime atlantique, Poitiers

Octobre 2002 : 33<sup>e</sup> congrès national UNSFA, des bonheurs d'architectures pour tous, Dijon

Octobre 2002 : Les entretiens du Pradel, Penser la terre dans la France d'aujourd'hui, actes à paraître

Novembre 2002 : Ville de Villeurbanne, 35 heures, le sacre du temps libre

Novembre/Décembre 2002 : 28e Congrès Selectour, Le consommateur mutant.

Janvier 2003 : Rencontres Place publique, Art, Censure et Démocratie, Marseille

Mai 2003 : Congrès SICVERL, Les raisons du succès des véhicules de loisirs en Europe, Nice

Mai 2003 : Les journées du tourisme rural, colloque, Digne

## II.2.5. CONFERENCES INVITEES

- D'octobre 1999 à octobre 2003, les chercheurs du CEVIPOF ont réalisé **plus de 170 conférences invitées**, partout dans le monde.
- Environ 1 conférence sur 2 a eu lieu en Europe.
- Environ 1 conférence sur 4 a eu lieu aux Etats-Unis ou au Canada.

- *Capdevielle Jacques*

Novembre 2002 : séjour au Japon. Conférences sur la situation politique française et sur le mouvement altermondialiste en France à la Maison française de Tokyo et dans les universités de Tokyo, Kyoto et Kobé.

20 et 21 juin 2003 : participation à un colloque international sur le mouvement altermondialiste, organisé par l'Institut des langues romanes de l'Université Goethe, à Francfort.

- *Cayrol Roland*

Participation à de nombreux colloques et séminaires sur les thèmes de recherches (voir fiche individuelle). Notamment, à partir des données sur l'élection présidentielle française de 2002, à la Brookings Institution de Washington, à New York University et à l'Université d'Oxford, ou, sur le rôle des médias dans la transition démocratique, aux Universités de Rabat et d'Alger en 2003.

L'accent a été mis sur les relations avec le monde anglo-saxon – Etats-Unis, Grande-Bretagne – et l'Afrique du Nord – Maroc, Algérie).

- *Cohen Elie*

Conférence Europe-USA Perspectives transatlantiques

Colloque France-Princeton

- *Costa Lascoux Jacqueline*

Intervention dans vingt et un colloques français et internationaux.



- *Delannoi Gil*

Octobre 2000 : séjour à l'université de Montréal (conférences).

« L'idée de Patrie », conférence puis discussion avec Ernesto Galli de la Loggia, Faculté de Science Politique, Centre culturel français, Milan, 30 novembre 1999.

Communication « Die Mechanismen des nationalen und des nationalistischen Diskurses : die drei Definitionen der Nation und die Ambivalenzen des Wortes Volk. »

Table ronde « Der Diskurs des Nationalismus und des Populismus », Palais Clam-Gallas, Ambassade de France en Autriche, Vienne, 30 novembre 2000.

- *Faucher Florence*

Participation au colloque *Next Generation Europe* du British Council, Taormina.

Communication lors de la première conférence de l'ECPR, Canterbury, septembre 2001.

Direction d'un atelier aux sessions de l'ECPR, Copenhague, avril, 2000.

Communication au congrès de l'IPSA, Québec, août 2000.

- *Grossman Emiliano*

27/28 mars 2003, Congrès bi-annuel de la *European Union Studies Association*, Nashville, USA

28 juin-1<sup>er</sup> juillet 2001, « Multilevel governance : a multidisciplinary perspective », PERC, University of Sheffield

- *Groux Guy*

« Individualisation dans les relations de travail et pratiques de GRH, aujourd'hui. Éléments de comparaisons entre deux pays méditerranéens, France-Algérie » Colloque : « L'entreprise à l'heure de la GRH ; pratiques réelles et approches théoriques », Faculté des sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales, Université d'Oran, 4-5 mai 2002, (en collaboration avec Mounir Hadj Mouri, ESC-Lille).

« Nouvelles régulations et recomposition de l'action collective », Journées d'Étude du CRASC (Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle), Université d'Oran, 13 octobre 2002.

« Conflictualités, sociétés et mouvements sociaux », Journées d'Études du CRASC (Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle), Université d'Oran, 14 octobre 2002.

- *Grunberg Gérard*

Conférences et interventions dans des réunions scientifiques :

Salford University avril 2002

Stanford University juin 2002

Harvard University novembre 2002

Université de Turin, décembre 2002

Université de Mannheim décembre 2002

Barcelone ICPS juin 2003

Université d'Athènes Panteion novembre 2002

Université de Lille Janvier 2003

Paris Sciences Po avril 2003

Oxford MFO janvier 2003

Berlin, Centre Marc Bloch mars 2003

- *Haegel Florence*

septembre 2003: communication à Sofia au colloque « Démocratie, conflit et confiance (publication en bulgare)

septembre 2003: communication à Oxford, colloque « La droite en France et en Italie » (publication dans *French Politics*)

juin 2003 : conférence à Rome, Fondazione Olivetti (publication dans Les Cahiers de la Fondazione Olivetti)

Octobre 1999 : communication (avec Sophie Duchesne) au colloque « European Cities in transformation » organisé par l'EURA (European Urban Research)

- *Jaume Lucien*

Rome, 11-13 novembre 1999, coll. du CHVES et l'Ecole française de Rome : "Les libéralismes en Europe".

Pescia, Italie, 13-15 avril 2000, colloque sur la pensée de Sismondi.

Florence, 23-24 octobre 2000, Institut Universitaire Européen, coll. International "Citizens : a millenium". Actes sous presse (automne 2003, Cambridge University Press).

Florence, 7-9 mars 2002, Septième colloque international de Coppet : le thème du voyage dans le Groupe de Coppet.

Florence, IUE, 17-18 juin 2002, *workshop* sur « Religion et modernité » (prof. Bo Strath et Peter Wagner).

Naples, 19-22 fév. 2003, coll. international sur « Les concepts du lexique politique et juridique européen ».

Naples, *workshop* d'historiens français et italiens, 6-8 mars 2003 : "Honneur antique et vertus bourgeoises" (prof. Mascilli Migliorini).

Riverside (Californie), 16-17 février 2001, coll. International sur Benjamin Constant.

Berlin, Centre Marc-Bloch et CEVIPOF, 5 avril 2002, colloque sur la Ve République.

Salamanque, 2-4 oct. 2002, coll. international sur « Les origines du libéralisme ».

Oxford, Maison française, 29 février 2000.

- *Landowski Eric*

8 mai 2000, Seminario italiano di socio-semiotica, "La spazialità: forme e valori", université de Bologne (org. G. Marrone et I. Pezzini): exposé d'ouverture du séminaire: "*Qualcuno, qualcosa, da qualche parte*".

19 mai 2000, congrès "Semiótica do design" (org. V. Carvalho), Escola Superior de Artes e Design, Porto: exposé d'ouverture du congrès: "*Semiótica e design*".

14 juin 2000, colloque de l'association "Simbolo, conoscenza, società", université de Sienne, "Il contagio e i suoi simboli. Fenomeni di contaminazione nei corpi, nella cultura, nella società" (org. G. Manetti): exposé d'ouverture du colloque: "*Il contagio, un altro regime di senso*" [131].

25 août 2000, São Paulo, journée internationale du Centro de Pesquisas Sociossemióticas (org. A.C. de Oliveira): exposé d'ouverture et communication: "*Semiótica e comunicação*".

26 septembre 2000, São Paulo, journée du Centro de Pesquisas Sociossemióticas (org. A.C. de Oliveira): communication: "*Enunciação e modos de presença*".

6-8 octobre 2000, Castiglioncello, Italie, 28<sup>e</sup> congrès de l'Association italienne de sémiotique, "Forme della testualità" (org. G. Manetti): communication: "*Fare segno, fare senso: regimi di significazione del corpo*" [140].

18-20 mai 2001, Messine, colloque "Tra interpretazione e comunicazione" (org. D. Carzo): communication: "*Al di qua o al di là dei codici, l'emergere del sociale in atto*".

18-22 juin 2001, Mexico et Puebla, congrès "Universos discursivos. En homenaje a N. Jitrik" (org. R. Dorra). Communication: "*Que el objeto puede ser también un sujeto*".

1<sup>er</sup>-6 juillet 2001, Druskininkai, Lithuanie, semaine d'étude du groupe de recherche "Baltos lankos" (org. S. Zukas et K. Nastopka): trois exposés sous le titre général: "*Passions sans nom*".

28-29 août 2001, São Paulo, journée du Centro de Pesquisas Sociossemióticas (org. A.C. de Oliveira): exposé d'ouverture – hommage à Jean-Marie Floch –, et conférence: "*Imitação versus experimentação*".

17 septembre 2001, São Paulo, SESC, congrès “Universal values and the future of society”, sous le patronage de l’Association internationale de sociologie. Table ronde “Information revolution”, communication: “*Estesia e significação*”.

22 septembre 2001, São Paulo, V<sup>e</sup> congrès de l’Association brésilienne de sémiotique (org. I. Machado). Table ronde “Correntes e estatutos”, communication: “*Pontos de encontro entre correntes da semiótica geral*”.

23 novembre 2001, Rome, université “La Sapienza”, giornata di studi “Percorsi della sociosemiotica” (org. I. Pezzini, N. Dusi et P. Fabbri). Communication: “*Due regimi di senso*”. Après-midi, table-ronde: “*Prospettive della sociosemiotica*”.

12-14 décembre 2001, 7<sup>e</sup> colloque du Centro de Pesquisas Sociosemióticas, São Paulo, PUC-SP et USP (org. E. Landowski et A.C. de Oliveira): exposés d’ouverture et de clôture du colloque.

10-13 juillet 2002, congrès de l’Association finlandaise de sémiotique, Imatra (org. E. Tarasti): communication: “*A partir de l’esthésie. De la jonction à l’union*”.

15-17 juillet 2002, université d’Urbino, Centro Internazionale di semiotica e linguistica, colloque “Pensare e dire il rituale” (org. P. Paioni et M. Perniola): communication: “*De la signification du rite, perdue et retrouvée*”.

8-10 novembre 2002, Castiglioncello, Italie, 30<sup>e</sup> congrès de l’Association italienne de sémiotique, “Guerre di segni. Semiotica delle situazioni conflittuali” (org. G. Manetti): communication: “*Confrontation et ajustement: deux régimes de sens, et d’interaction stratégique*”.

8 mai 2003, Bologne, Scuola superiore di studi umanistici (dir. U. Eco), séminaire “Forme e parole della guerra” (org. F. Montanari): communication: “*Interazioni strategiche*”.

8-11 octobre 2003, Araraquara (Brésil), Universidade Estadual Paulista, congrès de l’Association brésilienne de sémiotique, “Percepção e sentido” (org. I. Machado). Conférence: “*Modos de acesso ao sentido*”. Table ronde “Regimes de sentido e regimes de interação”, communication: “*Da junção a união: dois regimes complementares de interação e de significação*”.

30-31 octobre 2003, Rio de Janeiro, P.U.C.-Rio, Programa de pós-graduação em design, 1<sup>o</sup> encontro de semiótica aplicada ao design (org. M.C. Volpi): conférence: “*Das coisas aos objetos : o advir do sentido*”.

- *Lascoumes Pierre*

« La gestion des controverses publiques et la consultation du public » Ecole Polytechnique de Lausanne, Avril 2000

« Autorité, légitimité et efficacité des instruments conventionnels d’action publique », McGill University, octobre 2001

« Repérage et sanction des délits d'initiés boursiers » - Délinquances économiques, quelles sanctions ? – Université de Genève, juillet 2002

« L'Instrumentation de l'action publique – co-organisation avec P. Le Galès, Neufield College, Oxford UK, mars 2003.

« Profanes et associations dans la lutte contre le sida » - Politique du sexe- Université de Genève, mars 2003

- *Lavabre Marie-Claire*

“Usages du passé, souvenirs et recomposition des identités politiques, Introduction aux journées Centre Marc Bloch/ CEFRES, *Comprendre et juger: historiens, juristes, hommes politiques* face au passé communiste, Prague, Octobre 1999.

« Politics of memory and Living memory : problems of post communism in Europe », in *Memory and History: Remembering, forgetting and Forgiving in the Life of the Nation and the Community*, Cap Town, août 2000. Communication écrite.

« Mémoire communiste, mémoires du communisme » in *Histoire et mémoire*, 10<sup>e</sup> anniversaire du collège français de Moscou, Moscou, avril 2001.

« Halbwachs et Freud » in *Passeurs, douaniers, cerbères, la construction de modèles interprétatifs dans les sciences humaines en France et en Allemagne (1870-1945)*, Berlin, juin 2001. Communication écrite.

« Conflits des interprétations et sociologie de la mémoire », Journée nationale des historiens marocains, *Histoire et mémoire*, Rabat, 26 octobre 2001.

« Sociologie de la mémoire et événement traumatique », *Historiographie et mémoire de la guerre civile*, Casa de Velasquez, Madrid, mars 2002. Communication écrite, à paraître.

« Mémoire nationale et mémoire communiste en France », *Histoire et mémoire*, Tunis, avril 2002. Publication envisagée.

« Questions à Pierre Nora », *Lieux de mémoire européens*. Institut historique allemand, Londres, Juillet 2002..

« Halbwachs et la sociologie de la mémoire », in *Mémoire et société. Hommage à Maurice Halbwachs*, Mission historique française, Göttingen, juillet 2003.

« L'histoire du (des) communisme(s) », Centre Marc Bloch, Janvier 2001 (Discutante).

- *Mayer Nonna*

“ Capital social, lien associatif et démocratie en France ”, papier présenté au colloque de la MIRE, “ Actions associatives, solidarités et territoires”, Université de Saint Etienne, 18-19 octobre 2001 (avec C.Hamidi)

“ Social capital, trust and civicsness ”, Colloque EURESCO, Exeter, 18-20 septembre 2001, 22 p. (repris dans un ouvrage collectif dirigé par D.Stolle et M.Hooghe)

“ Capital social, lien associatif et démocratie en France ” (avec C.Hamidi, ibidem)

“ Democracy under pressure ” à la Maison française d’Oxford, journée sur notre enquête “ Attitudes towards Democracy: the 2000 CEVIPOF/Stanford study ”, 2 Mai 2001

Colloque du CEAN , "Voter en Afrique", 7-8 mars 2002, Bordeaux, discussante d'une session

Communication sur « FN et ethnocentrisme en France » au colloque « Ethnicité et politique » (IPSA research committee on ethnicity and nationalism.) (Jean Tournon), Assemblée nationale, 17-18 mai 2003

Panel de l’APSA, The dynamics of public opinion”, communication “The friendly interviewer effect”, Boston, 29 Août-1er septembre 2002 , 17 p.(avec J.Chiche)

“Le Pen’s come back : the 2002 French presidential election”, séminaire franco britannique, Cevipof, 30-31 janvier 2003, 10p.

Participation associative, politique et démocratie en France (GRIS, Rouen, 6 février 2003), colloque « Capital social », 15 p.

Université de Stuttgart chez Oscar Gabriel, “ Lien associatif, capital social et démocratie en France ”, 6 février 2002

- *Mossuz Lavau Janine*

23 avril 1999, communication sur "Citoyenneté et différence sexuelle", au Colloque franco-américain organisé à Chicago par NorthWestern University sur "La citoyenneté en question : France/Amérique. Contested citizenship : french and american perspectives".

18 novembre 1999, communication sur les programmes de prévention de la transmission du VIH chez les femmes, au séminaire régional organisé par le programme Sida franco-brésilien à Salvador de Bahia (Brésil) sur "La transmission mère-enfant du VIH. Stratégies de prévention et de prise en charge chez les femmes et les nouveaux-nés".

9 novembre 2001, communication sur "André Malraux : le mythe culturel dans le cadre planétaire "au Colloque organisé à Rome à l’Université la Sapienza sur "André Malraux entre imaginaire et engagement politique".

Février 2003, mission de deux semaines en Inde. Colloque "Womens's quotas in Urban Local government : a cross national comparison" organisé par le Centre de sciences humaines et l'Institute of Social Sciences. Communication : "Political parity between women and men in France : history and first balance".

Lors de cette même mission, conférences sur la parité à l'Université de Delhi et à l'Université de Pune.

- *Muxel Anne*

Colloque européen organisé par l'Institut des Sciences de la famille, sur le thème *La transmission dans la famille : secrets, fictions et idéaux*, les 26 et 27 mai 2000, à Lyon. Communication présentée : « Temps, mémoire, transmission ».

Colloque international organisé par le Dipartimento di Contabilita Nazionale e Analisi dei Processi Sociali et l'Università di Roma « La Sapienza », sur le thème *I Giovani e la nuova cultura socio-politica in Europa. Tendenze e prospettivo per il nuovo millennio*, les 17 et 18 mai 2000 à Rome. Communication présentée : « Les formes du lien au politique dans le temps de la jeunesse : dans le jeu ou hors du jeu politique ».

Workshop co-organized by the sociological colloquium and the student project de l'Institut für Sozialwissenschaften, Humboldt-Universität zu Berlin, *Cultural Memory and Memory Politics*, le 20 juin 2000 à Berlin. Communication présentée : « Individual and Family Memory ».

Congrès de l'Association canadienne de science politique à Québec, 29 juillet-1<sup>er</sup> août 2000. Discutante du panel 20 « *Socialisation, citoyenneté et lien au politique* ».

Congrès de l'IPSA, 1<sup>er</sup>-5 août 2000, Québec, Organisation du panel SS106 *Socialization, Citizenship and Attitudes Towards Politics/Socialisation, citoyenneté et liens au politique*, et présentation d'une communication : « Socialisation et formes du lien au politique dans le temps de la jeunesse ».

Congrès de l'IPSA, 1<sup>er</sup>-5 août 2000, Québec, discutante du panel SS61 *Socialisation politique et citoyenneté*.

Colloque organisé par l'Università degli studi di Firenze, *Tra le generazioni. I molteplici fili della solidarieta familiare*, les 15 et 16 mars 2001, à Pistoia (Italie). Communication présentée : « Tempo, memoria, trasmissione ».

- *Palier Bruno*

28-30/08/2003 : « Unions as veto players in Welfare reforms in France and Japan », avec Mari Miura, for the APSA 98<sup>th</sup> Annual Meeting, Philadelphia.

23/08/2003 : « Europeanizing Welfare States », contribution au congrès annuel du Research Committee 19 de *l'Association internationale de sociologie*, Toronto.

31/08/2002: "Tracing the Political Processes of Path-Breaking Changes in Social Insurance", Paper for the *APSA* 98<sup>th</sup> Annual Meeting, Boston, 29-31 Aout 2002.

18/05/2002 "From Resistance to Path-Breaking Reforms, The incremental paradigmatic shift of the French Bismarckian Welfare State » Paper presented at the Conference 'Transforming the Democratic Balance among State, Market and Society: Comparative Perspectives on France and the Developed Democracies ' Center for European Studies Harvard University 17-18 May 2002.

04/05/2002, « The politics of Bismarckian welfare state reforms » *Paper for the conference European Welfare States: Dynamics and Patterns of Change. Challenges, Institutions, and Actors*", Sandbjerg Castle, 2-5 May 2002.

06/04/2002, « How can we analyse the process of welfare state reforms In Continental Europe ? » *Paper for the COST A15 second Conference Welfare Reforms for the 21st Century*, Oslo, 5-6 April 2002.

16/03/2002, « The necessity for French governements to negotiate welfare state reforms with the social partners », Paper for the Thirteenth Conference of Europeanists, Chicago, 14-16 March 2002.

30/01/2002 "Tracing the process of path-breaking changes in French social policy.", paper for the Visiting Scholar seminar, Center for European Studies, Harvard University.

04/12/2001 "Pension reform in France, an issue « sans issue »?", paper for the French Study Group, Center for European Studies, Harvard University.

30/11/2001 "Facing pension crisis in France", paper for the conference "Pension Security in the 21st Century: redrawing the public-private divide", organised by N. Whiteside and G Clark, supported by ESRC Future of Governance Programme and Zurich Financial Services London, 30 November 2001.

15/11/2001 "Changing the unchangeable. Patterns of Social Policy Reform in Continental Europe." Paper for the Study Group on Policy Reform in Advanced Industrial Societies, Center for European Studies, Harvard University.

31/08/2001 « How to Characterise the Pattern of Reforms in Bismarckain Welfare systems ? Analytic Framework And Hypotheses », Paper for the *APSA* 97<sup>th</sup> Annual Meeting, San Francisco 30 August – 1<sup>st</sup> September 2001.

12/05/2001 « Europeanising Welfare States:From the Failure of Legislative and Institutional Harmonisation of the Systems to the Cognitive and Normative Harmonisation of the Reforms» Contribution à la conférence 'Ideas, Discourse and European Integration', Center for European Studies Harvard University.

05/03/2001 "Comparing Social Insurance Reforms": présentation au Study Group on Policy Reforms in Advanced Industrial Societies of the Center for European Studies, Harvard University.



31/01/2001 : “ Comparing Social Insurance Reforms in Continental Europe: Analytical Framework and Hypotheses ”, Conférence pour le Max Planck institute de Cologne.

- *Perrineau Pascal*

Centre Marc Bloch à Berlin  
Institute of French Studies à New York  
Middlebury College in Vermont  
Centre français des sciences sociales à Moscou  
Casa Velasquez à Madrid  
Université libre de Bruxelles  
Trinity College à Dublin  
CEFRES à Prague  
MFO à Oxford

- *Platone François*

Invité au workshop « The évolutions of communist and post-communist parties in Western Europe », Barcelone, Institut de Ciències Politiques i Socials, 23-24 novembre 2001. Communication, en collaboration avec Catherine LECLERCQ (et présentée par celle-ci) : « A renovation within crisis : the ‘mutation’ of the French Communist Party ».

Communication sur « Le PCF a-t-il un avenir ? » au French Politics and Society Seminar, Maison française d’Oxford, le 23 mai 2003.

- *Sadoun Marc*

Conférence au Centre culturel français de Budapest

Rapport au colloque sur le libéralisme en France à la Maison française de l’Université de Columbia

- *Schweisguth Etienne*

Tournée de conférences au Japon sur la vie politique française, du 29-5-2002 au 10-6-2002

Conférencier invité au colloque ‘Democracy : new challenges, new horizons’ organisé à Lisbonne en mai 2003 par L’Unidad de Investigacao de Ciencias Sociais.

Participation aux rencontres de la Maison d’Oxford, Paris, juin 2003

- *Sineau Mariette*

Ouagadougou (Burkina-Faso), 7-11 avril 2001, Colloque international sur « Femmes, droit et société. Enjeux et mutations en Afrique à l’aube du 3<sup>e</sup> millénaire » organisé par le secrétariat

d'Etat chargé de la Promotion des Droits de l'Homme, en partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme de Paris, sous le patronage du Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits de l'Homme. Titre de ma communication : « La parité ou comment repenser l'égalité politique en France ».

Ottawa (Canada), 29-30 novembre 2001, Colloque international organisé par le centre de recherche sur Femmes et politique de l'Université d'Ottawa, en partenariat avec l'Ambassade de France et le Directeur général des élections du Canada sur le thème : « L'élection canadienne 2000 et la représentation des femmes : Quels enseignements le Canada peut-il tirer de l'expérience française de la parité ? ». Titre de ma communication : « La réforme paritaire en France : ou comment sortir par le haut d'un blocage politico-institutionnel ».

Palma de Majorque (Espagne), 16 septembre 2002, Conférence organisée par l'Institut Baléar de la Dona, au Collège des avocats. Titre de ma communication : « La parité électorale : l'expérience française »

- *Vedel Thierry*

“European cities and the Internet : Models of local citizenship”, Conférence au colloque *Information Society and Telecommunications Policy in Europe: Recent Changes and New Challenges*, (Programme Europa Mundi: The Construction of Europe, Democracy and Globalization, Facultad de Ciencias Políticas, Universidad de Santiago de Compostela, 12-14 avril 2000.

“Le citoyen dans la société de l'information”, Conférence lors du colloque *Du réel au virtuel. L'individu dans une nouvelle culture de communication*, Inter-Actions, Commission européenne. Luxembourg, 15-16 mai 2000.

“Les recherches françaises sur la société de l'information”. Communication invitée au *Colloque franco-finlandais sur la société de l'information*, Ambassade de France en Finlande, Helsinki, 26 janvier 2001.

“ Les enjeux politiques du développement local des technologies de l'information ”, Conférence pour le *Colloque NTIC, territorialisation et acteur public*. Communauté d'études pour l'aménagement du territoire, Les Diablerets, Suisse. 6 avril 2001.

“Les médias et les campagnes électorales de 2002 en France”, Conférence invitée au *Colloque bi-national Les élections en France et au Brésil en 2002*, Université Catholique de Sao-Paulo (PUC), Sao Paulo, 24 juillet 2002.

“Regulating Information Services in a Multimedia Age. Issues and Perspectives“, *Communication aux 27<sup>th</sup> Joint Sessions of Workshops de l'ECPR, Workshop Regulating Communications in a Multimedia Age*. Mannheim, 26-31 mars 1999. (Egalement co-direction de ce workshop).

« Political communication and the Internet ». *Communication au Workshop Political Communication Research for the Third Millennium, Political Communication Research Committee of IPSA*, Université Laval, Québec, Canada, 27-31Août 1999.

“Developing digital democracy: which role for the public authorities?” Communication au *Congrès mondial de l’AISP*, Québec, Canada, 1-5 août 2000.

“The communications revolution and political communication”, *4th Pan-European International Relations Conference and 1st ECPR General Conference*, University of Kent at Canterbury, 6-10 Septembre 2001.

“Questioning the idea of electronic democracy”, *Colloque Industries culturelles et dialogues dans les civilisations dans les Amériques et Bogues, Globalisme et pluralisme*. Université du Québec à Montréal, Montréal, 22-27 avril 2002.

“E-governance: Prospects, Policies and Problems”, Communication dans le panel *Internet PolicyMaking an E-merging Research. 98eme APSA Annual Meeting Boston*, August 29, 2002.

“Regulating the Internet in a democratic perspective: issues and perspectives”. Communication at the *Final Conference of the COST Action Government and Democracy in the Regulation and Internet*, Bruxelles, 5-7 juin 2003.

## II.2.6. OUVRAGES SCIENTIFIQUES (OU CHAPITRES)

- D'octobre 1999 à octobre 2003, les chercheurs du CEVIPOF ont publié une soixantaine d'ouvrages scientifiques et écrit un ou plusieurs chapitres dans 250 ouvrages environ.
- Plus d'un ouvrage sur 5 (ou chapitre) a été écrit ou traduit en langue étrangère.

- *Balme Richard*

BALME R., en co-direction avec CHABANET D. et WRIGHT V., *L'action collective en Europe*, Presses de Sciences Po, 2000.

BALME R., en co-direction avec FAURE A. et MABILEAU A., *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, 486 p.

- *Barthélémy Martine*

BARTHELEMY M., "Le mouvement associatif concurrent du syndicalisme ? Partenariat, volontariat et salariat, gestion des solidarités", Bérout S., Pernot J.-M. (dir.), *Recomposition du salariat, recomposition du syndicalisme*, Mélanges autour de René Mouriaux, Paris, Editions Syllepse, 2002.

BARTHELEMY M. (avec Subileau F.), "Le militantisme laïc ; deux cas d'école", dans Donégani J.-M., Duchesne S., Haegel F. (dir.), *Aux frontières des attitudes*, Textes en hommage à Guy Michelat, Paris, L'Harmattan, 2002.

BARTHELEMY M., "Parents d'élèves", dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., (dir.), *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

BARTHELEMY M., "La logique d'ouverture de l'école publique, élément de fragilisation de la laïcité française ?" dans BAUDOUIN J., PORTIER P., (dir.), *Le modèle français de laïcité : contestations et renégociations*, Presses universitaires de Rennes, Collection Res Publica, 2001.

BARTHELEMY M., "Les parents d'élèves, militants ou consommateurs ?" dans Andrieu C., Le Béguec G., Tartakowsky D. (dir.), *Associations et champ politique, la loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

BARTHELEMY M., (avec Ion J.), "Penser les associations aujourd'hui", *Actions associatives, solidarités et territoires, Actes du colloque des 18-19 octobre 2001*, Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2001.

BARTHELEMY M., Associations : un nouvel âge de la participation ? Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 286 p.

- *Boy Daniel*

BOY D., de Cheveigné S., Galloux J.-C., *Les biotechnologies en débat*, Balland, 2002.

BOY D., Chiche J., "Paris à contre-courant", chapitre 1, pp. 1 à 31, Laurent A., Dolez B. (dir.), *Le vote des villes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

BOY D., "France", *Green Parties in National Governments*, Muller-Rommel F., Poguntke T. eds, London, Frank Cass, 2002.

BOY D., de Cheveigné S., "Biotechnology : a menace to French food" in Gaskell G., Bauer M., eds, *Biotechnology 1996-2000, the years of controversy*, Science Museum, London, 2002.

BOY D., "Les attitudes du public à l'égard de la science", *L'Etat de l'Opinion 2002*, Sofres, pp. 167-182.

BOY D., "Ecologistes", in P. Perrineau, D. Reynié, *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

BOY D., "Les scores des partis Verts en Europe", *L'environnement, question sociale, dix ans de recherche pour le Ministère de l'environnement*, Boyer M., Herzlich G., Maresca B. dir., Paris, Editions Odile Jacob, 2001, pp. 182-188.

BOY D., "Daniel Cohn-Bendit et les Verts", dans Sofres, *L'état de l'opinion*, Seuil, 2000, p. 81-92.

BOY D., MAYER N., "Cleavage voting and issue voting in France" in LEWIS BECK M., éd., *How France votes ?*, New York, Chatham House, 2000, p. 153-175.

BOY D., *Le progrès en procès*, Paris, Presses de la Renaissance, 1999, 264 p.

BOY D., "La qualité des enquêtes d'intention de vote : le cas régional de 1998", *L'Etat de l'opinion 1999*, Paris, Seuil, p. 237-253.

BOY D., VILLALBA B., "Le dilemme des écologistes : entre stratégie nationale et diversités locales" dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Le vote incertain. Les élections régionales de 1998*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. Chroniques électorales), 1999, p. 143-156.

BOY D., CHICHE J., "La qualité des enquêtes d'intention de vote" dans SOFRES, *L'état de l'opinion*, Seuil, 1999, p. 237-254.

- *Capdevielle Jacques*

CAPDEVIELLE J., "Les services publics: archaïsme ou nécessité ?", MERLANT P., PASSET R., CAPDEVIELLE J., *Modernité du corporatisme*, Presses de Sciences Po, mars 2001, 192 p.

- *Cayrol Roland*

CAYROL R., "L'heure du citoyen" dans PERRINEAU P., BADIE B., dir., *Le citoyen, mélanges offerts à Alain Lancelot*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 229-239.

- *Chiche Jean*

CHICHE J., "Annexes" dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Le vote incertain. Les élections régionales de 1998*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. Chroniques électorales), 1999, p. 273.

- *Cohen Elie*

COHEN E., *L'ordre économique mondial, essai sur les autorités de régulation*, Paris, Fayard 2001.

COHEN E., "Interviewer les élites économiques, épreuves et contre-épreuves" dans COHEN S., *L'Art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999.

- *Costa-Lascoux Jacqueline*

COSTA LASCoux J., *Sans-papiers, l'archaïsme fatal*, La Découverte, 1999 (en coll.).

COSTA-LASCoux J., "L'intégration à la française : une philosophie, des lois" dans *Immigration et intégration. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, Textes à l'appui, 1999, p. 328-340.

- *Delannoi Gil*

DELANNOI G., "Préface à la traduction française du livre de Isaiah Berlin (The Sense of Reality)", *Le sens des réalités*, Editions des Syrtes, 2003, pp. 9-22.

DELANNOI G., "La raison et la dérision d'être César", Textes réunis par GUY-BLANQUET D., *Le Poète dans la cité, de Platon à Shakespeare*, Le Cri, Bruxelles, 2003, pp. 84-96.

DELANNOI G., "Points de vue sur la démocratie et paradoxes de l'égalité", PERRINEAU P., dir., *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, 2003, pp. 15-35.

DELANNOI G., "L'inefficacité de l'idéal cosmopolite", *Rapport à autrui et personne citoyenne*, Ferréol G. (dir.), Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2002, pp. 157-183.

DELANNOI G., Taguieff P.-A. (dir.), *Nationalismes en perspective*, Paris, Berg International, 2001, 412 p.

DELANNOI G., "Nationalisme", dans CORDELLIER S., dir., *Dictionnaire du XX<sup>e</sup> siècle, histoire et géopolitique*, Paris, La Découverte, 2000, pp. 474-476.

DELANNOI G., *Sociologie de la nation*, Paris, Armand Colin, 1999.

DELANNOI G., "Traduire l'imaginaire, transmettre les questions", Textes réunis par MORIN E., *Relier les connaissances*, Paris, Seuil, 1999, pp. 243-254.

- *Donegani Jean-Marie*

DONEGANI J.M., "Catholicisme et critique du vote" in P. Perrineau, D. Reynié, *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

DONEGANI J. -M., Préface à C. Pina, *Voyage au pays des charismatiques*, Paris, Editions de l'Atelier, 2001.

DONEGANI J. -M., "Soziologische Bestimmung der Gegenwart als Chance" in MULLER H. dir., *Den Glauben Vorschlagen in der heutigen Gesellschaft*, Schwabenverlag, 2001, pp. 218-236.

DONEGANI J.-M., "Identités religieuses et pluralité des rapports au monde" dans BRECHON P., DURIEZ B., ION J., dir., *Religion et action dans l'espace public*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 211-224.

DONEGANI J.M., "La désignation sociologique du présent comme chance" dans GAGEY H.J., VILLEPELET D., dir., *Sur la proposition de la foi*, Paris, Editions de l'Atelier, 1999, p. 39-58.

DONEGANI J.M., "Elections épiscopales" in P. Perrineau, D. Reynié, *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

DONEGANI J.M., "Concile" in P. Perrineau, D. Reynié, *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

- *Duchesne Sophie*

DUCHESNE S., "Pratique de l'entretien dit 'non-directif'" in BACHIR M. dir., *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris, PUF/CURAPP, pp. 9-30, 2000.

DUCHESNE S., "Which Family for Which Citizenship ? The Diversity of French Conceptions of the Family and Citizenship" in *The New Citizenship of the Family. Comparative Perspectives*, Henry Cavanna, ed., Ashgate, 2000, pp. 189-201.

DUCHESNE S., HAEGEL F., "Individualisation et identification en situation de communication: la fonction symbolique des pronoms dans des entretiens recueillis aux "4000"" dans NEVEU C., *Espace public et engagement politique*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 151-202.

- *Dupoirier Elisabeth*

DUPOIRIER E., "Vote" in P. Perrineau, D. Reynié, *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

DUPOIRIER E., "Elections régionales" in P. Perrineau, D. Reynié, *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

DUPOIRIER E., "Action publique et sondages: un outil d'aide à la décision ?" in Droesbeke J.-J., Lebart L., dir., *Enquêtes, modèles et applications*, Paris, Dunod, 2001.

DUPOIRIER E., "Les élections régionales du 15 mars 1998 ou l'introuvable espace public régional" dans PERRINEAU P., REYNIE D. dir., *Le vote incertain. Les élections régionales de 1998*, 1999, Presses de Sciences Po, pp. 29-42.

DUPOIRIER E., "Les Français et la formation professionnelle des jeunes : représentations et attentes" dans BERTHET T. dir., *Les régions et la formation professionnelle*, Paris, LGDJ, 1999, pp. 73-82.

- *Faucher Florence*

FAUCHER F., "Brève passion ou engagement durable ? La démocratie interne et le parti conservateur britannique", Pascal Perrineau (dir.), *La démocratie en mouvement*, Editions de l'Aube, 2003, pp. 149-174.

FAUCHER F., "Coming Down To Earth. 2002, A Year of Missed Opportunities For Les Verts ?", John Gaffney (ed.), *Towards the French Sixth Republic ? The Elections of 2002*, Ashgate, 2003.

FAUCHER F., "Les Verts" in *International Encyclopedia Of Environmental Politics*, FRANKLAND G. and BARRY J., eds, London, Routledge, 2001

FAUCHER F., "Daniel Cohn-Bendit" in *International Encyclopedia of Environmental Politics*, FRANKLAND G. and BARRY J. eds, London, Routledge, 2001.

FAUCHER F., "Le système électoral britannique" dans DELWITT P. et DE WAELE J.M. dir., *Le mode de scrutin fait-il l'élection ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, p. 51-71, 2000.

FAUCHER F., *Les habits verts de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 325 p.

FAUCHER F., "L'impossible développement des Verts britanniques" dans DELWITT P., DE WAELE J.M., *Les Partis verts en Europe*, Bruxelles, Editions Complexe, pp. 197-220.



- *Groux Guy*

GROUX G., "Crise de la médiation et mouvements sociaux: vers une démocratie de l'entre-deux ?", Pascal PERRINEAU, dir, *Le désenchantement démocratique*, Éditions de l'Aube, 2003.

GROUX G., "La démocratie sociale : Enjeux historiques et nouvelles régulations". Barreau (Jocelyne), dir. *Quelle démocratie sociale dans le monde du travail ?*, Presses Universitaires de Rennes, 2003.

GROUX G., "L'articulation entre la loi et la négociation : quel rôle pour l'Etat ?", (en coll.). Barreau (Jocelyne), dir. *Quelle démocratie sociale dans le monde du travail ?*, Presses Universitaires de Rennes, 2003.

GROUX G., "Grève" in PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

GROUX G., "Des classes moyennes aux nouvelles classes" in Collectif, *Cadres. La grande rupture*, Paris, La Découverte, Collection Recherches, 2001.

GROUX G., "Culture protestataire et opinion publique" dans PERRINEAU P., BRÉCHON P., GRUNBERG G., Perrineau P., Ysmal C. eds, *Europe at the Polls, The European Elections of 1999*, Palgrave, New-York, 2002, 318 p. (traduction de l'ouvrage paru en France en 2000).

GROUX Guy, "Discours politiques et intérêts polymorphes" in *Representation(s)*, Poitiers, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme et de la société, 2000.

GROUX Guy, "Culture protestataire et opinion publique : un lien ambigu" in Bréchon P., Laurent A., Perrineau P., dir., *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

GROUX G., "L'entreprise publique et la négociation collective: du statut au contrat" dans ROUBAN L., dir., *Le service public en devenir*, Paris, L'Harmattan, collection "Logiques politiques", 2000.

GROUX G., "Entre l'entreprise et l'Etat: les nouveaux systèmes de règles" dans COMMAILLE J., JOBERT B., *Les métamorphoses de la régulation politique*, Paris, LGDJ, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1999, pp. 241-255 (avec AMADIEU J. F.).

- *Grunberg Gérard*

GRUNBERG G. et Muxel A., "Filiation politique familiale et transformations du clivage gauche-droite" in Donégani J.M., Haegel 2002 F., Duchesne S. eds, *Aux frontières des attitudes*. Textes en hommage à Guy Michelat, L'Harmattan, 2002, 15 p.

GRUNBERG G., Mayer N. et Sniderman P. eds, *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Presses de Sciences Po, 2002, 348 p.

GRUNBERG G., "La volatilité électorale" in *Dictionnaire du vote*, PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., PUF, 2001.

GRUNBERG G., "Socialisme" in *Dictionnaire du vote*, PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., PUF, 2001.

GRUNBERG G., "Socialistes" in *Dictionnaire du vote*, PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., PUF 2001.

GRUNBERG G., "Interclassiste" in *Dictionnaire du vote*, PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., PUF 2001.

GRUNBERG G., "D'une élection présidentielle à l'autre : les conditions de la candidature de François Mitterrand en 1981 " in BERSTEIN S., MILZA P., BIANCO J. L., *François Mitterrand, les années du changement 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001, 31-44.

GRUNBERG G., "Sondages et participation politique" dans PERRINEAU P., BADIE B., dir., *Le citoyen, mélanges offerts à Alain Lancelot*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 165-181.

GRUNBERG G., "Why did the right lose ?" in LEWIS-BECK M., dir., *How France votes ?*, Chatham House, 2000, p. 115-129.

- *Haegel Florence*

HAEGEL F., "Consensus/dissensus", Levy (Jacques), Lussault (Michel), *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace social*, Belin, 2003.

HAEGEL F., "Doté/démuni, exclus/inclus", Levy (Jacques), Lussault (Michel), *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace social*, Belin, 2003.

HAEGEL F., "Enquête", Levy (Jacques), Lussault (Michel), *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace social*, Belin, 2003.

HAEGEL F., "Entretien directif, semi-directif, non directif", Levy (Jacques), Lussault (Michel), *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace social*, Belin, 2003.

HAEGEL F., "Sondage", Levy (Jacques), Lussault (Michel), *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace social*, Belin, 2003.

HAEGEL F. (avec Sophie Duchesne), "Politisation et conflictualisation : de la compétence à l'implication", Perrineau (Pascal), dir., *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, 2003.

HAEGEL F., Donegani J.-M., Duchesne S., dir., "Aux frontières des attitudes", *Textes en hommage à Guy Michelat*, Paris, L'Harmattan, 2002.

HAEGEL F. avec Chiche L., "Les connaissances politiques" in Grunberg G., Mayer N., Sniderman P., *La démocratie à l'épreuve*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

HAEGEL F., avec Chiche J. et Tiberj V., "La fragmentation partisane" in Grunberg G., Mayer N., Sniderman P., *La démocratie à l'épreuve*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

HAEGEL F., avec Donegani J.-M. et Duchesne S., "Sur l'interprétation des entretiens de recherche" in Donegani J.-M., Duchesne S., Haegel F., dir., *Aux frontières des attitudes*, Paris, L'Harmattan, 2002.

HAEGEL F., "Stigmatisation", Levy J., Lussault M., *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace social*, Paris, Belin, 2002.

HAEGEL F., Duchesne S., dir., *Espaces Temps "Repérages du politique"*, 76/77, 2001.

HAEGEL F., "Identification" in P. Perrineau, D. Reynié, *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

HAEGEL F., "Devenir ministre. L'apprentissage de la fonction dans les deux premiers gouvernements de Pierre Mauroy" in *François Mitterrand : les années du changement 1981-1984*, Berstein S., Milza P., Bianco J.-L., Paris, Perrin, 2001, pp. 57-76.

HAEGEL F., "L'expression xénophobe dans une cité de banlieue: le modèle de l'hospitalité dévoyé" in Haegel F., Rey H., Sintomer Y., *La xénophobie en banlieue. Effets et expressions*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 73-89.

HAEGEL F., "A la recherche de la 'densité' des phénomènes organisationnels : l'exemple du RPR" in Andolfatto D., Greffet F., Olivier L., dir., *Les partis politiques. Quelles perspectives?*, Paris, L'harmattan, 2001, pp. 83-98.

HAEGEL F., "L'opposition entre libéralisme et contractualisme. Stratégies, arguments et modes de légitimation de l'UDF et du RPR" in Groux G., dir., *L'action publique négociée. Approches à partir des '35 heures' France-Europe*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 52-81.

HAEGEL F., "The effect of education on the Expression of negative views towards immigrants in France : the Influence of the Republican Model put to test", HAGENDOORN L., Nekuee S. Eds., *Education and racism. A cross national inventory of positive effects of education on ethnic tolerance*, Aldershot, Ashgate, 1999, pp. 33-46.

HAEGEL F., "Les accrédités de l'Hôtel de Ville de Paris pendant le premier mandat de Jacques Chirac : un journalisme administratif. Médias et villes (XVIII<sup>ème</sup>-XX<sup>ème</sup> siècle)", Textes réunis par Christian Delporte, Tours, Publication de l'Université François Rabelais, 1999.

- *Jaume Lucien*

JAUME L. (avec Jacqueline Costa-Lascoux), "La démocratie et le déclin de la confiance, une rupture dans la culture politique", PERRINEAU P., dir., *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, 2003, pp. 67-87.

JAUME L., "Le contrôle de constitutionnalité de la loi a-t-il un sens pour la doctrine française de la Révolution et des premières années du XIX<sup>e</sup> siècle ?", Dominique Chagnollaud, dir.,

*Aux origines du contrôle de constitutionnalité, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Editions Panthéon-Assas, 2003, pp. 17-29.

JAUME L., "Aux origines du libéralisme politique en France", dans D. Salas, dir., *La Justice, une révolution démocratique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001, pp. 165-200 (réédition d'un texte Esprit, 1998).

JAUME L., "Tocqueville et la perspective libérale sur le jury", dans Association française pour l'histoire de la Justice, *La Cour d'assises, Bilan d'un héritage démocratique*, Paris, La Documentation française, 2001, pp. 111-124.

JAUME L., "Robespierre", dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., dirs, *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001, pp. 807-808.

JAUME L., "Une liberté en souffrance: l'association au XIX<sup>e</sup> siècle" in *Associations et champ politique*, ANDRIEU C., LEGEGUEC G., TARTAKOWSKY D., dir., Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, pp. 77-100.

JAUME L., Introduction et notes à : "Benjamin Constant, De la responsabilité des ministres", in *Oeuvres complètes*, Tübingen, Max Niemeyer, t. IX-1, 2001, pp. 415-496.

JAUME L., "Représentation et factions. De la théorie de Hobbes à l'expérience de la Révolution française" in *La représentation et ses crises*, COTTEN J. P., DAMIEN R., TOSEL A., dir., Besançon, Presses Universitaires Franc-Comtoises, 2001, pp. 207-240.

JAUME L., *La liberté et la loi : les origines philosophiques du libéralisme*, Paris, Fayard, septembre 2000, sous presse, 388 p.

JAUME L., "L'Etat jacobin ou le constitutionnalisme en procès" dans *L'Etat moderne, 1715-1848*, sous dir. GOYARD-FABRE S., dir., Librairie philosophique, J. Vrin, 2000, p. 205-226.

JAUME L., "Coppet, creuset du libéralisme comme culture morale" dans JAUME L., dir., *Coppet, creuset de l'esprit libéral*, Paris, Economica et PUAM, 2000, p. 225-239.

JAUME L., "Une liberté redoutée : la presse", dans J. Bart et alii, dirs, *La Constitution du 4 novembre 1848 : l'ambition d'une république démocratique*, Presses Universitaires de Dijon, 2000, pp. 225-236.

JAUME L., "Rousseau e la questione della sovranita", DUSO G. dir., *Il potere. Per la storia della filosofia politica*, Caroci Editore, Rome, 1999, pp. 177-195.

JAUME L., "Necker: examen critique de la Constitution de l'an III", CONAC G. dir. et MACHELON J.P., *La Constitution de l'an III*, Paris, PUF, 1999, pp. 167-182.

- *Landowski Eric*

LANDOWSKI E., Marrone G. éd(s), *La società degli oggetti. Problemi di inter-oggettività*, Rome, Meltemi, 2002, 216 p. version italienne élargie de *La société des objets. Problèmes d'interobjectivité*, Protée, Québec, XXIX, 1, 2001, 216 p.

LANDOWSKI E., FIORIN J.L. (éd(s)), *O gusto da gente, o gosto da coisa*, trad. ital., *Gusti e disgusti. Sociosemiotica del quotidiano*, Turin, Testo e immagine, 2000, 272 p.

LANDOWSKI E., "Diana in vivo" in O. QUEZADA MACCHIAVELLO, *Fronteras de la semiotica*, Mexico-Lima, F.C.E., 1999, p. 237-256.

LANDOWSKI E., "Il tempo intersoggettivo : in difesa del ritardo" in P. BASSO e L. CORRAIN, *Eloquio del senso*, Dialoghi semiotici per Paolo Fabbri, Milano, Costa e Nolan, 1999, p. 278-298.

- *Lascoumes Pierre*

LASCOUMES P., Borrillo D., *Amours égales, le pacs, la gauche et les homosexuels*, La Découverte, 2002.

LASCOUMES P., Le Gales P., "Interest groups and public organization in Europe", in Peters G., Pierre J. (edit), *Handbook of public administration*, Sage, 2002.

LASCOUMES P., "Une mobilisation internationale ambiguë : stigmatisation et normalisation des places offshore", LAROCHE J. (edit), *Mondialisation et gouvernance mondiale*, Presses Universitaires de France, 2003, pp. 175-188.

LASCOUMES P., "Gouverner par les instruments, ou comment s'instrumente l'action publique", LAGROYE J. (edit), *La politisation*, Belin, 2003.

LASCOUMES P., CALLOU M., BARTHE Y., *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, 2001.

LASCOUMES P., "Change and resistance in the fight against corruption", *French politics, culture and society*, 19, 1, 2001, 49-60.

LASCOUMES P., "L'intérêt général en conflit", *L'environnement question sociale*, O. Jacob, 2001, 131-140.

LASCOUMES P., avec CALLOU M. et BARTHE Y., *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*, Le Seuil, 2001.

- *Lavabre Marie-Claire*

LAVABRE M. C., "De la notion de mémoire à la production des mémoires collectives", dans *Les cultures politiques*, CEFAÏ D. (dir.), PUF, 2001.

LAVABRE M. C., "Stalin's Second Death : Memory and Mourning among French Communist Party Activist", in *Symbolic Loss*, Peter Homans (dir.), University Press of Virginia, 2000.

LAVABRE M. C., "Les historiens dans l'espace public", en coll. avec DAMMAME D., *Sociétés contemporaines*, décembre 2000.

- *Le Galès Patrick*

LE GALES, P., "The changing form of the Western state, pressures from within", in J. Hayward, A. Menon, *Governing Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

LE GALES, P., "Interest groups in Western Europe", (avec P. Lascoumes) in J. Pierre, G. Peter, dir., *Handbook of public administration*, Londres, Sage, 2002.

LE GALES, P., "Local government in France : the intercommunal revolution" in B. Denters, L. Rose, dir., *Comparative local government in Europe*, Basingstoke, Palgrave, 2002.

LE GALES, P., "Machine tool in France, the end of a century of failure to build a competitive industry ?" avec N. Gaubert in C. Crouch, P. Le Galès, C. Trigilia, H. Voelzkow, *The governance of local economies in Europe*, Oxford University Press, 2002.

LE GALES P., "Les politiques locales" in CAILLOSSE J., RENARD D., *Villes, droit et politiques publiques*, Paris, LGDJ, 2001.

LE GALES P., Introduction (avec H. Voelzkow), "Governance of Local Economies and the Production of Collective Goods", CROUCH C., LE GALES P., TRIGILIA C., VOELTZKOW H., eds, *The Governance of Regional Economies in Europe*, Oxford, Oxford University Press, march 2001.

LE GALES P., Chapitre 4, (avec Valeria Aniello), "The Governance of Local Economies in France", CROUCH C., LE GALES P., TRIGILIA C., VOELTZKOW H., eds, *The Governance of Regional Economies in Europe*, Oxford, Oxford University Press, march 2001.

LE GALES P., "Conclusion : Local Partnership, Welfare Regimes and Modes of Governance in Europe" (with Mike Geddes) in BENINGTON J., GEDDES M., eds, *Local Partnership and Social Cohesion in Europe*, Londres, Routledge, 2001.

LE GALES P., "Urban Government in Europe", in *Elsevier Encyclopaedia of Social Sciences*, London, Elsevier, 2001.

LE GALES P., "Qu'avons-nous appris de l'action publique ? Perspectives européennes et comparées" dans *Volume pour les quarante ans de Sociologie du Travail*, Paris, Elsevier, 2001.

LE GALES P., "Gouvernement et gouvernance des villes suisses", (avec BORRAZ O.) dans LERESCHE J.-P., (dir.), *La gouvernance des villes suisses*, Paris, Pedone, 2001.

LE GALES P., "Social exclusion and local partnership in France" avec LONCLE P., in BENINGTON J., GEDDES M., dir., *Local partnership and social cohesion in Europe*, Londres, Routledge, 2001.

LE GALES, P., "Est maître des lieux celui qui les organise, the europeanization of regional policy in France" in N. Fligstein, W. Sandholz, A. Stone, (dir.), *The institutionalisation of Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

LE GALES P., "A new phase of the state story in Europe" in NASH K., SCOTT A., dir., *Blackwell companion of political sociology*, Oxford, Blackwell, 2000.

LE GALES P., "Gouvernance", article dans *Le Dictionnaire de Sociologie* de BOUDON R., BESNARD P., CHERKAOUI M. (dir.), 2000 Paris, Nathan.

LE GALES P., "Regions in France, social structures and institutions" in COOKE M., DAVIE G., dir., *Modern France*, London, Routledge, 1999, p. 91-113.

LE GALES P., "Régulation, gouvernance et territoire" dans COMMAILLE J., JOBERT B., dir., *Les métamorphoses de la régulation politique*, Paris, L.G.D.J. Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 7, 1999, p. 203-240.

LE GALES P., *European Cities, social conflicts and governance*, Oxford, Oxford University Press, 2002. Traduit en français. *Le retour des villes européennes ? Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003

LE GALES P., Crouch, C., Le Galès, P., Trigilia, C., Voeltzkow, *The changing governance of local economies in Europe*, Oxford, Oxford University Press, (forthcoming 2004), al. *The changing governance of local economies in Europe*, OUP, 2003

LE GALES P., "Life after the industrial decline in Saint-Etienne Robust SME's, deterritorialisation and the making of a local mode of governance of the mechanics sector", in C.Crouch, and al. *The changing governance of local economies in Europe*, OUP, 2003

LE GALES P., "Local government in France : intercommunal revolution and new forms of governance", (avec O.Borraz), in *Comparing local governance: Trends and Developments*, sous la direction de Bas Denters et Larry Rose, Basingstoke, Palgrave, à paraître 2003

LE GALES P., "The changing form of the Western state, pressures from within", in J.Hayward, A.Menon, *Governing Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

LE GALES P., "Interest groups and public organizations in Europe", avec P.Lascoumes, in G.Peters, J.Pierre, *Handbook of Public Administration*, Londres, Sage, à paraître, 2003

LE GALES P., "Elusive Urban policies in Europe", in Y.Kazepov, "Changing urban europe : poverty, segregation, governance", Oxford, Blackwell, à paraître, 2003

LE GALES P., Entrées « Gouvernement urbain en Europe » et « Gouvernance des territoires », dans J.Lévy, M.Lussault, dir., « Dictionnaire de Géographie », 2003

- *Mayer Nonna*

MAYER N., "Antisémitisme et judéophobie en France en 2002", CNCDH, *La lutte contre le racisme et la xénophobie. 2002*, La Documentation française, 2003, pp. 97-107.

MAYER N., "Democracy in France: Do Associations Matter", Marc Hooghe, Dietlind Stolle eds, *Generating social capital. Civil society and Institutions in Comparative Perspective*, New York/Palgrave, McMilan, 2003, pp. 43-66.

MAYER N., avec Grunberg G. et Sniderman P., *La démocratie à l'épreuve, une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, 349 p.

MAYER N., "Sociologie d'une extrême-droite éclatée" dans SOFRES, *L'Etat de l'opinion 2000*, Paris, Seuil, 2000, p. 93-102.

MAYER N., *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 1999, 379 p.

- *Michelat Guy*

MICHELAT G., "Intégration au catholicisme et attitudes éthico-politiques" dans PERRINEAU P., MICHELAT G., "A franciaak katolikus identitása. Hovatartozások és szocializáció", SZABO I., CSAKO M., A politikai Szocializáció, Valogatás a francia nyelvterület szakirodalmából, Budapest, 1999, pp. 137-161.

- *Mossuz-Lavau Janine*

MOSSUZ-LAVAU J., *La vie sexuelle en France*, Paris, Editions de la Martinière, 2002, 480 p.

MOSSUZ-LAVAU J., "Les femmes et la politique" in Silvera R., Estournes V., *Les femmes, le travail et la société*, Paris, Voix Ouvrière Editions, 2002, pp. 59-89

MOSSUZ-LAVAU J., "Femmes (comportement électoral des)", *Dictionnaire du vote*, PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., Paris, PUF, 2001, pp. 451-454.

MOSSUZ-LAVAU J., "Femmes et politique : il y a loin du vote à l'éligibilité" in LAUFER J., MARRY C., MARUANI M., dir., *Masculin-féminin : questions pour les sciences de l'homme*, Paris, PUF, 2001, pp. 211-228.

MOSSUZ-LAVAU J., "Malraux (ministre)" in de WARESQIEL E., dir., *Politiques culturelles de la France depuis 1959*, Paris, Larousse/Editions du CNRS, 2001, pp. 382-386.

MOSSUZ-LAVAU J., "Citoyenneté et parité" dans PERRINEAU P., BADIE B., dir., *Le citoyen, mélanges offerts à Alain Lancelot*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 253-266.



- *Mouriaux René*

MOURIAUX R., "La transformation de la société dans la pensée de Félicité de Lamennais" dans PELOILLE E. et al. *1848 en perspective*, Nanterre, Cahiers pour l'analyse concrète, 1999, p. 41-54.

MOURIAUX R., "Les causes de mai 1968 : contexte et caractéristiques de l'évènement" dans COHEN M. et al., *Mai 68 et la CGT*, Montreuil, I-CGT-HS, 1999, p. 5-9.

MOURIAUX R., "Retour sur l'usage scientifique des entretiens avec des dirigeants syndicaux" dans COHEN S., dir., *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, p. 235-244.

MOURIAUX R., PERNOT J.M., "Le tabou des relations syndicats-partis en France" dans VAKALOULIS M., dir., *Travail salarié et conflit social*, Paris, PUF, 1999, p. 157-170.

- *Muller Pierre*

MULLER P., *Les politiques publiques*, Paris, PUF 1990, 2<sup>ème</sup> éd. 1994, 3<sup>ème</sup> éd. 1997, 4<sup>ème</sup> éd. 2000, 128 p. (coll. Que sais-je).

MULLER P., "Conclusion" dans THERET et al., dir., *Changement constitutionnel et dynamique de l'innovation*, Paris, L'Harmattan, 2000.

MULLER P., SUREL Y., *L'analyse des politiques publiques*, Paris, Montchrestien (coll. Clefs), 1998, 2<sup>ème</sup> édition 2000, 156 p.

MULLER P., "Interviewer les médiateurs : hauts fonctionnaires et élites professionnelles dans les secteurs de l'agriculture et de l'aéronautique" dans COHEN S., dir., *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, p. 67-84.

- *Muxel Anne*

MUXEL A., "La poussée des abstentions : protestation, malaise, sanction", Perrineau (Pascal), Ysmal (Colette), dir., *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Presses de Sciences Po, 2003.

MUXEL A., "Temps, mémoire, transmission", Léonard (Monique), *Mémoire et écriture*, Honoré Champion, Paris, 2003.

MUXEL A., avec Grunberg G., "La dynamique des générations" in Grunberg G., Mayer N., Sniderman P., *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002.

MUXEL A., *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, janvier 2001, 190 p.

MUXEL A., "Jeunes (comportement électoral selon l'âge)", dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001, pp. 563-565.

MUXEL A., en collaboration avec Cacouault M., *Les jeunes d'Europe du sud et la politique. Une enquête comparative France, Italie, Espagne*, L'Harmattan Paris, 2001.

MUXEL A., "Un universo politico in pezzi. I giovani in cerca di un nuovo repertorio di azioni ? in Ferrari M., dir., *1 giovani a la nuova cultura socio-politica in Europa. Tendenze a prospettivo per il nuovo millenio*, Angeli F., Rome, 2001.

MUXEL A., JAFFRÉ J., "S'abstenir: hors du jeu ou dans le jeu politique ?" dans PERRINEAU P., BRÉCHON P., LAURENT A., dir., *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

MUXEL A., "Az ifjukor politikai moratoriuma", in SZABO I., CSAKO M. (eds), *A politikai Scocializacio*, Budapest, Uj Mandatum, 1999, pp. 100-125.

MUXEL A., "L'incerto legame dei giovani francesi con la politica" dans BETTIN G., dir., *Giovani e democrazia in Europa*, Tomes 1 et 11, Milano, CEDAM, 1999, p. 527-559.

MUXEL A., Les jeunes et la politique, *Encyclopedia Universalis*, 2002.

MUXEL A., "La filiation politique en questions", Delage (Michel), Pedrot (Philippe) (dir), *Lien familial, lien social*, Presses Universitaires de Grenoble, 2003.

- *Palier Bruno*

PALIER B. (avec Christine Erhel), "Les dynamiques de l'Europe sociale et l'Europe de l'emploi à l'heure de la "Méthode Ouverte de Coordination" : persistances et convergences, *Mondialisation et régulation sociale*, actes des 23<sup>èmes</sup> journées de l'Association d'économie sociale, 2003.

PALIER B., "Facing pension crisis in France", WHITESIDE N., CLARKE G. *Pension Security in the 21 st Century : Redrawing the Public-Private Divide*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

PALIER B. (avec Marina Serré), "Moving backwards in OECD direction : OECD position and French social policies", ARMINGEON K., BEYERLER M. (ed), *The OECD and European Welfare States*, Cheltenham, Edward Elgar, 2003.

PALIER B., "Gouverner le changement des politiques de protection sociale", FAVRE P., SCHEMEIL Y., dir, *Etre gouverné, mélanges offerts en l'honneur de Jean Leca*, Presses de Sciences Po, 2003, pp. 163-179.

PALIER B., *La réforme des retraites*, 2003.

PALIER B. (avec Nick Manning), *Global Social Policy sur globalisation/Europeanisation and social welfare*, co-direction du numéro spécial 2, 2003.

PALIER B., "Gouverner la Sécurité sociale, les réformes du système français de protection sociale depuis 1945", Paris, PUF (collection le lien social), 2002.

PALIER B., Coron G., "Changes in the means of financing social expenditure in France since 1945" in de La Porte C., Pochet P. (eds), *Building Social Europe through the Open Method of Co-ordination*, Bruxelles, Peter Lange, pp. 97-136, 2002.

PALIER B., DANIEL C., dir., *La protection sociale en Europe, le temps des réformes*, La Documentation française, mars 2001, 272 p.

PALIER B., "Les différents modèles de protection sociale et leur impact sur les réformes nationales", dans DANIEL C., PALIER B., dir., *La protection sociale en Europe, le temps des réformes*, Paris, La Documentation française, 2001.

PALIER B., "Comparer les réformes en cours, éclairer les débats à venir" (avec Christine Daniel), dans DANIEL C., PALIER B., dir., *La protection sociale en Europe, le temps des réformes*, Paris, La Documentation française, 2001.

PALIER B., *Globalization and European Welfare States : Challenges and Changes*, SYKES R. S., PRIOR P., PALIER B. (eds), London, Macmillan, 2001.

PALIER B., "Reshaping the Social Policy Making Framework : France from the 1980's to 2000", in TAYLOR-GOOBY (ed), *Welfare States Under Pressure*, 2001.

PALIER B., VIOSSAT L.-C. (dir.), *Politiques sociales et mondialisation*, Paris, éditions Futuribles, 2001.

PALIER B., "Beyond Retrenchment : Four Problems in Current Welfare State Research and One Suggestion How to Overcome them" in Clasen J. (ed), *What Future for Social Security ? Debates and Reforms in National and Cross-National Perspective*, The Hague: Kluwer Law International, pp. 105-120, 2001.

PALIER B., VIOSSAT L.-C., "Mondialisation, intégration européenne et politiques sociales : nouveau contexte, nouvelles politiques" in PALIER B., Viossat L.-C. (dir.), *Politiques sociales et mondialisation*, Paris, éditions Futuribles, pp. 7-24, 2001.

PALIER B., SYKES R., "Challenges and changes : Issues and Perspectives in the Analysis of Globalization and the European Welfare States" in Sykes R., PALIER B., PRIOR P. (eds), *Globalization and European Welfare states : challenges and changes*, Londres, Palgrave, pp. 1-16, 2001.

PALIER B., "Un système de protection sociale fondé sur les assurances sociales n'est pas conçu pour lutter contre les inégalités", dans Christine Daniel, Christine Le Clainche (eds), *Réduire les inégalités, quel rôle pour la protection sociale ?*, Paris, Mire-Drees, 2000, pp. 21-31.

PALIER B. avec BONOLI G., "From work to citizenship ? current transformations in the French welfare state", BUSSMAKER J., dir., *Citizen and welfare*, London, Routledge, 1999, pp.42-57.

- *Perrineau Pascal*

PERRINEAU Pascal, dir., *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, 2003, pp. 131-146.

PERRINEAU P., YSMAL C., "Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002", 2003, 445 p.

PERRINEAU P., dir., "Les croisés de la société fermée", *L'Europe des extrêmes droites*, Editions de l'Aube, 2001, 426 p.

PERRINEAU P., "Die faktoren der Wahldynamik des Front national", pp. 186-205 in LOCH Dietmar, HEITMEYER Wilhelm, eds., *Schattenseiten der globalisierung*, Frankfurt, Suhrkamp Verlag, 2001, 536 p.

PERRINEAU P., "Citoyens au-delà de l'Etat" in PERRINEAU P., BADIE B., dir., *Le citoyen, mélanges offerts à Alain Lancelot*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 21-33.

PERRINEAU P., "The Conditions for the Re-emergence of an Extreme-Right Wing in France : the National Front, 1984-1998", pp. 253-270 in Edward J. Arnold, ed., *The Development of the Radical Right in France : From Boulanger to Le Pen*, Houndmills, Macmillan Press, 2000, 288 p.

PERRINEAU P., "Les élections régionales, passé et présent", PERRINEAU P., REYNIE D. dir., *Le vote incertain, Les élections régionales de 1998*, 1999, pp. 17-22.

PERRINEAU P., "L'extrême-droite en Europe", *Universalis 1999*, Encyclopaedia Universalis France, 1999, pp. 240-244.

- *Platone François*

PLATONE F. (avec Daniel Boy, Henri Rey, Françoise Subileau et Colette Ysmal), *C'était la gauche plurielle*, 2003, 190 p.

PLATONE F. (avec Marie-Claire Lavabre), *Que reste-t-il du PCF ?*, 2003, 158 p.

PLATONE F., *Les partis politiques en France*, 2003, 64 p.

PLATONE F., Leclercq C., "The "mutation" of the French Communist Party" in *The Evolution of Communist and Post-communist Parties in Western Europe*, Barcelona, Instituto de Ediciones de la Diputatio de Barcelona, 2002.

- *Racine Nicole*

RACINE N., "L'action européenne des PEN Clubs de 1945 aux années soixante" dans *Les Intellectuels et l'Europe de 1945 à nos jours*, sous la direction de Bachoud A., Cuesta J., Trebitsch M., Actes du Colloque international, Université de Salamanque, 16-17-18 octobre 1997, Paris, Publications universitaires Denis Diderot, 2000, p. 103-120.

RACINE N., "Les arguments des partisans du Général de Gaulle", Fondation Charles de Gaulle - Université de Reims-Champagne-Ardenne, *L'avènement de la V<sup>e</sup> République*, Entre nouveauté et tradition, Paris, Armand Colin, 1999, pp. 346-357.

- *Rey Henri*

REY H., "Les représentations de la démocratie chez des militants du parti socialiste", Pascal Perrineau, dir., *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, 2003.

REY H. (avec Daniel Boy, François Platone, Françoise Subileau et Colette Ysmal), *C'était la gauche plurielle*, 2003, 190 p.

REY H., "La place de la sécurité dans le débat politique" in Mucchielli L., Robert P., *Crime et insécurité, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2002.

REY H. avec Perrineau P., "Classe et comportement politique, retour sur l'électorat ouvrier" in Donégani J.-M., Duchesne S., Haegel F., dir., *Aux frontières des attitudes*, Paris, L'Harmattan, 2002.

REY H., "Le vote ouvrier" in Perrineau P., Reynié D., *Le dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

REY H., "Le vote des banlieues" in Perrineau P., Reynié D., *Le dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

REY H., "La drôle de défaite de la droite francilienne" dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Le vote incertain. Les élections régionales de 1998*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. Chroniques électorales), 1999, p. 187-194.

REY H., MOZERE L., PERALDI M., dir., *Intelligence des banlieues*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube (coll. Territoire).

REY H., "La peur des banlieues" dans DE WITTE P., dir., *Immigration et intégration, L'état des savoirs*, Paris, Editions La Découverte, 1999, p. 274-278.

- *Reynie Dominique*

REYNIÉ D., "Citoyen et marin" dans PERRINEAU P., BADIE B., dir., *Le citoyen, mélanges offerts à Alain Lancelot*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 99-114.

REYNIÉ D., "Les Européens face à l'Euro" dans CAUTRES B., REYNIÉ D., dir., *L'opinion européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 1, 2000, p. 17-41.

REYNIÉ D., "A travers le miroir", La perception de la construction européenne et de son évolution par les opinions publiques dans 1999 les Etats membres de l'Union européenne,

avec BIDEGARAY C., RIDEAU J., dir., *La transparence dans l'Union européenne*, Mythe ou principe juridique, Paris, L.G.D.J., 1999, pp. 21-78.

REYNIÉ D., "De la raison d'Etat à la politique démocratique : le gouvernement de l'opinion selon Machiavel et Botero" dans LAZZERI C. et REYNIÉ D. dir., *Politiques de l'intérêt*, 1999, Presses Universitaires Franc-Comtoises, pp. 37-85.

REYNIÉ D., "L'Eurobaromètre et la recherche en science politique" dans BRECHON P., CAUTRES B. dir., *Les enquêtes Eurobaromètres, Analyse comparée des données socio-politiques*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 41-52.

REYNIÉ D., *Politiques de l'intérêt*, LAZZERI C. et REYNIÉ D., dir., Presses Universitaires Franc-Comtoises, 1999, 456 p.

REYNIÉ D., "Mobilisation électorale et mobilisation d'opinion", PERRINEAU P. et REYNIÉ D. dir., *Le vote incertain. Les élections régionales de mars 1998*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. Chroniques électorales, 1999, pp. 71-110.

REYNIÉ D., "Mobilisation électorale et mobilisation d'opinion" dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Le vote incertain. Les élections régionales de 1998*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. Chroniques électorales), 1999, p. 71-110.

- *Rouban Luc*

ROUBAN L., "L'action publique à la recherche de nouveaux ordres institutionnels" dans Groux G., (dir.), *L'action publique négociée*, Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 283-300.

ROUBAN L., *Les fonctionnaires, Le Cavalier bleu*, 2001, 127 p.

ROUBAN L., "L'Etat et les transformations de l'action publique : des politiques de réforme aux nouvelles théories politiques" dans Sedjari A. (dir.), *Quel Etat pour le 21ème siècle ?*, L'Harmattan-Gret, Paris-Rabat, 2001, pp. 91-107.

ROUBAN L., "La culture politique du secteur public" dans PERRINEAU P., BRÉCHON P., LAURENT A., dir., *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

ROUBAN L., *La fonction publique*, traduction en chinois, Paris, La Documentation française, 2000, 78 p.

ROUBAN L., "The Senior Civil Service in France", Edward C. Page, Vincent Wright (dir), *Bureaucratie Elites in Western European 1999 States*, Oxford University Press, Oxford, 1999, pp. 65-89.

ROUBAN L., dir., *Citizens and the New Governance, Beyond New Public Management*, IOS Press, Amsterdam, 1999, 239 p.

- *Rudelle Odile*

RUDELLE O., "Boulangier" in *Dictionnaire du vote*, PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., PUF 2001.

RUDELLE O., "Césarisme" in *Dictionnaire du vote*, PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., PUF, 2001.

RUDELLE O., "Gambetta" in *Dictionnaire du vote*, PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., PUF, 2001

RUDELLE O., "La culture politique de Georges Pompidou", dans Association Georges Pompidou, *Georges Pompidou, politique*, Bibliothèque du Centre Pompidou, 2001.

RUDELLE O., "Le vote du statut de l'Algérie" dans BERSTEIN S., MILZA P., *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

RUDELLE O., "Albert de Broglie et le Correspondant" dans JAUME L., dir., *Coppet, creuset de l'esprit libéral, les idées politiques 2000 et constitutionnelles du groupe de Madame de Staël*, Paris, Economica, PUAM, 2000, p. 199-224.

RUDELLE O., "Mémoire et oubli de la France constitutionnelle" dans *Mélanges Patrice Gélard*, Economica, Aix-Marseille, 2000, p. 127-131.

RUDELLE O., "René Coty; le Constitutionnalisme vaincu, fourvoyé et retrouvé" dans ROTH F., *Les Modérés d'Henri Wallon à René Coty*, Nancy, 2000.

RUDELLE O., "Le discours du Premier ministre", dans POUCKET B., *Le paradoxe de l'Etat éducateur, étude de la loi de décembre 1959*, Université d'Amiens, IUFM, 2000.

RUDELLE O., "La démocratie en France, 1919-1989" dans FRECHET H., *La démocratie aux Etats-Unis et en Europe*, Editions du Temps, 1999.

RUDELLE O., "Le processus historique, 18 juin 1940-15 mai 1958", Fondation Charles de Gaulle, *L'avènement de la V<sup>e</sup> République*, Armand Colin, 1999.

- *Sadoun Marc*

SADOUN M., "Le citoyen en république" dans PERRINEAU P., BADIE B., dir., *Le citoyen, mélanges offerts à Alain Lancelot*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 115-130.

SADOUN M., dir., *La démocratie en France, tome 1 : Idéologies; tome 2 : Limites*, Paris, Gallimard, NRF Essais, 2000.

SADOUN M., "Le parti socialiste dans la résistance" dans GUIDONI P., VERDIER R., dir., *Les socialistes en Résistance*, Paris, Seli Arslan, 1999, p. 21-30.

- *Schweisguth Etienne*

SCHWEISGUTH E., "La dépolitisation en questions", dans Grunberg G., Mayer N., Sniderman P., *La démocratie à l'épreuve*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, pp. 51-86.

SCHWEISGUTH E., "Un nouveau cocktail de valeurs : liberté privée et ordre public", dans Galland O., Roudet B., *Les valeurs des jeunes*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 99-117.

SCHWEISGUTH E., "Liberté, autorité, civisme, trente ans après mai 68", dans BRÉCHON P., dir., *Les valeurs des Français, évolutions 1980-2000*, Paris, Armand Colin, 2000.

SCHWEISGUTH E., "Déclin et recomposition des cultures politiques" dans BERSTEIN S., *Les cultures politiques en France*, Paris, Seuil, 1999, pp. 355-390.

SCHWEISGUTH E., "The myth of neoconservatism" in LEWIS-BECK M., *How France votes ?*, New York, Chatham House, 1999.

- *Sineau Mariette*

SINEAU M., "Droit et démocratie" dans Duby G., Perrot M., *Histoire des femmes en Occident*, réédition actualisée poche Perrin, mars 2002.

SINEAU M., avec Mayer N., "The Front National" in Amesberger H., Halbwayr B., dir., *Rechtsextreme Parteien - eine mögliche Heimat für Frauen ?*, Leske + Budrich, 2002.

SINEAU M., "La parité in politics : From a Radical Idea to a Consensual Reform", Roger Celestin, Eliane Dalmolin and Isabelle de Courtivron, *Beyond French Feminisms. Debates on Women, Politics and Culture in France, 1980-2001*. New York, London : Palgrave/St. Martin Press, 2003, pp. 113-126.

SINEAU M., JENSON J., SINEAU M., eds, *Who Cares ? Women's Work, Childcare, and Welfare State Redesign*, Toronto, University of Toronto Press, 2001.

SINEAU M., *Profession: femme politique. Sexe et pouvoir sous la Cinquième République*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001, 306 p.

SINEAU M., "L'électrice paradoxale" dans PERRINEAU P., BRÉCHON P., LAURENT A., dir., *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

- *Subileau Françoise*

SUBILEAU F., BARTHELEMY M., "Le militantisme laïc : deux cas d'école" in DONEGANI J.-M., DUCHESNE S., HAEGEL F., dir., *Aux frontières des attitudes*, Paris, L'Harmattan, 2002.



SUBILEAU F., "Projet de transformation sociale et conscience de classe : où en sont les militants socialistes ?" in BEROUD S., PERNOT J.-M. dir., *Recomposition du salariat, recomposition du syndicalisme*, Paris, Syllepse, 2002.

SUBILEAU F., "L'abstention", dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

SUBILEAU F., "Les militants socialistes de Saône-et-Loire" dans *Un siècle de socialisme en Saône-et-Loire*, L'Harmattan, 2001.

SUBILEAU F., "Les militants socialistes et la laïcité" dans BAUDOIN J., PORTIER P., dir., *Le modèle français de laïcité*, Presses 2001 universitaires de Rennes, 2001.

SUBILEAU F., "L'abstention" in PERRINEAU P., REYNIÉ D., *Le dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001.

SUBILEAU F., "Les militants socialistes et la laïcité" in BAUDOIN J., PORTIER P., dir., *La laïcité, une valeur d'aujourd'hui ? Contestations et renégociations du modèle français*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001, pp. 171-183.

SUBILEAU F., "Participation électorale" dans HAUDEGAND N., LEFEBURE P., dir., *Dictionnaire des questions politiques*, Paris, Editions de l'Atelier, 2000.

- *Surel Yves*

SUREL Y., MENY Y., *Populismes*, Paris, Fayard, 2000.

SUREL Y., "L'Etat, acteur ou spectateur" dans MOLLIER J.Y., dir., *Où va le livre ?*, Paris, La Dispute, 2000.

- *Taguieff Pierre-André*

TAGUIEFF P.-A., *L'Antisémitisme de plume 1940-1944. Etudes et documents* (sous la direction de P.-A. TAGUIEFF, en collaboration avec Grégoire Kauffmann et Michaël Lenoire), Paris, Berg International, 1999, 618 p. [Prix étudiant du livre politique, 1999].

TAGUIEFF P.-A., "Réflexions sur la question antiraciste : droit, morale et politique", in Philippe Dewitte (dir.), *Immigration et intégration. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1999, p. 407-417.

TAGUIEFF P.-A., Gil DELANNOI, Pierre-André TAGUIEFF (a cura di), *Nazione e nazionalismi*, Trieste, Asterios Delithanassis Editore, 1999 [traduction italienne partielle de *Théories du nationalisme*].

TAGUIEFF P.-A., "Mondialisation marchande et fragmentation ethnonationaliste du monde. La fin de l'optimisme historique", in [collectif], *L'Europe des particularismes régionaux : dérives communautaristes ou intérêts légitimes ?*, Lyon, Mario Mella Édition, 2000, p. 39-55.

TAGUIEFF P-A., *L'Effacement de l'avenir*, Paris, Galilée, 2000, 484 p. [Prix Philippe Habert de science politique, décerné en 2001].

TAGUIEFF P-A., *Die Macht des Vorurteils. Der Rassismus und sein Double*, trad. all. Astrid Geese, Hamburg, Hamburger Edition, 2000, 618 p. L'ouvrage ainsi traduit en allemand est *La Force du préjugé* (Paris, La Découverte, 1988), revu, corrigé et remanié (moyennant la suppression de quelques développements), avec une préface inédite en français.

TAGUIEFF P-A., *Du progrès. Biographie d'une utopie moderne*, Paris, Librio, 2001, 190 p.

TAGUIEFF P-A., *Résister au « bougisme ». Démocratie forte contre mondialisation technomarchande*, Paris, Mille et une nuits/Fayard, 2001, 202 p.

TAGUIEFF P-A., "La « religion du progrès »: origines et avatars d'une représentation critique", in Nicole Pelletier, Jean Mondot et Jean-Marie Valentin (dir.), *L'Allemagne et la crise de la raison. Hommage à Gilbert Merlio*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2001, p. 49-73.

TAGUIEFF P-A., *The Force of Prejudice: On Racism and Its Doubles*, translated and edited by Hassan Melehy, Minneapolis et Londres, The University of Minnesota Press, 2001, coll. « Contradictions of Modernity » (ed. by Craig Calhoun), vol. 13, I-XII/411 p. Traduction américaine de *La Force du préjugé*.

TAGUIEFF P-A., « Populisme, nationalisme, national-populisme. Réflexions critiques sur les approches, les usages et les modèles », p. 303-407. *Nationalismes en perspective* (co-direction avec Gil Delannoi), Paris, Berg International, coll. « Pensée politique et sciences sociales » (dirigée par P.-A. Taguieff), 2001, 416 p.

TAGUIEFF P-A., Préface à: Catherine Bachelard-Jobard, *L'Eugénisme, la science et le droit*, Paris, PUF, 2001 p. IX-XIV.

TAGUIEFF P-A., *La Nouvelle judéophobie*, Paris, Mille et une nuits/Fayard, 2002, 234 p. [3e édition corrigée, février 2002; 5e éd. corrigée, juin 2002 ]

TAGUIEFF P-A., *La Couleur et le sang. Doctrines racistes à la française*, nouvelle édition refondue et largement augmentée, Paris, Mille et une nuits/Fayard, 2002, 347 p.

TAGUIEFF P-A., *L'Illusion populiste. De l'archaïque au médiatique*, Paris, Berg International, 2002, 182 p.

- *Vedel Thierry*

VEDEL T., "Political Communication in the Age of the Internet", Philippe J. Maarek and Gadi Wolfsfeld(eds), *Political Communication in a New Era, A cross-national perspective*, London, Routledge, 2003, pp. 41-56.

VEDEL T., "L'idée de démocratie électronique: origines, visions, questions", PERRINEAU Pascal (dir.), *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, 2003, pp. 243-266.

VEDEL T., "Internet et les pratiques politiques", GINGRAS Anne-Marie (dir), *La communication politique : état des savoirs, enjeux 2003 et perspectives*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 2003, pp. 189-214.

VEDEL T., "Le vote électronique", dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2000.

VEDEL T., "La démocratie électronique" in Hamon F., Passelecq O., dir., *Le référendum en Europe. Bilan et perspectives*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 148-159.

VEDEL T., "Les politiques locales d'Internet : enjeux, stratégies, questions" in Vodoz L. (dir.), *NTIC et territoires. Enjeux territoriaux des nouvelles technologies de l'information et de la communication*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2001, pp. 397-422.

VEDEL T., en coll. avec CATINAT M., "Public policies for digital democracy in the European Union and the United States" in Hacker K., Van Dijk J., eds, *Digital Democracy : Issues of Theory and Practice*, London, Sage, 2000.

VEDEL T., "Vers une démocratie électronique ?", Universalis 2000, Paris, *Encyclopaedia Universalis*, 2000, pp. 196-199.

VEDEL T., en coll. avec SCHNEIDER V., "Franco-german relations in Telecommunications policy" in WEBER D. ed., *The Franco-german relationship in the European Union*, London, Routledge, 1999, p. 75-92.

VEDEL T., "Nouvelles technologies de communication et nouveaux médias" dans BERTRAND C. -J, dir., *Médias. Introduction à la presse, la radio et la télévision*, Paris, Editions Ellipses, 1999, 2<sup>ème</sup> éd., p. 105-128.

- *Verdès-Leroux Jeannine*

VERDES-LEROUX J., *Deconstructing Pierre Bourdieu*, New York, Algora Publishing, 2001.

VERDES-LEROUX J., *Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui*, Fayard, 2001.

- *Viard Jean*

VIARD J., *Au bonheur des campagnes*, avec HERVIEU B., Editions de l'Aube, 2001.

VIARD J., *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, Editions de l'Aube, 2000.

VIARD J., "Région Provence : la gauche d'une très courte tête" dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Le vote incertain. Les élections régionales de 1998*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. Chroniques électorales), 1999, p. 201-213.

- *Ysmal Colette*

YSMAL C., "Face à l'extrême-droite, la droite existe-t-elle ?" dans PERRINEAU P., BRÉCHON.P., LAURENT A., dir., *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

YSMAL C., "Domination des droites et crépuscule de la droite modérée" dans PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Le vote incertain. Les élections régionales de 1998*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. Chroniques électorales), 1999, p. 163-173.

## **II.2.7. OUVRAGES DE VULGARISATION**

- D'octobre 1999 à octobre 2003, les chercheurs du CEVIPOF ont publié une **vingtaine d'ouvrages de vulgarisation** (ou chapitres).

- *Barthélémy Martine*

BARTHELEMY M., "Vie associative, lien social et démocratie" dans *Associations à but non lucratif – 1901-2001 - Cent ans de liberté associative*, Paris, Editions Fischbacher, 2001.

BARTHELEMY M., "Les associations et la démocratie : la singularité française" dans MICHAUD Y. (dir.), *Qu'est-ce que la société ?*, Université de tous les savoirs, volume 3, Paris, Editions Odile Jacob, 2000.

- *Boy Daniel*

BOY D., "Les écologistes dans le champ politique", *L'Environnement, question sociale ; dix ans de recherche pour le Ministère de l'environnement*, Boyer M., Herzlich G., Maresca B., dir., Paris, Editions Odile Jacob, 2001, pp. 175-182.

BOY D., "Les Verts français ont-ils changé ?" dans DELWIT P., DE WAELE J.M., dir., *Les partis verts en Europe*, Editions Complexe, Collection Interventions, 5, 1999.

- *Cayrol Roland*

CAYROL R., "Avant qu'il ne soit trop tard : les Français, l'Etat et le service public", Préface à BRACHET P., dir., dans *L'étatisme à la française*, Editions Publisud, 1999.

- *Cohen Elie*

COHEN E., (en coll. M. Mougeot), *Enchères et gestion publique Cae - DF*, Paris, 2001.

COHEN E., "Gouverner une économie mondialisée" in *L'argent dans le monde*, Paris, Association d'Economie financière, 2001.

- *Costa-Lascoux Jacqueline*

COSTA-LASCOUX J., CHAGNOLLAUD D., *La citoyenneté en actes, Manuel d'Education juridique, civique et sociale*, Paris, éd. Bréal, 2000, 96 p.

COSTA-LASCOUX J., "L'éducation civique peut-elle changer l'école ?" dans *Questions pour l'éducation civique*, co-ord. Par Jean-Pierre Obin, Paris, Hachette Education, 2000, p. 115-133.

- *Faucher Florence*

FAUCHER F., "L'esprit retrouvé de la Cinquième République ?", André Gattolin, François Miquet-Marty (dir.), *La France blessée. Une radioscopie politique*, Denoël, 2003, pp. 111-118.

- *Groux Guy*

GROUX G., "Management des connaissances et relations sociales" in Collectif, *Management des connaissances et ressources humaines*, Neuilly, Publications du CELSA, Ecole des Hautes études en sciences de l'Information et de la communication, 2001.

- *Mossuz-Lavau Janine*

MOSSUZ-LAVAU J., "Quand les mères se taisent" in KNIBIELHER Y., dir., *Maternité, affaire privée, affaire publique*, Paris, Bayard, 2001, pp. 153-169.

MOSSUZ-LAVAU J., "Après tout je n'en sais rien" in LELIEVRE H., dir., *Les femmes, mais qu'est-ce qu'elles veulent*, Paris, Editions Complexe, 2001, pp. 39-48 (Actes du carrefour tenu au Mans en décembre 2000 à partir de la phrase de Simone de Beauvoir: "On ne naît pas femme, on le devient").

MOSSUZ-LAVAU J., "Les parlementaires et la libération sexuelle 1956-1982" dans BARD C., dir., *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, 1999, p. 329-338.

- *Taguieff Pierre-André*

TAGUIEFF P-A., *Le Racisme*, 3e éd. revue et augmentée, Paris, Flammarion, coll. « Dominos », 2001.

- *Vedel Thierry*

VEDEL Thierry, “Nouvelles technologies de communication et nouveaux médias” in BERTRAND Claude-Jean (dir.), *Médias. Introduction à la presse, la radio et la télévision*. Paris: Editions Ellipses, 1999, (2eme édition.), p. 105-128.

VEDEL Thierry, “Internet, un outil pour la démocratie?”, *Etat de la France*, Paris, La découverte, 1999, p. 180-182

VEDEL Thierry, “L’internet et la démocratie”, *Les Cahiers français*, n° 295, mars-avril 2000, p. 25-30

VEDEL Thierry, “Internet. Vers une démocratie électronique?”, in *Universalis 2000*. Paris, Encyclopaedia Universalis, 2000, p. 196-199.

VEDEL Thierry, “La nouvelle économie : de l’euphorie au réalisme”, in *Universalis 2001*. Paris, Encyclopaedia Universalis, 2001, p. 206-209.

VEDEL Thierry, “Mondialisation, inégalités et technologies de l’information et de la communication”. *Les Cahiers français*, n° 305, novembre-décembre 2001, p. 55-60.

VEDEL Thierry, “Internet et ses usages citoyens : espoirs et réalités”, à paraître dans *les Cahiers Français* (Numéro sur la citoyenneté), dans le courant du 4 eme trimestre 2003.

## II.2.8 DIRECTIONS D'OUVRAGES

- D'octobre 1999 à octobre 2003, les chercheurs du CEVIPOF ont coordonné 23 ouvrages collectifs.

COSTA-LASCOUX J., *Pluralité des cultures et dynamiques identitaires*, co-direction. HILY M.A. et VERMES G., Paris, L'Harmattan, 2000, 280 p.

DELANNOI G. (avec Alexis Butin), *Le sens des réalités*, traduction de l'anglais du livre de Isaiah Berlin *The Sense of Reality*, Pimlico, 1997, 2003, 349 p.

DONEGANI J.M., HAEGEL F., DUCHESNE S. dir., *Aux frontières des attitudes*. Textes en hommage à Guy Michelat, L'Harmattan, 2002.

GROUX G., ed. *L'action publique négociée. Approches à partir des "35 heures"*. France-Europe, Paris, L'Harmattan, collection Logiques politiques, 2001.

GROUX G., co-ed., "Cadres: la grande rupture", Paris, La Découverte, collection : *Recherches*, 2001 (avec BOUFFARTIGUES P., GRELON A., LAUFER J., LIVIAN Y. L.).

GRUNBERG G., MAYER N., SNIDERMAN P., *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Presses de Sciences Po, Paris, 2002, 348 p.

HAEGEL Florence, REY Henri, SINTOMER Yves, dir., *La xénophobie en banlieue : effets et expressions*, L'Harmattan, 2001, 227 p.

JAUME L., dir, *Coppet, creuset de l'esprit libéral, les idées politiques et constitutionnelles du groupe de Madame de Staël*, Paris, Economica, PUAM, 2000, 239 p.

LE GALES P., CROUCH C., TRIGILIA C., VOELTZKOW H., eds, *The Governance of Regional Economies in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

PALIER B., DANIEL C., dir., *La protection sociale en Europe, le temps des réformes*, Paris, La Documentation française, 2001.

PALIER B., VIOSSAT L.-C. (dir.), *Politiques sociales et mondialisation*, Paris, éditions Futuribles, 2001

PALIER B., SIKES S., PRIOR P., (ouvrage collectif co-édité par) *Globalization and European Welfare states : Challenges and changes*, Londres, Macmillan Press, 2000.

PERRINEAU P., dir, *Le désenchantement démocratique*, Editions de l'Aube, 2003.



PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Dictionnaire du vote*, PUF, 2001, 997 p.

PERRINEAU P., BADIE B., dir., *Le citoyen, mélanges offerts à Alain Lancelot*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

PERRINEAU P., BRÉCHON P., GRUNBERG G., Perrineau P., Ysmal C. eds, *Europe at the Polls, The European Elections of 1999*, Palgrave, New-York, 2002, 318 p. (traduction de l'ouvrage paru en France en 2000).

PERRINEAU P., BADIE B., dir., *Le citoyen, mélanges offerts à Alain Lancelot*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

PERRINEAU P., BRÉCHON P., LAURENT A., dir., *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

PERRINEAU P., GRUNBERG G., YSMAL C., dir., *Le vote des quinze, les élections européennes du 13 juin 1999*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 400 p.

PERRINEAU P., REYNIÉ D., dir., *Le vote incertain. Les élections régionales de 1998*, Paris, Presses de Sciences Po, Coll. "Chroniques électorales", 1999, 299 p.

REYNIÉ D. et CAUTRES B., *L'Opinion européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

REYNIÉ D. et LAZZERI C., dir., *Politiques de l'intérêt*, Presses Universitaires Franc-Comtoises, 1999

TAGUIEFF P.-A. et DELANNOI Gil, *Nationalismes en perspective*, Paris, Berg International, coll. « Pensée politique et sciences sociales », 416 p., 2001.

## II.2.9. AUTRES PUBLICATIONS

- D'octobre 1999 à octobre 2003, les chercheurs du CEVIPOF ont réalisé **une trentaine de publications**, indépendamment des articles dans des revues, ouvrages et extraits d'ouvrage.
- Ces publications sont essentiellement des rapports et notes de recherche.

- *Barthélémy Martine*

BARTHELEMY M., La gestion "démocratique" des associations, Le point de vue d'un chercheur, La vie associative, Bulletin de la 2003 Conférence permanente des coordinations associatives, n°4, 2003.

BARTHELEMY M., "Les parents d'élèves, militants ou consommateurs" dans *Association et champ politique*, (actes du Colloque 2001 du 16-17 novembre 2000), Publications de la Sorbonne.

BARTHELEMY M. (préparation et coordination), *Conseil National de la Vie Associative*, Bilan de la vie associative 2000-2002, 2003.

- *Costa-Lascoux Jacqueline*

COSTA LASCOUX J., "Rapport à Madame la Ministre chargée de l'Enseignement scolaire. Propositions pour l'éducation civique", mai 1999.

- *Duchesne Sophie*

DUCHESNE S., Comment les Français se représentent-ils la citoyenneté à la française ?, *L'état de la France 1999/2000*, Paris, Editions La Découverte/Syros, 1999.

- *Faucher Florence*

FAUCHER F., *Que pensent les Britanniques de l'Europe?*, Note de la Fondation Robert Schumann, novembre 2002.

FAUCHER F., *Blackpool 2002: la refondation de New Labour?*, Note de la Fondation Jean Jaurès, novembre 2002.

FAUCHER F., "Innovation in Movement Politics the Repertoires of Green Parties in France and Great Britain", *La lettre de la Maison française d'Oxford*, 10, pp. 23-42, 1999.

FAUCHER F., "Changing boundaries of political linkage : power relationships in two British parties", International Political Science Association, Congrès mondial de l'association internationale de science politique, Québec, août 2000.

FAUCHER F., "Is there room for democratic debates at British Labour party conferences ?", Political Science Association Conference, Nottingham, 1999.

- *Lavabre Marie-Claire*

LAVABRE M-C. Avec D. Tartakowski, Rapport de synthèse, *Usages politiques du passé*, Paris, septembre 2003.

- *Mayer Nonna*

MAYER N., "Extreme right populism : the case of the French FN" papier présenté au workshop sur Populism, European University 2000 Institute, Robert Schumann Center for Advanced Studies, Florence, 14-15 janvier 2000, 18 p.

MAYER N., SINEAU M., "Extreme Right-Wing Parties and Women, The case of the French Front National", Country Report for France, Août 1999, 50 p., Prepared for the Institut für Konfliktforschung, Vienna (Autriche).

- *Mossuz-Lavau Janine*

MOSSUZ-LAVAU J., Rapport à l'intention de la Direction Générale de la Santé/Division Sida, Une politique de réduction des risques sexuels pour les femmes en difficulté de prévention, mai 2000, 174 p.

MOSSUZ-LAVAU J., "Les femmes et le XX<sup>ème</sup> siècle" dans DUHAMEL O., MECHET P., dir., *L'Etat de l'opinion 2000*, Paris, Seuil, 2000, p. 159-171.

MOSSUZ-LAVAU J., "Rapport national français" et "Rapport de synthèse", dans AFEM (Association des femmes de l'Europe méridionale), *Femmes et pouvoir en Europe méridionale en l'an 2000*, Paris, AFEM, 2000, pp. 43-69 et 191-218.

MOSSUZ-LAVAU J., "Une politique de réduction des risques sexuels pour les femmes en situation de précarité", Rapport intermédiaire à l'intention de la Direction générale de la Santé/Division Sida, juillet 1999, 67 p.

- *Mouriaux René*

MOURIAUX R., BÉROUD S., 46<sup>ème</sup> Congrès de la CGT (31 janvier 1999), Strasbourg, *Liaisons Sociales*, Document W, n° 47/99, 14 p.

MOURIAUX R., BÉROUD S., 31<sup>ème</sup> Congrès de la CFE-CGT (16-18 juin 1999), Tours, *Liaisons Sociales*, Document W, n° 62, 8 p.

MOURIAUX R., *L'année sociale 1998*, Paris, Editions de l'Atelier, 1999, 239 p.

- *Muxel Anne*

MUXEL A. (avec Nicolas Catzaras, Jean Chiche, Sophie Maurer, Vincent Tiberj), Les cultures politiques des étudiants de Sciences Po, Rapport de recherche, CEVIPOF, juillet 2003.

- *Palier Bruno*

PALIER B., "Les quatre familles de la protection sociale dans l'Union européenne" dans *L'état de la France*, ouvrage collectif, co-ord. par Cordelier S. et Lau E., La Découverte, Paris, 2000, p. 559-562.

PALIER B., "Du salaire différé aux charges sociales, les avatars du mode de financement du système français de Sécurité sociale", European University Institute Working paper EUF, n° 99/11, 1999.

- *Perrineau Pascal*

PERRINEAU Pascal, "Entre citoyens et élus, le courant ne passe plus", *Le Monde des Débats*, n° 18, octobre 2000, pp. 12-13.

- *Rey Henri*

REY H., "Tendances électorales" in *L'Etat de la France édition 2001*, Paris, La Découverte, 2002.

REY H., "Tendances électorales" dans *L'Etat de la France*, Paris, Editions La Découverte, 1999.

- *Schweisguth Etienne*

SCHWEISGUTH E., "French Political Culture in Transition", colloque franco-allemand sur *Les cultures politiques*, Ludwigsburg, 15 p., 25-26 novembre 1999.

- *Sineau Mariette*

SINEAU M., Zur Debatte über die Parität von Männern und Frauen : Argumente für eine neue Sicht der republikanischen Staatsbürgerschaft, Frankreich Jahrbuch 1999, Schwerpunkt : Krise des republikanischen Modells ? pp. 67-80.

SINEAU M., "La progression des femmes aux Européennes de juin 1999, Vers la parité des tâches familiales ? " Rapport pour la France préparé pour le Parlement espagnol, Août 1999 (Network of Parliamentary Committees for Equal Opportunities for Women and Men in the Parliament of the EU member States of the European Parliament (NCEO) (FRA).

SINEAU M., Avis sur l'avant-projet de loi destiné à mettre en oeuvre le principe de parité, audition devant la Délégation aux droits 1999 des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, Assemblée nationale, 23 novembre 1999, 12 p.

- *Vedel Thierry*

VEDEL T., "Internet, un outil pour la démocratie ?" dans *Etat de la France*, Paris, La Découverte, 1999, p. 180-182.

## II.2.10. AUTRES ACTIVITES INTERNATIONALES

- D'octobre 1999 à octobre 2003, les chercheurs du CEVIPOF ont participé à **plus de 25 réseaux** de recherche à travers le monde.
- Dans la même période, ils ont été invités dans **plus de 30 universités** dans le monde, souvent pour des périodes de plus de 2 mois.

### II.2.10.A. RESEAUX DE RECHERCHE

- *Barthélémy Martine*

Membre du réseau thématique RTF 35 AFS (en cours de constitution) : « Sociologie de l'engagement, du bénévolat et de la vie associative » (responsable Dan Ferrand Bechmann).

- *Boy Daniel*

Participation au groupe de travail européen sur l'acceptabilité des Biotechnologies en Europe (contrat Life Science in European Society). Une réunion annuelle du jeudi au lundi : Portugal (Lisbonne) en mars 2000, Grèce (Tolo) en octobre 2001, France (Porquerolles) en avril 2002, Autriche (Goldegg) en février 2003.

- *Costa Lascoux Jacqueline*

Membre de l'équipe de recherche sur « La citoyenneté européenne » (Projet CONNECT, Commission européenne et Agence Socrates), avec des réunions de recherche dans les quatre pays concernés (Italie, France, Pays-bas, Portugal)

- *Jaume Lucien*

Association Benjamin Constant : réseau sur la pensée et les écrits de Constant. Organisation, tous les quatre ans, d'un "colloque de Coppet".

Centre de recherche sur le lexique européen, à Naples : réseau de l'Histoire des concepts, notamment "History of Political and Social Concepts Group".

Revue *Historia constitucional* , Université d'Oviedo : réseau international sur l'histoire politique et juridique.

Projet d'habilitation déposé auprès du CNRS : Laboratoire européen associé (LEA) entre Oxford et Sciences Po (Patrick Le Galès).

Réseau en voie de réactivation : la pensée politique et constitutionnelle en France et au Japon (ouvrage traduit en japonais, paru en 1998 : *Echec au libéralisme*).

- *Landowski Eric*

Animation du groupe de recherche socio-sémiotique informel dit “Ecole de la rue de la Chaise” à l’université de Bologne (Istituto di Discipline della Comunicazione); présentation de travaux du groupe dans la revue italienne *Lexia* et dans les *Nouveaux Actes Sémiotiques*; association de plusieurs des membres italiens du groupe aux activités du centre de recherche fonctionnant à São Paulo; projets en cours sur les thèmes de l’usure, du goût, et de la contagion.

- *Lavabre Marie-Claire*

Organisation de la partie française du projet franco-germano-polonais sur « Les facteurs constitutifs de l’identité démocratique ». Publication prévue en allemand fin 2003. Deux réunions par an en 2000, 2001 et 2002, 2003 ( Frankfurt/Oder. Paris, avril et juin 2002, mai 2003. Avec Gesine Schwan, Berlin, juin 2003).

Participation à un comité d’organisation d’un projet de réseau international sur la mémoire, Social Science Research Council; Cape Town, août 2000.

« Mémoire et medias », Université de Laval (en projet).

« Mémoire et post-communisme », Bogumil Koss, Université de Laval (publication envisagée).

*Transeuropéennes* (participation à l’organisation des ateliers et à l’encadrement des étudiants dans l’Europe des Balkans).

- *Le Galès Patrick*

Coordination du réseau URBEUROPE : programme européen URBEX puis URBEUROPE, de formation de doctorants européens, politistes et sociologues sur les questions urbaines, qui préfigurent un doctorat européen . Coordinateur pour la partie française du réseau et l’un des trois pilotes au niveau européen. (voir aussi la rubrique « contrats » dans le chapitre « valorisation »)

- *Mayer Nonna*

Working group européen sur la xénophobie (préparation d’une enquête comparative ) à l’IKG (Interdisciplinary institute for conflict and violence), prof. Heitmeyer, Bielefeld) projet “Group oriented misanthropic attitudes »)

Working group sur le capital social (social capital network of excellence, pro. Per Jensen)

ESS (European Social Survey). L'European Science Foundation a lancé un projet d'enquêtes comparatives européennes lourdes, destinées à suivre l'évolution des attitudes sociales et politiques en Europe et Nonna Mayer fait partie depuis 1997 du comité méthodologique. Grâce au CNRS, la France participe à cette première vague d'enquêtes, fin 2002-début 2003. Participation aux réunions préparatoires, à la sélection sur appel d'offres de l'institut chargé de l'enquête française, surtout à la traduction en français du questionnaire, à la formation des enquêteurs.

- *Palier Bruno*

En 1998, avec Denis Bouget, à l'initiative de la création du réseau européen Cost A15 "reforming social protection systems in Europe". Membre du comité de gestion. Coordinateur de l'un de ses groupes de travail intitulé : « Les liens entre globalisation, intégration européenne et réformes des systèmes de protection sociale en Europe ». Ce réseau, qui réunit des chercheurs venus de 19 pays européens différents vise à dresser le bilan des recherches actuelles en matière de réforme des systèmes de protection sociale et à élaborer de nouvelles hypothèses, méthodes et équipes de recherches susceptibles de rendre compte de ces réformes en tenant compte des processus liés à la globalisation et à l'intégration européenne.

- *Sineau Mariette*

Quotas : a Key to Equality. An international comparison of the Use of Electoral Quotas to obtain Equal Political Citizenship for Women.

Ce réseau , qui a obtenu un financement (du Swedish State Research Council), est dirigé par Drude Dahlerup, professeur de science politique à l'Université de Stockholm. Il a pour but d'étudier à la fois le contenu des controverses intellectuelles touchant les quotas, les processus de décision qui ont conduit à l'introduction des quotas, la mise en oeuvre de différents types de quotas dans des systèmes politiques eux-mêmes différents et enfin les résultats obtenus, directs et indirects.

- *Tiberj Vincent*

Participation au réseau européen EUYOUNG (atelier de Vienne, juillet 2003 et rédaction d'un rapport de recherche)

- *Vedel Thierry*

*Politiques de communication et usagers* : Ce projet, initié par le Pr Marc Raboy, Université de Montréal, rassemble des chercheurs de cinq pays (Canada, France, Grande-Bretagne, Japon, Suède) et a pour objectif d'étudier comment les attentes et besoins des usagers sont prises en compte

*Projet COREVI Usages et régulation de l'internet*. Ce projet de recherche, financé par le gouvernement du Québec, regroupe des chercheurs français et québécois selon trois axes : usages de l'internet, logiciels libres et modes coopératifs, gouvernance et régulation de l'internet. Thierry Vedel anime ce dernier volet. La publication d'un ouvrage de synthèse est prévue à la fin de l'année 2003. Un financement complémentaire ayant été obtenu, ce projet



sera poursuivi sous le titre *COMMINT (Internet comme bien commun)* au cours des deux prochaines années, avec un intérêt plus marqué pour les utilisations gouvernementales de l'internet (organisation engagée avec Anne-Marie Gingras de l'Université Laval à Québec).

*Government and Democracy in the Information Age*. Dans le cadre de cette action dépendant du programme Cost A14 de l'Union européenne, participation à deux groupes de travail européens : Parliaments and ICT ; Regulation, standardization and democracy. Cette action engagée fin 1998 s'est terminée en juin 2003. J'ai fait partie du comité scientifique chargé de dresser son bilan et d'organiser à Bruxelles le colloque de synthèse au cours duquel les résultats de recherche ont été présentés aux responsables de la Commission européenne.

### **II.2.10.B. SEJOURS EN UNIVERSITE ETRANGERE OU ACCUEIL DE CHERCHEURS ETRANGERS**

- *Delannoi Gil*

Accueil de chercheurs étrangers, séjours et communications avec leurs laboratoires ou centres universitaires. Principaux partenaires réguliers. Université de Montréal (philosophie), Université d'Oxford (Balliol College, Wolfson College), Université de Harvard (Yenching Institute), Université de Hong Kong (21st Century Review), Université de droit de Tokyo.

En particulier, accueil au pôle de pensée politique :

Décembre 2001 : Tewfick Aclimandos, chercheur CEDEJ, Université du Caire.

Novembre 2002 : Watanabe Hiroshi, professeur à l'Université de Tokyo.

Juin 2003 : Jean Roy, professeur à l'Université de Montréal.

- *Donegani Jean-Marie*

Séjour d'enseignement et de recherche à l'Université Laval en Juin-juillet 2001.

Chaque année, série de conférences à la faculté de droit et de jurisprudence de l'Université de Turin.

- *Faucher Florence*

Coordination d'un projet de réseau européen (acronyme DEMOPAR) sur « *Democracy within and through Political Parties* », dans le cadre du 3ème appel du 5ème Programme Commun de Recherche et Développement (PCRD). Le projet DEMOPAR a été déposé auprès de la Commission le 15 janvier 2002 (avec Budapest, Sheffield, Copenhague, Louvain-la-Neuve, Mannheim, Palerme, Groningen et Bratislava).

Membre du réseau *Europe, Democracy and the World* – British Council Brussels avec Vision, Demos et OpenDemocracy.

- *Grunberg Gérard*

Professeur invité à New York University (deux mois).

- *Landowski Eric*

A Vilnius, association (cours annuel) au Centre A.J. Greimas de sémiotique et philosophie (dir. K. Nastopka, S. Zukas, A. Sverdiolas), et, pour 2002 et 2003, co-direction, avec Kestutis Nastopka, professeur à l'université de Vilnius, d'un programme de recherche bilatéral patronné par l'association Egide (Paris, Ministère des affaires étrangères), ayant pour thème "Présence et représentations du corps dans la publicité commerciale et dans la communication politique".

Voir aussi « Autres activités internationales »

- *Lavabre Marie-Claire*

Affectée au Centre Marc Bloch de Berlin de novembre 1997 à octobre 2000

Séminaire franco-allemand FU/IEP, Berlin 1999 et 2000

DAAD, avec Ingrid Gelchner, séminaire franco-allemand : juin 2002.

Séminaires de l'école doctorale de l'EHESS : Varsovie, Avril 2000 ; Sofia,, Octobre 2000. Budapest , avril 2001 et 2002

- *Le Galès Patrick*

Séjour à l'étranger : 2002-2003 : Maison Française d'Oxford, Department of Politics à Nuffield College, Université d'Oxford.

Chercheur associé à SURF (Université de Salford)

- *Muxel Anne*

Visiting professor à l'Université de Tokyo, Département Droit et Sciences Politiques, du 1<sup>er</sup> octobre au 4 novembre 2001.

Quatre conférences :

Vendredi 5 octobre 2001, Conférence à l'Université d'Osaka, Département de Droit et de Sciences Politiques : « Les jeunes d'Europe du sud et la politique : une étude comparative France, Italie, Espagne ».

Mardi 9 octobre 2001, Conférence à l'Université de Tokyo, Département de Droit et de Sciences Politiques : « Les jeunes d'Europe du sud et la politique : une étude comparative France, Italie, Espagne ».

Lundi 15 octobre 2001, Conférence à la Maison franco-japonaise de Tokyo, « Individu et mémoire familiale : le passé devant soi » .

Samedi 27 octobre 2001, Conférence à l'Université de Tokyo, Département de Droit et de Sciences Politiques : « L'abstention électorale dans le jeu et hors du jeu politique ».

- *Palier Bruno*

Fév. et Avril 2003 : Professeur invité à l'Université de Montréal.

Sept 2001-fév.2002 : CNRS research fellow au Center for European Studies, Harvard University

oct-nov. 2000 : Visiting Professor à la faculté de droit de l'Université de Tokyo

1998-1999 : Jean Monnet Fellow, participant au Forum Européen intitulé « recasting the Welfare State in Europe » au Centre Robert Schuman de l'Institut Universitaire Européen de Florence, Italie.

- *Sadoun Marc*

Professeur invité à l'Université de Marmara (Turquie)

- *Sineau Mariette*

Université Libre de Bruxelles : 4 octobre 2000, animation d'une séance du séminaire organisé par la directrice du Centre de Sociologie politique, Bérengère Marques-Pereira. Exposé portant sur la représentation politique des femmes.

Université de Genève : 6 décembre 2000 : conférence sur les comportements politiques des femmes en France dans le cadre du cours de Thanh-Yuan Ballmer-Cao, professeur de science politique.

7 décembre 2000 : conférence publique au département de science politique de l'Université de Genève sur « Parité et universalisme ».

Université Libre de Bruxelles, 5 mars 2002 : animation d'une séance du séminaire organisé par la directrice du Centre de Sociologie politique, Bérengère Marques-Pereira. Exposé portant sur les résultats de l'enquête menée auprès des députés français de la onzième législature.

## **II.2.10.C. AUTRES ACTIVITES INTERNATIONALES**

- *Cohen Elie*

Programme des Nations Unies sur le développement Humain  
Programme France-MIT  
Programmes franco-allemand

- *Costa Lascoux Jacqueline*

Expert du Conseil de l'Europe sur les Sites de citoyenneté (Belgique, Canada, Espagne, Portugal, RFA)

Coopération franco-allemande avec l'OFFAJ sur « Les jeunes musulmans en France et en Allemagne (2000-2002), avec des réunions bi-partites dans les deux pays.

Membre de la Commission française pour l'UNESCO, avec un colloque à Lisbonne et un colloque à Rabat.

- *Donegani Jean-Marie*

Membre du Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS). Se prononce sur les projets de recherche collective engagés par le Fonds pour la formation des chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR).

Membre du Conseil scientifique des études doctorales de la faculté de droit et de jurisprudence de l'Université de Turin.

- *Grossman Emiliano*

Cologne-Paris Simulation (COPAS), enseignement franco-allemand, en partenariat entre l'IEP de Paris et l'Université de Cologne (2001-2003)

- *Haegel Florence*

Séjour d'une semaine à Oxford, préparation avec Sophie Duchesne et Elisabeth Frazer (Université d'Oxford) de la réponse à l'appel d'offre de l'ESRC « Identities and Social Action » - 2003

28-29 juin 2002 : rencontre avec les auteurs de l'ouvrage collectif *When Parties Prosper* (dirigée par Kay Lawson et Peter Merkl) en vue de la préparation des manuscrits

- *Landowski Eric*

Direction d'un centre de recherche sociosémiotique (Centro de Pesquisas Sócio-semióticas) franco-brésilien constitué en 1994 sous le patronage des deux principales universités de São Paulo (Pontificia Universidade Católica de São Paulo, PUC-SP, Pós-Graduação em Semiótica e Comunicação, et Universidade de São Paulo, USP, Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, et Escola de Comunicações e Artes). Animation des recherches conduites par une trentaine d'étudiants-doctorants ou d'enseignants-chercheurs dans le cadre d'ateliers se consacrant à divers aspects du discours et des pratiques sociales. Parmi les thèmes abordés: *Interaction et institution; Identité dans les médias; Le contrat fiduciaire; Sémiotique visuelle; Stratégies énonciatives dans les médias; Régimes de sens et régimes d'interaction; Scènes de la vie politique; Pratiques sociales de l'art; Sémiotique du goût; Sémiotique du droit; Discours et pratiques didactiques; Images en mouvement; Entre le visuel et le verbal;*

*Identité et simulacre; Continuité et rythme.* Ceci en liaison avec le cours semestriel intitulé "Semiótica discursiva", cours de 52 heures donné chaque année à la PUC depuis plus de dix ans, l'ensemble de ces activités de recherche et d'enseignement étant financé tantôt par le CNPq, tantôt par la Capes ou la Fapesp. Organisation d'un cycle de formation du Centre, de journées thématiques avec en général la participation de collègues invités notamment de France (J.-M. Floch, A. Semprini, J. Alonso, J. Fontanille), de Suisse (P. Fröhlicher, Cl. Calame), de Grande-Bretagne (B.S. Jackson), du Mexique (R. Dorra) et d'Italie (G. Marrone, F. Marsciani, G. Grignaffini, G. Ceriani, S. Montes), ainsi que d'un colloque annuel et de publications du Centre (ouvrages parus: *Do inteligível ao sensível*, 1995; *O gosto da gente, o gosto das coisas*, 1997 (trad. ital., 2000); *Acidentes estéticos na cotidianidade*, 1997; *Semiótica, mídia e arte*, 1998; *Semiótica, estesis, estética*, 1999; trad. *Da Imperfeição*, 2002; *Semiótica visual*, à par. en 2003).

Au Brésil, direction de thèses et de projets de recherche collectifs dans le cadre du Centro de Pesquisas Sociosemióticas. Animation régulière des ateliers de ce centre, tant sur place pendant environ deux mois par an, que de Paris durant le reste de l'année.

- *Lavabre Marie-Claire*

Berlin, Centre Marc Bloch : réunion de conclusion du programme « Identité européenne en questions », Décembre 1999.

Participation à une réunion organisée par Antoine Mares (CEFRES) sur « Bilan des coopérations avec les pays de l'Europe centrale », MAE, novembre 2000.

Participation à une réunion IEP de Paris sur la Pologne, juin 2001.

Expertise pour le Fond de recherche luxembourgeois, octobre 2002.

Projet intégré : « Pouvoirs, citoyennetés et identités dans l'Europe contemporaine »

- *Mossuz Lavau Janine*

De 1997 à août 2000, Présidente du Comité de recherche "Sex roles and politics" de l'Association internationale de science politique. A ce titre, organisation d'une table-ronde et divers débats au Congrès international de Québec (août 2000). La table-ronde s'intitulait : "Affirmative actions, quotas, parity : the question of political representations of women".

- *Muxel Anne*

Plusieurs missions effectuées en Europe (Finlande, Estonie, Italie, Espagne) dans le cadre de la mise en place et du lancement des deux programmes de recherches européens dont j'ai la responsabilité pour la partie française (EUYOUPART et PIONEUR). (voir la rubrique « contrats » dans le chapitre « valorisation »)

- *Schweisguth Etienne*

Coordinateur national (avec Bruno Cautrès, du Cidsp Grenoble) de la European Social Survey. Cette enquête internationale, portant sur diverses attitudes sociales et politiques, est appelée à être réalisée tous les deux ans dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne. A côté de modules, changeant à chaque enquête, un bloc de questions restera le même à chaque vague d'enquête de manière à pouvoir suivre l'évolution des attitudes dans le temps.

- *Tiberj Vincent*

Collaboration avec Michael Lewis-Beck et Jean Chiche sur les déterminants du choix électoral.

## II.2.11. VALORISATION DE LA RECHERCHE

- D'octobre 1999 à octobre 2003, les chercheurs du CEVIPOF ont initié et/ou participé à une **quarantaine de contrats de recherche**.
- **1 contrat sur 3 a été conclu avec l'Union européenne** dans le cadre du Vème PCRD.
- A plus de **50** reprises, les chercheurs du CEVIPOF ont été nommés **experts ou consultés** sur de nombreuses questions politiques et sociales.
- Ils ont participé à **l'organisation de plus de 60 colloques** en France et dans le monde.
- Enfin, ils font partie du **Comité éditorial ou de rédaction de plus de 60 revues scientifiques** dont la moitié environ sont d'importantes revues étrangères.

### II.2.11. A. CONTRATS

- *Boy Daniel*

Life Science in European Society, contrat avec la Communauté européenne et la London School of Economics (février 2000 – janvier 2003)

Contrat avec l'Université de Troyes et le Ministère de l'écologie et du Développement Durable dans le cadre de l'appel d'offres "Concertation, décision, environnement" : rédaction d'un rapport sur les "Conférences de consensus"

Contrat de recherche en cours avec l'Ademe : étude sur les attitudes des Parlementaires à l'égard de l'environnement

- *Cayrol Roland*

Consultation régulière par les services de la Commission Européenne, à Bruxelles, sur la mise en place d'outils d'études comparatifs sur les processus politiques, et participation aux réflexions sur l'utilisation de ces outils.

- *Costa Lascoux Jacqueline*

« La déscolarisation » (Education nationale, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Délégation interministérielle à la Ville, Justice) ( 2000-2002)

« L’Ethnicisation du lien social » (avec le CSTB, le FASILD, la DIV) (2000-2003)

« L’éducation à la citoyenneté dans les collèges » avec le Conseil général des Hauts-de-Seine (2000-2003)

« La protection des adolescents » avec la Région Ile-de-France (2003-2004)

- *Dupoirier Elisabeth*

« Organized Civil Society and European Governance » : CIVGOV, contrat avec la Communauté européenne, piloté par l’université de Trento (Italie)

- *Lascoumes Pierre*

Contrat ADEME (2000-2002) – Les obligations d’informer en matière environnementale

Contrat UE (2000-2002)– La mobilisation internationale contre les paradis fiscaux

Contrat GIP Justice (2001-2003) – Gouverner et enfermer, changements politiques et politique pénitentiaires

Contrat IHESI – (2001- 2003) La répression des délits d’initiés

Contrat MRT – ACI – Corruption et Démocratie

- *Lavabre Marie-Claire*

Programme CNRS « Identités européenne en question » 1998-2000.

- *Le Galès Patrick*

« Gouvernance des économies locales en Europe », 1997-2002, Institut Universitaire Européen, Max Planck Cologne, Communauté européenne

« Européanisation de l’action publique », programme CNRS « Identités de l’Europe ».

Programme européen URBEUROPE, de formation de doctorants européens, politistes et sociologues sur les questions urbaines, qui préfigurent un doctorat européen . Coordinateur pour la partie française du réseau (sept. 2002 – sept. 2005)

- *Mayer Nonna*

Responsable scientifique du contrat MIRE / Fondation de France / FNSP “Produire les solidarités. La part des associations». Equipe de 5 chercheurs (C.Broca, S.Duchesne,



C.Hamidi, O.Fillieule, et Nonna Mayer) travaillant sur Amnesty International, les Restos du Cœur, AIDES, ActUp et des associations d'immigrés.

- *Mossuz Lavau Janine*

Pour faire l'évaluation du programme de réduction des risques sexuels (grossesse, MST, sida) mis en place par la Direction Générale de la santé en 1999-2000, contrat entre la Fondation nationale des sciences politiques et la DGS. Rapport remis à la DGS en 2000 : *Une politique de réduction des risques sexuels pour les femmes en difficulté de prévention*, 174 p.

En cours : avec l'anthropologue Marie-Elisabeth Handman, direction de l'enquête sur la prostitution commanditée par la Mairie de Paris.

- *Muller Pierre*

Obstacles au travail des femmes dans le secteur agricole. Freins et difficultés rencontrés par les femmes dans l'exercice de leurs activités professionnelles, CERAT/Ministère de l'Agriculture, 2003.

Parcours professionnels et besoins de qualification des femmes salariées et non salariées du milieu rural, CERAT/Ministère de l'Agriculture 2003.

- *Muxel Anne*

EUYOUPART (dans le cadre du Vème PCRD) : analyse comparative de la participation politique des jeunes dans huit pays européens (Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Slovaquie, Estonie, Autriche, Finlande et France). 2003-2005

PIONEUR (dans le cadre du Vème PCRD) : caractéristiques socio-culturelles des migrants intra-européens dans cinq pays européens (Italie, Espagne, Allemagne, Grande-Bretagne et France). 2003-2005.

Les cultures Politiques des étudiants. Avec la FNSP. A donné lieu à un rapport. Donnera lieu à la publication d'un ouvrage et à une journée d'étude en mars 2004.

The integration of Young people into working life and future of democratic culture in Southern Europe, avec l'Union Européenne et l'Université de Lisare Alfieri de Florence (1997-2000)

- *Palier Bruno*

Welfare reform and the management of societal change (WRAMSOC), Commission Européenne- Université de Canterbury, oct. 2001- sept. 2004

Réformer les politiques sociales à l'heure de la mondialisation, Banque Mondiale, 2000

Comparer les systèmes de protection sociale en Europe, MIRE, déc.1999 – déc. 2000

- *Perrineau Pascal*

Contrat avec le Ministère de l'Intérieur : panel électoral des élections de 2002 (voir détail dans le rapport scientifique).

- *Vedel Thierry*

Contrat avec le CIDEM (Civisme et démocratie) pour la conception et la mise en place d'un site Web consacré à la citoyenneté (depuis 2000).

Contrat avec la Caisse des dépôts et consignations pour une étude à partir de focus groups sur les attentes des fonctionnaires territoriaux en matière de services électroniques (2001)

- *Viard Jean*

Programme Datar/ Ademe/Inrets sur nouvelles relations loisirs tourisme 2003/2004

Temps hors travail et territoire, DATAR, Juillet 2000-Juin 2003

L'univers socio-politique du monde agricole, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, avec Pascal Perrineau, 1998-1999

- *Ysmal Colette*

Political representation and party choice in the European Union, CEE/Université de Mannheim, Mai 1999-Avril 2002

- *Autres contrats*

École, famille et politique : socialisations politiques et apprentissages de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique, avec la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, chargé de recherche : S.Maurer, mars-sept. 2000

Etude de la pauvreté et de l'exclusion à travers la presse écrite et audiovisuelle, avec le Ministère de l'emploi et de la solidarité, chargés de recherche : Mahé Tiphaine et Ficet Joël, mai-novembre 2000

## **II.2.11.B. EXPERTISE, CONSEIL, CONSULTATIONS**

- *Barthélémy Martine*

Membre depuis 2000 du Conseil National de la Vie Associative (nommée par arrêté du 20 janvier 2000, élue membre du Bureau le 3 février 2000).

Membre depuis 2000 du Comité de parrainage de l'Université de la vie associative, Université Jean Monnet de Saint-Étienne.

Conseil auprès du Groupe des Associations du Conseil économique et social.

Membre du Comité de pilotage de la Mission « Développement du bénévolat étudiant » confiée en septembre 2001 par le Ministère de l'emploi et de la solidarité et le Ministère de l'Éducation nationale à Guillaume Houzel, président de l'Observatoire de la vie étudiante (qui a remis son rapport en mars 2002).

Audition sur la laïcité par la section du Rapport du Conseil d'État, 12 septembre 2003.

- *Cohen Elie*

Activité intense de valorisation auprès des administrations, organisations internationales et assemblées parlementaires.

Membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier Ministre.

Vice Président du Haut Conseil du secteur Public .

Membre de la Commission nationale des services.

Membre de la Commission Nationale d'information statistique.

Expert consulté, auditionné par l'Assemblée Nationale, le Sénat, le Conseil économique et social , les institutions consulaires, etc.

- *Costa-Lascoux Jacqueline*

Participation à des commissions d'experts : Haut Conseil à la Population et à la famille, Commission française pour l'UNESCO, Haut Conseil à l'intégration, Commission Nationale pour l'Innovation et la Réussite Scolaire, Commission sur l'application du principe de laïcité dans la République (Commission Stasi), Commission Le Débat national sur l'Ecole (Commission Thélot).

Participation à des comités scientifiques : élaboration et mise en œuvre de l'enquête du Ministère de l'Education nationale sur Les perceptions des aides éducateurs par les responsables et les enseignants des écoles et collèges (DPD D3).

- *Delannoi Gil*

Membre du comité scientifique du CNRS « Sciences et citoyens ».

- *Faucher Florence*

Evaluation d'un projet de recherche sur les femmes et la politique pour l'Economic and Social Research Council.

- *Jaume Lucien*

Participation à la fondation (novembre 2001) de l'Ecole Européenne d'Etudes Avancées de Naples, membre du Conseil scientifique de la section Droit, professeur associé (cours en 2001-2002).

Réseau juridique et recherche : élu (mars 2002) au Conseil d'administration de l'Association Française des Constitutionnalistes.

Elu, depuis 4 ans, au Conseil de l'Association Française de Science Politique.

Nommé (2003) conseiller scientifique auprès de l'Association française pour l'histoire de la justice.

Expertises ponctuelles pour des projets de recherche en science politique : Angleterre (Arts and Humanities Research Board), Italie (ministère de la recherche), France (ACI : Actions Concertées Incitatives, ministère de la recherche).

Expert en science politique à la DS 7 du Ministère (2003). Direction des sciences sociales : Jean-Pierre Machelon. Evaluation, notamment, des centres de recherche universitaires et des maquettes de mastères en science politique.

Expert (2003) auprès du ministère italien de la recherche (Grant Review Committee) pour une période d'un an renouvelable. Domaine : Histoire des concepts, philosophie politique et juridique.

- *Le Galès Patrick*

Evaluation de projets de recherche pour l'ESRC à Londres (programmes : Whitehall, Local Governance et Cities) : projets, fin de programme, programme « Research professorships ».

A fait partie du groupe des trois évaluateurs de la Recherche urbaine finlandaise (Académie finlandaise de la science) (en tant que sociologue avec un historien suédois et un politiste américain). Sélection des réponses à l'appel d'offre de 1998 et suivi des recherches pendant trois ans (1999-2001).

Evaluateur extérieur de projets du Centre National de la Recherche et du Ministère de la Recherche en Italie (domaines : politique publique sociologie urbaine, sociologie économique). Coopération ponctuelle.

- *Mayer Nonna*

Consulting, expertise : pour CNCDDH, Fondation pour la mémoire de la Shoah, SGDN, Plan, SIG, diverses revues internationales, CNAF, Swiss National Science Foundation, CAP.

Comité d'orientation de la mission interministérielle pour la célébration du centenaire de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association (2000-2001)

Scientific Board of Advisers de l'IKF (Institut für Konfliktforschung, Vienne) (depuis 2000)

Conseil scientifique de *l'ACI Terrains Techniques Théories* (depuis 2002), chargée de développer l'interdisciplinarité dans les sciences sociales et humaines

- *Muxel Anne*

Audition à la demande de Madame le Ministre, Ségolène Royal, Ministère de la famille et de l'enfance, le jeudi 22 mars 2001

Audition à la demande de Martine Aubry sur la question des générations, le 9 mai 2001

- *Palier Bruno*

Membre du Scientific Advisory Committee du projet "A New Architecture for the Canadian Welfare State", dirigé par Jane Jenson, CPRN, Ottawa.

- *Perrineau Pascal*

Membre du Conseil de prospective de la gendarmerie nationale

Membre du conseil national d'évaluation des sciences humaines et sociales.

Membre du conseil de l'ACI Villes.

- *Rey Henri*

Membre depuis 1998 du comité de pilotage du Groupe européen d'administration publique.

Membre du groupe d'experts « sociologie » auprès du Directeur général de la fonction publique.

Nommé membre de l'instance d'évaluation de la politique de formation continue dans la fonction publique, Commissariat Général du Plan, mars 2001.

- *Sadoun Marc*

Membre de la Mission ministérielle sur les diplômes de Troisième cycle et la formation professionnelle (Lettres, Sciences Humaines et Politiques) (2000-2001)

Membre du Conseil scientifique de la mission ministérielle sur la culture dans les formations universitaires (2002-2003)

Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (2002-...)

- *Sineau Mariette*

Audition devant la Délégation parlementaire aux droits des femmes - Entendue le 10/12/2002 (ainsi que Dominique Chagnollaud et Guy Carcassonne) par la Délégation parlementaire aux Droits des femmes de l'Assemblée nationale sur le sujet suivant : Incidences des projets de réformes des modes de scrutins (européens, régionaux et sénatoriaux) sur la parité femmes/hommes en politique.

Travail d'expertise dans le cadre du Conseil de l'Europe - participation aux travaux du groupe de spécialistes sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision dans la vie politique et publique. Ce groupe de spécialistes (onze personnes) a été chargé de rédiger le contenu d'une Recommandation aux Etats membres sur « la participation équilibrée des femmes et des hommes dans la prise de décision politique et publique ». La Recommandation a été adoptée par le Conseil des Ministres le 12 mars 2003.

Pour le Conseil de l'Europe, rédaction d'un rapport de synthèse sur les instruments clés et les textes du Conseil de l'Europe relatifs à la « participation des femmes à la vie politique ». Le rapport présente de manière thématique le travail du Conseil de l'Europe et met en évidence les principes de base sur lesquels s'appuient les textes de l'Organisation, ainsi que les principales orientations de la politique suggérée aux Etats membres. Il est à paraître à l'automne 2003.

- *Taguieff Pierre-André*

Membre du Conseil d'orientation (présidé par Claude Nicolet) du Centre d'études et de prévisions, Ministère de l'Intérieur (2000)

Collaborateur régulier du Centre d'Études et de Recherches Germaniques, Université Paris 7 (1987-2001)

Membre du comité de parrainage de l'association "Dire, faire contre le racisme" (Paris)

Président de la Fondation du 2 mars (organisation de conférences et de colloques, collection d'ouvrages aux éditions Fayard/Mille et une nuits)

Membre du comité d'honneur de l'association « J'accuse, action internationale pour la justice » (AIPJ)

Membre de la Commission d'enquête sur « le racisme et le négationnisme » à l'Université Lyon III, créée en janvier 2002 par le ministre de l'Éducation nationale, et présidée par Henry Rousso (directeur de l'Institut d'histoire du temps présent).

Membre du comité de pilotage du projet « Antisémitisme dans les relations franco-américaines », Paris, French American Foundation (2003/2004).

- *Vedel Thierry*

Membre du groupe d'experts sur le vote électronique constitué au sein du Forum des droits de l'internet qui a remis un rapport au gouvernement sur ce sujet en octobre 2003.

Membre du comité scientifique du GDR du CNRS Technologies de l'information et de la communication et société

- *Viard Jean*

Chargé de mission auprès de la Ministre de l'emploi sur l'impact des 35 heures.

## **II.2.11.D. ORGANISATION DE COLLOQUES**

- *Barthélémy Martine*

Co-responsable avec Jacques Capdevielle du séminaire CEVIPOF et France Télécom R&D : « Démocratie et réseaux. La mise en cause des modes de représentation politique et sociale ».

Membre du Comité scientifique du Colloque *Les relations pouvoirs publics et associations : entre autonomie et intégration ? Le cas des organisations d'éducation populaire en Picardie*, organisé par le FONJEP Picardie, Amiens, 18-19 mai 2001.

Membre du Comité scientifique du Colloque *Actions associatives, solidarités et territoires*, organisé par la MIRE et le PUCA, Université Jean Monnet de Saint-Étienne, 18-19 octobre 2001.

Co-organisatrice des journées d'études des 10-11 décembre 2002 sur *Associations confessionnelles, associations laïques : convergences des valeurs et devenirs des identités héritées*, dans le cadre du Groupe de travail « Valeurs dans les milieux associatifs » animé par Martine Cohen (GSRL, IRESCO).

Co-organisatrice du colloque *Syndicats et associations en France. Concurrence ou complémentarité ?*, 25-26 novembre 2004.

- *Boy Daniel*

Organisation de conférences dans le cadre du Proses :

"La notion de biens communs", journée d'étude organisée avec le Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (le 17 mars 2000)

"Le problème de l'enfouissement des déchets nucléaires" avec Michèle Rivasi et JeanYves Le Déaut (24 octobre 2000)

"La pollution de l'air : Construction du problème et action publique. Journée Primequal – Proses» (6 Novembre 2000)

"Les ressources dans le domaine de l'environnement" : journée à l'intention des étudiants sur les ressources disponibles dans la domaine de l'environnement (bourses, contrat de recherche,

stages, opportunités professionnelles). Avec Martine Berlan (MATE) , Vincent Jacques Le Seigneur(IFEN) , et Cédric du Montceau (WWF) (29 octobre 2001 )

« Les Verts au pouvoir : bilan des politiques environnementales » avec Bernard Rousseau, Président de la Fédération France Nature Environnement, Pierre Lascoumes, Directeur de Recherche au CNRS, Vincent Jacques le Seigneur, Directeur de l'Institut Français de l'Environnement.

« Les programmes environnementaux des partis politiques dans la campagne électorale » avec Sylvie Mayer (parti Communiste), Géraud Guibert (Parti Socialiste), Jean-François Collin (Parti des Verts), Nathalie Kosciusko-Morizet (RPR), Patrice Hernu (Nouvelle UDF). (le mercredi 10 avril 2002 de 16h00 à 19h00)

« Pourrions nous vivre comme maintenant avec juste des énergies renouvelables ? » avec Jean-Marc Jancovici (Ingénieur conseil), Christian Ngô (Directeur scientifique, et Spécialiste du stockage au CEA), Claude Nahon (Déléguée au domaine de l'hydraulique à EDF), Jean-Louis Bal (Directeur adjoint du bâtiment et des énergies renouvelables à l'ADEME), et Jean-Yves Le Déaut (Député de Meurthe et Moselle). (le 12 novembre 2002, de 14h00 à 18h00).

« Les penseurs français de l'écologie politique : regards croisés franco-américains » avec la participation de Dominique BOURG (Université de Technologies de Troyes), Daniel BOY (CEVIPOF) et Kerry WHITESIDE (Franklin & Marshall College)

Dans le cadre du "Débat national sur les énergies", le PROSES a organisé, le lundi 28 avril 2003, un débat qui avait pour thème : « Pour ou contre le nucléaire ? ». Avec la participation de : Bertrand Barré (Directeur chargé de la communication scientifique chez Aréva), Georges Charpak (Membre de l'Académie des Sciences), Bernard Laponche (Consultant indépendant en énergie), Frédéric Marillier (Chargé de campagne nucléaire à Greenpeace France).

- *Costa Lascoux Jacqueline*

Organisation d'un colloque international sur Le métier d'enseignant avec la Direction des personnels de l'Education nationale, et plus particulièrement pour les journées études sur Le métier d'enseignant et la transmission des valeurs, qui s'est tenu au Ministère de la recherche, les 5 et 21 mars 2002.

Organisation de sept colloques

- *Faucher Florence*

Organisation du séminaire franco-britannique (avec l'aide de l'Economic and Social Research Council britannique, Programme *Democracy and Participation*) sur la participation et les élections et contribution *Les Verts en 2002*, CEVIPOF, 30-31 janvier 2003.

Organisation du séminaire franco-britannique sur la participation et les élections grâce au financement du British Council, et contribution sur *les conférences partisanes au Royaume-Uni*, octobre 2001.



- *Lavabre Marie-Claire*

Avec le Cefres , « Comprendre et juger : historiens, juristes, hommes politiques face au passé communiste », Prague, Octobre 1999.

Conseil scientifique, « Usages politiques du passé », Paris I, septembre 2003.

Collaboration avec S. Snepolski, « Autour de Pierre Nora », Sofia, décembre 2003.

- *Mayer Nonna*

Panel dans le cadre du congrès de l'IPSA à Québec (1-5 août 2000) sur le thème " Democracy under pressure "

Organisation et présidence d'une table ronde sur les retombées civiques du lien associatif, "les associations et l'Europe en devenir", 19 février 2001, Bruxelles (Mission pour la célébration du centenaire de la loi de 1901)

Organisation d'un panel de l'APSA (San Francisco, 30 août-2 septembre 2001) "Strategic non voting"

Organisation d'un panel de l'APSA (Boston, 29 août-1 septembre 2002) sur "The dynamics of public opinion : The interviewer effect revisited"

Organisation avec Pierre Muller et Michel Offerlé du premier salon des thèses de science politique, Paris 1, 9 novembre 2001, exposé introductif "A quoi sert une thèse en science politique?"

Organisation au CEVIPOF d'une conférence- débat avec Jan van Deth sur les facteurs de politisation et dépolitisation en Europe, 15 mars 2002

Co-organisation des deux premiers Salon des thèses de l'AFSP et préparation du 3<sup>ème</sup> ( animation de l'atelier « Métiers de l'information et de la communication »)

Organisation au CEVIPOF d'une conférence- débat avec John Roemer (Yale) et Karine Van der Straeten (laboratoire d'économétrie de l'Ecole polytechnique) sur le thème "Economie politique de la redistribution et de la xénophobie : Théorie et applications à la France des années 90", 4 juin 2003

- *Michelat Guy*

Organisation, avec Jacques Maître, du Colloque de l'Association française de sciences sociales des religions (Paris, IRESCO) sur *Religion et sexualité* (février 2002), qui réunissait des sociologues, des historiens, des anthropologues et des psychanalystes.

- *Mossuz-Lavau Janine*

2 août 2000, en tant que présidente du comité de recherche "Sex, roles and politics" de l'Association internationale de science politique, j'ai organisé une table ronde au Congrès de l'IPSA à Québec, sur « Affirmative actions, quotas, parity: the question of political representation of women » qui réunissait des intervenants des principaux pays où des mesures contraignantes sont en vigueur.

30 et 31 mai 2002 : Organisation avec le sociologue Christian Baudelot et l'historienne Christine Bard, à la demande de l'Association française de science politique, un colloque qui s'est tenu à l'IEP de Paris, sur "Genre et politique". Il comprenait quatre tables-rondes : 1) le genre ; 2) genre et pouvoir ; 3) genre, militantisme, mobilisations ; 4) genre et politiques publiques. Ce colloque comprenait vingt interventions et était pluridisciplinaire (histoire, sociologie et science politique). Un ouvrage reprenant les travaux de ce colloque est en préparation et sera publié aux Editions de la Martinière.

- *Muxel Anne*

Depuis 1998, avec Michel Bozon, Michèle Ferrand, François de Singly, co-organisation du séminaire de l'INED, *Outils de recherches sur la famille* (4 séances annuelles d'une journée d'études sur un thème).

Membre du comité de pilotage du projet majeur du CEVIPOF (1999-2001), fédérant un certain nombre de recherches à l'intérieur du laboratoire mais aussi issues de collaborations extérieures, « Les transformations de la démocratie : crise ou recomposition ? ».

- *Palier Bruno*

En France :

2002-2003: « Questions de méthode pour l'analyse des politiques publiques », avec Pierre Muller, séminaire du pôle action publique du CEVIPOF au cours de l'année 2002-2003.

2002-2003 : « Reordering Public Authorities », série de séminaires de recherche sur l'approche cognitive des politiques publiques organisée avec Andy Smith (regroupant 8 chercheurs du Cevipof, du Cerveil et du Cerat).

21-22/03/2003 : « Changing France », avec Peter Hall et Pepper Culpepper, Sciences Po Paris.

13/01/2003 : Organisation du FacSem de Sciences Po : « Les tendances du capital social et de la démocratie aux Etats-Unis et en Europe » par Robert Putnam.

18/09/2002: « Mondialisation et réformes des Etats-Providence : l'influence cognitive des organisations internationales », atelier du VII<sup>e</sup> Congrès de l'AFSP, Lille.

8-9/06/2000 « Comparer les systèmes de protection sociale en Europe » organisé avec Christine Daniel pour la MiRe, Ministère des Affaires sociales, Paris.

28/04/2000 « Intégrer la dimension européenne dans l'analyse des politiques publiques »  
journée d'études organisée avec Pascale Laborier, Université Paris I, Paris.

27/04/2000 « Les réformes des politiques sociales à l'heure de la mondialisation », avec  
Louis-Charles Viossat, séminaire Science Po/World Bank, IEP de Paris.

Colloques internationaux :

28-30/08/2003 : « Veto players and welfare reforms », avec Mari Miura, panel de l'APSA  
100<sup>th</sup> Annual Meeting, Philadelphia.

17-18/05/2002 : 'Transforming the Democratic Balance among State, Market and Society:  
Comparative Perspectives on France and the Developed Democracies ' Avec Peter Hall et  
Pepper Culpepper, Center for European Studies Harvard University.

05-06/04/2002 : "Welfare State Reforms for the 21st Century" membre du comité  
d'organisation avec Aksel Hatland, Bjorn Hvinden, Denis Bouget, Jon Kvist, Peter Taylor-  
Gooby, Conference organisée pour le programme Cost A15, Oslo.

6-7/10/2000 : 'European Welfare States: Domestic and International Challenges', membre du  
comité d'organisation avec Stefan Leibfried, Philip Manow, Bjorn Hvinden, Peter Taylor-  
Gooby, Denis Bouget, Conference organisée pour le programme Cost A15 au Max Plank  
institut, Cologne.

13-14/12/1999 : « The extension of social protection » avec Wouter Van Ginneken, workshop  
for International Labour Office, Geneva.

- *Rey Henri*

Colloque international sur Gestion de proximité et démocratie participative, coorganisation  
avec M.H.Bacqué (CRH-LOUEST) et Y.Sintomer (Centre Marc Bloch- Berlin), 27-28  
septembre 2002.

- *Taguieff Pierre-André*

Co-organisation de plusieurs colloques, collaboration à la mise en place de réseaux de  
recherche sur le racisme et l'antisémitisme contemporains : Vidal Sassoon Center for the  
Study of Antisemitism/The Hebrew University of Jerusalem (prof. Robert Wistrich), French  
American Foundation (projet sur le thème : « Antisémitisme en France et aux États-Unis »),  
Département d'histoire de Boston University (prof. Richard Landes ; projet sur le thème :  
« Les origines et les usages des *Protocoles des Sages de Sion* dans le monde ».)

- *Tiberj Vincent*

Co-responsable avec Sylvain Brouard et Emiliano Grossman du séminaire du CEVIPOF  
« Electorat, partis et action publique » (depuis l'automne 2003)

## II.2.11.F. ACTIVITES EDITORIALES, PARTICIPATION A DES COMITES DE DIRECTION, de REDACTION ou de LECTURE DE REVUES

---

- *Costa Lascoux Jacqueline*

Participation à des comités de direction de revues : La Revue Européenne des Migrations Internationales, Migrations et Sociétés

Participation au Comité de rédaction de *Raison Présente*.

- *Faucher Florence*

Comité de lecture de *Environmental Politics* et de *Party Politics*.

- *Jaume Lucien*

Conseil scientifique de plusieurs revues : en France (*Raisons politiques*), en Angleterre (*History of European Ideas*, nouvelle revue : *European Journal of Political Theory*), en Italie (*Ricerche di storia politica*, nouvelle revue : *Giornale di storia costituzionale*), en Espagne (*Historia constitucional* : nouvelle revue, électronique).

Membre depuis 1999 du Comité directeur de publication des *Œuvres complètes de B. Constant*

- *Lavabre Marie-Claire*

Comité de rédaction de la revue *Sociétés contemporaines* (1999-2001)

Comité de rédaction de la revue *Critique internationale* depuis janvier 2001.

Comité de rédaction de la *Revue française de science politique* depuis juin 2001.

Evaluations d'articles pour revues étrangères (dont notamment *History and memory* en 2003)

- *Le Galès Patrick*

Direction de l'International Journal of Urban and Regional Research, principale revue internationale de sciences sociales de la ville

Membre du comité de rédaction des revues : *Journal of European Public Policy* (Routledge, depuis 1994 membre fondateur), *L'Année de la Régulation* (Presses de Sciences Po, Paris), *Regional Studies* (Taylor et Francis, Londres), *European political Studies* (revue professionnelle de l'ECPR), *Socio-Economic Review* (Oxford University Press)

Membre du Comité éditorial (ou Advisory Board) : *Lien social et Politique*, *Revue Internationale d'action communautaire* (Montréal et Rennes), *Pouvoirs Locaux* (Paris), *Government and Policy* (Pion, Londres et Detroit) (1994-2000), *British Journal of Politics and International Relations* (Birmingham, British Political Science Association and Blackwell), *Foedus* (Revue italienne de science politique et de sociologie urbaine, Padoue), *Local economy* (Londres) à partir de 2003

Collaboration ponctuelle à d'autres revues (notes de lecture, révision d'articles) pour *Sociologie du Travail*, *Revue Française de Science Politique*, *Droit et Société*, *Public Administration* (Newcastle), *Journal of Urban Affairs* (Saint-Louis, USA), *Governance* (Pittsburgh), *Journal of Regional and Federal Studies* (Cardiff), *West European Politics* (Londres), *Urban Studies* (Glasgow), *Politiques et Management public* (Paris), *Stato e Mercato* (Florence).

Collection d'ouvrage : co direction de la collection U Sociologie (Colin)

- *Mayer Nonna*

Comité de rédaction de la revue *Patterns of Prejudice* (1994→)

Comité éditorial de la revue de la CNAF, *Recherche, Prévisions et statistiques* (2000→)  
*Mayer*

Advisory Board de la *Revue suisse de science politique* (2002 →)

Advisory Board de *French politics* (2002→)

- *Muxel Anne*

Avec Pascal Perrineau, direction de la collection CEVIPOF/AUTREMENT aux Editions Autrement.

- *Palier Bruno*

Membre du comité de rédaction de *L'Année de la Régulation*, *Journal of European Social Policy*, *Global Social Policy*, *French Politics and Society*, *Social Politics*.

- *Rouban Luc*

Membre du comité éditorial de la revue *Governance* (Blackwell), de *Public Administration* (Oxford University Press) et de son forum européen, de *Public Management* (Routledge) et de la *Revue Française d'Administration Publique*.

- *Taguieff Pierre-André*

Directeur littéraire aux Éditions Berg International (Paris) depuis 1993. Direction de deux collections : « Histoire des idées », « Pensée politique et sciences sociales »; création en 2001 de la série « Interventions » dans le cadre de la seconde collection

Membre de comités de rédaction de diverses revues : *Mots/Les langages du politique* ; *Hermès. Cognition, Communication, Politique* (jusqu'en 2001); *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle...*

Collaborateur du *Dictionnaire historique de la pensée sociologique* (dirigé par Raymond Boudon, Mohamed Cherkaoui, Bernard Valade), à paraître aux PUF; du *Dictionnaire des relations interculturelles* sous la direction de Gilles Ferréol et Guy Jucquois (à paraître en novembre 2003 chez Armand Colin) ainsi que du *Dictionnaire de philosophie politique* (dirigé par Philippe Raynaud et Stéphane Rials), nouvelle édition revue et augmentée, à paraître aux PUF; co-directeur (avec Fred Constant et Gil Delannoï) du *Dictionnaire historique et critique du racisme* (projet international en préparation)

Membre du comité éditorial du *Journal of Ethnic and Migration Studies*, du comité scientifique de la revue *Politica Hermetica*, des comités de parrainage des revues *Panoramiques*, *ProChoix* et *Impatiences démocratiques*, du comité d'honneur de la revue *Res Publica. Philosophie-Sciences humaines* (PUF), du conseil scientifique de l'Observatoire de l'extrémisme (revue : *Vigilance républicaine*), du comité éditorial de la série *Les Études du CRIF*, du conseil scientifique de la revue *Raisons politiques* (I.E.P. de Paris, Presses de Sciences Po), ...

Conseiller du secteur « Idées » de l'hebdomadaire *Marianne*

Membre du Comité de lecture du concours pour le Prix *Le Monde* de la recherche universitaire (2001, 2002); thèses publiées aux PUF, dans la collection « Partage du savoir » (dir.: Edgar Morin)

- *Vedel Thierry*

Membre des comités de rédaction de trois revues scientifiques : *Réseaux, Communication & Strategies*, *Information Communication and Society*.

## **II.2.11.E. LOGICIELS**

L'ensemble des logiciels présentés ci-dessous ont été créés par Jean Chiche, ingénieur de recherches au CEVIPOF. Il est aussi l'auteur de leurs évolutions.

### **EDEN - « Etude des Données Electorales Nationales »**

Les évolutions majeures depuis 4 ans concernent la base de données et le logiciel lui même. Durant les années 1999, 2001, et 2002, années électorales, la base de données s'est enrichie des résultats des élections européennes, du référendum portant sur le quinquennat, des

élections cantonales, municipales, présidentielle et législatives. La base de données est désormais exhaustive pour l'ensemble des niveaux territoriaux habituellement couverts.

Le progiciel, somme de 4 modules principaux - Consultations « minitelistes » de résultats, Analyses, Cartographie et Gestions de bases de données-, a été mis à jour ou enrichi de fonctionnalités dans toutes ses composantes. Ainsi la cartographie a-t-elle été généralisée au niveau européen et intègre-t-elle maintenant des possibilités de travail fin sur Paris.

Le module d'Analyses a quant à lui, vu sa partie « analyse de flux et régression multiple » affiné par des fourchettes de sensibilité, l'algorithme de calcul ayant été optimisé. Ce module d'Analyses a également été enrichi d'analyses typologiques multidimensionnelles.

La gestion de bases de données permet désormais le transfert sans difficultés de fichier « EDEN » en fichiers « ASCII délimités » facilitant les transferts vers EXCEL ou SPSS.

Enfin EDEN a été implanté dans les universités de Lille et Grenoble (CIDSP) et équipe maintenant le service élections du Ministère de l'Intérieur.

### AGD : Analyse géométrique des Données

Ces logiciels ont été créés avec Brigitte Le Roux, Professeur à Paris 5 et membre du MAP5, CNRS, FRE 2428 (Equipe de Mathématiques Appliquées de Paris 5).

Ils constituent la partie pratique de la théorie que Brigitte Le Roux et Jean Chiche ont élaborée et dont ils ont publié ou communiqué les principes à travers articles, chapitres de livres, et communications lors de colloques internationaux.

Ces logiciels sont distribués librement via Internet et des boîtes FTP anonymes, dans la communauté scientifique française et internationale. Ils sont cités dans des articles aussi bien suédois que norvégien, anglais, espagnol, italien et grec.

- *ANALYSE DES CORRESPONDANCES MULTIPLES SPÉCIFIQUE (ACMSPE)*

L'analyse des correspondances multiple spécifique (ACM spécifique) est une variante de l'analyse des correspondances multiple. Elle s'applique à des questionnaires où, pour chaque question, l'individu interrogé ne donne qu'une modalité de réponse et une seule, mais où il peut y avoir des réponses manquantes, ou bien des modalités d'effectif très faible, ou encore des modalités de non-intérêt (catégories 'autres'), etc. Cette méthode permet de s'affranchir du carcan du codage disjonctif complet. C'est une variante de l'analyse des correspondances multiples (ACM), qui peut être vue comme une ACP bipondérée (option tableau de transition) effectuée sur le protocole des variables indicatrices des  $NJ1$  modalités actives, avec, pour les individus, une pondération égale à 1, et pour les modalités un poids égal à la fréquence d'observation (nombre d'individus actifs ayant choisi cette modalité divisé par le nombre  $NJ1$  d'individus actifs) divisée par le nombre  $NQ1$  de questions actives. Le nombre d'axes demandés doit être au plus égal à  $\text{Min}(NJ1-1, NJ1-NQ1)$ .

Ce logiciel a été intégré à la librairie ADDAD – logiciel de l'association pour le développement et la diffusion de l'analyse des données.

- *ELLIPSES DE CONCENTRATION (ellipse)*

Ce logiciel permet la représentation graphique d'observations statistiques analysées par l'ACMSPE. Il permet de tracer les ellipses de concentration de sous-nuages d'individus définis par un facteur de classification, dit *facteur structurant*, dans des plans principaux. La représentation graphique des individus – en particulier dans les enquêtes par questionnaires-, permet de mieux interpréter les résultats statistiques tout en tenant compte de la grande variabilité des réponses. On calcule et on comprend mieux par les graphiques les variances inter groupes et intra groupes.

- *INDICES KAPPA D'HOMOGENEITE OU DE CONFORMITE (KAPPA-ELLIPSE).*

Ce logiciel permet d'affiner les résultats de l'ACMSPE et de mieux interpréter les ellipses. KaPPaEllipse produit des tableaux d'indices, qui pour chaque modalité d'un facteur structurant dessine le profil idéal dans un plan factoriel particulier.

Il peut également être un outil de correction d'affectations d'individus statistiques à des classes à l'issue d'une classification automatique.

La méthode consiste à calculer toutes les distances entre chaque individu et le centre de gravité du sous nuage dans un plan factoriel donné. Il produit ainsi pour chaque individu et ou chaque modalité d'un facteur de classification, la meilleure affectation possible, à un epsilon que l'utilisateur peut paramétrer, à la classe réelle d'appartenance.

Exemple : Si on construit l'espace idéologique des français à l'aide d'une Analyse des correspondances multiples spécifique et que l'on représente les ellipses de concentration de chaque électorat potentiel par la déclaration des individus interrogés, on peut réaffecter ces individus qui disent vouloir ou avoir voté pour tel candidat ou tel parti au candidat ou au parti dont ils sont en réalité plus proches idéologiquement.



## II.2.12. INFORMATION ET CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

- D'octobre 1999 à octobre 2003, les chercheurs du CEVIPOF sont intervenus dans plus d'une centaine de conférences, débats, salons, etc.
- Ils se sont exprimés dans la plupart des médias locaux, nationaux et internationaux.
- Pendant la même période, le CEVIPOF a publié 11 Cahiers et organisé 4 saisons des Lundis du CEVIPOF, avec en moyenne une douzaine d'intervenants par session.

### II.2.12. A. CONFERENCES, DEBATS, SALONS

- *Barthélémy Martine*

Intervention : « Les associations et le lien social », *Forum des associations*, Creil, 2 octobre 1999.

Intervention : « Le bénévolat, mutation ou déclin ? », *Congrès de la Fédération des œuvres laïques de la Vienne*, Poitiers, le 10 novembre 1999.

Participation à la Table Ronde : « L'école et les mouvements d'éducation populaire, quelle complémentarité ? », Ministère de l'Education nationale (public : administrateurs civils CFDT), le 2 décembre 1999.

Intervention lors d'une soirée d'étude « Vie associative et fonctionnement démocratique », Fédération sportive et gymnique du travail (Comité Val de Marne), le 22 mars 2000.

Communication : « Associations : engagement militant et projet associatif », *Congrès de la FOCEPY (Fédération des œuvres laïques de l'Yonne)*, Chablis, 23 juin 2000.

Table Ronde « Les associations en France : agir pour les étrangers », « La défense des libertés publiques », 1<sup>ère</sup> rencontre nationale en région de la Mission interministérielle pour la célébration du centenaire de la loi de 1901, *Associations françaises : faire progresser les droits ici et là-bas*, Orléans, 30 septembre 2000.

Table ronde « Les associations acteurs de l'économie », colloque *Les associations, enjeu de la transformation sociale*, organisé par la Maison d'expression et des loisirs d'Issoudun et la Fédération Léo Lagrange, 9 décembre 2000.

Table ronde « Démocratie et vie associative », Forum universitaire, Boulogne-Billancourt, 15 septembre 2001.

Conférence : « L'association et le politique », Cycle de conférences de *La liberté de l'esprit*, Quimper, 22 septembre 2001.

Conférence-débat : « Participer à une association, pourquoi ? », Maison des Citoyens du monde de Nantes, *Campagne 2001 : s'associer pour un monde commun*, 4 octobre 2001.

Communication : « L'évolution de l'engagement associatif », colloque national de l'Action catholique ouvrière, *50 ans d'ACO : une histoire qui ouvre l'avenir*, Paris, 12 octobre 2001.

Table ronde avec les acteurs de la vie associative et Conférence : « Associations et pouvoirs publics : entre autonomie et intégration ? », *Comité Georges Trouillot*, Lons le Saunier, 20 novembre 2001.

Intervention « Evolutions du mouvement associatif » dans l'atelier *Citoyenneté, démocratie et corps intermédiaires*, Université d'automne de la Ligue des droits de l'homme, 23 novembre 2002.

Intervention au séminaire des Francas sur *Communautarisme et universalité*, 23 septembre 2003.

- *Boy Daniel*

Organisation à la Cité des Sciences de Paris d'une série de rencontres publiques sur le problème de la démocratisation des choix scientifiques et techniques (novembre 2002 à janvier 2003).

- *Capdevielle Jacques*

Participation à l'université d'été d'Attac (2001 et 2003).

- *Costa Lascoux Jacqueline*

Salon de l'Education (comité d'organisation ; direction de débats et interventions ; organisation d'exposition..)

Université d'été de la Communication d'Hourtin (organisation, discours d'introduction, direction de débats, etc...)

Journée du livre politique (Assemblée nationale)

Journée du livre d'Histoire (Blois)

Multiplés interventions à la Ligue de l'Enseignement, dont j'étais présidente (2001-2003), et dans d'autres associations ou centres associatifs, au CNVA, et à des congrès (FCPE, SGEN, Centre CERAS, UNSA, SNIUPP, CFTC, CGT, etc...) sur les thèmes de mes recherches.

- *Delannoi Gil*

Direction d'atelier ou participation à un atelier aux Rencontres Sciences et Citoyens (Futuroscope de Poitiers) sauf en 2002.

25 octobre 2001, Gif-sur-Yvette, « Quel avenir pour l'Etat-nation ? » conférence au Centre National d'Etudes et de Formation de la police nationale, Ministère de l'Intérieur, dans le cadre du cycle organisé en collaboration avec Sciences-Po Formation.

6 mai 2003, Université de Reims, Exor, CNRS, conférence : « La mondialisation contre l'Asie ? ».

- *Faucher Florence*

*Les conférences du parti travailliste : un temps fort médiatique*, Les congrès des partis de gauche en Europe, Fondation Jean Jaurès, 29 avril 2003.

Communication lors d'un "Petit déjeuner de la Fondation Jean Jaurès", 26 novembre 2002.

Présentation et diffusion des travaux de l'Audit Participatif Interne des Verts, août 2002.

- *Groux Guy*

(avec Thierry Sessin), « L'actionnariat des salariés : mode ou nécessité ? Les regards croisés d'un économiste et d'un sociologue », in : « Quand le salarié devient actionnaire. Succès et difficultés de l'actionnariat salarié », Colloque organisé par l'Institut 'Réalités du dialogue social' et l'Institut 'Entreprise et personnel', Maison de la Chimie, Paris, 6 décembre 2000.

« Vers un renouveau du conflit social ? », in : *Les Mardis de l'Entreprise*, Centre de conférences Saint-Georges, Montbéliard, 3 avril 2001.

« Les cadres dans l'action collective : des valeurs culturelles à l'engagement », in : Colloque : « Cadres aujourd'hui : convergences et différenciations », CFDT-Cadres, Amiens, 22 avril 2001.

« Conflits sociaux et médias », in : « Premiers entretiens de l'information : la médiatisation des conflits sociaux », 22<sup>ème</sup> Université d'été de la Communication, Hourtin (Gironde), 21 août 2001.

« La gestion des âges dans l'entreprise : un problème à questions multiples. Contribution à une table ronde », in : « Du junior au senior, quelle complémentarité ? », Convention de l'ANDCP (Association nationale des directeurs et cadres de la fonction 'Personnel'), Conseil économique et social, Paris, 26 octobre 2001.

« Vers un renouveau du conflit social ? », Conférence-débat, Observatoire des relations économiques et sociales, Paris, 4 décembre 2001.

« Table ronde : Quelles perspectives d'avenir pour l'évolution des relations sociales et du dialogue social. Introduction au débat », in : Colloque : « L'avenir du dialogue social » organisé par le Conseil économique et social et l'Institut 'Réalités du dialogue social', Paris, 14 janvier 2002.

« Syndicalisme et politique : partis, État, démocratie », Conférence, Forum d'Été, CFDT-Ile-de-France, Bierville, 4 juillet 2002

«La conflictualité », Congrès de l'UTP (Union des transports publics), Palais Alpexpo, Grenoble, 10 octobre 2002.

« Les élections prud'homales en 2002. Introduction au débat », Journée d'étude : Les relations sociales, Institut : Entreprise&Personnel, Paris, 11 octobre 2002.

« Une démocratie sociale de plus en plus imparfaite », Journée d'Étude de l'ANVIE (Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche en sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises-CNRS), Paris, 28 novembre 2002.

« Syndicalisation : d'une crise à l'autre ? », Journée d'étude : La syndicalisation, SGEN-CFDT-SFR, Immeuble des Fédérations, 9 janvier 2003.

« Les mutations de l'engagement des jeunes cadres dans le syndicalisme » Table-ronde (avec Louis Chauvel, Laurent Bouvet, Antoine Reverchon), Journée d'Étude sur l'engagement des jeunes cadres, Observatoire des cadres, CFDT, Paris, 29 mars 2003.

« Le conflit du printemps 2003. Éléments d'analyse », Conférence, Institut : Entreprise&Personnel, 24 juin 2003.

« L'autre mondialisation », in : « Quelle économie pour le XXIème siècle ? », Projection-débat, La Société à l'écran, Le Forum des images, *Sciences Humaines*, Mairie de Paris, Paris-Les Halles, 12 avril 2001.

- *Haegel Florence*

Février 2003 : intervention dans le cadre d'un cycle de formation de l'UNESCO (BIT) : présentation de la méthode d'entretien de groupe dans le cadre de la recherche sur « la politisation des discussions »

- *Lascoumes Pierre*

Conférences à La Cité des sciences, Université de tous les savoirs.

- *Lavabre Marie-Claire*

Conférence à l'occasion de l'inauguration du site internet « Mémoires vivantes », Angoulême, 11 octobre 2002.

Entretien pour *Le journal du CNRS*, dossier « De mémoire d'homme », septembre 2000.

Table ronde, *Informations sociales* sur « Mémoire familiale et immigration », mars 2001.

« Le militant communiste, paradigme du militant », débat avec Bernard Pudal, CEVIPOF, février 2000.

« L'histoire du (des) communisme(s) », Centre Marc Bloch , Janvier 2001 (Discutante).

« Histoire et mémoire. Roumanie et Bulgarie depuis les années 30 : une comparaison. »  
Centre de recherches historiques, EHESS, Mai 2001-06-01 (Présidente).

Séminaire interne du CEVIPOF, décembre 2001 : Présentation de Paul Ricoeur, « Histoire, mémoire, oubli ».

Participation à un débat sur les sciences sociales en Allemagne et en France à l'occasion de la nuit franco-allemande, Maison de l'Allemagne, Paris, 2002.

- *Le Galès Patrick*

Interventions dans des colloques professionnels : Agence d'urbanisme, élus locaux, Directeurs de MJC, HLM ou organisation d'autorités locales et d'élus en Finlande et en Grande-Bretagne.

- *Mayer Nonna*

Une cinquantaine de conférences, débats, salons sur la période, surtout pour la valorisation de *Ces Français qui votent Le Pen* et *La démocratie à l'épreuve*.

- *Mossuz-Lavau Janine*

Nombreuses conférences à la demande du milieu associatif, des professionnels de la santé, dans des festivals, à la demande de municipalités, de syndicats, etc...

A plusieurs reprises, présentation des films documentaires faits avec le réalisateur Maurice Dugowson sur les femmes (trois films de 65 minutes chacun, intitulés "Femmes et sexualité", "Femmes et travail", "Femmes et politique", qui sont passés sur France 2 en 1999.)

- *Muxel Anne*

Nombreuses conférences et interventions dans des débats publics effectuées à la demande d'organismes publics, para-publics ou d'associations (EDF-GDF, IUFM, Universités, IEP...etc) :

Cours dans le cadre du cours du 3<sup>ème</sup> cycle de sociologie politique de Pierre Favre, le 23 février 2000, « Socialisation et formes de lien au politique dans le temps de la jeunesse ».

Séminaire du GERMM- AFSP, Groupe d'étude et de recherche sur les mutations du militantisme, le 26 avril 2000, discutante de la communication présentée par Mounia Benari-Chreibi « Parcours politique des jeunes Marocains.

Conférence dans le cadre du cycle de formation organisé par le Cevipof à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence, le 10 novembre 2000 : « La formation des attitudes et des comportements politiques ».

Cours dans le cadre du cours de 3<sup>ème</sup> cycle de science politique de l'Université Paris X-Nanterre de Bernard Lacroix, le 28 novembre 2000, « L'abstentionnisme : dans le jeu ou hors du jeu politique ? ».

Cours Sciences Po PISPS, Les jeunes européens et la politique, mercredi 21 mars 2001

Séminaire de l'école doctorale organisé par Riva Kastoryano, discutante du projet de Nina Léonard sur la mémoire collective en ex-RDA, le 24 avril.

Cours à l'Institut d'Etudes Politiques de Lausanne (Suisse), le 7 juin 2001, L'analyse longitudinale : perspectives théoriques et méthodologiques.

Cours à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence, le 16 novembre 2001, La formation des attitudes et des comportements politiques.

Conférence dans le cadre d'un stage de formation « Perspectives des élections municipales e 2001) organisée par le CEVIPOF, dans le cadre du programme de la formation continue de SciencesPo, « Le phénomène de l'abstention : dans le jeu ou hors du jeu politique ? », le 25 janvier 2001.

Conférence Fresnes, Association Ressources, « Jeunes et citoyenneté », 18 janvier 2002

Conférence IUFM Reims, « Quelle est l'expérience politique des jeunes aujourd'hui ? », 6 février 2002

Conférence ministère de la défense, « L'expérience politique des jeunes », 14 février 2002

Conférence EDF-GDF, Clermont Ferrand, 7 mars 2002 : « L'engagement social et politique des jeunes aujourd'hui »

Séminaire CRAPS Lille, Ecole doctorale, « L'expérience politique des jeunes : théorie et méthodes », 12 mars 2002

Conférence dans le cadre de l' Association de la Porte Haute, à Mulhouse, « Les jeunes et la politique, le 19 mars 2002

Conférence CEPPEL, Montpellier, Ecole doctorale, « Les jeunes face à l'élection », le 25 mars 2002

Conférence aux Assises des étudiants organisées par la Mairie de Paris ? « Les jeunes et la politique après le 21 avril »

2<sup>ème</sup> Biennale du Futur, Conseil économique et social, Les âges de la vie, Paris, 20 novembre 2002, animation d'un atelier ayant pour intitulé « Âges et rapports intergénérationnels dans la cité n : comment vivre mieux ? »

Séminaire du CEVIPOF, 13 décembre 2002, Présentation des premiers résultats de l'enquête sur les cultures politiques des étudiants de Sciences Po.

Conférence à l'Institut supérieur de pédagogie, Université catholique, Paris, le 13 janvier 2003, « Les valeurs peuvent-elles se transmettre ? Questions et enjeux pour les éducateurs »

Cours à Paris V, L'engagement politique des jeunes aujourd'hui, le 24 janvier 2003

Conférence EDF-GDF, « Les jeunes et la politique », Les Mureaux, le 4 mars 2003

Séminaire IEP de Grenoble, « Mesurer la compétence politique : réflexions théoriques et méthodologiques à partir des enquêtes menées sur le rapport des jeunes à la politique », le 16 juin 2003

Intervention dans le cadre des *Conférences Transversales du CNRS*, le 25 janvier 2000, consacré au thème de La mémoire. Conférence publiée dans *Le journal du CNRS* N°129, septembre 2000.

Animation d'un débat dans le cadre de la programmation du cinéma des Ursulines le 18 avril 2000 à Paris, à propos du film « Les traces silencieuses », réalisé par Sophie Bordier.

Conférence donnée au Crédit Lyonnais, le 26 mai 2000, *La mémoire familiale : le passé devant soi*.

Conférence donnée à l'Association départementale des élus communistes et républicains, dans le cadre de leur journée d'études, *Démocratie locale, participation citoyenne, quel apport nouveau des élus ?*, à Créteil le 18 novembre 2000. Communication présentée : « La participation politique aujourd'hui : dans le jeu ou hors du jeu politique ? »

Conférence au CIDEM, La citoyenneté des jeunes, le 27 février 2001

Conférence organisée à Londres par la Fondation Jean Jaurès sur Les jeunes et la politique. Une comparaison franco-anglaise, le 30 mars 2001

Débat organisé par le Forum des images, à la suite de la projection du films de Citizen Kane, sur La mémoire des objets, le 11 avril 2001

Débat organisé par le DESS de Communication politique de Paris I sur Les jeunes et la politique, le 30 mai 2001.

- *Rey Henri*

Participation au débat organisé à la Mairie de Berlin (association des anciens Sciences Po en Allemagne et l'association Gerhard Kiersch Verein) sur le thème : Elections en France et en Allemagne : regards croisés, 26 avril 2002.

- *Schweigsuth Etienne*

Réception de plusieurs personnalités étrangères et exposé sur la vie politique française, dans le cadre du programme de personnalités invitées du Ministère des Affaires Etrangères.

- *Sineau Mariette*

Travail de présentation des travaux de recherche (en particulier à l'occasion de la sortie de l'ouvrage *Profession : femme politique*)

6 mars 2001 : débat organisé par la Librairie L'île lettrée (Paris, 10<sup>e</sup>) : « Les femmes en politique. La parité aux élections municipales : ce qui va changer » avec Clémentine Autain, et Olga Trostiansky.

21 septembre 2001 : participation à la foire du Livre de Nancy.

20 octobre 2001 : débat organisé par la librairie « Arts et Lettres », 120 boulevard du Montparnasse 75 014 Paris.

20 novembre 2001 : participation au salon des Maires de France.

8 décembre 2001 : Journée Dédicaces à Sciences Po, organisée par le bureau des élèves.

12 décembre 2001 : présentation des recherches sur femmes et citoyenneté devant le Service des Droits des femmes et en présence de la Chef de Service, Brigitte Grézy (présentation retranscrite dans *Passerelles*, n°2, janvier 2002, magazine qui se fait l'écho des rencontres organisées par le Service des droits des femmes avec les chercheurs).

8 mars 2002 : FNAC Saint-Lazare, rencontre sur le thème de « l'Histoire des femmes », avec Michelle Perrot et Arlette Farge.

23 mars 2002 : 22<sup>e</sup> Salon du Livre, participation aux débats du Bar des Sciences, parrainé par le ministère de la Recherche, sur le thème : « De la télévision et des femmes en politique ».

- *Taguieff Pierre-André*

Participation à de nombreux colloques et à des tables rondes, interventions dans divers séminaires, conférences-débats à l'invitation de clubs de réflexion ou de cercles culturels

- *Vedel Thierry*

Intervention lors de l'université d'été de la Communication, 27 août 2003.

Intervention lors du 4eme Forum international sur la démocratie électronique, 25 septembre 2003.



## **II.2.12. B. INTERVENTIONS DES CHERCHEURS DANS LES MEDIA**

Les chercheurs du CEVIPOF interviennent très régulièrement dans les médias qui suivent. Allant au-delà des interviews, certains d'entre eux ont une activité d'éditorialiste dans certains des titres qui suivent. Par ailleurs, l'activité d'expertise électorale, dans les périodes d'élections, est très développée auprès de plusieurs media cités ci-dessous.

- *Presse internationale*

Newsweek, Time Magazine, The Times, Avui, Tokyo Shibun, Financial Times, Le Soir, Newsweek, San Francisco Chronicle, Telos, Una Città, Razzismo e Modernità, La Pensée et les Hommes, La Tribune de Genève, etc.

- *Presse Quotidienne Nationale*

Le Monde, Le Figaro, Libération, Les Echos, La Tribune, Le Journal du Dimanche, L'Humanité, La Croix, etc...

- *Presse Quotidienne Régionale*

Ouest France, La Marseillaise, Sud-Ouest, Le Progrès, Midi Libre, La Provence, etc.

- *Presse périodique*

Le Journal du Dimanche, L'Expansion, L'Express, Télérama, Le Nouvel Observateur, Marianne, Le Nouvel Economiste, Elle, La Vie.

- *Périodiques spécialisés*

Réforme, Questions actuelles, l'Actu, Sciences Humaines, Alternatives économiques, Capital, Objectif Sud, Géo, Top family, Aujourd'hui en France, Jeunesse au plein air, Information juive, Actualité juive, Phosphore, Syndicat Hebdo.

- *Presse interne ou spécialisée*

Différences, Journal du MRAP, Regards, Associations mode d'emploi, Anim'magazine, Journal de l'UFCV, A l'écoute, Journal des orphelins apprentis d'Auteuil, Les idées en mouvement, Journal de la Ligue de l'enseignement, Famille et éducation, journal de l'UNAPEL, Jeunesse au plein air, Lettre de la Fondation Jean Jaurès, La Nouvelle Vie Ouvrière, UNSA Magazine, magazines de la FSU, Gazette des Communes, Lettre du cadre territorial, Intercommunalités, L'Hémicycle, Maires de France, Magazine de la CNAF, etc.

- *Radios internationales*

BBC Radio 4, BBC Radio 5, BBC-London, BBC Northern Ireland, Radio Vatican, Voice of America, Radio Suisse Romande, Radio National (Australian Broadcasting), Canadian Broadcasting Corporation (CBC), RFI, etc...

- *Radios nationales*

France Inter, France Info, France Culture, Europe 1, RTL, France Bleu, BFM, Radio Classique, RMC puis RMC Infos, etc...

- *Radios locales ou confessionnelles*

Radio judaïque, Fréquence protestante, radio Notre Dame, France Bleue Gascogne, Radio Enghien, Radio Méditerranée, etc.

- *Télévisions internationales*

CNN, BBC World, BBC 2, RTBF, Télévision Suisse Romande, Télévision Suisse Italienne, Télévision finlandaise, NHK, Euskal Telebista, Ukrainian TV, etc.

- *Télévisions françaises*

TF1, France 2, France 3, France 5, M6, Arte, Canal +, LCI, i Télévision, La Chaîne Parlementaire, Public Sénat, Forum, Planète, Bloomberg TV, etc...

- *Agences de Presse*

Associated Press, Reuters, AFP, Agence de presse belge, agence de presse polonaise, agence de presse italienne, etc.

## **II.2.12. C. CAHIERS DU CEVIPOF**

Cahier n°25 (septembre 1999) : Le Front national en Bretagne occidentale – Sociologie politique et géographie locale du vote FN.

Cahier n°26 (janvier 2000) : Les préfets de la République 1870 – 1997.

Cahier n°27 (juin 2000) : Les adhérents du Parti Communiste Français en 1997.

Cahier n°28 (juin 2000) : Les braconniers de la politique.

Cahier n°29 (juin 2000) : L'archipel paysan – Une majorité devenue minorité.

Cahier n°30 (octobre 2001) : L'internet au service de la démocratie ? Le cas d'Attac.

Cahier n°31 (juin 2002) : L'Inspection générale des Finances 1958 – 2000. Quarante ans de pantouflage.

Cahier n°32 (septembre 2002) : L'idée de progrès. Une approche historique et philosophique suivie de : Eléments d'une bibliographie.

Cahier n°33 (janvier 2003) : Don et recherche de soi, l'altruisme en question *aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International*.

Cahier n°34 (février 2003) : Les musulmans déclarés en France : affirmation religieuse, subordination sociale et progressisme politique.

Cahier n°35 (mars 2003) : Le fait religieux à l'école – Actes du colloque national 17 novembre 2001.

## **II.2.12.D. LUNDIS DU CEVIPOF**

- *Cycle 2000-2001 : “ Les partis politiques en France et en Europe ”*

Au cours de l'année universitaire 2000-2001, les "Lundis du CEVIPOF" ont été consacrés à l'analyse des partis en France et en Europe. Il s'est agi, à partir de regards croisés d'un chercheur français et d'un chercheur d'un autre pays européen, de faire le point sur les structures organisationnelles, les bases sociales et idéologiques, les cultures politiques et les stratégies des partis appartenant aux grandes familles de partis européens : l'extrême droite, la droite classique, la social-démocratie, le communisme, l'extrême gauche, l'écologie et le

régionalisme. Cet état des forces politiques en France et en Europe a permis de prendre la mesure des spécificités et des invariants des partis nationaux par rapport à leur famille politique d'appartenance et d'apprécier la "part d'exception française" en matière d'organisations partisans.

23 octobre 2000 : Les partis d'extrême-droite en France et en Europe

Le cas français : Jean-Yves Camus (chercheur au CERA)

La scène européenne : Piero Ignazi (professeur de science politique, Université de Calabre)

18 décembre 2000 : Les partis de la droite en France et en Europe

Le cas français : Florence Haegel (chargé de recherche au CEVIPOF)

La scène européenne : David Hanley (professeur de science politique à l'Université de Cardiff)

8 janvier 2001 : Les partis sociaux-démocrates et socialistes en France et en Europe

Le cas français : Gérard Grunberg (directeur de recherche au CEVIPOF)

La scène européenne : Gerassimos Moschonas (professeur de science politique à l'Université Panteion d'Athènes)

5 février 2001 : Les partis écologistes en France et en Europe

Le cas français : Daniel Boy (directeur de recherche au CEVIPOF)

La scène européenne : Benoit Rihoux (maître de conférences de science politique à l'Université catholique de Louvain)

5 mars 2001 : Les partis communistes en France et en Europe

Le cas français : François Platone (directeur de recherche au CEVIPOF)

La scène européenne : Pascal Delwit (professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles)

2 avril 2001 : Les partis régionalistes en France et en Europe

Le cas français : Elisabeth Dupoirier (directeur de recherche au CEVIPOF, directeur de l'OIP)

La scène européenne : Lieven De Winter (professeur à l'Université catholique de Louvain et à la Katolieke Universiteit de Bruxelles)

14 mai 2001 : Les partis d'extrême-gauche en France et en Europe

Le cas français : Bernard Poulet (rédacteur en chef de Courrier International)

La scène européenne : Daniel-Louis Seiler (professeur de science politique à l'IEP de Bordeaux)

- *Cycle 2001-2002 : “ Points de vue sur l'élection présidentielle de 2002 ”*

Il s'est agi de jeter sur le même phénomène politique : l'élection présidentielle de 2002, des regards différents à partir de plusieurs sciences sociales et humaines. Dans chaque "lundi" un spécialiste de ces diverses sciences humaines et sociales envisagera à sa manière l'élection de 2002 (le mécanisme de l'élection, les personnalités, les programmes, les enjeux...). Après une intervention de 30 minutes environ, un chercheur du CEVIPOF réagira, en tant que "discutant", en 5 à 10 minutes.

15 octobre 2001 - Le point de vue d'un juriste : Guy Carcassonne, Professeur de Droit public à l'Université de Paris X-Nanterre

Auteur de : "La société avant l'Etat", *Le Débat*, 1999, n° 106, p. 160-163  
Guy Carcassonne et al., *La Constitution*, Paris, Seuil, 1999

discutant : Luc Rouban

5 novembre 2001 - Le point de vue d'un sociologue : Michel Wieviorka, Directeur du CADIS, directeur d'études à l'EHESS

Auteur de : *La Différence*, Balland, 2001 - M. Wieviorka dir., *Une société fragmentée*, Paris, La Découverte, 1996

discutant : Gérard Grunberg

3 décembre 2001 - Le point de vue d'un psychanalyste : Philippe Grimbert  
Auteur de : *Evitez le divan, petit guide à l'usage de ceux qui tiennent à leurs symptômes*, Hachette, 2001

*Pas de fumée sans Freud*, A. Colin, 1999

*Psychanalyse de la chanson*, Belles Lettres, 1996

discutant : Marie Claire Lavabre

7 janvier 2002 - Le point de vue d'un ethnologue : Marc Abelès, Directeur de recherche CNRS, Directeur du LAIOS

M. Abelès et H. P. Jeudy, *Anthropologie du politique*, A. Colin, 1997

discutant : Pascal Perrineau

4 février 2002 - Le point de vue d'un économiste : Daniel Cohen, Professeur d'économie à l'Ecole Normale Supérieure

Auteur de : *Nos temps modernes*, Paris, Flammarion, 1999

*Richesse du monde, pauvreté des nations*, Paris, Flammarion, 1997

discutant : Elie Cohen

4 mars 2002 - Le point de vue d'un politologue : Philippe Raynaud, Professeur de Science politique à l'Université de Paris II

Auteur de : "La démocratie saisie par le droit", *Notes de la Fondation Saint-Simon*, 1995

P. Raynaud dir., avec S. Rials, *Dictionnaire de philosophie politique*, PUF, 1996

Les nouvelles radicalités de l'extrême gauche en philosophie, *Le Débat*, 1999, n° 105

discutant : Jean Luc Parodi

- *Cycle 2002-2003 : Regard sur quelques ouvrages essentiels*

En 2002-2003, les « Lundis » ont été consacrés à quelques ouvrages importants publiés récemment en France, en Europe et aux Etats-Unis, qui nous ont semblé apporter un regard neuf sur la vie politique et sociale en ouvrant des perspectives d'interprétation jusqu'alors peu explorées. L'auteur est venu présenter son ouvrage et a été ensuite questionné par un chercheur du CEVIPOF, lecteur attentif des travaux présentés.

7 octobre 2002 : Michel SCHNEIDER – *Big Mother, Psychopathologie de la vie politique*, Odile Jacob, 2002

Discutant : Philippe Braud

4 novembre 2002 : Henry MILNER - *Civic literacy : how informed citizens make democracy work*, Hanover, Tufts University, 2002.  
discutant : Florence Haegel

9 décembre 2002 : Bernard LAHIRE – *A quoi sert la sociologie ?*, La Découverte, 2002  
discutant : Jean-Marie Donégani

13 janvier 2003 : Robert PUTNAM – *Bowling alone, The collapse and revival of american community*, New York, Touchstone, 2001.  
discutant : Nonna Mayer

31 mars 2003 : George MARCUS – *Affective intelligence and political judgment*, University of Chicago Press, 2000.  
discutant : Richard Balme

12 mai 2003 : Sebastian ROCHÉ – *Tolérance zéro ? Incivilités et insécurité*, Odile Jacob, 2002.  
discutant : Henri Rey

### **II.2.12.E. LE SITE WEB DU CEVIPOF**

Le site internet du CEVIPOF : <http://www.cevipof.msh-paris.fr>, a été développé et alimenté pendant toute la période 2000-2003. Actuellement, un projet de refonte est en cours et le nouveau site devrait voir le jour en avril 2004.

Parallèlement au site du laboratoire, un site Elections 2002 : <http://www.elections2002.sciences-po.fr/>, a vu le jour (en 2002, à l'occasion des élections comme son nom l'indique), a permis à de nombreux chercheurs du CEVIPOF de collaborer à ce projet commun d'information scientifique et a connu un grand succès.

A travers les *Tableaux des références historiques*, les élections ont pu être resituées dans le temps. *La Cartographie* des 20 dernières années a permis de les inscrire dans l'espace national et dans des territoire. Les *Programmes des Elections* ont été très utiles pour développer une analyse comparative des programmes des principaux candidats.

Par ailleurs, le cheminement de la pré-campagne et la campagne électorale ont été retracés dans l'*Ephéméride*. Enfin les grands enjeux autour desquels se structure le vote ont été présentés, orientant les internautes vers les analyses des meilleurs spécialistes du vote telles qu'elles ont été présentées dans l'ouvrage "*Le Dictionnaire du vote*" ([Analyses et enjeux](#)).

## **II.2.13. GROUPES DE RECHERCHE ET RESEAUX**

\* NB : Les réseaux internationaux sont recensés dans « Autres activités internationales »

- *Barthélémy Martine*

Membre du groupe « Valeurs confessionnelles, valeurs laïques dans les milieux associatifs », animé par Martine Cohen du GSRL (IRESCO).

- *Costa Lascoux Jacqueline*

Réseaux : Conseil de l'Europe (Sites de citoyenneté, Direction des droits de l'Homme, Direction des droits culturels), UNESCO, MIRE, INRP, EPHESSE et Université Aix-Marseille (département Histoire), Centre d'Etudes Interdisciplinaires des Faits Religieux, URMIS (CNRS/Université de Poitiers), Agence Socrates (Bordeaux), CSTB, Protection judiciaire de la Jeunesse

- *Jaume Lucien*

Direction d'un groupe de travail (8 personnes), réuni à *Esprit* (printemps 2001) : dossier publié en janvier 2002, « L'esprit de la Constitution : hier et aujourd'hui », 4 contributions (E. Zoller, O. Beaud, J.-P. Dubois, L. Jaume).

- *Lavabre Marie-Claire*

En collaboration avec Peter Schöttler, groupe de travail et séminaire au Centre Marc Bloch « Historiographie et mémoire du nazisme », jusqu'en juillet 2000.

En collaboration avec Anne-Marie Le Gloannec, séminaire « L'Europe en chantier », Centre Marc Bloch, Jusqu'en juillet 2000.

Groupe de travail mensuel au CEVIPOF « sociologie de la mémoire » ( Avec Marina Chauillac, Sarah Genburger, Teresa Grande, Françoise Mayer, Antonia Garcia, Nina Leonhard et Valérie-Barbara Rosoux, Rémi Darfeuill, Alexandra Oesser...) depuis novembre 2000. Publication en préparation.

- *Mayer Nonna*

Groupe de recherche : depuis 1994, animation avec Olivier Fillieule du GERMM (Groupe d'étude et de recherche sur le militantisme moral, devenu Groupe d'étude et de recherche sur les mutations du militantisme) réunissant des chercheurs et des étudiants français et étrangers travaillant sur des organisations très diverses mais qui ont en commun de relever d'un nouveau type de militantisme, aujourd'hui en plein essor, fondé sur d'autres solidarités que les solidarités de classes, mobilisé pour des " grandes " causes telles que l'antiracisme, l'humanitaire, la défense des droits de l'homme, la lutte contre le SIDA, la défense de l'environnement, etc.. Le groupe est ouvert à tous ceux qui s'intéressent au renouvellement des formes de militantisme et aux passerelles existant entre militantisme "moral" et militantisme associatif, partisan ou syndical traditionnel. Il se réunit depuis 1994 environ huit fois par an autour d'un (e) conférencier (e) venu exposer ses travaux. Il confronte aussi les résultats des enquêtes menées au sein du groupe, afin de constituer éventuellement, à partir d'un questionnaire commun, une base de données comparative. Depuis la rentrée 1996 il est devenu groupe d'étude et de recherche de l'AFSP, pour s'ouvrir sur un public plus large et enrichir sa problématique. Les trois dernières années les travaux du GERMM ont privilégié la dimension temporelle de l'engagement, illustrée par un numéro spécial de la RFSP, "Devenirs militants", et les formes de désengagement, thème d'une journée d'étude de l'AFSP (CERI, 8 juin 2001) et d'un ouvrage collectif à paraître (*Le désengagement militant*, dir. Oliver Fillieule) en novembre, ainsi que les mobilisations dans les pays du Sud. Les « mobilisations altermondialistes » seront le prochain thème d'un colloque international du GERMM-ASP, Paris, les 3-5 décembre 2003.

Atelier « Psychologie politique et politique : regards croisés France Etats Unis », 2-3 avril 2003, 9h30-17h30. invitant James H. Kuklinski (University of Illinois et Paul M. Sniderman (Stanford University), chef de file de la Public Opinion Research expérimentale aux Etats-Unis à venir présenter leurs travaux dans le cadre d'un séminaire intensif restreint (12 à 15 participants), associant les chercheurs et enseignants du CEVIPOF et du DEA et les doctorants qui ont recours aux modèles de la psychologie politique dans leurs recherches.

- *Michelat Guy*

Participation, depuis 1999, à l'*Intergroupe recherche et statistique*, groupe de réflexion réunissant des démographes, des épidémiologistes, des géographes et des sociologues pour travailler sur les problèmes posés par le recueil de données *sensibles* recueillies par les chercheurs en égard à la loi *Informatique et liberté*. Le but étant de faire des propositions pour les résoudre.

Participation, depuis 1999, en tant que sociologue, à l'équipe INSEE pour la préparation et à la construction du questionnaire de l'enquête sur *l'identité*

- *Palier Bruno*

Membre du bureau du Réseau Thématique 6 « Protection sociale, politique sociale » de l'Association française de sociologie.

Participation au forum européen de Sciences Po, chargé de coordonner et organiser les activités de recherche ayant trait à l'Europe à Sciences Po.

- *Platone François*

Octobre 2000-mai 2001, responsabilité et animation, avec Henri Rey et Yves Sintomer, du *séminaire ouvert du Cevipof*, consacré à « L'encadrement politique en banlieue : partis et municipalités ».



### **II.3 DECLARATION DE POLITIQUE SCIENTIFIQUE POUR LA PERIODE 2005-2008**

De 2002 à 2005, le CEVIPOF prolongera ses dynamiques de recherche dans trois domaines : comportements et attitudes politiques, pensée politique, action publique.

Dans le domaine de **l'analyse des attitudes et des comportements politiques**, les travaux du laboratoire s'intéresseront surtout aux transformations du rapport au politique. Ils s'interrogeront sur la crise de la confiance politique, l'érosion du lien social, le recul des formes conventionnelles de participation politique (montée de l'abstention, votes blancs) et la montée des formes de participation protestataire et associative, l'apparition de nouveaux clivages sur l'autorité, l'Europe, ou encore la mondialisation. Ils porteront également sur la notion de compétence, de connaissance et de raisonnement politiques. Ils intégreront enfin les transformations de la production du politique par les citoyens, des organisations et des cultures partisanes et celles du contexte institutionnel.

En ce qui concerne les recherches relatives à la **pensée politique**, elles privilégieront l'intégration du temps long et de la mémoire collective dans la lecture des phénomènes contemporains. Elles étudieront les familles politiques, les systèmes de justification et l'évolution des normes et des règles dans une société de plus en plus fragmentée. Ces travaux, de nature théorique et historique, seront centrés sur la période contemporaine et sur la France, mais ils comporteront également des dimensions comparatives historiques et internationales. Ils privilégieront notamment la genèse du libéralisme, la tradition républicaine, la montée des nationalismes, les métamorphoses du racisme et la redéfinition de la démocratie.

Dans le champ de **l'action publique**, l'accent sera mis sur les transformations des formes traditionnelles de régulation étatique. Les recherches porteront plus particulièrement sur les différents niveaux, contenus et instruments de l'action publique par exemple la redistribution de l'autorité dans la gouvernance européenne, les nouvelles formes territorialisées de l'action collective, les réformes des politiques sociales, les mutations de la souveraineté économique ou encore l'importance croissante des nouvelles technologies de l'information.

**Fédérer davantage** ces trois axes sera le premier objectif du CEVIPOF dans les années qui viennent. Il s'agira d'intégrer les différents niveaux de l'analyse : acteurs individuels, organisations et institutions locales, nationales et supranationales. Les nouveaux terrains tels que l'impact des innovations scientifiques et des nouvelles technologies ou la question de la probité publique, (qui fera l'objet du projet majeur du laboratoire de 2002 à 2005) favoriseront ce travail en commun. La présence au sein du laboratoire de chercheurs travaillant sur les comportements et les partis politiques et de chercheurs travaillant sur l'action publique permettra d'améliorer les connaissances sur les relations entre les deux mondes de la vie politique, celui des gouvernants et celui des gouvernés. Un séminaire interne sur "Electorat, partis et action publique" lancé en octobre 2003 a pour but de créer un lieu de rencontre intellectuelle pour les chercheurs des différents pôles du CEVIPOF.

Le second objectif sera d'accroître **l'internationalisation** du laboratoire par une participation accrue aux projets de grandes enquêtes comparatives européennes (European Social Studies) et aux programmes de recherche de l'Union européenne. Les contrats dans le cadre des PCRD, le développement de réseaux européens, l'accueil de jeunes doctorants européens incarnent déjà ce second objectif.

Le troisième objectif sera de mieux **valoriser les savoirs** qu'il élabore, aussi bien en France qu'à l'étranger, et de faire connaître et traduire ses travaux au sein de la communauté scientifique internationale. La traduction en anglais et la publication en 2002 de deux ouvrages issus du CEVIPOF sont là pour témoigner de la réalité de ce mouvement d'internationalisation : European cities, social conflicts and governance (Oxford University Press), Europe at the polls (Palgrave).

## **II. LA FORMATION PERMANENTE**

### **Bilan sur les formations effectuées sur la période 2000-2003**

Deux types de compétences à acquérir ont été identifiés dans l'unité :

#### *1. Compétences à acquérir de façon permanente pour l'ensemble de l'unité*

Dans cette première catégorie, il est apparu essentiel de faire un effort particulier sur la pratique de l'anglais et l'acquisition de l'autonomie en informatique. Ces besoins ayant été identifiés dans toutes les UMR SciencesPo / CNRS. Des formations d'anglais et d'autonomie micro ont donc été mises en place, en collaboration avec les services formation des deux tutelles (CNRS/FNSP).

La formation d'anglais sur site CERI a été reconduite en 2002-2003, et sera poursuivie en 2004. (convention CNRS/FNSP). Les chercheurs et personnels du CEVIPOF ont pu en bénéficier.

Par ailleurs, les compétences informatiques des chercheurs et personnels informatiques ont pu être améliorées (maîtrise des logiciels de traitement de texte ou de données chiffrées, des bases de données, etc.)

#### *2. Compétences liées à des opérations particulières ou à des réorientations d'activités*

Dans cette seconde catégorie, le projet de refonte du site du CEVIPOF a donné lieu à des besoins de formation destinée à accroître les compétences informatiques du webmaster.

De plus, le passage à la gestion par Xlab des dotations CNRS a entraîné la formation spécifique d'une assistante de gestion.

### **Projets de formation pour le contrat 2005-2008**

#### *1. Poursuite de l'effort de formation dans les domaines ci-dessus*

Développement des compétences linguistiques pour les chercheurs et le personnel administratif, tout particulièrement en anglais.

Poursuite de l'effort pour l'acquisition de compétences informatiques, permettant l'autonomie des chercheurs et une bonne gestion de la part des personnels administratifs.

Accroissement des compétences particulières du webmaster et de l'équipe informatique.

#### *2. Nouvelles formations*

Dans la perspective d'améliorer les services rendus aux chercheurs et développer la valorisation de la recherche, l'accent sera mis sur la formation dans le domaine de la

documentation - formation aux nouvelles techniques (internet, gestion de la base publi CNRS), de l'analyse de données et de la communication.

### **III. L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ**

Sur la période 2000-2003, le CEVIPOF n'a connu aucun accident ou incident.

De manière générale, l'hygiène et la sécurité au CEVIPOF relèvent du Comité d'Hygiène, de Sécurité et Conditions de Travail de Sciences Po (Fondation Nationale des Sciences Politiques).

Composé de 7 représentants du personnel, désignés par les membres titulaires du Comité d'Entreprise, réunis en collège, il est en charge de la protection de la santé, l'amélioration de la hygiène et des conditions de travail.

Pour ce faire, le CHSCT organise chaque année la visite des locaux, se réunit une fois par trimestre pour réaliser un bilan des risques professionnels et fait le point une fois par semestre sur les accidents du travail.